



JACQUES R. PAUWELS

# BIG BUSINESS

## AVEC HITLER

Hitler a comblé les attentes qu'industriels et banquiers avaient placées en lui. En effet, il réalisa tous les points importants de leur «programme» plus diligemment, plus complètement et plus impitoyablement qu'ils n'auraient pu ou osé le faire eux-mêmes.

En outre, à l'issue de douze années d'une dictature nazie dont ils avaient pourtant été les parrains, banquiers et industriels rejetteraient tous les crimes sur le dos d'Hitler et plaideraient pieusement «non coupables».

Ce livre d'histoire bien documenté est de ceux dont l'élite économique ne souhaite pas entendre parler.

JACQUES R. PAUWELS (né en Belgique en 1946) est diplômé en histoire et en sciences politiques des universités de Gand et de Toronto, où il s'est établi et a enseigné. Spécialiste de l'histoire du Troisième Reich, il a publié de nombreuses études sur le sujet. *Le mythe de la «bonne guerre», les Etats-Unis et la Deuxième Guerre mondiale*, son précédent ouvrage publié aux éditions Aden, a été actualisé en 2011.



**20 euros**

Du même auteur aux éditions Aden :  
*Le mythe de la «bonneguerre», les États-Unis et la  
Deuxième Guerre mondiale, 2011 (2<sup>e</sup> édition)*

**Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

LES ÉDITIONS ADEN  
édition  
Gilles Martin,  
Julie Matagne  
mise en page  
Emme Karali

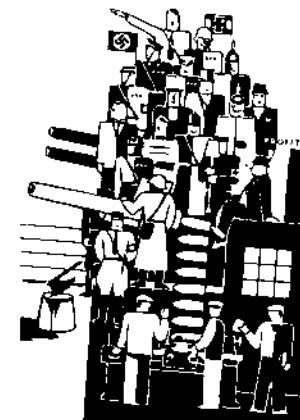
couverture  
Atelier des grands pêcheurs  
Les éditions Aden 1060  
Bruxelles - Belgique Tél +32 2  
537 00 6a Fax +32 2 534 46 62  
[gilles@aden.be](mailto:gilles@aden.be) [www.aden.be](http://www.aden.be)

Titre original : *Big Business  
met nazi-Duitsland*,  
EPO, Berchem, 2009  
Dépôt légal : février 2013  
D/2013/10.374/1

**JACQUES R. PAUWELS**

# **BIG BUSINESS AVEC HITLER**

**Traduit du néerlandais avec la collaboration  
de Frank Degrez**



Le III<sup>e</sup> Reich, gravure de Gerd Arntz, 1934

## Table des matières

Avant-propos .....	n
--------------------	---

### PREMIÈRE PARTIE

LE BIG BUSINESS ALLEMAND ET HITLER .....	21
--	----

#### Chapitre 1

Empire, guerre, révolution .....	23
----------------------------------	----

#### Chapitre 2

Industrie, démocratie et dictature .....	35
--	----

#### Chapitre 3

Crise économique et politique .....	47
-------------------------------------	----

#### Chapitre 4

Adolf H. se fait embaucher .....	59
----------------------------------	----

#### Chapitre 5

L'élimination de la gauche .....	67
----------------------------------	----

#### Chapitre 6

La dictature nazie : <i>Cui bono</i> ? .....	75
--	----

#### Chapitre 7

Le III <sup>e</sup> Reich: un État-providence? .....	99
--	----

#### Chapitre 8

La guerre d'Hitler .....	115
--------------------------	-----

#### Chapitre 9

Ensemble jusqu'à la fin ! .....	133
---------------------------------	-----

#### Chapitre 10

Un bénéficiaire inapaisé .....	151
--------------------------------	-----

Interlude : Et ailleurs ? .....	159
---------------------------------	-----

### DEUXIÈME PARTIE

LE BIG BUSINESS AMÉRICAIN ET L'ALLEMAGNE NAZIE .....	177
<b>Chapitre 1</b>	
L'offensive du dollar en Allemagne .....	179
<b>Chapitre 2</b>	
Fans et partenaires américains d'Hitler .....	193
<b>Chapitre 3</b>	
Plutôt Hitler que «Rosenfeld» .....	215
<b>Chapitre 4</b>	
Guerre éclair «made in USA» .....	235
<b>Chapitre 5</b>	
Après Pearl Harbor : «Business as usual» .....	257
<b>Chapitre 6</b>	
Guerre = profits .....	273
<b>Chapitre 7</b>	
Banquiers serviables et agents secrets .....	287
<b>Chapitre 8</b>	
Bombes, dégâts et dédommagements .....	297
<b>Chapitre 9</b>	
Entre Morgenthau et Moscou .....	309
<b>Chapitre 10</b>	
Passé nazi, avenir américain .....	319
<b>Conclusion</b>	
Fascisme et guerre après 1945 .....	333
 Postface: L'histoire, de la «foutaise»? .....	339
 Bibliographie .....	351
<i>Qui ne veut pas parler du capitalisme ne dira mot sur le</i>	

*fascisme*

Max Horkheimer, 1895-1973, philosophe et sociologue allemand, en 1939



## Avant-propos

« Business » est un terme à double sens. D'une part, il renvoie à une activité, celle qui consiste à « faire des affaires », et *big business* signifie donc faire des affaires à grande échelle, s'occuper d'affaires importantes, d'activités générant d'importants profits. D'autre part, le terme «business» est également utilisé pour désigner l'ensemble des personnes qui font des affaires. En ce sens, le *big business* désigne les gens qui traitent d'affaires importantes, à grande échelle, les gens donc qui dirigent les grandes banques et entreprises et engrangent de plantureux bénéfices, en d'autres termes, les gros industriels et banquiers. On peut aussi parler à leur propos de « capitalistes », car ils possèdent et gèrent le « capital » ; on pourrait même traduire *big business* par « le grand capital » ou « le capital » tout court.

À propos du terme « capital », il ne désigne pas seulement l'argent en général, et la grosse galette en particulier, mais aussi - et surtout - les «moyens de production», à savoir les entreprises, les technologies incontournables, les biens immobiliers, etc., lesquels, combinés aux matières premières et au «travail» fourni par les ouvriers et autres « salariés », produisent de la richesse<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nous laissons ici de côté le fait que, au contraire des matières premières et du travail, le capital n'est en réalité pas un déterminant indépendant du processus de production, mais le fruit d'un travail précédent. Le capital est une forme de richesse produite dans le passé par le travail en combinaison avec des matières premières, dans le but de rendre le travail plus productif. Une charrue, par exemple, est une forme de capital: elle est le fruit d'un travail antérieur qui sert à rendre plus productif le travail de la terre.

La production de richesses est donc un

processus dans lequel le capital est combiné au travail et aux matières premières. Notons encore que ce processus de production n'est pas un processus individuel mais collectif, ou social ; en tant que telle, la richesse générée de la sorte est un produit social. Or, dans un système capitaliste, la part du lion de ce produit social revient aux propriétaires du capital, sous forme de bénéfices, alors que ceux qui louent leur force de travail n'en reçoivent qu'une partie relativement minime, sous forme de salaire.

Dans le « monde occidental » contemporain en général, les gros industriels et banquiers appartiennent à la classe supérieure, la classe nantie de la société. En Europe, cette classe supérieure, cette élite sociale, était jadis occupée par la noblesse (ou aristocratie), dont le pouvoir et la richesse reposaient sur la propriété foncière. Aujourd'hui, elle est principalement constituée par les industriels et les banquiers qui, parfois, possèdent également d'importants biens immobiliers, ainsi que par un nombre relativement restreint d'aristocrates; ces aristocrates possèdent toujours beaucoup de terres, mais à présent ils contrôlent également d'énormes quantités d'actions dans les grandes entreprises, et ils peuvent donc être considérés eux aussi comme de gros industriels, comme des capitalistes. La famille royale britannique, par exemple, dispose non seulement d'énormes étendues de terres dont elle perçoit les loyers, comme elle le fait depuis des centaines d'années déjà, mais elle est également l'un des plus importants actionnaires d'entreprises comme Shell<sup>2</sup>.

De temps à autre, les représentants de la grande indus-

---

2. Nous pouvons ignorer ici le fait que les familles royales et aristocrates en général ont acquis leurs propriétés de façon brutale, voire parfois criminelle, et que bien des fortunes industrielles sont nées de la même façon elles aussi. « Derrière chaque grande fortune se cache un crime », écrivait Balzac.

trie internationale et de la vieille noblesse européenne se réunissent dans des endroits «exclusifs» comme Davos, en Suisse, ou Bilderberg, aux Pays-Bas, pour y discuter de leurs problèmes communs. On ne peut pas dire qu'ils y organisent des «conspirations», mais ils y forgent certainement des plans et ils y «testent» de jeunes femmes et hommes politiques prometteurs, qui peuvent entrer en ligne de compte pour assumer de hautes fonctions, et sur qui ils doivent pouvoir compter pour prendre à cœur les intérêts de l'élite. C'est ainsi qu'en 1991 et 1993, respectivement, Bill Clinton et Tony Blair vinrent se présenter à Davos afin d'être acceptés par les grosses pointures internationales<sup>3</sup>. Cette élite croule sous l'argent et c'est la raison pour laquelle elle a beaucoup d'influence et de pouvoir; il s'agit bien d'une «élite du pouvoir» mais, généralement, ses membres ne se mêlent pas directement de politique. Ils préfèrent se tenir en coulisse et laisser le travail politique aux dirigeants fiables de partis fiables. Clinton et Blair, par exemple, des hommes d'une origine sociale relativement modeste, qui ne sont donc pas identifiés immédiatement comme membres de l'élite. C'est une stratégie compréhensible dans les systèmes politiques démocratiques, supposés prendre à cœur les intérêts du «peuple».

---

3 Voir Bill Hayton, «Inside the secretive Bilderberg Group».

Il ne faut pas confondre les grands hommes d'affaires, soit les véritables capitalistes, avec les petits hommes d'affaires, les indépendants et dirigeants de petites entreprises. Les «petits» hommes d'affaires n'appartiennent pas à la classe supérieure, mais à la classe moyenne ou, pour être plus exact, à ce que les sociologues appellent la «classe moyenne inférieure». Lorsqu'ils utilisent le terme de «classe moyenne supérieure », les sociologues et les historiens renvoient à cette catégorie d'industriels, de banquiers et de personnes fortunées qui, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, ont rejoint les aristocrates au sommet de la hiérarchie sociale et, dans de nombreux cas, les ont même supplantés. Des grands hommes d'affaires de la classe supérieure, on dit qu'ils constituent la « haute bourgeoisie», tandis que les petits hommes d'affaires forment la «petite bourgeoisie». Dans la pyramide sociale, sous la petite bourgeoisie, on trouve la grande masse des salariés, ceux qui contribuent par leur travail au processus de production et qui, pour cela, perçoivent un salaire. Autrefois, il s'agissait principalement des ouvriers (d'usine) mais, de nos jours, l'escamotage sémantique du terme «classe ouvrière» a automatiquement fait accéder tous les salariés à la classe moyenne.

L'alpha et l'oméga du *big business*, c'est de réaliser les plus gros bénéfices possibles, de «maximaliser» les profits. Pour atteindre cet «idéal», les grands hommes d'affaires ne sont peut-être pas prêts à tout, mais pres- que. On doit être prêt à éliminer ses concurrents, à faire travailler plus longtemps ses employés et ses ouvriers ou à les licencier, à réduire les salaires de façon draconienne, à faire grimper les prix, etc. : c'est

inévitables pour ne pas laisser l'avantage à la concurrence. C'est ainsi que cela fonctionne dans le monde du big business, en d'autres mots : dans le système socio-

économique que nous appelons le capitalisme.. Et les apôtres intellectuels de ce système font tout pour nous convaincre que le capitalisme est le seul système socio-économique possible, qu'il n'existe absolument pas d'alternative.

L'histoire du capitalisme montre que les hommes d'affaires de grand format apprécient un système politique démocratique tant qu'il est possible d'y réaliser de plantureux bénéfices. S'ils pensent que leurs bénéfices seront meilleurs avec un «homme fort» à la tête de l'État, autrement dit, dans le cadre d'une dictature, ils s'avèrent prêts à contribuer à l'installation d'un pouvoir fort. Ils y sont aidés d'ordinaire par leurs partenaires au sein de l'élite sociale, les grands propriétaires terriens. Si les grands hommes d'affaires doivent supporter une partie des coûts des charges sociales et s'ils doivent verser à leur personnel des salaires relativement élevés tout en étant à même malgré cela de réaliser de gros bénéfices, ils y seront disposés - surtout si l'alternative menace de provoquer des mouvements de protestation et même des révolutions. Mais, si les charges sociales et les coûts salariaux écrètent la rentabilité de leurs entreprises, propriétaires et managers seront prêts à tout mettre en œuvre pour comprimer les salaires et saper les services sociaux. Ces hommes aiment la paix mais, si des bénéfices plus élevés peuvent être obtenus par la guerre, ils n'hésiteront pas à s'y lancer, d'autant que: «quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent», comme l'écrivait Sartre.

Notre avant-propos est relativement abstrait jusqu'ici, mais il s'agit précisément, dans cet ouvrage, d'illustrer cette théorie. Nous avons étudié l'attitude des grands hommes d'affaires, industriels et banquiers, d'Allemagne et des États-Unis à l'égard d'Hitler et du nazisme, et à l'égard du

fascisme en général - dont le nazisme était la version allemande. Les capitalistes de ces deux pays se sont empressés de faire des affaires avec Hitler, et de cette collaboration, les deux côtés, les industriels et les banquiers d'une part et les nazis d'autre part, ont tiré les avantages qu'ils en attendaient : de juteux bénéfices pour les premiers, les leviers du pouvoir pour les seconds.

Le tandem de la grande industrie et de la haute finance allemandes, l'élite industrielle et financière du pays, ou du moins une partie considérable de cette élite, a soutenu Hitler, financièrement et d'autres manières encore, lors de sa lente ascension, et l'a aidé à accéder au pouvoir. Dans ce sens, le big business allemand fut bel et bien «avec» Hitler. Et le big business (ou le «capital») allemand en a récolté les fruits sous la forme d'énormes bénéfices, rendus possibles grâce à la politique sociale régressive d'Hitler, à son programme d'armement à grande échelle, à ses guerres de conquête, au pillage par les nazis des pays occupés, et même à leurs crimes, y compris l'expropriation et l'extermination systématique des juifs européens.

Nous verrons par exemple comment IG Farben, le trust constitué par Bayer, Hoechst et BASF, a soutenu l'ascension d'Hitler, fut étroitement impliqué dans son programme d'armement et, durant la guerre, a ramassé un pactole en utilisant des travailleurs esclaves dans toute\* ses usines, et surtout dans celle, gigantesque, située à proximité du sinistre camp d'extermination





d'Auschwitz.

Le grand capital étatsunien a également soutenu Hitler dès ses premiers pas, encore que nous ne sachions pas exactement jusqu'à quelle extrémité. Et il a réalisé des profits faramineux en produisant pour le régime nazi toute une panoplie de matériel de guerre dans les filiales allemandes des entreprises américaines, en fournissant à l'Allemagne nazie des quantités colossales de carburant, de caoutchouc et d'autres matières premières. Sans ces fournitures américaines, Hitler n'aurait jamais pu mener son *Blitzkrieg*, sa «guerre éclair». Pendant la guerre, même après Pearl Harbor, le big business américain continua à faire d'importantes affaires avec l'Allemagne nazie. Le capital américain a également utilisé le travail forcé, y compris des déportés provenant de pays occupés et même des détenus des camps de concentration.

Nous examinerons le cas de Ford, l'entreprise familiale d'Henry Ford, antisémite aussi rabique qu'Hitler en personne. Ford prospéra en fournissant à l'Allemagne nazie un parc diversifié de matériel de guerre, comme des camions par exemple, exportés en partie à partir des États-Unis, mais surtout produits dans sa filiale à Cologne, connue sous le nom de Ford- Werlce. Les bénéfices récoltés par la filiale allemande de Ford - même après Pearl Harbor ! - s'accrurent avec l'embauche de travailleurs esclaves.

Les élites financières et industrielles d'Allemagne et des États-Unis firent de bonnes affaires avec le régime hitlérien. En même temps, ils firent également de bonnes affaires entre eux et, là aussi, engrangèrent de plantureux bénéfices. Naturellement, ils voulurent que de si bonnes affaires perdurent après la guerre, après la chute du régime nazi avec lequel ils avaient colla



boré jusqu'à ses derniers soubresauts. Or, pour que la chose fût possible, il fallait passer l'éponge sur les péchés nazis des grands industriels et des banquiers allemands. Et cela advint parce que les principaux décideurs, au sein du gouvernement américain en général et parmi les autorités d'occupation américaines en Allemagne en particulier, étaient des représentants des grandes entreprises des États-Unis. En accordant le pardon et en imposant l'oubli de la collaboration des capitalistes allemands avec les nazis, les capitalistes américains mettaient en même temps sous l'éteignoir leur propre collaboration avec les nazis.

En outre, le «capital» américain a réalisé d'importants bénéfices grâce à la guerre menée contre l'Allemagne nazie par la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et, finalement, par les États-Unis. Jamais le big business étatsunien n'avait gagné autant d'argent que pendant la guerre de 1939-1945, où il joua sur tous les tableaux, en fournissant - souvent moyennant des prix usuraires - tous les pays belligérants, l'Allemagne aussi bien que les alliés.

Le nazisme hitlérien et le fascisme en général avaient été profitables aux capitalistes américains ; c'est pourquoi, après 1945, ils continuèrent à soutenir des dictatures plus ou moins ouvertement fascistes comme celles de Franco, de Suharto ou de Pinochet. Or, en fin de compte, pour le « capital » américain, la guerre représentait bien plus de promesses encore que le fascisme : la guerre - n'importe quelle guerre, contre n'importe qui - se révéla une véritable corne d'abondance, produisant des bénéfices fabuleux pour les grandes entreprises, les industriels et les banquiers des États-Unis. C'est pourquoi l'Amérique continua après 1945 à faire la guerre et qu'elle s'y emploie encore aujourd'hui -même sous un président qui peut se vanter

d'avoir reçu un prix Nobel de la paix !

Voyons à présent de quelle manière le big business allemand, étatsunien et international a supporté Hitler dans sa marche, pourtant loin d'irrésistible, vers le pouvoir, et comment il a profité, dès les débuts et jusqu'à la fin, de son régime.

Jacques Pauwels

## **PREMIÈRE PARTIE** **LE BIG BUSINESS ALLEMAND ET HITLER**

## Chapitre i

# **Empire, guerre, révolution**

L'Allemagne est un pays civilisé situé au cœur de l'Europe, continent lui-même berceau et région centrale de la partie prétendument la plus civilisée du monde, l'Occident. L'Allemagne nous a donné Bach et Beethoven, des philosophes comme Kant et Hegel, des hommes de science comme Einstein, Goethe et d'autres écrivains de renommée mondiale, ainsi que de grands peintres, architectes, ingénieurs, cinéastes, etc. Mais cette «mère blafarde», pour reprendre les mots de Bertold Brecht, a également engendré Hitler et son régime nazi, l'un des pires criminels et l'un des systèmes politiques les plus meurtriers de l'histoire de l'humanité. Comment l'expliquer ?

Hitler et le nazisme étaient-ils une anomalie, une grande et déplorable exception dans le monde occidental qui « normalement » respecte les droits de l'Homme, défend les systèmes politiques démocratiques et évite par principe la guerre comme la peste ? Visiblement non. Pensons, pour l'Allemagne, au régime autoritaire de Bismarck, et aux tentations militaristes qui s'exprimèrent à l'occasion de la guerre franco- prussienne de 1870-1871 et de la «Grande Guerre» de 1914-1918. Dans les années vingt et trente, et même après la Seconde Guerre mondiale, des systèmes dictatoriaux « fascistes », ou du moins « crypto-fascistes »

- présentant de très nombreuses similitudes avec le nazisme hitlérien - ont vu le jour en Italie, en Espagne et dans bien d'autres pays occidentaux. Et n'y eut-il pas, durant la Seconde Guerre mondiale, dans tous les pays occupés par l'Allemagne, des collaborateurs, qui ne trouvaient rien à redire à Hitler et à son régime ?

Sur le plan des droits de l'Homme, l'Allemagne d'Hitler ne constituait pas non plus une exception. Dans leurs empires coloniaux, les Britanniques, Belges, Néerlandais, Espagnols, Portugais, Français et Allemands avaient traité les populations « inférieures » noires, brunes, rouges ou jaunes en « sous-hommes », *Untermenschen* pour utiliser la terminologie nazie, et, dans de bien trop nombreux cas, les avaient exterminées totalement ou en partie - bien avant qu'Hitler ne le fit avec les juifs et les roms<sup>4</sup>. Les Allemands n'avaient pas eu besoin d'Hitler pour exterminer presque complètement, dans leur colonie du Sud- Ouest africain, la Namibie d'aujourd'hui, les peuples héréro et nama dans les années 1904-1907, dans ce que l'on a appelé le premier génocide du xx<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

Hitler n'était donc pas une anomalie, un «accident de parcours », comme on le présente trop souvent dans les livres et les documentaires. Hitler et le nazisme s'inscrivent parfaitement dans le cadre de l'histoire de l'Allemagne, tout comme ailleurs les régimes fascistes de Mussolini, de Franco ou de Pinochet : ils s'intègrent parfaitement dans les annales d'un système capitaliste, né dans le monde «occidental» et qui s'est développé au cours des derniers siècles en un « système mondial». Le nazisme d'Hitler, et le fascisme en général, sont une manifestation du capitalisme - et le capitalisme pourrait

---

4 Ce dernier thème est traité en détail dans l'excellent ouvrage de Rosa Amelia Plumelle-Uribe, *La férocité blanche*.

5 «Massacre des Héréros».

très bien engendrer à nouveau des formes de fascisme.

Hitler n'aurait jamais accédé au pouvoir en Allemagne sans le soutien des élites de la société allemande de son temps, y compris les grands propriétaires terriens de la noblesse, les généraux et autres officiers supérieurs de l'armée (le plus souvent apparentés à ces grands propriétaires terriens et portant très souvent des patronymes commençant par *von*, marque d'une origine aristocratique), les prélats des Églises protestante et catholique, les fonctionnaires d'État haut placés, les professeurs d'université et *-last but not hast-* les grands banquiers et industriels du pays. Tels étaient les «piliers», écrit le grand historien hambourgeois Fritz Fischer (1908-1999), de l'establishment traditionnel allemand qui, avant la Première Guerre mondiale déjà, avaient dominé l'Allemagne sous la bannière de la monarchie et qui avaient survécu sans trop d'accrocs à cette même guerre et à la révolution qui avait suivi<sup>6</sup>. En 1922, en Italie, ces mêmes acteurs sociaux avaient déjà amené Mussolini au pouvoir. Dans les années trente, ils allaient soutenir Franco en Espagne et créer, ou du moins soutenir, des mouvements fascistes en France, en Belgique, dans bien d'autres pays européens, et même aux États-Unis, comme nous le verrons plus tard. Nous nous concentrerons ici sur le rôle des grands banquiers et industriels, c'est-à-dire de la «haute finance» et de la «grande industrie». Nous examinerons comment et pourquoi, en Allemagne, ils ont aidé grandement à placer Hitler au pouvoir et comment ils vécurent sous le III<sup>e</sup> Reich nazi et durant la «guerre d'Hitler».

---

6 Fischer (1998), p. 180181. Fischer écrit qu'Hitler s'est uni aux élites allemandes, «aux piliers de la société et de l'économie de l'Allemagne de l'empereur Guillaume».

Au cours du xix<sup>e</sup> siècle, l'essor industriel avait été tel qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne était devenue l'un des plus puissants États de la planète. Ce développement socio-économique produisit un système capitaliste dynamique, présentant un certain nombre de caractéristiques remarquables. Dans les principaux secteurs de l'industrie naquirent, par exemple, des entreprises géantes, désignées sous le nom de «trusts», qui se livraient une concurrence impitoyable ou se groupaient en cartels et signaient des accords portant sur l'accès aux matières premières, en pénurie, sur la répartition des marchés de débouchés et sur les prix, bien sûr. Les dirigeants de ces grandes entreprises, autrement dit, les grands capitalistes du pays, exerçaient une très grande influence sur le gouvernement de l'État autoritaire mis en place par Bismarck qui, de façon conséquente, prenait très à cœur leurs intérêts ; mais, en même temps, cet État défendait les intérêts des grands propriétaires terriens de la noblesse, ces hobereaux prussiens connus sous l'appellation «junkers», la classe dont Bismarck lui-même faisait partie et dont l'empereur était le *primus inter pares*. On peut dire que l'État allemand d'avant la Première Guerre mondiale - le bon vieux *Kaiserzeit*, comme certains diront plus tard - consistait en un partenariat entre la noblesse, propriétaire terrienne, et la haute bourgeoisie nantie ; dans ce partenariat, l'aristocratie se réservait le pouvoir politique, tandis que la haute bourgeoisie, représentée surtout par les grands industriels, détenait le pouvoir économique.

L'idéologie dominante était toutefois celle, «féodale», de la noblesse, avec militarisme, culte du despotisme étatique, respect de la hiérarchie, de la discipline sociale, de la religion chrétienne, etc., comme Ta souligné Nicos



Poulantzas, ajoutant que «le “libéralisme”, aspect important de l'idéologie bourgeoise [...] du capitalisme dans l'aire européenne, n'a jamais pu prendre pied en Allemagne»<sup>7</sup>.

La révolution industrielle en Allemagne engendra aussi une masse énorme de travailleurs salariés, et leur écrasante majorité rejoignit les rangs du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD), précurseur de l'actuel Parti social-démocrate allemand. Toutefois, à l'époque, le SPD était encore un parti socialiste dans le sens marxiste du terme : il ne se démenait pas pour de modestes réformes dans le cadre du système capitaliste existant, mais n'affichait dans son programme rien moins que la révolution, le renversement non seulement du système politique impérial mais aussi du système socio-économique capitaliste. Avec leur programme socialiste révolutionnaire, les sociaux-démocrates engrangèrent un nombre extraordinaire de succès électoraux, de sorte qu'ils finirent par devenir le plus important parti au sein du Parlement allemand, le Reichstag, dont les membres étaient élus sur base du suffrage universel. Comme les grands propriétaires terriens, les gros industriels pouvaient donc s'estimer heureux qu'en dépit du suffrage universel, le système politique antidémocratique en vigueur sous Bismarck et ses successeurs empêchât le SPD de convertir ses impressionnants succès électoraux en un pouvoir politique d'une ampleur similaire. Ainsi, par exemple, le gouvernement n'était pas redevable devant le Reichstag mais devant la personne de l'empereur. Pourtant, jusqu'à l'éclatement de la guerre en 1914, la noblesse et la haute bourgeoisie continuèrent - non seulement en Allemagne, mais dans toute l'Europe

---

<sup>7</sup> Poulantzas, p. 118-119.

et aux États-Unis - à craindre que les «masses populaires», si stupides et dangereuses à leurs yeux, n'accèdent au pouvoir. Cela adviendrait par une révolution violente comme celle de la Commune parisienne de 1871 ou celle qui secoua la Russie en 1905, soit par le biais du processus, graduel et lent mais apparemment irrésistible, de la démocratisation, dont l'introduction du suffrage universel par Bismarck n'était qu'un seul exemple. Sur le plan intellectuel, cette crainte des «classes dangereuses», de « ceux d'en bas » ou des « masses » s'exprima dans des études élitistes, telles celles de Ortega y Gasset, Pareto ou Nietzsche. Quant aux industriels allemands, ils déploraient le fait que Bismarck suive le courant social-démocrate en introduisant un système national d'indemnités de chômage, de maladie et de pension auquel les employeurs devaient contribuer financièrement, en d'autres mots, en créant en Allemagne le tout premier « État-providence » au monde. Or, du point de vue de la classe ouvrière majoritairement socialiste et donc - en théorie - révolutionnaire, les bienfaits apportés par le système social bismarckien servaient à créer une sorte d'« aristocratie ouvrière » avec un intérêt dans le système socio-économique existant et, par conséquent, moins révolutionnaire. La direction du SPD, parti qui restait officiellement révolutionnaire, tombera graduellement dans les mains de socialistes «évolutionnaires» ou «réformistes», favorables à l'idée de réformes sociales au sein du système capitaliste, plutôt qu'à la révolution.

Le développement de l'industrie allemande engendra non seulement d'importants problèmes sociaux et politiques en Allemagne mais également des tensions internationales. D'autres puissances industrielles,

comme la Grande-Bretagne et la France, possédaient de vastes empires coloniaux et disposaient ainsi de sources de matières premières et de marchés protégés pour leurs produits finis. L'Allemagne, par contre, qui ne s'était unifiée qu'en 1871 et qui était donc arrivée sur scène trop tard pour se doter d'un empire colonial, devait importer de l'étranger toutes sortes de matières premières vitales, comme le pétrole, le caoutchouc, le cuivre et même le minerai de fer, et les payer au prix fort. Les produits finis de l'industrie allemande étaient par conséquent plus chers et, de ce fait, plus difficilement exportables. Cette contradiction entre une productivité en hausse rapide et les possibilités limitées des débouchés réclamait une solution d'urgence et, aux yeux de nombreux industriels allemands, cette solution consistait en une guerre censée assurer à l'Allemagne ce dont son industrie nationale avait besoin : des sources de matières premières à bas prix et des marchés de débouchés sous forme d'une extension territoriale dans des colonies outre-mer mais surtout en Europe même. Il en résulta une politique extérieure agressive qui visait à acquérir pour l'Allemagne et son industrie «une place au soleil», comme le formula le *Kaiser*. « Le fait que l'Allemagne se voyait dans la nécessité de trouver des débouchés pour ses produits industriels et son capital à investir [...] est sans aucun doute l'une des causes de la Première Guerre mondiale», écrit l'historien français Charles Bettelheim qui, en

1945 déjà, l'année de la fin de la Seconde Guerre mondiale, publia une excellente histoire économique de l'Allemagne nazie<sup>8</sup>.

De la «Grande Guerre» qui éclata en 1914, les industriels allemands attendaient donc de nombreux avantages, comme le montrait Fritz Fischer dans les années 1960 dans une étude retentissante, *Griff nach der Weltmacht*, en français « Les buts de guerre de l'Allemagne impériale». La victoire - une défaite était impensable ! - allait fournir de nouveaux débouchés ; les concurrents en France et à l'étranger seraient mis hors circuit ; l'Allemagne obtiendrait des colonies et aurait accès, à bon prix, à des matières premières essentielles comme le caoutchouc et à une main-d'œuvre ridiculement bon marché - comme celle des *coolies* à peau brune ou jaune que les Britanniques déportaient massivement de l'Inde et de la Chine vers tous les endroits de leur empire, où ils devaient trimer sans recours. Une grande guerre patriotique, espérait-on ardemment dans les salons des grands industriels allemands, constituerait également un remède de cheval contre cette désagréable « maladie » socialiste qui avait contaminé le peuple allemand ; une guerre chasserait de l'Allemagne, une fois pour toutes, le spectre de la révolution.

Que la guerre pût être un «antidote contre-révolutionnaire», qu'une grande guerre pût aussi servir à étouffer dans l'œuf la grande révolution tellement crainte, voilà à quoi croyaient dur comme fer, avant 1914, de nombreux hommes politiques, industriels et intellectuels de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie - non seulement en Allemagne, mais aussi en Grande-Bretagne, en Italie, en Russie, aux États-Unis,

---

8 Bettelheim, I, p. 15.

etc.<sup>9</sup>

La Grande Guerre se solda toutefois non par un triomphe, mais par une défaite infamante. En outre, elle provoqua la grande révolution tellement crainte, du moins en Russie où, en 1917, les bolcheviks mirent sur pied une entreprise socialiste de grande envergure. En Allemagne aussi, une révolution éclata, mais elle fut écrasée dans le sang par l'armée, sur ordre des dirigeants sociaux-démocrates comme Friedrich Ebert. En 1918-1919, le SPD enterra donc formellement le socialisme révolutionnaire qu'il avait commencé à abandonner en faveur d'un socialisme « évolutionnaire » bien avant le début de la Grande Guerre. En 1914 déjà, le SPD avait renoncé - à l'instar de la plupart des autres partis socialistes en Europe- à l'idée de solidarité « prolétarienne » internationale. Toutefois, pour faire baisser la pression révolutionnaire, la répression ne suffit pas. Pour faire face au « paradis ouvrier » en plein épanouissement en Russie, où les prolétaires avaient obtenu d'importants avantages sociaux, il fallait introduire un système politique démocratique et « libéral » s'appuyant sur le suffrage universel - qui avait d'ailleurs déjà été accepté par Bismarck-, mais aussi sur la responsabilité du cabinet envers le Reichstag et sur la « représentation proportionnelle ». En outre, il fallait proposer des progrès sociaux encore plus étendus que ce n'avait été le cas sous Bismarck, comme la journée de huit heures et l'assurance-chômage.

Dans la « nouvelle » Allemagne de l'après-guerre, la démocratique et libérale « république de Weimar », un

---

9 Losurdo (2006), p. 118-119, 212, 221. Losurdo mentionne dans ce contexte, entre autres, les noms de Cecil Rhodes, Théodore Roosevelt, Alfred von Tirpitz, Heinrich Class et Vilfredo Pareto.

rôle actif fut donc dévolu aux socialistes jusqu'alors impuissants et -chose bien plus grave encore aux yeux des élites conservatrices ! - aux tout nouveaux communistes du Parti communiste allemand (Kommunistische Partei Deutschlands, KPD). Ces communistes, au contraire des sociaux-démocrates, étaient restés fidèles aux idéaux de la révolution et de l'internationalisme socialiste, et puisaient leur inspiration auprès des bolcheviks. Les partis (grands-) bourgeois qui prenaient à cœur les intérêts des élites traditionnelles allemandes, comme le Deutsche Volkspartei (DVP), successeur du Nationalliberale Partei qui avait soutenu Bismarck avant la guerre, et le Deutschnationale Volkspartei (DNVP), tous deux archi-conservateurs, ne firent pas même jeu égal, aux élections, avec les socialistes et les communistes, très populaires, et, malgré leur appellation, ils ne purent gagner à leur cause qu'une très petite partie du «peuple». Heureusement (pour eux), ils trouvèrent un partenaire auprès du socialiste-réformiste SPD, d'un certain nombre de partis petits-bourgeois «libéraux», et du grand (et conservateur) parti catholique du Centre, précurseur de l'actuelle CDU (Christlich Demokratische Union, Union chrétienne-démocrate). En outre, dans la république de Weimar, les syndicats avaient eux aussi leur mot à dire. Très à contrecœur, les employeurs durent tenir compte des desiderata de leurs travailleurs sur le plan des salaires, des heures de travail, etc. et ils se virent taxés de « charges sociales » dont ils ne voulaient absolument pas<sup>10</sup>. Voici comment un historien allemand, Ludolf Herbst, évoque l'attitude des industriels envers la république de Weimar :

« Ils se plaignaient de la politique sociale ainsi que fiscale

---

<sup>10</sup> Voir par exemple Evans (2004), p. 114-117.

[...] les salaires étaient trop élevés à leur goût, les heures de travail trop courtes [...] Ils se lamentaient de la tendance allant vers un État-providence, ils disaient même vivre dans un État contrôlé par les syndicats [...] Ils n'aimaient pas la démocratie et continuaient à préférer la monarchie [...] Ils étaient convaincus que le système politique [de Weimar] avait une influence néfaste sur la compétitivité de l'industrie allemande. »<sup>n</sup>

Ajoutez à cela que l'Allemagne n'avait pas acquis de colonies, qu'elle avait même perdu des territoires et des marchés et qu'en vertu des dispositions du traité de Versailles signé par Weimar, elle devait encore payer des dommages de guerre à la France et à la Belgique. L'Allemagne se vit administrer une saignée financière dont l'industrie, naturellement, dut contribuer à supporter les frais.

Il n'est pas étonnant dès lors que les industriels allemands aient détesté le système démocratique et libéral de Weimar et qu'ils aient rêvé d'un régime autoritaire et militariste, de préférence dirigé par un «homme fort» qui partagerait leur vision des choses. Un tel dictateur aurait imposé aux travailleurs allemands la discipline de fer nécessaire et aurait été disposé, au moment voulu, à déclencher une guerre «revancharde», une guerre qui concrétiserait les rêves expansionnistes de la grande industrie. D'une telle guerre, ils espéraient ardemment qu'elle aboutît à la destruction totale de l'Union soviétique, le pays qui incarnait la révolution et qui fonctionnait comme source d'inspiration et comme guide pour les révolutionnaires en devenir de leur propre pays. Mais où allait-on pouvoir dénicher un tel «homme fort» ?

On pensait pouvoir compter sur l'armée. Les géné-

raux, essentiellement des nobles, représentaient les intérêts des grands propriétaires terriens et ceux-ci exécraient la démocratie et le socialisme autant que les industriels. Ils associaient la chose au prix réduit du pain, autrement dit du froment qu'ils produisaient, et au risque de réformes agraires en faveur des petits agriculteurs. En effet, en 1920 déjà, deux officiers supérieurs, Wolfgang Kapp et Walther von Lüttwitz, entreprirent un coup d'État qui fut soutenu par la plupart des unités militaires. Le déploiement de force poussa le gouvernement à quitter promptement Berlin. Or le «putsch de Kapp» échoua, car les socialistes du SPD et les communistes du KPD réagirent par une grève générale qui mit le pays à l'arrêt. Les putschistes prirent sans gloire le chemin de l'exil et l'armée se retira dans les casernes. La mise en place d'une dictature ne s'avérait donc pas aussi facile qu'on ne l'avait imaginé au départ et revêtait même un caractère hasardeux, car l'intervention commune du SPD et du KPD aurait pu déclencher une véritable révolution<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Pour une excellente analyse du «putsch de Kapp», voir Weißbecker, p. 23-32.



## Chapitre 2

# Industrie, démocratie et dictature

C'est dans le contexte traumatique de la défaite allemande dans la Grande Guerre, de la révolution en Russie et, en Allemagne même, de la chancelante démocratie de Weimar, que l'ancien soldat du front Adolf Hitler débarqua sur la scène de l'histoire. Il prit la direction d'un parti d'extrême droite, insignifiant au départ, qu'il baptisa *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP, Parti national-socialiste des travailleurs allemands), un nom absolument inadéquat et foncièrement trompeur.

*Primo*, ni Hitler lui-même ni ses premiers compagnons de parti - ni, plus tard, les dirigeants du NSDAP - n'étaient des travailleurs. Hitler était le fils d'un administrateur de la douane autrichienne, «une sorte de petit notable »<sup>12</sup> relativement prospère. Dans les années vingt, à Munich, Hitler vivait dans « une grande aisance matérielle », recevant un soutien financier considérable de bienfaiteurs richissimes dont il sera question plus tard; et au début des années trente, il rejoindra personnellement le petit club des multimillionnaires allemands. Il était alors propriétaire de biens immobiliers à Berlin, Munich et Berchtesgaden, d'une prestigieuse collection d'art, comptant des Cranach et des Dürer, et il était l'heureux possesseur d'une «grosse

---

<sup>12</sup> Almeida, p. 37.

Mercedes », l'automobile de luxe préférée des banquiers et industriels. Comme les grands chefs de l'industrie et de la finance, il se faisait également servir par «une domesticité abondante»<sup>13</sup>. Hitler ne fut donc jamais un travailleur ; d'origine petite-bourgeoise, il sut se faire coopter par la grande bourgeoisie.

*Secundo*, Hitler ne fut jamais socialiste. En réalité, il avait en sainte horreur tout ce qui était socialiste. Mais il se rendait compte que l'esprit du temps était anticapitaliste et qu'une étiquette socialiste, une identification aux travailleurs et un jargon révolutionnaire lui seraient utiles pour racoler des électeurs. À l'époque, une bonne partie de la petite bourgeoisie était aussi vaguement socialiste, anticapitaliste, ou « anti-ploutocrate». Hitler n'était ni un démocrate ni un défenseur de la cause du peuple mais un «populiste», qui prétendait défendre les intérêts du peuple et parler en son nom. Il était un démagogue, qui manipule le peuple, et un démagogue de talent. Mais, face aux industriels, aux banquiers, aux grands propriétaires terriens, aux militaires de haut rang qui, comme lui-même, ne voulaient rien savoir du socialisme, il fit entendre clairement que l'objectif de son parti n'était autre que «l'éradication de la conception marxiste du monde», comme il l'écrivit dans un mémorandum adressé à des industriels, le 22 octobre 1922<sup>14</sup>. Hitler déclarera d'ailleurs souvent sa détermination à «extirper le marxisme », sachant très bien, comme le remarque l'historien allemand Wolfgang Mommsen, que ce

---

<sup>13</sup> Almeida, p. 206, 236, 238, 249-251. Après la guerre, les biens d'Hitler revinrent à l'État bavarois.

<sup>14</sup> Cité dans Hörster-Philipps, p. 35.

discours flattait les industriels allemands<sup>15</sup>.

De cette façon, Hitler commença à obtenir le soutien d'un certain nombre de représentants des élites allemandes, par exemple, du célèbre général Ludendorff et de Fritz Thyssen, le grand patron du cartel Vereinigte Stahlwerke AG<sup>15</sup>. Thyssen, l'un des hommes les plus puissants de la région de la Ruhr, le cœur industriel de l'Allemagne, rencontra Hitler en octobre 1923 et lui offrit promptement une grosse somme d'argent<sup>16</sup>. Le futur Führer et son parti étaient alors également les bénéficiaires des largesses de l'éditeur Julius Lehmann. Entre janvier et avril 1922, par exemple, le NSDAP reçut 20 000 reichsmarks (RM) de cette source<sup>17</sup>. Hitler devenait en effet *salonfähig*, «digne d'être reçu dans un salon».

Le salon, souvent tenu par une femme qui y donnait le ton, représentait «la forme de sociabilité principale des élites ». Les idées autoritaires, racistes et antisémites y prédominaient bien avant qu'Hitler n'y introduisît les siennes. Dans les années 1920-1922, Hitler fut accueilli, entre autres, dans les salons de la veuve de l'industriel Cari Albrecht Heckmann, des Bruckmann, famille de riches imprimeurs et éditeurs, et de Herr Bechstein, célèbre fabricant de pianos. Ce dernier lui offrit «un smoking et des souliers vernis » - pour porter dans les salons, naturellement, et non pas dans les rassemblements des « ouvriers » de son parti. Hitler avait l'occasion de porter son smoking non seulement à

---

15 AG est l'abréviation de *Aktiengesellschaft*, «société d'actions», la version allemande de la SA française ; le big business allemand est parfois appelé *Deutschland AG*.

16 Pätzold et Weißbecker, p. 68. Plus tard, Thyssen tomba en disgrâce auprès d'Hitler, émigra à l'étranger et publia en 1941, à New York, un livre au titre particulièrement éloquent, *I Paid Hitler* («j'ai payé Hitler»).

17 «Julius Friedrich Lehmann»; Almeida, p. 49.

Munich mais aussi à Berlin, par exemple en visitant Herr Borsig, fabricant de locomotives, ou Emil Gansser, l'un des chefs de la firme Siemens, qui appartenaient tous les deux à son «premier cercle de relations mondaines »<sup>18</sup>.

Dans ces années-là, au début des années vingt, Hitler recevait également un soutien financier du big business international, par exemple de la part de certains hommes d'affaires et banquiers suisses, comme nous le détaillerons plus loin. Et il noua un premier contact étatsunien, avec William Bayard Haie, correspondant de presse du milliardaire William Randolph Hearst<sup>19</sup>.

Hitler était très ambitieux et tout aussi impatient, et il surestima le soutien et la sympathie dont il bénéficiait, à ce moment précoce de sa carrière politique, auprès des puissants. Le 9 novembre 1923, inspiré par la marche de Mussolini sur Rome d'octobre 1922, il tenta à Munich un coup d'État à la Kapp, avec comme objectif l'instauration d'une dictature sous sa direction. Mais ce *Bierkellerputsch* («putsch de la Brasserie») échoua, principalement en raison du manque de soutien de l'armée, dont les dirigeants avaient encore en tête les leçons du putsch de Kapp. Hitler fut arrêté, mais s'en tira avec une petite année d'emprisonnement, ce qui laisse supposer que les juges de l'appareil judiciaire de Weimar - qui formaient l'un des «piliers» de l'establishment allemand - sympathisaient eux aussi avec les ennemis de la démocratie. Ces «loisirs» imposés lui laissèrent le temps de coucher *Mein Kampf* sur papier. Il tira une leçon de l'expérience : il ne pourrait accéder au pouvoir que par les urnes. Or, pour mener des campagnes électorales et gagner des élections, il fallait, comme

---

<sup>18</sup> Almeida, p. 35, 39, 40-42, 51, 55.

<sup>19</sup> Almeida, p. 43.

aujourd'hui, disposer de très grosses sommes d'argent. Par conséquent, Hitler avait besoin de la collaboration des hommes riches et puissants d'Allemagne. Après sa libération en décembre 1924, la refondation et la réorganisation de son parti, qui avait été momentanément interdit, et encouragé par son ami Thyssen, Hitler chercha désormais, consciemment et systématiquement, du soutien auprès des gros industriels. Il espérait les gagner à sa cause de la même manière qu'il l'avait fait avec Thyssen, à savoir en mettant l'accent sur deux choses : *primo*, que son parti visait en premier lieu la destruction totale de toutes les formes de marxisme ; *secundo*, qu'il était l'homme capable de rallier le peuple allemand à lui<sup>20</sup>.

Ces arguments firent grosse impression sur les industriels car, comme on l'a déjà remarqué, les partis politiques conservateurs qui défendaient leurs intérêts ne prospéraient guère dans un système politique qui reposait sur le suffrage universel. Quelqu'un qui voulait prendre parti pour leurs intérêts et qui était en même temps capable de racoler des voix auprès du peuple leur apparaissait comme sympathique et utile. En outre, ils étaient impressionnés par le fait qu'Hitler était prêt à intervenir de façon extrêmement brutale contre les communistes, les socialistes et tous les autres éléments de gauche.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que de nombreux grands et puissants industriels, tôt ou tard, aient décidé de suivre l'exemple de Thyssen et de soutenir Hitler financièrement, tel que le firent Hugo Stinnes, directeur général d'une grande entreprise minière

---

20 Gossweiler, p. 466 et suivantes; Kühnl (1985), p. 216. Voir par exemple le texte du discours d'Hitler au prestigieux Nationalklub de Hambourg, le 28 février 1926, cité dans Hörster-Philippis, p. 60-61, et analysé dans Gossweiler, p. 466-473.

germano-luxembourgeoise, ou Emil Kirdorf, directeur général de la Gelsenkirchener Bergwerk AG et fondateur du puissant cartel houiller de la Rhénanie- Westphalie. En 1925, des dons émanant de Stinnes permirent à Hitler de transformer du jour au lendemain sa revue nazie, le *Völkischer Beobachter*, d'hebdomadaire en quotidien<sup>21</sup>. Kirdorf offrit beaucoup d'argent à Hitler, qu'il rencontra pour la première fois en 1926. L'année suivante, il fut même le premier grand industriel à se faire membre du NSDAP. Mais bien plus important encore fut le fait qu'« il ouvrit à Hitler les portes de l'étage le plus élevé de l'élite économique allemande et, de cette façon, amena le NSDAP dans le voisinage immédiat de la toute grosse galette »<sup>22</sup>. Thyssen aussi continua à apporter à Hitler un soutien efficace. En 1928, il ouvrit son portefeuille pour financer l'acquisition d'un quartier général pour le parti nazi, la fameuse « Maison Brune », un vrai palais, situé, pour un prétendu « parti des travailleurs », dans un quartier bien trop chic de Munich. Il fit parvenir cet argent - on parle d'une somme de 300000 à 400000

---

21 Sutton, p. 73. L'ouvrage de Sutton, *Wall Street and the Rise of Hitler* («Wall Street et l'ascension d'Hitler») est rempli de données intéressantes, mais leur interprétation ne peut être prise au sérieux. Sutton déclare notamment qu'une petite clique de banquiers de Wall Street et d'industriels avaient consciemment cherché à fonder des systèmes «socialistes d'État» en Union soviétique, en Allemagne nazie et dans l'Amérique du *New Deal* de Roosevelt.

22 Zdral, p. 111-112, citation à la p. 100. Pour une critique fouillée de Henry Ashby Turner, l'historien américain qui a tenté de minimiser le soutien de Kirdorf à Hitler, voir Gossweiler, p. 485-497, et Weifibecker, p. 70-71.

reichsmarks<sup>23</sup> - via une institution financière qu'il possédait aux Pays-Bas et dont nous entendrons encore parler par la suite, la Bank voor Handel en Scheepvaart («Banque du commerce et de la navigation»), de Rotterdam. Au total, Thyssen allait offrir environ un million de reichsmarks au NSDAP. En outre, il présenta Hitler à ses amis de la Ruhrlade, une association de douze puissants industriels de la Ruhr, dont Krupp faisait partie également. Ces hommes étaient essentiellement conservateurs et la plupart, Krupp y compris, continuaient à préférer les partis conservateurs bourgeois traditionnels, mais cela n'excluait nullement une contribution occasionnelle de leur part au NSDAP<sup>24</sup>.

En tout cas, comme l'a souligné Manfred Weifibecker, vers le milieu des années vingt, de nombreux « grands chefs de l'économie allemande » s'intéressaient déjà à Adolf Hitler et à son « mouvement » nazi, et le soutenaient d'une façon ou d'une autre, croyant vraisemblablement qu'il pourrait leur être utile, qu'il pourrait les aider « à réaliser leurs propres objectifs politiques ».

Kirdorf et Thyssen ne représentèrent pas des exceptions à quelque hypothétique règle selon laquelle les industriels et banquiers allemands ne commencèrent qu'après l'avènement de la grande crise économique à s'intéresser à Hitler. En 1926 et 1927, le futur Führer du Reich se vit ainsi invité dans plusieurs villas et clubs de grands industriels, et put s'adresser aux membres du prestigieux Hamburger Nationalclub von 1919 ainsi qu'à l'élite industrielle à Essen, Königswinter, et ailleurs. Il remportait toujours un grand succès auprès

---

23 Le reichsmark, couvert par l'or, du moins en théorie, devint l'unité monétaire allemande après l'inflation géante de 1924 et il le resta jusqu'en 1948.

24 Zdral, p. 131-132, 138, 147-148; Sutton, p. 74.

de ce public, continue Weif̈abecler, quand il exprimait sa haine envers le mouvement ouvrier, le socialisme marxiste et la démocratie, sa prédilection pour un État autoritaire, son désir de transformer l'Allemagne en une puissance mondiale, et sa détermination à éliminer physiquement ses ennemis socialistes, communistes et autres. Et il y recueillait non seulement des ovations mais aussi de généreuses donations pécuniaires<sup>25</sup>.

À partir de 1927-28, Hitler bénéficia également du soutien financier d'IG Farben, un trust puissant qui avait été constitué en 1925 par la fusion de six firmes importantes, dont BASF, Bayer, Hoechst et Agfa<sup>26</sup>. L'un des patrons de ce trust, issu de Bayer, était Cari Duisberg. Pendant la Première Guerre mondiale, Duisberg avait produit des gaz toxiques et, en compagnie d'Hugo Stinnes, avait organisé la déportation de travailleurs forcés belges vers l'Allemagne. Comme nombre d'entreprises de par le monde, hier comme aujourd'hui, IG Farben finançait plus d'un parti politique. La raison pour laquelle le NSDAP d'Hitler, à l'époque relativement peu important, put bénéficier des libéralités d'IG Farben a été décrite comme suit par l'historien allemand Kurt Gossweiler:

« Les maîtres spécialistes de la chimie ont l'habitude de faire des expériences avec tous les éléments et de les tester sur leur utilité. Ils savent en effet par expérience que, dans certaines circonstances et en réaction avec d'autres substances, même les substances manifestement les moins importantes et les plus inutiles peuvent brusquement révéler des qualités inattendues et surprenantes. Aussi en avaient-ils fait un principe en politique aussi : outre l'uti-

---

<sup>25</sup> Weif̈abecker, p. 70-74.

<sup>26</sup> Gossweiler, p. 505-512.



lisation des éléments habituels et éprouvés -les grands partis qui siégeaient au Reichstag et au gouvernement-, ils ne négligeaient pas non plus les éléments presque inconnus et non encore éprouvés, mais les testaient sur leur utilité, surtout quand il s'agissait d'un parti dont la politique concordait en grande partie avec les convictions de Duisberg. Ce dernier croyait entre autres que l'Allemagne avait besoin d'un homme fort disposé à agir sans se soucier de l'avis des masses, de quelqu'un qui, en fin de compte, parviendrait à entraîner à sa suite tous les Allemands.»<sup>27</sup>

Hitler faisait donc bonne impression auprès de la grande industrie, mais il aurait pu faire mieux, beaucoup mieux. Bien des membres - de souche haute-bourgeoise aussi bien qu'aristocratique - de l'establishment allemand n'avaient pas donné suite à ses tentatives d'approche. Ils estimaient en dessous de leur dignité de s'associer à un immigré autrichien d'extraction petite-bourgeoise et, par conséquent, inférieure, et ils se méfiaient du programme «socialiste» de son parti, de son langage « anticapitaliste » et « révolutionnaire ». Sur le plan du choix d'un parti politique, ils restaient fidèles aux partis conservateurs ou libéraux traditionnels<sup>28</sup>. Il convient également de tenir compte du fait que de nombreux industriels, banquiers, grands propriétaires terriens, généraux, etc. allemands sympathisaient effectivement avec Hitler mais craignaient que socialistes et communistes ne répondent à son aventurisme par une riposte commune et, par consé

---

<sup>27</sup> Gossweiler, p. 511.

<sup>28</sup> Voir par exemple Czichon (1978), p. 16, et Mommsen, p. 144-145.

quent, potentiellement révolutionnaire, comme cela avait été le cas à l'époque du putsch de Kapp<sup>29</sup>.

Le soutien financier dont le NSDAP bénéficia resta donc provisoirement limité. Il fut néanmoins assez important pour permettre au parti d'Hitler de survivre. Les revenus provenant de la cotisation des membres, toujours peu nombreux, étaient en effet très modestes. L'historien américain Henry Ashby Turner, grand « avocat » de l'industrie allemande dont nous reparlerons, minimise l'importance du financement provenant des grands industriels et des banquiers en affirmant que les contributions de membres constituaient la principale source de revenus du parti<sup>30</sup>. Or, avant fin 1928, le parti ne compta jamais plus de 100 000 membres, et il ne pouvait se permettre de réclamer des cotisations élevées, car il ciblait surtout les chômeurs. Les frais, par contre, étaient considérables. La tristement célèbre milice du parti, les « troupes d'assaut » ou « Chemises brunes » des SA (*Sturmabteilungen*, « sections d'assaut »), devait non seulement être pourvue d'uniformes et d'armes, tels matraques et revolvers, mais il fallait également la financer, car c'était la seule façon d'attirer les chômeurs. On dépensait aussi beaucoup d'argent pour les bureaux, les salaires relativement élevés des fonctionnaires, l'organisation des rassemblements, telle la journée annuelle du parti, une Mercedes onéreuse pour Hitler et des autos de luxe du même genre pour les autres bonzes du parti. Il en résultait un manque chronique d'argent qui rendait impossible tout travail de propagande politique efficace et, de ce fait, toute chance de succès

---

<sup>29</sup> Gossweiler, p. 419.

<sup>30</sup> Turner (1985).

aux élections<sup>31</sup>.

Comme l'explique l'historien italien de la démocratie, Luciano Canfora, les élections devaient être «fabriquées», ce qui est d'ailleurs toujours le cas<sup>32</sup>. Comme toute fabrication, celle des élections requérait d'importants investissements et un capital considérable. Le NSDAP disposait alors d'un capital insuffisant pour «fabriquer» des succès électoraux. La seconde moitié des années vingt fut en outre pour la république de Weimar une époque relativement calme et prospère, une phase de consolidation au cours de laquelle, avec leur démagogie et leur violence, Hitler et son parti progressèrent à peine. Aux élections pour le Reichstag de mai 1928, le NSDAP ne put obtenir que 2,6 % des suffrages et douze sièges. À cette époque, les grands industriels allemands accordaient à Hitler assez de soutien financier pour lui permettre de survivre politiquement, parce qu'il leur paraissait avoir du potentiel ; mais ils ne lui en accordaient pas suffisamment pour fabriquer des victoires électorales, parce qu'ils n'avaient pas encore besoin de lui. Le danger révolutionnaire d'après la guerre avait reflué et, s'ils ne s'étaient pas réconciliés avec le système démocratique de Weimar, ils avaient appris à vivre avec lui. Ils sympathisaient avec Hitler, mais le réservaient, pour l'avenir.

---

<sup>31</sup> Zdral, p. 8-9,11-13.

<sup>32</sup> Canfora (2008), p. 212.

## Chapitre 3

# Crise économique et politique

Fin 1928, la crise économique mondiale toucha l'Allemagne de plein fouet. Ce n'est qu'à ce moment qu'Hitler commença réellement à susciter l'intérêt des grands industriels et banquiers allemands et qu'il se mua à leurs yeux en ce potentiel «homme fort» susceptible de résoudre les problèmes tant économiques que politiques, et ce en agissant dans leurs intérêts. Les partis qui avaient auparavant formé les coalitions typiques de la république de Weimar - les partis bourgeois modérés, le Zentrumspartei (en abrégé Zentrum, le centre) catholique et le SPD - perdirent du terrain aux élections de 1930, et les gouvernements de coalition qu'ils formèrent ensuite se révélèrent de plus en plus instables. Un nombre sans cesse croissant de propositions de lois ne trouvait plus de majorité, de sorte que de nombreuses mesures durent être promulguées par décret. D'après la constitution de Weimar, la chose était permise « à titre exceptionnel », moyennant l'accord du président, en l'occurrence Hindenburg, un junker prussien ultraconservateur qui s'était illustré comme général au cours de la Première Guerre mondiale. Il était évident que, dans ces circonstances, la crise ne pouvait être abordée de façon systématique et efficace. Weimar était manifestement sur le point d'abandonner la voie intermédiaire, mais... allait-elle choisir la voie de gauche ou celle de droite ?

À mesure que la prétendue «voie intermédiaire» s'avérait plus difficilement négociable, un virage radical vers la gauche faisait de plus en plus partie des éventualités. Bien des Allemands, surtout les ouvriers d'usine qui constituaient encore la moitié de la population active, considéraient la crise économique mondiale comme l'agonie du système capitaliste, et ils se mirent à rêver d'une révolution à la russe : ils quittèrent le SPD au profit du KPD. Par contre, la classe moyenne inférieure - les agriculteurs, les employés, les petits commerçants et les indépendants, les fonctionnaires des niveaux inférieurs, les enseignants, et les autres membres de ce qu'on appelle communément en allemand le « *Mittelstand* » - craignait de subir une régression sociale et, pire encore, une prolétarianisation. Elle se laissa de plus en plus séduire par l'idéologie national-socialiste, qui incriminait non pas le système capitaliste mais les juifs, les communistes, les «ploutocrates» internationaux et autres boucs émissaires. En outre, avec leurs discours «socialistes» et «anticapitalistes », les nazis faisaient miroiter aux yeux de l'homme de la rue allemand une *Volksgemeinschaft*, c'est-à-dire une «communauté du peuple» soi-disant égalitaire, au sein de laquelle tous les Allemands seraient des citoyens à part entière et des concitoyens égaux, ainsi qu'un monde dans lequel les Allemands seraient admirés comme un *Herrenvolk*, un «peuple de seigneurs », surpassant les autres peuples et, *a fortiori*, les juifs et autres « sous-hommes » ( *Untermenschen*). La classe moyenne inférieure allemande, en grand nombre, quitta les partis du centre et s'affilia au NSDAP d'Hitler. Ces Allemands en attendaient un soutien bien réel, comme la fermeture des grands magasins, prétendument «juifs», qui faisaient concurrence aux petits commerçants, des subsides pour

les agriculteurs et les petits entrepreneurs, des taux d'intérêt plus faibles sur les prêts de façon à les libérer de la « servitude des intérêts » imposée par les banques, etc.

Le NSDAP parvint à conquérir des voix à travers les différentes couches sociales allemandes ; des historiens comme Thomas Childers l'ont décrit à juste titre comme le « parti populaire de la protestation ». Des travailleurs et des chômeurs se laissèrent séduire par les discours nazis. Néanmoins, au sein du NSDAP, qui se faisait pourtant passer pour un parti des travailleurs, ces derniers restèrent toujours fortement sous-représentés en comparaison avec la part de population qu'ils constituaient. Entre 1930 et 1934, le pourcentage des adhérents du NSDAP qui appartenait à la classe ouvrière variait entre 28 % et 32 %, ce qui était nettement inférieur au pourcentage de cette classe dans la population allemande, qui représentait quelque 45 %<sup>33</sup>. Les gains électoraux du NSDAP ne s'obtinrent d'ailleurs pas au détriment des partis des travailleurs, le SPD et le KPD, mais des partis bourgeois traditionnels. Malgré son nom, le NSDAP ne fut donc jamais un véritable parti des travailleurs. Inversement, comme l'a souligné Nicos Poulantzas, « la classe ouvrière [allemande] est restée, dans sa masse, fidèle au SPD et au KPD »<sup>36</sup>.

Naturellement, les industriels et banquiers allemands préférèrent une explication de droite à la crise, avec ses boucs émissaires avant tout juifs, à une interprétation de gauche, qui rejetait la faute sur le capitalisme et donc sur eux-mêmes. Ils espéraient ardemment qu'aux élections, Hitler récolterait suffisamment de voix pour empêcher la gauche de constituer une majorité.

Leurs affaires tournaient encore relativement bien, face à la crise - ils continuaient à faire des bénéfices -

mais cela pouvait aller mieux, bien mieux même. Dans la grande industrie, le secteur automobile par exemple, on nourrissait de grandes espérances à propos d'un programme de réarmement à grande échelle<sup>33</sup>. Mais réarmer signifiait violer le traité de Versailles, et une telle initiative impliquait des risques pour lesquels les partis traditionnels de Weimar, conservateurs ou libéraux, n'avaient guère plus d'appétit que les partis de gauche. Or Hitler fit entendre très clairement qu'on pouvait compter sur lui pour ce genre de politique étrangère. Aux industriels allemands -ainsi qu'aux banquiers, aux généraux, aux grands propriétaires terriens -, il fit miroiter non seulement une politique lucrative de réarmement, mais aussi une politique étrangère agressive, «revancharde», une politique qui allait annuler la défaite de 1918 et concrétiser les ambitions de l'élite allemande de 1914. L'Allemagne allait ainsi récupérer les territoires perdus lors de la guerre et peut-être même acquérir de nouvelles possessions, riches en matières premières, comme le Congo «belge», un pan entier de l'Afrique regorgeant de cuivre et de caoutchouc. Des sources de matières premières, de nouveaux débouchés à l'exportation des produits finis et de nouvelles opportunités pour les investissements allemands à l'étranger naîtraient également de la création d'un «vaste bloc économi

---

33 Hörster-Philipps, p. 19, 74 et, à propos du secteur automobile, p. 80-81.

que» - dirigé, naturellement, par l'Allemagne - dans une «Europe centrale» vaguement définie ou, mieux encore, dans toute l'Europe. En tout cas, l'Allemagne se rendrait maître de l'immense espace de l'Europe de l'Est, avec ses ressources, ses terres fertiles, son inépuisable réservoir de main-d'œuvre bon marché, et son vaste « espace vital » capable d'absorber les millions de concitoyens allemands qui étaient supposés aller coloniser cette «terre de l'est». Ce projet colonial des nazis fut inspiré par deux précédents historiques, à savoir le mouvement germanique de la « Marche vers l'est » au Moyen Âge mais aussi la très brutale conquête du *Wild West* par les Américains au xix<sup>e</sup> siècle, conquête qui fit forte impression sur Hitler lui-même<sup>34</sup>.

Il était évident que ces projets impliquaient la destruction de l'Union soviétique. Cependant cette perspective ne soulevait pas d'objections. Les industriels allemands méprisaient cette patrie du communisme international tout autant qu'Hitler. Sur ce point aussi, l'harmonie régnait entre les idées des grands industriels allemands et celles des nazis. Que leurs plans dussent à coup sûr mener à une terrible guerre, les grands industriels allemands - et les banquiers, les généraux, les grands propriétaires terriens - n'en avaient cure. Ils étaient en effet convaincus que l'Allemagne était assez forte sur les plans économique et militaire pour gagner une guerre contre n'importe qui. À leurs yeux, comme aux yeux d'Hitler, la défaite de l'Allemagne en 1918 n'était imputable qu'au «coup de poignard dans le dos » porté par les révolutionnaires rouges et les juifs de l'Allemagne même, de sorte qu'en éliminant ces

---

34 Hôrster-Philipps, p. 25. Commentaires sur Hitler et l'Ouest sauvage dans Losurdo (2006), p. 228, 233-238.



« traîtres », on allait certainement gagner la prochaine guerre. Les élites allemandes la craignaient d'autant moins que ce n'étaient pas elles qui allaient fournir la «chair à canon». Sur ce plan, rien n'avait changé depuis la Première Guerre mondiale, lorsque les soldats allemands chantaient de façon sarcastique :

*Der Krieg ist für die Reichen,  
die Armen stellen die Leichen.*

(La guerre est pour les riches, les  
pauvres fournissent les cadavres)

Le programme de réarmement à grande échelle qu'on pouvait attendre d'Hitler allait faire grimper considérablement la production. Toutefois, les bénéfices ne suivraient dans les mêmes proportions que si la demande croissante de travailleurs n'augmentait pas le coût du travail, donc les charges salariales, comme cela risquait de se produire à cause du jeu de l'offre et de la demande sur le libre marché. Comment empêcher les syndicats de profiter de la conjoncture créée par le réarmement pour exiger de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés, des horaires plus courts, la participation aux décisions en matière de politique d'entreprise, etc. ? Et comment empêcher que l'État ne freine la croissance potentiellement explosive des bénéfices en prélevant le genre de « charges sociales » qui servent à financer une partie des indemnités de chômage et de maladie, des pensions et autres avantages sociaux pour les travailleurs, charges sociales que les employeurs allemands avaient en sainte horreur<sup>35</sup> ? Sur ce plan-là aussi, on pouvait compter sur ce parvenu, vulgaire mais si utile, qu'était Adolf Hitler.

---

<sup>35</sup> Voir les documents cités dans le chapitre *Großlinäustrille Hauptforderungen in der Krise* (les principales exigences des grands industriels durant la crise) dans Hörster- Philipps, p. 75-80.

Dans d'innombrables lettres et discours, celui-ci fit en effet comprendre clairement aux industriels que, sous un gouvernement dont il serait le chef, les syndicats n'auraient rien à dire, les propriétaires seraient seigneurs et maîtres dans leurs entreprises, les salaires n'augmenteraient pas, les heures de travail pourraient être étendues tandis que les charges sociales seraient considérablement réduites.

L'avènement de la grande crise économique accrut donc l'utilité d'Hitler aux yeux d'un nombre croissant de membres de l'élite industrielle et financière allemande qui, auparavant, l'avaient ignoré ; désormais, ils contribuèrent à remplir la caisse du NSDAP. Ces importantes sommes d'argent permirent à Hitler de s'installer - d'abord occasionnellement puis, à partir de 1932, de façon permanente - dans une suite d'un hôtel de grand luxe à Berlin, le Kaiserhof, qui lui servait de bureau et de salle de réunion. Un étage entier de cet hôtel devint même une sorte de quartier général du NSDAP, où les campagnes électorales étaient organisées. Cela permettait aux représentants de l'élite allemande qu'il y recevait de se sentir chez eux et de le reconnaître comme un des leurs. Or ce soutien financier, toujours plus généreux, de « ceux d'en haut » permit surtout à ce parti pour « ceux d'en bas » que le NSDAP prétendait être, de commencer à « fabriquer » des succès électoraux<sup>36</sup>.

Le premier de ces succès fut celui des élections de septembre 1930, quand le NSDAP passa spectaculairement de 12 à 107 sièges au Reichstag. C'était désormais

---

36 Almeida, p. 74; « Hôtel Kaiserhof (Berlin) ».

un parti de masse qui pouvait rivaliser avec le Zentrum, le SPD et le KPD. Cette métamorphose n'aurait pas été possible sans le soutien financier de gens riches et puissants. La percée électorale des nazis, pouvait-on lire dans un rapport confidentiel adressé au gouvernement français, avait été «largement financée par les grands industriels». Et l'ambassadeur des États-Unis à Berlin expliqua cette surprise électorale à ses supérieurs à Washington en écrivant qu'« Hitler bénéficiait sans aucun doute d'un soutien financier considérable de la part de certains grands industriels »<sup>37</sup>. Mais les industriels et banquiers ne soutenaient pas Hitler sur le seul plan financier. L'un des hommes les plus puissants qu'à l'époque Hitler put gagner à sa cause était le magnat des médias Alfred Hugenberg, ancien administrateur délégué de Krupp. L'homme contrôlait pas moins de la moitié de la presse allemande et disposait aussi de son propre empire cinématographique, UFA (Universum Film AG), qui, dans tous les cinémas, présentait les «actualités» hebdomadaires. Grâce à ces moyens médiatiques, Hugenberg propagea une image positive d'Hitler qui lui permit de passer aux yeux des citoyens allemands pour un homme politique sérieux, à la carrure d'un chef d'État, un futur chancelier<sup>38</sup>.

Néanmoins, certains grands industriels continuaient à considérer Hitler comme un parvenu, doutaient de ses intentions réelles et lui préféraient toujours des politiciens conservateurs. Parmi eux figurait Günther Quandt, le chef d'un empire industriel incluant AFA

---

37 Rapports cités dans Lacroix-Riz (2006), p. 62, et Hörster-Philipps, p. 102. Voir aussi Guérin, p. 39-40.

42. Lacroix-Riz (2006), p. 63.

(Accumulatoren-Fabrik Aktiengesellschaft), le plus

grand producteur d'accus en Europe. Il rencontra Hitler pour la première fois en 1931, déclara ensuite qu'il ne fut pas le moins du monde impressionné, et le qualifia de «très ordinaire»<sup>39</sup>. Pour gagner également ces sceptiques à sa cause, Hitler donna le 2,7 janvier 1932 une conférence lors d'un rassemblement d'industriels, organisé à Düsseldorf par Thyssen. On ne connaît pas le nombre exact des participants - entre 400 et 600 -, mais nous savons que l'intérêt était si grand qu'il ne fut pas facile d'obtenir une place<sup>44</sup>. Hitler y dévoila «le véritable programme » de son parti et reçut un excellent accueil. Pourquoi ? Il nia d'abord catégoriquement que le NSDAP défende les intérêts des travailleurs et qu'il vise des objectifs socialistes. Puis il expliqua qu'il croyait dur comme fer au principe de la propriété privée. Le *Führerprinzip* (le principe de la soumission au chef) autoritaire qu'il appliquait dans son propre parti, et que ses auditeurs appliquaient dans leurs propres entreprises, poursuivit-il, devait également être appliqué à l'État. Tout comme la direction d'une entreprise ne pouvait être confiée aux travailleurs, ajouta Hitler, la direction d'un État ne pouvait être confiée à la masse populaire, comme c'était le cas dans une démocratie. La démocratie en politique, dit-il, correspondait à la propriété commune des entreprises dans l'économie, autrement dit, au communisme. Inversement, à la propriété privée dans l'économie, donc au capitalisme, convenait un système politique autoritaire. Le système démocratique de Weimar devait par conséquent être balayé au profit d'une

---

39 Citation tirée de Bonstein, Hawranek et Wiegrefe.

44. Neébe, p. 119.

dictature, de sorte qu'un «homme fort» fiable pût faire ce qui devait être fait

- au profit de l'industrie, bien entendu. Et Hitler s'engagea à faire ce qu'on ne pouvait attendre de la démocratie de Weimar : éradiquer le marxisme, soumettre le peuple allemand à une discipline de fer, mener une politique économique qui accroîtrait la rentabilité des grandes entreprises, anéantir l'Union soviétique,... Les personnes présentes réagirent au discours d'Hitler par «une tempête d'applaudissements interminable». Thyssen écrivit plus tard que « ce discours avait fait une profonde impression sur les industriels rassemblés et qu'à sa suite d'importantes contributions financières de la part de l'industrie lourde affluèrent dans les caisses du Parti national-socialiste»<sup>40</sup>.

Les historiens conservateurs ont généralement cherché à minimiser le succès et l'importance de cette présentation d'Hitler à Düsseldorf. L'un d'eux toutefois, le très respecté Wolfgang J. Mommsen, a reconnu que les propos d'Hitler «firent impression» sur les industriels présents, et que cette réunion représentait sans aucun doute «une percée» dans les relations d'Hitler avec le big business allemand<sup>41</sup>. Un autre historien conservateur, Reinhard Neebe, a écrit que le succès d'Hitler à Düsseldorf «démontra que le national-socialisme était devenu un facteur important dans les plans stratégiques de la grande industrie »<sup>42</sup>.

À Düsseldorf, le thème de l'antisémitisme ne fut apparemment pas abordé. Or l'antisémitisme contri-

---

40 Pätzold et Weißbecker, p. 180-181; citations de Zdral, p. 140-142: texte du discours dans Domarus, Tome 1, p. 68-90.

41 Mommsen, p. 145.

42 Neebe, p. 120.

48. Weißbecker, p. 39.

bua grandement à ce qu'Hitler, le chef du NSDAP, un parti prétendument « socialiste » et « anticapitaliste » de « travailleurs », remporte un vif succès auprès des grands capitalistes allemands. C'est en effet par un discours antisémite qu'Hitler et les dirigeants du nazisme expliquaient aux élites la vraie nature du prétendu « socialisme » - *Pseudosozialismus*, comme l'a appelé Manfred Weifibecker<sup>48</sup>- du NSDAP. L'anticapitalisme du national-socialisme hitlérien n'était pas dirigé contre le capitalisme « créatif », expliquaient-ils, mais contre le capitalisme juif « cupide », « aux doigts crochus ». Inversement, le socialisme à la Hitler était un socialisme « national », autrement dit un socialisme allemand qui n'avait rien à voir avec le marxisme et était absolument opposé au socialisme « international », c'est-à-dire au socialisme juif, une idéologie malsaine, corruptrice, imaginée par Marx, un membre du « peuple international », entendez : les juifs. La « révolution » qu'Hitler préconisait allait signifier la fin aussi bien du capitalisme juif que du socialisme juif (en d'autres termes : marxiste) ; d'une telle révolution, les capitalistes prétendument « créatifs » qu'étaient les grands industriels allemands n'avaient absolument rien à craindre.

Hitler n'était donc pas simplement un antisémite. Son antisémitisme - un antisémitisme qu'il partageait avec d'innombrables Allemands, mais aussi d'innombrables Français, Britanniques, Américains... - se révéla particulièrement utile, et même indispensable. Il lui permettait en effet d'être « socialiste », et d'en tirer les avantages électoraux, sans pour autant offenser les puissants antimarxistes ; de vendre un discours « anticapitaliste » populaire sans se mettre à dos les capita-

listes mêmes ; de prêcher la « révolution » auprès de ceux qui attendaient beaucoup des changements révolutionnaires sans effrayer ceux qui détestaient l'idée même d'une révolution<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup>. Voir les documents dans Hörster-Philipps, p. 112 et suivantes.  
<sup>44</sup>. Weitebecker, p. 39.





## Chapitre 4

# Adolf H. se fait embaucher

Hitler fit grande impression sur ses auditeurs, non seulement à Düsseldorf mais aussi lors d'autres rassemblements similaires, et il en récolta les fruits sous forme de contributions financières de plus en plus importantes de la part de la grande industrie. En 1932 toujours, les services secrets français mentionnèrent dans des centaines de rapports qu'Hitler et son parti disposaient de moyens pécuniaires quasi illimités grâce à «l'appui financier des grands industriels»<sup>44</sup>. Par conséquent, il n'est guère étonnant que les élections de juillet, la même année, consacrent le triomphe du NSDAP qui, avec 230 sièges au Reichstag, devint le plus grand parti d'Allemagne. Mais, ce résultat ne constituant pas encore une majorité, l'Allemagne continua à être dirigée par des coalitions chancelantes de partis centristes.

Un nombre non négligeable de puissantes personnalités conservatrices, comme Franz von Papen, «homme politique ambitieux, monarchiste-conservateur et catholique » du Zentrumspartei<sup>45</sup>, et le président Hindenburg, militaire de haut rang issu de la noblesse, qui traitait Hitler de méprisable «caporal venu de Bohême », continuaient en effet à espérer qu'il fût possible de tenir la gauche à l'écart du pouvoir sans devoir faire appel à ce vulgaire parvenu.

---

<sup>44</sup> Lacroix-Riz (2006), p. 62.

<sup>45</sup> Description de Papen dans Treue (1976), p. 315.

Pour l'heure, on se permettait encore le luxe d'être attentiste.

Le 6 novembre 1932, après une énième crise politique, on recourut à de nouvelles élections. Mais, au lieu de conquérir la majorité, comme bien des Allemands l'avaient espéré ou craint, le NSDAP encaissa un coup dur. Le parti d'Hitler chuta, passant de 37 % à 31 %, et perdit 34 sièges : pas moins de deux millions d'électeurs avaient tourné le dos au NSDAP. En outre, lors de la campagne électorale, le parti avait non seulement dévoré les subsides qu'il avait reçus de la grande industrie mais s'était aussi terriblement endetté. Par contre, le grand ennemi communiste du NSDAP, le KPD, engrangea un succès remarquable; avec près de 17 % des voix, il obtint 100 sièges : 13 millions d'Allemands avaient voté soit pour le SPD soit pour le KPD. Selon l'historien Wolfgang Mommsen, «la panique se répandit parmi les hauts fonctionnaires du parti nazi», et Gregor Strasser, «chef de l'organisation [politique] du parti» (*Reichsorganisationsleiter*, une sorte de secrétaire général) et «bras droit» d'Hitler, démissionna, totalement désillusionné, au début de décembre<sup>46</sup>. Dans son journal, Goebbels se lamentait : les caisses du parti étaient vides, le NSDAP était sur le point de se désintégrer, lui-même et les autres ténors nazis étaient «gravement déprimés», et Hitler envisageait le suicide<sup>47</sup>.

Pointa alors une grande crainte auprès des membres de l'establishment allemand : l'atout que représentait Hitler, et que l'on avait hésité à jouer jusque-

---

<sup>46</sup> Mommsen, p. 149-152; voir aussi Doares à propos des 13 millions de votes pour les partis de gauche.

<sup>47</sup> Kühnl (1980), p. 90-92; Hôrster-Philipps, p. 150; les dettes du NSDAP dans Zdral, p. 11.

là, allait-il leur glisser des mains pour toujours ? Les citoyens allemands allaient-ils tourner le dos au NSDAP afin de tenter leur chance auprès des partis de gauche, les partis authentiquement « socialistes » ? Les communistes allaient-ils engranger davantage encore de succès lors des élections suivantes ? Il leur semblait qu'allait s'accomplir le scénario catastrophique dépeint en automne 1932 par le journaliste américain Hubert R. Knickerbocker, correspondant à l'étranger du service international d'information du magnat américain de la presse William Randolph Hearst, grand admirateur d'Hitler; dans un article du *Vossische Zeitung*, un prestigieux journal libéral-bourgeois, celui-ci avait écrit:

« Si Hitler n'accède pas au pouvoir, ses partisans au sein du peuple vont laisser son parti en plan. Ils s'uniront avec les communistes et avec les éléments vraiment socialistes à l'intérieur du SPD. Ils formeront ainsi une force irrésistible. Ils renverseront le capitalisme [en Allemagne]. »<sup>48</sup> Des diplomates américains en poste en Allemagne craignaient également que de nombreux nazis désillusionnés ne rejoignent le parti communiste et qu'ainsi « la faillite des nazis engendre le succès des communistes »<sup>49</sup>.

Pour empêcher ce scénario, les hommes les plus puissants et les plus riches d'Allemagne devaient agir sans tarder. Et c'est ce qu'ils firent, en coulisse essentiellement. Se référant à cet épisode bref mais fatidique de l'histoire allemande, l'historien Hans-Ulrich Wehler écrit que « les élites traditionnelles ont aidé Hitler à accéder au pouvoir, [...] sans leur assistance,

---

<sup>48</sup> Goebbels et Knickerbocker sont cités dans Treue (1976), p. 325-326, 329.

<sup>49</sup> Burke, p. 164-165.

il n'aurait jamais réussi». Son confrère Wolfgang Mommsen partage cette opinion ; il a reconnu que, « si [après ce fiasco électoral pour le NSDAP] Hitler put néanmoins accéder au pouvoir et s'y maintenir, cela était dû en premier lieu au rôle des élites politiques et économiques de l'époque»<sup>50</sup>. Quel fut le fruit des efforts fournis par ces gens richissimes et puissants en faveur d'Hitler et de son parti ? Quelques mois à peine leur suffiront pour qu'Hitler devienne chef du gouvernement en Allemagne.

Au printemps 1932, l'industriel Wilhelm Keppler avait fondé un cercle d'amis qui deviendra célèbre sous le nom de Keppler-Kreis ou «Cercle Keppler». Il s'agissait d'un groupe d'une vingtaine de membres réunissant de grands propriétaires terriens comme le comte Gottfried von Bismarck (un descendant du grand Bismarck), de gros commerçants, des armateurs comme Emil Helfferich de la compagnie maritime HAPAG (Hamburg-Amerikanische Packetfahrt-Actiengesellschaft, la compagnie transatlantique Hambourg-Amérique SA), de grands industriels comme Albert Vögler de la Vereinigte Stahlwerke (Aciéries réunies), August Rosterg de l'entreprise Wintershall et Rudolf Bingel de Siemens, ainsi que des banquiers comme Emil Meyer de la Dresdner Bank, Friedrich Reinhart de la Commerzbank et Kurt von Schröder de la Bankhaus J.H. Stein de Cologne. Ce dernier est décrit par Gossweiler comme «un sympathisant de la première heure du NSDAP, issu des sphères supérieures du secteur bancaire»<sup>51</sup>. L'intention

---

<sup>50</sup> Citation de Wehler dans Canfora (2006), p. 49 ; Mommsen, p. 133.

<sup>51</sup> Gossweiler, p. 509.

était d'œuvrer en commun pour la formation d'un gouvernement sous la direction d'Hitler. L'élément moteur du Cercle Keppler n'était autre que Hjalmar Schacht qui, de 1923 à 1930, avait été président de la Reichsbank. Il avait fait la connaissance d'Hitler en janvier 1931, lors d'un dîner organisé par Hermann ' Gôring, auquel étaient également présents l'industriel Fritz Thyssen et Joseph Goebbels<sup>52</sup>.

Après les élections de novembre 1932, ce noyau dur de gens riches et puissants favorables à Hitler mit tout en oeuvre pour que le président Hindenburg le nommât chancelier du Reich, c'est-à-dire chef du gouvernement du Reich allemand, malgré sa défaite aux dernières élections, ou plutôt en raison de cette défaite. Du point de vue de Schacht et de ses amis, il y avait urgence, car la situation politique s'aggravant, Hitler pourrait bientôt perdre toute utilité sur le plan électoral. On négocia fiévreusement avec Papen. Celui-ci dans un premier temps refusa de collaborer, mais finalement - après une rencontre avec Hitler à Cologne, dans la villa du banquier Schröder, le 4 janvier 1933-, il accepta de convaincre Hindenburg.

Le 30 janvier 1933, en dépit de toute logique parlementaire<sup>53</sup>, le président du Reich invita Hitler à diriger un gouvernement de coalition. Cette coalition comprenait seulement deux autres nazis, Gôring et Wilhelm Frick, et ce n'était pas un hasard s'il s'agissait de deux personnages entretenant d'excellentes relations avec la grande industrie ; les autres membres du nouveau gouvernement étaient d'éminents conservateurs tels Hugenberg et Papen,

---

52 Zdral, p. 168-171; Pätzold et Weifëbecker, p. 196-200, 217; Hörster-Philipps, p. 104, 137; Czichon (1978), p. 24 et suivantes, 42-43, 49-56.

53 «À l'encontre de l'arithmétique parlementaire», écrit Canfora (2008), p. 213.

qui devint vice-chancelier.





L'intention était que les ministres conservateurs, représentants de l'élite allemande, détiennent le véritable pouvoir et puissent définir le cours politique, tandis que le rôle d'Hitler -bien «encadré» et donc supposé impuissant- se limiterait à mobiliser la masse en faveur de cette politique. «Nous avons embauché Hitler! », jubila Papen en ce jour si néfaste pour l'Allemagne - et pour le monde entier.

Pour Papen et de nombreux autres membres de l'establishment allemand, Hitler n'était rien de plus qu'un instrument qui devait leur permettre de concrétiser leurs objectifs, mais ils le sous-estimèrent: Hitler parviendra progressivement à se défaire de Papen et des conservateurs de son cabinet. Il est inexact de le considérer comme un instrument passif, comme une marionnette manipulée par l'élite allemande en général, et par les capitalistes allemands en particulier. Nous reviendrons plus loin sur ce point important. Si, sur le plan politique, industriels et banquiers allemands seraient bientôt mis sur la touche par Hitler, sur le plan socio-économique, il fut très attentif à leurs intérêts. Ils auraient en effet de multiples raisons d'être satisfaits de ses services, d'avoir - comme l'écrivait l'historien américain Robert O. Paxton- « choisi l'option fasciste » ou - comme le formulait Kurt Gossweiler- choisi Hitler et son parti comme « l'unité de choc idéologique et politique qui devait réaliser leurs objectifs »<sup>54</sup>.

Ce n'est pas une coïncidence si les valeurs de la Bourse de Berlin s'envolèrent de façon impressionnante entre janvier et mars 1933. Comme de récentes recherches l'ont démontré, ceci fut bel et bien l'effet d'un regain de confiance, dû au soulagement et à

---

54 Paxton cité dans Wiesel, p. 191; Gossweiler, p. 487.

l'enthousiasme des grands investisseurs, et surtout des nombreuses grandes entreprises et des banques jouissant de liens intimes avec le NSDAP ; le big business allemand était soulagé qu'Hitler entreprît sur-le-champ de supprimer le parti communiste, dont un potentiel nouveau succès électoral avait constitué un cauchemar, et se frottaient déjà les mains en pensant aux commandes qui allaient découler du programme de réarmement promis par le nouveau maître de l'Allemagne. La hausse des valeurs boursières entre la mi-janvier et la mi-mars 1933 fut considérable, et les grandes entreprises ayant des liens étroits avec le NSDAP captèrent la plupart des gains, quelque 358 millions de RM, soit 93 % du total de 383 millions<sup>55</sup>.

Hitler comblera en effet les attentes qu'industriels et banquiers avaient placées en lui. On peut même dire qu'il réalisera tous les points importants de leur «programme» plus diligemment, plus complètement et plus impitoyablement qu'ils n'auraient pu ou osé le faire s'ils avaient eu eux-mêmes le pouvoir en main. Vint à cela s'ajouter un autre avantage, du moins pour un avenir plus lointain : étant donné que la plupart des grands banquiers et industriels ne s'affilièrent jamais personnellement au plébéien NSDAP (à l'exception de quelques-uns, comme Kirdorf et Schroder), ils auront tout le loisir, à l'issue de douze années d'une dictature nazie dont ils avaient pourtant été les parrains, de se dissocier du nazisme et des nazis, de rejeter tous les crimes sur le dos d'Hitler et de plaider pieusement «non coupable».

---

55 Voir l'étude de Ferguson et Voth, spécialement p. 38.

## Chapitre 5

# L'élimination de la gauche

Quels points du programme de l'élite industrielle et financière allemande ont-ils été réalisés par Hitler et les nazis ?

Pour commencer, presque immédiatement après sa prise de pouvoir, Hitler conjura le danger révolutionnaire réel ou imaginaire en détruisant le KPD. Au début de février, des rumeurs circulaient dans la capitale : on disait que les nazis préparaient un faux attentat visant Hitler afin de l'attribuer aux communistes, ce qui leur permettrait de réprimer le KPD<sup>56</sup>. Et il est certain que l'on rédigeait déjà des listes de fonctionnaires du parti communiste qui, dans ce cas, allaient être éliminés. Dans ce contexte, il est probable que le fameux incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, fut mis en scène par les nazis eux-mêmes, sous la direction de Göring. Quoi qu'il en soit, le crime fut directement attribué aux communistes<sup>57</sup> et il servit de prétexte pour arrêter quelque 4 000 fonctionnaires du KPD et écarter tout à fait illégalement du Reichstag tous les représentants de ce parti, l'ennemi le plus dangereux du NSDAP. Ces dirigeants communistes, en majeure partie, furent soit assassinés, soit écartés, jetés en prison ou dans les premiers camps de concentration, qui avaient d'ailleurs été créés parce que les prisons n'avaient pas tardé à être surpeuplées d'ennemis,

---

<sup>56</sup> Evans (2004), p. 327.

<sup>57</sup> Voir l'analyse détaillée de l'histoire, et de l'historiographie, de l'incendie du Reichstag dans Canfora (2006), p. 50-61.

communistes et autres, des nazis. De mars à novembre 1933, plus de 2 000 militants communistes furent assassinés et au moins 60 000 furent incarcérés. Les biens du KPD furent confisqués par une loi du 26 mai 1933. Le parti communiste cessa ainsi d'exister, en dehors des cellules qui réussirent à subsister dans la clandestinité<sup>58</sup>. Les industriels allemands jubilaient.

L'incendie du Reichstag rendit en outre possible, le 23 mars 1933, le vote d'une «loi d'habilitation» qui donnait carte blanche au chancelier du Reich, Hitler, pour légiférer par décret - donc sans besoin d'une majorité parlementaire -, sans nécessiter l'accord présidentiel, comme cela avait été le cas sous les précédents gouvernements, et pour une durée indéterminée. Les représentants du SPD furent les seuls parlementaires à voter contre cette proposition de loi. Hitler leur en tint rigueur, et le 22 juin 1933, le parti social-démocrate fut lui aussi mis hors la loi. Le 14 juillet, une loi fut promulguée qui interdisait tous les partis, à l'exception du NSDAP.

Pour toutes ces mesures, Hitler bénéficia du soutien inconditionnel de l'establishment allemand. Que leurs propres partis disparaissent de la scène ne gênait pas les industriels et grands propriétaires terriens allemands. *Primo*, ces partis étaient en perte de vitesse ; *secundo*, l'establishment allemand comptait désormais sur Hitler et son NSDAP pour appliquer les points les plus ambitieux de son « programme » et faire en sorte

---

<sup>58</sup> Evans (2004), p. 342-347; Derbent, p. 27. Sur les organisations communistes clandestines en Allemagne, voir Derbent, p. 43-59.

que le peuple allemand - victime aussi bien de la propagande intensive des nazis que de leur terreur - s'y conforme avec enthousiasme ou fatalisme. Cela, l'élite allemande n'aurait jamais pu l'espérer de ses propres partis.

Parmi ces piliers de l'élite allemande, les Églises protestante et catholique donnèrent également leur bénédiction à Hitler. Le 20 juillet 1933, le Vatican conclut un concordat avec le gouvernement d'Hitler et proclama ainsi à l'adresse de l'Allemagne, de l'Europe et du monde un retentissant *nihil obstat* à propos de la toute fraîche dictature nazie, rehaussant du même coup la respectabilité et le prestige d'Hitler<sup>59</sup>.

Entre-temps, Hitler avait déjà réglé de façon particulièrement cynique le compte des syndicats. Le 1<sup>er</sup> mai fut proclamé par les nazis «Journée du travail national» et, cette année 1933, fêté avec beaucoup d'éclat, comme il seyait à un parti «socialiste». Mais, le lendemain, les bâtiments des syndicats allemands furent occupés *manu militari* par les SA, leurs dirigeants expédiés dans des camps de concentration et leurs biens -pour une valeur de plus de 184 millions de RM - saisis<sup>60</sup>. Désormais, dans l'État d'Hitler, les syndicats étaient interdits. Leur place fut occupée par le Deutsche Arbeitsfront (DAF, Front allemand du travail), qui prétendait être une association de défense des travailleurs mais était en réalité une section du NSDAP dans laquelle tous les salariés allemands, bon gré mal gré, étaient incorporés. C'était une habile façon de les contrôler et de les manipuler efficacement. C'en

---

59 Kühnl (1980), II.188-191.

60 Pool, p. 56-58.

était fait, en Allemagne, des conventions collectives concernant les salaires et les heures de travail, de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises ou des grèves,...

Hitler escamota la gauche non seulement du paysage politique allemand, mais aussi de son propre parti. Il y avait toujours eu au sein du NSDAP une aile «gauchisante », une faction dont les membres prenaient au sérieux les discours sur le socialisme, l'anticapitalisme et la révolution ; ils espéraient que, d'une façon ou d'une autre, le coup d'État allait inaugurer de profonds changements dont la grande majorité des Allemands tireraient avantage. Toutefois, après la désignation d'Hitler comme chancelier du Reich, aucun de ces changements ne se produisit, comme l'écrivent deux historiens allemands :

« Rien ne fut modifié aux rapports de propriété et de production. Trusts et combinats d'entreprises, banques et bourses, grands magasins et sociétés [continuèrent à exister]. De la nouvelle société à la réelle communauté populaire [promise par Hitler], il ne fut plus question. »<sup>61</sup> Le bastion de cette «aile gauche»<sup>62</sup> du NDSAP en proie à une « nostalgie anticapitaliste » était la milice du parti, la SA. Les «Chemises brunes», surtout recrutées parmi les chômeurs et la classe moyenne inférieure, étaient dirigées par Ernst Rohm, partisan d'Hitler de la première heure et ancien soldat du front. Rohm voyait en sa milice l'armée révolutionnaire qui devait prendre la place de l'armée traditionnelle avec ses généraux aristocratiques et archi-conservateurs.

---

<sup>61</sup> Pätzold et Weizbecker, p. 281.

<sup>62</sup> L'«aile gauche» du NSDAP fut minutieusement étudiée par l'historien et politologue allemand Reinhard Kühnl (1966), dont nous suivons ici l'analyse.

Il ne mâchait pas ses mots et ses propos révolutionnaires inquiétaient les élites allemandes, principalement les hautes instances militaires. Nombreux parmi les Chemises brunes étaient ceux qui désiraient, et exigeaient même, du nouveau gouvernement hitlérien, des mesures «anticapitalistes» comme la fermeture des grands magasins et l'abaissement des taux d'intérêt pratiqués par les banques. Hitler s'inquiétait quant à lui de l'attitude de la direction de l'armée : les militaires de haut rang, avec ou sans l'accord du président Hindenburg, pouvaient, par un coup d'État, non seulement mettre un terme aux ambitions de Rohm, mais en même temps à la toute nouvelle carrière d'Hitler en tant que chancelier. Le 1<sup>er</sup> juillet 1934, il fit assassiner Rohm, plusieurs chefs de la SA et de l'« aile gauche » nazie comme Gregor Strasser, ainsi que d'autres ennemis politiques ou rivaux potentiels. Ce massacre est entré dans l'histoire sous le nom de «Nuit des longs couteaux».

Ce fut la fin de la «gauche», des illusions révolutionnaires, du soi-disant «socialisme» et du prétendu «anticapitalisme» au sein du NSDAP. Après cet événement, la SA ne joua pratiquement plus aucun rôle au sein du parti ou dans l'État nazi. En lieu et place, on assista à l'essor de la S S (*Schutzstaffel*, «escadron de protection»), la garde personnelle d'Hitler dirigée par Heinrich Himmler, qui s'était chargée de l'assassinat de Rohm et consorts. Tout à fait à l'inverse des SA «plébéiens», la S S était une formation d'élite qui cadrerait mieux dans l'État d'Hitler édifié, ou du moins rendu possible, par les élites allemandes.

La S S recrutait principalement ses membres dans les « classes supérieures » de la société allemande. L'auteur

d'un livre sur «la vie mondaine sous le nazisme » écrit que la S S «recruta abondamment dans les châteaux» et «emprunta ses références à la noblesse [...] créa[nt] des détachements de cavalerie [...] pour marquer cette filiation»<sup>63</sup>. En effet, des membres de l'ancienne aristocratie - dont une partie non négligeable était relativement appauvrie, formant une sorte de « prolétariat aristocratique »<sup>64</sup> - la rejoignirent en grand nombre. Ainsi, par exemple, le comte Gottfried von Bismarck que nous avons déjà mentionné et le jeune comte Bernhard Leopold Friedrich Eberhard Julius Kurt Karl Gottfried Peter van Lippe-Biesterfeld, qui deviendrait plus tard le prince Bernhard du royaume des Pays-Bas. Quant à la classe moyenne supérieure, ses membres considéraient généralement de très haut le NSDAP, et surtout les SA, accoutrés de chemises brunes et de bottes disgracieuses, mais n'hésitaient pas à devenir membres, ou membres d'honneur, de la prestigieuse

SS, désormais «l'institution mondaine par excellence» du III<sup>e</sup> Reich<sup>65</sup>, et à parader dans l'uniforme noir, élégant et intimidant. Cet uniforme avait été créé par le tailleur Hugo Boss, admirateur d'Hitler, membre du NSDAP depuis 1931 et de la SS depuis 1934, et fournisseur officiel des uniformes des organisations du parti nazi<sup>66</sup>.

C'est avec satisfaction que l'establishment allemand prit acte des événements sanglants du 1<sup>er</sup> juillet 1934. La direction de l'armée, surtout, se réjouissait. Non seulement le fâcheux rival SA était éliminé, mais les généraux n'avaient même pas dû se souiller les mains. Le sale boulot

---

63 Almeida, p. 21; voir aussi Evans (2005), p. 418-419.

64 Terme utilisé par l'historien Stephan Malinowski, voir Staas et Ullrich.

65 Almeida, p. 202.

66 Marque: «Hugo Boss».



avait été effectué par les garçons débrouillards de la SS, la garde privée d'Hitler. Quand, en août 1934, le vieil Hindenburg rendit le dernier soupir, Hitler reçut sa récompense des hautes instances militaires qui permirent à Hitler, après un plébiscite de pure forme, de reprendre la fonction d'Hindenburg et d'agir désormais en tant que chancelier et président du Reich en même temps, c'est-à-dire en tant que chef de l'État et du gouvernement. Tout cela, naturellement, allait à l'encontre de la constitution de Weimar, mais Hitler ne prit jamais la peine d'abolir officiellement cette constitution. En outre, les généraux contraignirent officiers et soldats à prêter individuellement un serment de fidélité à Hitler. Dès cet instant, Hitler disposa du pouvoir absolu : la dictature national-socialiste était devenue réalité.

L'ascension d'Hitler vers le pouvoir ne fut certainement pas « irrésistible », comme on le prétend trop souvent<sup>67</sup>. Il ne parvint jamais à entraîner à sa suite la majorité de l'électorat allemand. Même lors des élections manipulées du 5 mars 1933, il n'obtint pas la majorité des sièges : malgré la violence et l'intimidation, malgré une gigantesque campagne de propagande, financée généreusement par Deutschland AG, le NSDAP n'y récolta qu'un décevant 43,9 % des suffrages<sup>68</sup>. Son accession au pouvoir absolu ne fut pas le résultat d'un processus démocratique. Ce ne fut pas non plus l'effet de sa propre volonté, comme il le croyait lui-même et comme le suggéraient les titres des célèbres films de propagande de Leni Riefenstahl, *Triumph des Willens* (« Le triomphe de la volonté ») et *Sieg des Glaubens* (« La victoire de la foi »). Il

---

67 En 1941, de son exil, Bertolt Brecht critiqua à sa façon cette allégation qui avait déjà largement cours en donnant à une pièce de théâtre consacrée à un gangster -une parabole sur la carrière d'Hitler- le titre: «La résistible ascension d'Arturo Ui».

68 Evans (2004), p. 339-340.

ne s'empara pas du pouvoir absolu de ses propres mains, comme l'ont prétendu les nazis eux-mêmes à l'époque. Fritz Fischer a raison d'écrire que la prétendue «prise du pouvoir» ne fut en réalité qu'un « transfert du pouvoir ». Sans le soutien du big business allemand, Hitler n'aurait jamais accédé au pouvoir. Les hommes riches et puissants d'Allemagne lui ont en fait présenté le pouvoir sur un plateau d'argent<sup>69</sup>. Il n'est donc guère surprenant que les sociologues constatent que la «révolution» nazie ne modifia en rien la position de l'élite sociale allemande, que - mis à part l'élimination de l'élite juive, évidemment- son existence, son identité et ses privilèges ne changèrent pas à cause de « 1933 »<sup>70</sup>.

---

69 Fischer (1998), p. 200. Voir aussi l'opinion de Telford Taylor, conseil de procureur lors des procès de Nuremberg, citée dans Czichon (1978), p. 13-14: «Sans la collaboration entre l'industrie allemande et le parti nazi, Hitler et ses acolytes n'auraient jamais pu arriver au pouvoir en Allemagne. »

## Chapitre 6

# La dictature nazie : *Cui bono* <sup>70</sup>

En dépit du nom, il n'y eut jamais rien de socialiste dans le III<sup>e</sup> Reich hitlérien<sup>71</sup>. Hitler tint la promesse qu'il avait faite à Düsseldorf aux industriels de la Ruhr et d'ailleurs, à savoir qu'il respecterait la propriété privée. Les nazis n'étaient pas des communistes ; aucun moyen de production ne fut socialisé. Dans les rapports de classes existants et l'ordre social en place, rien ne fut modifié. Ceux qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie sociale y restèrent confortablement ; ceux qui étaient au bas de l'échelle continuèrent à trimmer et à geindre. Le système capitaliste allemand demeura intact, les capitalistes allemands se maintinrent - et prospérèrent<sup>72</sup>.

Les communistes d'extrême gauche, les socialistes modérément à gauche, les nazis de la pseudo-gauche et les syndicats, de gauche ou non, avaient disparu. Écraser sans

---

70 Cui bono ? signifie «qui en tire profit?». C'est en posant cette question que les détectives entament la solution du problème que constitue un méfait. La même question peut aussi nous aider à résoudre le problème du crime historique que furent le fascisme en général et le nazisme en particulier.

71 Le premier empire allemand fut l'empire du Moyen Âge, officiellement connu comme « Saint Empire romain (de la nation] germanique» ; le deuxième fut celui de la dynastie Hohenzollern, fondé en 1871 par Bismarck et qui s'écroula sans gloire en 1918.

72 Voir par exemple Weifëbecker, p. 9: «Le parti du fascisme allemand n'a jamais cherché à ébranler ou même simplement mettre en doute le système capitaliste des relations économiques et sociales. »

pitié le mouvement ouvrier allemand naguère si puissant, les grands industriels en rêvaient depuis longtemps. Ce rêve que n'avaient jamais pu concrétiser leurs propres partis traditionnels, le fut par l'habile Hitler, et en un clin d'œil.

De l'élimination des partis de gauche et des syndicats, la grande industrie avait espéré beaucoup, non sans raison. Les avantages pour le patronat allaient de soi. Désormais, ils n'avaient plus à craindre une révolution (associée au KPD) ou une augmentation des charges sociales (associées au SPD), et ils n'étaient plus embarrassés par les revendications salariales, l'intervention dans la gestion des entreprises ou encore les grèves (associées aux syndicats). Ceux qui tentaient de troubler l'ordre étaient promptement licenciés ou arrêtés. Comme allait l'écrire, après la guerre, un professeur et résistant antifasciste thuringien, Otto Jensen, les industriels allemands étaient extrêmement satisfaits « que la crainte du camp de concentration eût rendu les travailleurs allemands aussi dociles que des moutons »<sup>80</sup>.

Désormais, dans chaque entreprise allemande -tout comme au NSDAP et dans l'État hitlérien - régnait le *Führerprinzip*, le «principe de la soumission au chef». De même qu'Hitler était le Führer de son parti et de l'Allemagne, le directeur jouissait d'une autorité illimitée dans son entreprise, il était à nouveau « seigneur et maître en sa demeure». Les travailleurs furent dégradés collectivement en masse anonyme de « suiveurs », redevables au Führer de l'entreprise d'une soumission totale<sup>73</sup>. On ne devait plus tenir compte des desiderata des syndicats, comme cela avait été le cas sous la république de Weimar. Le nombre d'heures de travail pouvait être

---

73 Voir par exemple Gaul, p. 201, et Bähr, p. 67.

augmenté et l'on pouvait faire l'économie des dépenses liées à la sécurité sur le lieu de travail. Dans de telles conditions, la part des salaires et des dépenses sociales dans les coûts de production diminua et les bénéfices augmentèrent à l'avenant. Nous en reparlerons.

Notons encore que de nouvelles lois régissant « l'organisation du travail national » furent introduites par le régime nazi en mai 1933. Elles supprimaient les conventions collectives et les droits des ouvriers emblématiques de la république de Weimar, et représentaient un vrai « triomphe pour les employeurs ». Ces lois avaient été conçues par un fonctionnaire issu d'un groupe de pression de la grande industrie<sup>74</sup>.

La crise économique avait été provoquée par un déséquilibre entre l'offre et la demande, et ce problème était plus grave en Allemagne que dans la plupart des autres pays. En effet, l'industrie allemande était particulièrement productive mais l'Allemagne n'avait pas de colonies et, de ce fait, ni sources de matières premières à bas prix ni marchés protégés pour ses produits finis et pour son capital à investir. La solution que visait Hitler était au fond keynésienne ou, comme on le dit aussi, « *demand side* », orientée sur la demande : il voulait stimuler la demande au moyen des commandes de l'État<sup>83</sup>. Une politique keynésienne du même type était également appliquée ailleurs, aux États-Unis notamment. La politique économique du président Roosevelt, connue sous le nom de « *New Deal* », consistait à stimuler la demande par de grands travaux publics comme la construction de barrages. Le keynésianisme d'Hitler était surtout militaire: sur son

---

74 Bien plus tard, dans les années quatre-vingt du xx<sup>e</sup> siècle, ce sera surtout dans l'Amérique de Ronald Reagan qu'une politique économique du type *supply side* (économie de l'offre) sera à la mode: au lieu de stimuler la demande et la consommation, on essaye de stimuler l'offre et la production via une diminution des impôts sur les bénéfices.

ordre, l'État allemand commanda des chars, des canons, des sous-marins, des camions et des avions à foison. Le chantier des autoroutes lancé par Hitler avait d'ailleurs lui-même une fonction militaire, visant au transport rapide des troupes.

Le Führer affronta donc la crise avant tout avec un programme de réarmement à grande échelle. Quel autre plan aurait mieux profité au big business ? Un programme de réarmement allait stimuler la demande

- par exemple pour l'acier de Thyssen et les armes de Krupp -, augmenter la production de ces marchandises, et accroître considérablement la rentabilité. C'est précisément parce qu'ils pouvaient attendre d'Hitler, et de lui seulement, une telle politique que les industriels allemands l'avaient mis au pouvoir - avec l'aide des banquiers, des grands propriétaires terriens, des généraux. Comme toute politique keynésienne, le programme d'armement d'Hitler s'appuyait sur le *déficit spending* ou déficit budgétaire : il devait contracter des emprunts gigantesques afin de développer l'armée allemande et de l'équiper des armements les plus modernes. Cette perspective allécha les grands banquiers allemands qui répondirent présent.

Le fait que le réarmement allait immanquablement déboucher sur une guerre ne constituait absolument pas un problème à leurs yeux. *Primo*, le régime nazi n'allait pouvoir rembourser ces prêts à long terme qu'avec le butin d'une guerre, d'une guerre de rapine. *Secundo*, la grande industrie et la haute finance allemandes et, en premier lieu, les généraux du pays, nourrissaient à propos d'une guerre les mêmes grandes espérances qu'en 1914, comme nous le détaillerons plus loin.

Dans l'attente de cette guerre, le réarmement de l'Allemagne signifiait des commandes - et des bénéfices- pour Thyssen, Krupp, Siemens, Daimler-Benz, BMW et les autres grandes entreprises qui pouvaient fournir ce matériel, et pour les banques concernées par ces importantes affaires, entre autres, la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. En juillet 1933 déjà, quelques mois à peine après le transfert du pouvoir à Hitler, le ministère de la Guerre frappait à la porte de Krupp, de Daimler-Benz, de Henschel et MAN avec des commandes de véhicules blindés. Cette année-là, les dépenses totales de l'État en armement s'élevèrent à 2,7 milliards de RM ; en 1935, elles atteignaient déjà 8,1 milliards ; en 1936, 11,5 milliards ; et en 1938, 22,5 milliards. Si nous prenons 1932 comme année de référence en lui attribuant une valeur de 100, la production économique de 1938 était montée à 214 et la production de matériel de guerre à 2600 ! La part militaire des dépenses de l'État était de 4 % en 1933, l'année où Hitler accéda au pouvoir; elle allait grimper spectaculairement à 18 % en 1934, à 39 % en 1936 et à 50 % environ en 1938<sup>75</sup>. Selon un spécialiste de l'histoire économique du III<sup>e</sup> Reich, auteur d'une étude récente et fort détaillée de l'économie allemande sous le régime hitlérien, Adam Tooze, la part de

---

75 Statistiques puisées dans: Czichon (2001), p. 37 et Harrison, p. 138. Chiffres différents, mais aussi impressionnants, dans Evans (2005), p. 360.

la production nationale de l'Allemagne vouée à des objectifs militaires grimpa de moins d'1 % en janvier 1933 jusqu'à presque 20 % en automne 1938<sup>76</sup>.

Les industriels comme Krupp dirent de ce réarmement à grande échelle qu'il était d'une «nécessité vitale » pour le peuple allemand, que cette politique allait rendre l'Allemagne «forte en vue de la guerre», un terrain sur lequel «l'entrepreneuriat pourrait s'avérer le plus utile ». Selon l'historien Charles Bettelheim, les bénéfices officiellement engrangés par la grande industrie allemande grimpèrent entre 1933 et 1938 de 6,6 à 15 milliards de RM, donc de 127 %<sup>77</sup>. Il est vrai que l'analyse de Bettelheim date de 1945, et l'on peut discuter de la justesse de ces chiffres. Pour Adam Tooze cependant : « il est impossible de nier le fait que sous le III<sup>e</sup> Reich, il y eut une montée des profits», et que «les profits augmentèrent rapidement dès 1933 »<sup>8y</sup>. Un autre spécialiste de l'histoire économique du III<sup>e</sup> Reich, Mark Spoerer, souligne que la rentabilité des entreprises allemandes, qui avait été «exceptionnellement faible » durant les années vingt, était « exceptionnellement élevée» durant les années trente<sup>78</sup>. Il est exact que les grandes sociétés anonymes devaient acquitter un taux de taxation plus élevé qu'auparavant. Mais les profits nets grimpèrent rapidement après l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Ils dépassèrent le niveau de ceux de 1928, c'est-à-dire d'avant la crise, de 34 % en 1936 et de 256 % en 1939. D'après Spoerer, entre 1936 à 1941, les grandes sociétés anonymes allemandes réalisèrent des retours sur investissement, après impôts, de près de 15 %<sup>79</sup>.

Sans aucun doute, ce miracle, cette «explosion de profits

---

<sup>76</sup> Tooze (2006), p. 659.

<sup>77</sup> Bettelheim, I, p. 59, et II, p. 91.

<sup>78</sup> Spoerer (1996), p. 160.

<sup>79</sup> Gaul, p. 205-207; Spoerer (1996), P-150,153.



», était dû principalement à la magie du programme de réarmement d'Hitler<sup>80</sup>. Or certaines grandes entreprises firent encore bien mieux. Voici les bénéfices nets, en millions de RM, qui furent engrangés entre 1933 et 1939 par les entreprises Krupp et IG Farben:

Nom/ année	1933-34	1935-36	1938-39	1938	1939	1940
Krupp	6,65	14. 39	21,11	-	-	-
IG Farben	47	-		191	240	298

Grâce à Hitler, les bénéfices de Krupp et d'IG Farben augmentèrent donc durant cette période de respectivement 300 et 600 %<sup>81</sup>.

Le fait que les bénéfices d'IG Farben connurent une plus forte hausse que ceux de Krupp illustre un aspect important de la relation entre le régime nazi, d'une part, et les capitalistes de la grande industrie et de la haute finance, d'autre part. Le capitalisme allemand n'était pas monolithique mais consistait en secteurs industriels et entreprises individuelles qui se livraient

80 Gaul, p. 205-207; Spoerer (1996), *passim*.

81 Statistiques et citations tirées de: Kühnl (1980), p. 264; Hörster-Philipps, p. 167, 206-212 ; Hallgarten et Radkau, p. 262. Selon Evans (2005), p. 374 et 376, les profits de Krupp doublèrent déjà entre 1933 et 1935, tandis que ceux d'IG Farben augmentèrent de 91 % entre 1933 et 1936, et de 71 % entre 1936 et 1939.

mutuellement une concurrence impitoyable afin de s'approprier la meilleure place à l'auge de ces commandes publiques, si lucratives. Chacun essayait de s'attirer les faveurs des ténors nazis, d'exercer son influence sur les institutions du NSDAP et de l'État nazi - qui, en outre, se faisaient concurrence entre elles également- et de déterminer ainsi le cours du programme d'armement à son propre avantage. Cet aspect mériterait à lui seul une analyse approfondie mais nous nous contenterons de dire ici qu'au sein de la grande industrie existait une grande rivalité entre l'industrie lourde traditionnelle - les producteurs de charbon et d'acier, Krupp en tête - et les autres, le secteur pétro- et électrochimique dominé par le géant IG Farben, ou la haute finance avec la Deutsche Bank<sup>82</sup>.

En 1936, il fut clair que le secteur pétro- et électrochimique avait fini par prendre le dessus. Les directeurs d'IG Farben surent convaincre Hitler que l'augmentation de la production de caoutchouc et de carburant synthétiques à base de houille et de lignite -leur grande spécialité - allait accroître le rythme de l'armement au point que la guerre pourrait débiter plus tôt qu'avec les plans «du charbon et de l'acier». Le « programme rapide » du trust pétrochimique fut lancé en 1936 sous la forme du fameux « Plan de quatre ans », qui devait permettre d'entamer la guerre en 1940 au plus tard. IG Farben avait un allié utile au sommet de la hiérarchie nazie en la personne de Goring. Ce ne fut donc pas un hasard si celui-là devint le « plénipotentiaire » du Plan de quatre ans et fit fonction jusqu'au déclenchement de la guerre de

---

82 Eichholtz (2000), p. 118.

«tsar économique » d'Allemagne. De ce plan, on a dit non sans raison que c'était «un plan d'IG Farben». L'administration chargée de veiller à son application était composée principalement de représentants de la firme, dont l'un des directeurs, le chimiste Cari Krauch<sup>9\*</sup>.

Sous, les auspices du Plan de quatre ans, la production allemande de carburant synthétique s'accroîtra rapidement, doublant entre 1936 et 1939. Et en même temps, on accumulait d'énormes stocks d'essence et d'autres carburants importés. Toutefois, quand la guerre éclata, l'Allemagne disposait de «nettement moins de carburant que les offensives militaires prévues ne l'exigeaient». Par conséquent, l'Allemagne comptait «exploiter sauvagement» les ressources, d'ailleurs limitées, de carburant des pays conquis tel que la Pologne et allait dépendre lourdement d'alliés comme la Hongrie et la Roumanie<sup>83</sup>.

Bien que son nom fût inspiré des plans quinquennaux: de l'Union soviétique, où il s'agissait de projets de planification au sein d'une économie socialiste, le Plan de quatre ans ne fut pas lancé par les nazis dans le but de placer l'économie sous le contrôle de l'État, de la «planifier » et encore moins de la «socialiser». L'intention n'était pas de toucher au statut des entreprises privées comme IG Farben et Krupp mais de faciliter la production de ces entreprises et de la synchroniser dans le cadre d'une politique de réarmement. On peut même dire, comme l'a fait un historien allemand, qu'avec le Plan de quatre ans « la vie économique de l'Allemagne tomba entièrement sous le contrôle des grandes entreprises», dont les propriétaires s'accordaient avec les chefs politiques sur la volonté d'une

---

83 Krammer, p. 402-404, 408-409; Gaul, p. 314-329. Sur l'accumulation de stocks de carburant et l'industrie des carburants synthétiques dans le III<sup>e</sup> Reich, voir Stokes, p. 258, 264-276. \

guerre de conquête<sup>84</sup>.

Dans cette optique guerrière, la grande industrie allemande collabora étroitement avec la direction de l'armée qui se fit de plus en plus entendre. Ainsi, le Plan de quatre ans contribua aussi à une «militarisation» de l'économie allemande. Cet enrégimentement causera naturellement du mécontentement du côté des industriels et des banquiers, les champions de la liberté d'entreprise : néanmoins, interpréter ces protestations comme l'indice d'une hostilité envers le régime, voire un rejet de ses plans de guerre, est erroné. En Allemagne, le système économique basé sur la propriété privée et la concurrence, autrement dit le système capitaliste, ne fut jamais menacé par ce plan : les entreprises concernées restèrent privées, et continuèrent à engranger des bénéfices de plus en plus grands<sup>85</sup>.

Le régime hitlérien n'a jamais menacé l'existence, en Allemagne, du système capitaliste, et ceci n'est guère étonnant quand on se rend compte que, de plusieurs points de vue, ce régime fut en fait le fruit du capitalisme allemand lui-même. Jonas Scherner, spécialiste dans le domaine de la politique industrielle du III<sup>e</sup> Reich, écrit que «le Reich n'était pas du tout intéressé par la création d'entreprises nationales, sauf s'il n'y avait pas d'autres possibilités, c'est-à-dire quand le secteur privé ne voulait pas faire les investissements nécessaires ou [les proposait] à des conditions inacceptables [pour le régime] ». Scherner cite notamment Göring, qui déclara en 1942 qu'«il avait toujours été de l'avis que l'État ne devait participer à des initiatives industrielles que lorsqu'il s'agissait d'initiatives qui outrepassaient les possibilités de

---

84 Gnau, p. 84.

85 Bettelheim, II, p. 35-39.

l'économie privée»<sup>w</sup>. Les entreprises d'État qui furent créés par le régime nazi dans le cadre du Plan de quatre ans, comme par exemple la fameuse Hermann-Göring-Werke, servirent en effet exclusivement à l'exploitation de matières premières ou au développement de certaines industries importantes du point de vue militaire mais peu rentables sur le plan économique et, par conséquent, inintéressantes pour le secteur privé<sup>86</sup>.

La création d'une poignée d'entreprises d'État fut une exception, en Allemagne nazie, et non une règle générale. À cette règle générale obéit par ailleurs le fait que le régime hitlérien reprivatisa un certain nombre de banques (telles que la Dresdner Bank) et d'entreprises que l'État allemand avait reprises au début des années trente en raison de leur mauvaise posture sur le plan financier. Lors des ces reprivatisations, les intérêts privés, entrepreneurs et investisseurs, récupéraient leur bien à des conditions extrêmement avantageuses. Sous le régime national-socialiste et sous le fascisme en général, le principe socialiste de la propriété collective des moyens de production ne fit donc pas de progrès, au contraire. Voici la conclusion de deux experts allemands dans le domaine de l'histoire économique du III<sup>e</sup> Reich :

«Contrairement à l'impression créée encore et encore dans la littérature, l'action entrepreneuriale autonome, rationnelle du point de vue économique, et visant le profit, dominait comme auparavant - bien que dans un contexte d'interventions de l'État - les décisions concernant la production et l'investissement [...] Il est évident que, dans l'ensemble, le régime respecta les droits des entreprises industrielles de décider elles-mêmes non seulement de leur production mais également de leurs investissements [...] Les entreprises

---

86 Sohn-Rethel, p. 54.

étaient libres de continuer à poursuivre leur objectif de toujours, la maximalisation des profits [...] Au fond, donc, le système économique de l'ère nazie peut être défini comme une économie de marché plutôt qu'une économie planifiée ou dirigiste. »"

Et l'un des plus grands spécialistes du sujet, l'historien britannique Alan S. Milward, écrit que, dans l'Allemagne hitlérienne, «l'industrie était, comme auparavant, le territoire exclusif du capitalisme privé. »<sup>100</sup>

Hitler finança son ambitieux programme d'armement de diverses façons. Tout d'abord, on pratiqua des coupes sombres dans les services sociaux. Les dépenses de cet ordre diminuèrent, passant de 2,3 milliards de RM en 1933 à 1,4 milliard en 1934 ; 1,3 milliard en 1935 ; 0,9 milliard en 1936 ; et 0,4 milliard en 1937<sup>87</sup>. Il est vrai que le système d'assurances sociales, intro

---

87 Statistiques tirées de; Kühnl (1980), p. 259.

duit par Bismarck, ne fut pas aboli. Mais, tandis que les contributions restaient au même niveau, les paiements furent réduits considérablement. Le fonds des assurances sociales augmenta ainsi systématiquement, atteignant 10,5 milliards de RM en 1939, et ce pactole fut détourné silencieusement afin d'aider le financier de la guerre. Le système bismarckien d'assurance sociale survit donc au III<sup>e</sup> Reich, mais avec une caisse totalement vide<sup>88</sup>.

Comme Goring l'exprima avec cynisme, l'économie du III<sup>e</sup> Reich se concentrait sur la production de « canons au lieu de beurre ». Le contribuable allemand supportait au quotidien une partie disproportionnellement importante des coûts du programme d'armement d'Hitler, qui se traduisait en une redistribution perverse de la richesse de l'Allemagne au profit des riches.

Une autre contribution financière involontaire au financement du programme d'armement à grande échelle d'Hitler fut fournie par les juifs allemands. Comme nous l'avons déjà vu, dans la vision nazie du monde, les juifs endossaient d'une part le rôle de socialistes marxistes «internationaux» mais, d'autre part, celui de capitalistes «avides», de «ploutocrates». Tous les juifs seront persécutés dans le III<sup>e</sup> Reich d'Hitler, mais le Führer allait s'en prendre aux juifs pauvres, aux juifs appartenant aux classes moyennes et aux juifs nantis en recourant à des méthodes différentes.

Pour ce qui est des juifs réellement pauvres, leur compte serait réglé pendant la guerre ; ils finiraient dans les chambres à gaz et les fours crématoires d'Auschwitz et des autres camps d'extermination.

Après la soi-disant «prise de pouvoir» d'Hitler, les juifs de la classe moyenne durent subir les humiliations, les

---

88 Abelshauser, p. 36.

sérvices physiques allant jusqu'à l'homicide, la destruction de propriété, la fermeture de leur affaire, la perte du droit d'accès à une profession, etc. Ils furent encouragés à émigrer, car Hitler voulait que son III<sup>e</sup> Reich fût « épuré » des juifs, qu'il fût *judenrein*, vide de tout juif<sup>89</sup>. Il n'est pas étonnant que les nazis aient temporairement collaboré avec les sionistes allemands, qui opéraient en faveur d'une émigration juive vers une patrie juive en Palestine<sup>90</sup>.

Au début, les juifs riches, parmi lesquels les propriétaires de banques et de grandes entreprises, ne furent pas gravement importunés, car le régime nazi craignait les conséquences potentiellement désagréables de l'expropriation des gens riches qui avaient des amis puissants à l'étranger<sup>91</sup>. À partir du milieu des années trente, toutefois, ils furent ciblés également, car Hitler et Gôring avaient un besoin urgent de leur capital pour financer le programme d'armement<sup>92</sup>. Dès lors, les riches juifs allemands furent systématiquement contraints de vendre leurs possessions, affaires, maisons, bijoux, œuvres d'art, aux Allemands « aryens », généralement à des prix dérisoires et, ensuite, de quitter le pays. De cette « aryanisation » ou « déjudéification »<sup>93</sup>, l'État, le parti et les dignitaires nazis profitèrent largement. Un exemple : le cas d'Ullstein Verlag, la plus grosse maison d'édition d'Allemagne. Cette

---

89 Pool, p. 114 et suivantes.

90 Losurdo (2007), p. 157-158.

91 Voir par exemple Ziegler, p. 23, se référant au cas des banques juives.

92 Voir par exemple Hayes (1998), p. 16.

93 Voir l'étude de Barkai.



firme valait environ 70 millions de RM, mais elle fut vendue pour 6 millions de RM seulement à la maison d'édition « aryenne » Franz Eher Verlag, dont Hitler, par hasard, détenait un important paquet d'actions. Rebaptisée Deutscher Verlag, la firme fut intégrée à la maison d'édition du parti nazi, la Zentralverlag du NSDAP<sup>94</sup>.

Fin 1938, Gôring confirmera lui-même que les milliards soutirés aux juifs et les bénéfices tirés de l'aryanisation des entreprises juives avaient constitué un remède à la mauvaise situation financière de l'État nazi<sup>95</sup>.

Les grandes banques et entreprises allemandes recueillirent également d'énormes avantages de l'aryanisation. Hormis l'État et des dirigeants nazis, il n'y eut que les gros bras du big business allemand pour acquérir entreprises, portefeuilles d'actions, villas, collections d'art et, de cette façon, non seulement accroître leur propre capital mais aussi éliminer des concurrents<sup>96</sup>. Laissons la parole au biographe d'Hitler, Ian Kershaw :

« Les hommes d'affaires “aryens”, des plus petits aux plus grands, profitèrent de chaque occasion pour s'enrichir aux frais de leurs homologues juifs. Des centaines d'entreprises juives -y inclus des banques privées telles que Warburg et Bleichrôder - furent forcées, souvent par des extorsions au style gangster, de vendre leurs avoirs pour trois fois rien à des acheteurs “aryens”. Le big business y gagna la part du lion. Les grandes entreprises telles que

---

94 Pool, p. 129-130; «Ullstein Verlag», [http://de.wikipedia.org/wiki/Ullstein\\_Verlag](http://de.wikipedia.org/wiki/Ullstein_Verlag).

95 Cité dans: Hörster-Philipps, p. 327.  
no. Voir par exemple Evans (2005), p. 395-396.

Mannesmann, Krupp, Thyssen, Flick, et IG Farben, et les principales banques telles que la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, en furent les plus importants bénéficiaires. »<sup>m</sup>

La Deutsche Bank fit beaucoup d'argent avec les commissions sur les innombrables transactions dans lesquelles elle était impliquée<sup>97</sup>, mais elle saisit également l'occasion de reprendre un certain nombre de banques juives, comme la prestigieuse Bankhaus Mendelssohn & Co de Berlin, à un prix ridicule - après quoi le personnel juif était licencié séance tenante. En 1938, par exemple, l'homme d'affaires et financier Friedrich Minoux, qui soutenait déjà le NSDAP en 1923, acheta l'entreprise Offenheimer Zellstoff- und Papierwerk (Fabrique de cellulose et papier d'Offen- heim) pour moins d'un million de RM, alors qu'elle en valait plus de douze<sup>98</sup>.

L'aryanisation fut donc en fait un «pillage systématique» organisé par les nazis à leur profit, ce qui est relativement bien connu, mais aussi, et ceci est nettement moins connu, de la grande industrie et de la haute finance allemandes<sup>99</sup>. Et l'aryanisation ne profita guère aux «petits » Allemands, contrairement à ce que prétend Gôtz Aly<sup>100</sup>, historien allemand dont nous reparlerons.

Même avec ses poches pleines de l'argent qu'il avait extorqué aux juifs allemands, Hitler disposait encore

---

97 Par exemple l'acquisition, par Siemens, de Heliowatt GmbH, Porzellanfabrik Roesler, et les actions de Max Stock dans la firme Osram GmbH, voir Feldenkirchen, p. 161.

98 «Friedrich Minoux».

99 Czichon (2001), p. 73-104.

100 Voir les remarques sur Aly dans Rocha, «The Créai Rubber Hobby».

de capitaux insuffisants pour payer ses achats martiaux au comptant. Il dut contracter d'énormes emprunts, y compris à l'étranger. À ce propos, les services de Hjalmar Schacht furent très utiles aux nazis, car Schacht entretenait d'excellentes relations avec des financiers internationaux, en Suisse et aux États-Unis notamment. Hitler le nomma d'ailleurs ministre des Affaires économiques et « plénipotentiaire de l'économie de guerre »<sup>116</sup>. Le grand mérite de Schacht, selon le point de vue d'Hitler, était double : d'un côté, il parvint à libérer à l'étranger - à maints égards, de façon trompeuse - les crédits colossaux nécessaires pour le réarmement de l'Allemagne et, de l'autre côté, il fit en sorte d'exempter l'Allemagne du paiement des réparations et ce, pour une durée indéterminée<sup>117</sup>. Le Plan de quatre ans lancé en 1936 impliquait une hausse inédite des dépenses militaires et celles-ci durent être financées avec un programme de déficit budgétaire d'une ampleur encore supérieure à ce que Schacht était disposé à prendre sous sa responsabilité. Schacht n'avait rien contre le programme d'armement d'Hitler, et rien non plus contre la guerre à laquelle menait logiquement ce programme, mais il était partisan d'une forme plus ou moins conventionnelle de financement. Aussi, en 1937, reçut-il une médaille d'honneur, et céda-t-il sa place à des hommes plus aventureux<sup>118</sup>. L'État nazi emprunta alors sans compter, pour financer non seulement la construction massive d'avions, de chars et de canons, mais

également  
des projets  
ambitieux  
comme la

116. Zdral, p.173-175 ; Pool, p. 31-32.

117. Harrison, p. 139-141; Czichon (2001), p. 53,114,128-129.

118. Evans (2005), p. 358-361.

production de carburants -■ synthétiques - à base de  
houille et de lignite - dans

les usines d'IG Farben. Cette «conjoncture du carburant» dans l'économie allemande rapporta d'énormes bénéfices aux entreprises privées comme IG Farben, mais fit grimper de façon encore jamais vue la dette de l'État. Entre 1933 et 1936, celle-ci était déjà passée de 2,95 à 12 milliards de RM ; ensuite, elle grimpa encore plus rapidement: à 14,3 milliards de RM en 1937, 18 milliards en 1938 et 30,8 milliards en 1939. Pendant la guerre, des sommets vertigineux allaient être atteints : 52 milliards de RM en 1940, 89 milliards en 1941 et 142 milliards en 1942<sup>101</sup>.

L'État nazi emprunta les fonds requis pour le Plan de quatre ans auprès des grandes banques, en particulier la Dresdner Bank et la Deutsche Bank. Les crédits alloués par la Deutsche Bank seuls passèrent de 223 millions de RM en 1936 à 434 millions en 1939<sup>102</sup>. Les banques n'étaient pas des entreprises d'État, mais des institutions privées et elles engrangeaient d'énormes bénéfices, sous la forme d'intérêts élevés sur l'argent prêté à l'État nazi. En outre, elles touchaient également des commissions en fournissant aux citoyens des bons de caisse pour le compte de l'État. Les obligations d'État étaient, elles, achetées à 90 % par les banques mêmes, les compagnies d'assurances et les grandes entreprises, en d'autres termes, par les grands capitalistes.

Dans ces conditions, il n'est pas correct de prétendre, comme le font les historiens américains Henry Ashby Turner, Peter Hayes et les autres apologistes du big business allemand, que l'État nazi dominait les capitalistes allemands, qu'Hitler imposait sa volonté à Krupp et consorts, de sorte qu'ils étaient obligés, bon gré mal gré, de faire ce qu'il désirait d'eux. Si cela avait été le cas, l'État nazi ne serait pas venu frapper affablement aux portes des

---

101 Czichon (2001), p. 30-38, 177.

102 Czichon (2001), p. 107\*112.

grandes banques pour contracter des emprunts à gros intérêts. Ce n'était pas l'État nazi qui dominait les grandes banques et entreprises allemandes, mais les grandes banques et entreprises allemandes qui dominaient l'État nazi<sup>103</sup>.

Les obligations d'État furent achetées essentiellement par les banques et entreprises qui gagnaient gros dans le programme d'armement d'Hitler. Le capital « frais » qui put être accumulé grâce à la politique économique de l'État nazi ne fut donc pas investi dans de nouveaux projets - autrement dit, dans une extension des moyens de production du pays, comme cela devrait être le cas dans un système capitaliste efficient- mais retournait vers l'État nazi sous la forme de prêts avec lesquels était financé le programme d'armement. L'État nazi rendait donc au «capital» allemand un double service : il fonctionnait comme marché de débouchés «interne» d'une part, pour les surplus de la production industrielle qui, en raison de la crise économique et de l'absence de colonies allemandes, ne pouvaient être écoulés sur les marchés étrangers ; et d'autre part, pour le nouveau capital à investir, capital qui ne pouvait pas non plus être investi à l'étranger. « Les marchés de débouchés artificiels, écrit Charles Bettelheim, qui avaient été créés par l'État [nazi], fournirent une solution au problème qui avait tourmenté l'économie allemande, à savoir le problème de l'exportation de produits finis et de l'exportation de capitaux». «Mais, ' :>ute Bettelheim, il était on ne peut

plus manifeste qu'une telle politique [économique] ne pouvait durer éternellement ». Elle devait soit mener à un effondrement financier de l'État nazi, soit à une conquête

---

103 Bettelheim, I, p. 122.

par la violence de marchés extérieurs, c'est- à-dire à la guerre<sup>104</sup>. Et, en effet, c'est bien à la guerre qu'a mené irrévocablement la politique économique de l'Allemagne nazie.

Il n'y a donc pas lieu de croire qu'Hitler avait trouvé une solution au problème de la crise économique.

Du programme d'armement d'Hitler, on peut dire que ses bénéfices étaient privatisés et ses coûts socialisés. IG Farben et les autres grandes entreprises et banques allemandes qui palpaient les bénéfices pouvaient être reconnaissants. Mais c'était précisément pour de tels services qu'on l'avait « embauché ». Les grands industriels avaient espéré beaucoup d'Hitler et ils ont reçu beaucoup de lui. Ils n'étaient absolument pas « agréablement surpris», comme le croit Peter Hayes, «par les succès économiques du nouveau régime et spécialement par la paix sociale [sic] que ce régime avait imposée»<sup>105</sup>. Il n'est pas étonnant qu'Hitler et son parti, même après la prétendue «prise de pouvoir», aient continué à bénéficier du généreux soutien financier des barons de la grande industrie et de la haute finance allemandes.

Revenons un instant en 1933. Le 20 février de cette année, Gôring invita un groupe d'hommes d'affaires éminents à une rencontre dans son bureau ministériel de Berlin. Était présente la crème de l'industrie allemande, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach,

---

<sup>104</sup> Bettelheim, II, p. 142 (note), p. 148-149, 157-158.

<sup>105</sup> Hayes (2002), p. 29.





mieux connu sous le nom de Gustav Krupp tout court, Vöglér, de la Vereinigte Stahlwerke, Hugo Stinnes, Georg von Schnitzler d'IG Farben, Hjalmar Schacht,... Gôring expliqua que les caisses du NSDAP étaient vides mais que son parti devait gagner les élections prévues en mars pour pouvoir réaliser ce qu'ils attendaient d'un gouvernement dirigé par Hitler. Schacht se levait s'écria à voix haute: «Messieurs, à la caisse, s'il vous plaît!» Il sollicita des personnes présentes un montant de 3 millions de RM et ce montant fut accordé. La gestion du fonds lui fut confiée<sup>106</sup>. La contribution la plus importante, à savoir 400 000 RM, vint d'IG Farben: une bagatelle, quand on sait que les gains boursiers de ce trust au cours du mois suivant, attribuables exclusivement à ses liens avec les nazis, s'élevaient à pas moins de 86 millions de RM !<sup>107</sup> Même Günther Quandt, qui était encore sceptique à l'égard d'Hitler en 1931, était là et contribua à hauteur de 25 000 RM à la cause nazie; quelques mois plus tard, il s'affilia au NSDAP<sup>108</sup>.

Puisque les industriels et banquiers allemands attendaient de grandes choses d'Hitler, ils étaient prêts à le soutenir financièrement, lui et son parti, pour d'autres objectifs que les élections qui, d'ailleurs, ne seraient plus organisées après mars 1933. Gustav Krupp fut l'un des rares personnages importants de la grande industrie à ne pas soutenir réellement Hitler avant son accession au pouvoir ; il préférait les hommes politiques conservateurs et respectables à un parvenu doté d'une grande gueule. Mais, après la défaite électorale des nazis en novembre 1932, il commença

---

106 Tooze (2006), p. 99-101; Zdral, p. 173-175; Pool, p. 31-32; Evans (2004), p. 325.

107 Ferguson et Voth, p. 40.

108 Bonstein et al., voir aussi «Günther Quandt».

comme bon nombre de ses collègues à croire que seul Hitler pouvait empêcher que les communistes n'arrivent tôt ou tard au pouvoir. Le 20 février 1933, il était présent lors de la rencontre organisée par Gôring à Berlin et contribua au fonds de soutien défendu par Schacht. Krupp ne joua aucun rôle dans les intrigues qui débouchèrent sur la passation du pouvoir à Hitler mais, quand ce fut fait, il s'empressa de déclarer son soutien au nouvel «homme fort» de l'Allemagne<sup>109</sup>. Le

24 mars 1933, quand Hitler reçut les pleins pouvoirs, il lui envoya une lettre dans laquelle il insistait sur le fait que «l'industrie allemande voulait tout mettre en œuvre pour assister le gouvernement du Reich dans sa tâche difficile » ; il écrivait en tant que président de l'Association nationale des industriels, qui avait été fondée en 1919 dans le but exprès de combattre le mouvement ouvrier<sup>110</sup>. Un peu plus tard, ce fut lui qui fit savoir en public que tous les grands industriels «feraient un don pécuniaire à Hitler», la fameuse *Adolf-Hitler-Spende*, le «don à Adolf Hitler». En principe, il s'agissait d'1/2 % du montant total des salaires qui avaient été payés par chaque firme en 1932, en gros, 30 millions de RM par an. Cela signifiait que Krupp à lui seul allait contribuer à hauteur de plus de 6 millions de RM.

De même, des banques comme la Deutsche Bank (à l'époque, et jusqu'en 1937, connue sous le nom de De-Di-Bank, contraction de Deutsche Bank und Disconto Gesellschaft), la Dresdner Bank, la Commerzbank donnèrent chacune des centaines de milliers de RM ; la Deutsche Bank offrit 600 000 RM en mai 1933. De la sorte, les soucis financiers du NSDAP s'éloignaient<sup>111</sup>. Les historiens qui cherchent à disculper le big business

109 Manchester, p. 401-407.

110 Hallgarten et Radkau, p. 150.

111 Manchester, p. 412; Zdral, p. 9\*10; Czichon (2001), p. 18, 23.

allemand interprètent ces dons comme une manœuvre purement défensive ; ils expliquent qu'il s'agissait d'une stratégie visant à mettre fin, une fois pour toutes, aux «donations » financières extorquées auparavant par des sections locales ou régionales du NSDAP et surtout de la SA<sup>112</sup>.

Quant au Cercle Keppler, sous l'influence personnelle d'Heinrich Himmler, le grand patron de la S S, il fut transformé en « Groupe d'étude des questions économiques», plus tard encore en «Amicale des dirigeants de la SS». Une élite d'environ quarante propriétaires et directeurs de grandes entreprises allemandes comme IG Farben, Siemens, Bosch, Oetlcer, la Deutsche Bank et la Dresdner Bank s'y joignirent et offrirent régulièrement d'importantes sommes d'argent aux nazis. Le banquier colonial Schröder gérait dans sa propre banque un « compte spécial S », sur lequel chaque membre de l'Amicale versait annuellement un million de RM destinés aux projets portés par Himmler, au profit de sa sinistre S S notamment.

On estime que la grande industrie, les banques et les grands propriétaires fonciers allemands contribuèrent, de 1933 à 1945, à hauteur d'environ 700 millions de RM au NSDAP<sup>113</sup>. Bien qu'ils n'aient pas tous soutenu Hitler avant 1933 et qu'un petit nombre d'entre eux seulement soit impliqué directement dans les intrigues menant à la prise de pouvoir hitlérienne, les grands industriels et banquiers allemands ont tous prospéré grandement sous le III<sup>e</sup> Reich. Considérons encore le cas fort intéressant de Günther Quandt, un industriel qui n'avait pas été un partisan d'Hitler et du NSDAP avant 1933. Or, directement

---

<sup>112</sup> Voir par exemple Evans (2004), p. 384-385.

<sup>113</sup> Pätzold et Weißbecker, p. 347; Hörster-Philipps, p. 162-163; Czichon (2001), p. 107.

après la passation de pouvoir, Quandt commença à faire des dons pécuniaires au NSDAP, et le 1<sup>er</sup> mai 1933, il se fit membre du parti nazi. Par la suite, les entreprises de Quandt obtinrent de grosses commandes dans le cadre du programme de réarmement et réalisèrent ainsi d'énormes bénéfices. La grande star dans la galaxie des entreprises de Quandt fut une usine à Berlin au nom significatif de Deutsche Waffen und Munitionsfabriken (DWM, Fabriques allemandes d'armes et de munitions), qui produira pour Hitler des mitrailleuses et le fameux pistolet Luger Parabellum. Une autre de ses entreprises, Accumulatorenfabrik Aktiengesellschaft (AFA, Fabrique d'accus, maintenant connue sous le nom de VARTA) produira surtout des batteries pour chars, sous-marins, torpilles et, vers la fin de la guerre, pour les missiles V2<sup>114</sup>.

Le big business allemand savait parfaitement où étaient ses intérêts, il avait fait le choix de l'option fasciste en toute conscience, il le soutenait et il prospérait.

---

114 Voir le livre de Jungbluth; «VARTA».

## Chapitre 7

### Le III<sup>e</sup> Reich : un État-providence ?

Il n'y a rien d'étonnant au fait que les capitalistes allemands aient financé Hitler et son parti. C'était en effet un bon investissement et, au contraire de la république de Weimar, le Reich hitlérien s'avéra un paradis pour les industriels, les banquiers et les autres membres de l'élite traditionnelle allemande. En Allemagne et à l'étranger, il ne manque toutefois pas d'historiens - en Allemagne même, Gôtz Aly en est actuellement l'exemple le plus connu - qui cherchent à nous convaincre que ce sont les Allemands ordinaires -petits indépendants, paysans, artisans, travailleurs - qui tiraient avantage du régime nazi ou s'en arrangeaient le mieux. Selon Aly *et alii*, le III<sup>e</sup> Reich aurait été une sorte d'« État-providence » préfigurant l'État social ouest-allemand de l'après-guerre. Or de telles affirmations sont bel et bien démenties par les faits historiques<sup>115</sup>.

Il est vrai qu'Hitler apporta une solution au problème . le plus grave associé à la crise économique, à savoir le chômage massif, et que cela profita aux travailleurs allemands. Le nombre de chômeurs baissa en effet sensiblement, d'environ 5,5 millions en 1933 à moins d'i

---

115 Nous renvoyons à l'ouvrage d'Aly, *Hitlers Volksstaat: Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus* (titre de l'édition française: *Comment Hitler a acheté les Allemands : Le IIP Reich, une dictature au service du peuple*). Pour une critique sur Aly, voir, par exemple, le compte rendu de Wiegand et le commentaire de Tooze (2005).

million en 1937, jusqu'à un petit 40 000 en 1939<sup>116</sup>. Néanmoins, on ne doit pas oublier que ce « miracle » fut rendu possible par le programme de réarmement et que le petit contribuable allemand en paya la facture, comme nous l'avons déjà vu. Cette politique, en outre, mena de façon irrévocable à une nouvelle « grande guerre » dont la population supporta le lourd tribut. De plus, en échange des emplois retrouvés, les travailleurs perdirent tous les droits que le mouvement ouvrier allemand avait acquis de haute lutte avant 1933. Enfin, le surcroît de travail s'accompagna d'une baisse très nette de sa qualité, puisque la sécurité et la santé sur le lieu de travail subirent une forte dégradation. Cette négligence se refléta dans une hausse ininterrompue des accidents et des maladies du travail sous le III<sup>e</sup> Reich, de quelque 930 000 cas en 1933 à 2,2 millions en 1939. En ce sens, la « sécurité économique sous le national-socialisme », comme le fait remarquer un historien allemand, fut « le prélude à la mort - la mort dans les tranchées, la mort lors des raids aériens, la mort dans les usines suite à l'épuisement, la mort lors des accidents dans les gares de triage du chemin de fer et dans les usines chimiques, etc. »<sup>117</sup>

Du prix que les travailleurs allemands durent acquitter pour ce « travail pour tous » faisait aussi partie une baisse des salaires réels - ou salaires nets. Il est vrai que, sous Hitler, dans les années trente, les salaires nominaux, ou bruts, augmentèrent. Il est également exact que de petits groupes de travailleurs hautement qualifiés, pour les services desquels les entreprises se faisaient une concurrence très dure, virent leurs salaires réels grimper considérablement. En revanche, les salaires étaient de plus

---

116 Poulantzas, p. 224.

117 Niess, p. 40-42. Statistiques sur les accidents de travail et maladies professionnelles, dans Focke et Reimer, p. 133-142; Hörster-Philipps, p. 230.

en plus grevés par des déductions obligatoires ou des contributions qui n'étaient volontaires qu'en théorie, par exemple pour l'appartenance à une ou plusieurs des centaines d'organisations du parti nazi, et des «donations» aux œuvres de bienfaisance nazies telle que la Winterhilfe. Tout cela revenait à un considérable impôt additionnel, et avait pour résultat qu'en 1936 un ouvrier allemand gagnait 20 % de moins qu'en 1928, avant le début de la grande crise économique<sup>118</sup>.

Les salaires nets diminuèrent surtout à cause de l'évolution des prix, qui augmentaient inexorablement. En 1938, par exemple, le coût de vie était 20 à 25 % plus élevé qu'en 1933. Tenant compte de ce facteur, il faut constater que les salaires réels ne grimpèrent pas du tout mais, au contraire, baissèrent<sup>119</sup>. Si l'on accorde au niveau des salaires réels de 1933 une valeur de 100, on ne note plus, en 1937 et en 1938, qu'une valeur de respectivement 94,2 et 94,4<sup>120</sup>.

Les salaires baissèrent aussi dans la part du revenu national: en 1933, ils représentaient encore 63 % de ce revenu, contre 57 % seulement en 1938. Le plus surprenant, c'est le fait que les salaires baissaient alors que les bénéfices grimpaient en flèche, comme nous l'avons vu. Ces deux phénomènes ont bien sûr un rapport : les nazis maintenaient délibérément les

---

118 Colla, p. 312-322; Weitëbecker, p. 126-128; Evans (2005), p. 490.

119 Steiner, p. 302; Kühnl (1980), p. 261; Bettelheim, II, p. 104.

120 Calculé selon des données puisées dans Schweitzer, p. 392, et Hörster-Philipps,

salaires à bas niveau afin de faire grimper les bénéfices de leurs amis de l'industrie et de la banque. Grâce aux nazis, le « capital » de l'Allemagne put donc entraîner dans son sillage une part plus importante du « produit social » et ce, au détriment du « travail »<sup>121</sup>.

Les salaires doivent également être évalués en fonction des heures de travail. Avec l'arrivée des nazis, il fallut bientôt travailler trois à quatre heures de plus par semaine. Selon l'historien allemand Claus-Martin Gaul, les ouvriers allemands travaillaient en moyenne 42,9 heures par semaine en 1933, mais 47 heures en 1939<sup>14</sup>.

Revenons un instant au rapport des salaires avec le coût de la vie. Le prix des denrées connut une augmentation considérable. Par conséquent, l'alimentation de la grande majorité des Allemands alla en baissant. Le pain, le beurre et la margarine, les saucisses et les viandes, les pommes de terre se firent plus rares et... plus chers. En outre, on notait également un fléchissement sur le plan qualitatif. Il y avait moins de produits de qualité, tels la viande et le beurre, sur la table du simple citoyen. « L'alimentation des Allemands [sous Hitler] était d'une qualité étonnamment limitée », écrit un historien, non seulement en comparaison avec l'Angleterre des années trente, mais aussi en comparaison avec la république de Weimar<sup>122</sup>. Selon Adam Tooze, « la majorité des Allemands subsistaient sur une modeste et monotone diète de pain et confiture, de pommes de terre, de choux et de porc, arrosée

121 Kühnl (1980), p. 262; Gillingham, p. 13-14; Hallgarten et Radkau, p. 241; Gaul, p. 204-205. -

122 Harrison, p. 147; Steiner, p. 283.



d'eau et de petites quantités de lait et de bière »<sup>123</sup>. Les vêtements devinrent également nettement plus chers et de moindre qualité. Le prix des textiles augmentait en effet à cause de la grande demande pour les uniformes !<sup>124</sup>

Nous pouvons donc dire que les salaires en Allemagne nazie baissèrent, passant du «niveau du bifteck» au «niveau du riz»<sup>125</sup>. Même un historien qui croit que, grâce aux heures de travail supplémentaires pourtant mal payées, l'index des salaires réels retrouva en 1937 le niveau d'avant la crise économique, reconnaît que «dans les meilleures années de l'ère national-socialiste, le niveau de vie des employés n'atteignit pas le niveau de 1928-29 »<sup>126</sup>. Un autre historien, spécialiste dans le domaine de l'emploi dans le III<sup>e</sup> Reich, souligne que, vers la fin des années trente, le niveau de vie des ouvriers restait inférieur à celui de 1928, l'année précédant le début de la grande crise économique. Toujours selon cet auteur, jusqu'à la fin des années trente, donc au temps du grand essor *économique* associé au programme de réarmement, de nombreux Allemands continuaient à vivre dans la misère. Misère à laquelle les autorités nazies opposèrent surtout des mesures symboliques, mais bruyamment vantées par la propagande, telles que la fameuse Winterhilfe, l'assistance sociale aux pauvres - exclusivement destinée aux Allemands «aryens»! - pendant l'hiver. La Winterhilfe reposait sur des donations privées, d'ostensibles récoltes publiques

---

123 Tooze (2006), p. 142.

124 Steiner, p. 284-285.

125 Gossweiler, p. 140.

126 Gaul, p. 204.

d'argent, de vête



ments, de nourriture, etc., des loteries et, encore une fois, des prélèvements, volontaires en théorie, sur les salaires. Le public soupçonnait d'ailleurs qu'une partie non négligeable des revenus était détournée au profit de dirigeants nazis ou du programme de réarmement. En général, le niveau d'assistance sociale sous le III<sup>e</sup> Reich restait en dessous du niveau de 1928<sup>127</sup>.

À propos du niveau de vie des Allemands ordinaires, Hitler se fit de grands soucis en raison de considérations politiques et militaires. Il fallait en effet empêcher une répétition du scénario de la Grande Guerre, quand les privations subies par la population causèrent l'effondrement du «front interne», contribuant ainsi à la défaite allemande de 1918. Or des salaires plus élevés et des prix plus bas n'étaient pas dans l'intérêt de ses alliés du big business ni des grands propriétaires terriens. Hitler voyait la solution dans une guerre de conquête et d'exploitation : d'autres peuples allaient payer le prix nécessaire pour établir une prospérité générale en Allemagne<sup>128</sup>.

Très tôt déjà, des Allemands de la classe moyenne s'étaient affiliés au NSDAP et avaient même participé dans les rangs des SA aux combats de rue contre les communistes et les socialistes «rouges». Ils n'étaient pourtant guère mieux lotis que les travailleurs, dans le III<sup>e</sup> Reich d'Hitler. Charles Bettelheim, auteur de *L'économie allemande sous le nazisme*, n'exagérerait qu'un petit peu en écrivant ce qui suit :

---

127 Colla, p. 312-325; Evans (2005), p. 484-490; sur la Winterhilfe, voir l'étude détaillée de de Witt, p. 184 et suivantes.

128 Steiner, p. 287, 292-293.

«L'économie allemande, sous le régime nazi, était de plus en plus entre les mains des trusts [...] la forme de



propriété sur laquelle reposait l'État nazi, la forme de propriété qu'il maintenait, qu'il sauvegardait, qu'il défendait et qu'il accroissait était la propriété capitaliste de quelques monopoleurs.»<sup>129</sup>

Les grandes entreprises et banques dominaient déjà la vie sociale et économique de l'Allemagne avant 1933. Mais, après le transfert de pouvoir à Hitler, elles assirent leur position plus solidement. Les commandes et bénéfices qui affluèrent grâce au programme d'armement d'Hitler allèrent exclusivement au grand capital ; les petits hommes d'affaires n'en tirèrent absolument aucun avantage. Au contraire, pour financer son programme, l'État nazi contracta des prêts dont les intérêts profitèrent aux grandes banques tandis que la charge en fut socialisée sous la forme d'impôts plus élevés, et ces impôts plus élevés ruinèrent d'innombrables petits producteurs qui ne gagnaient pas un centime dans l'armement. Charles Bettelheim résume cette situation *comme* suit :

«L'accroissement de la dette publique contribue à fortifier la position du grand capital, en entraînant la ruine des petites entreprises, écrasées sous le poids d'impôts croissants. Il y a une véritable action expropriatrice de la dette publique par l'intermédiaire de la fiscalité. »<sup>130</sup> La politique économique du régime nazi avantageait en outre d'autres manières encore les grands capitalistes aux dépens des petits hommes d'affaires, artisans et autres membres de la petite bourgeoisie allemande. Les prix de vente, par exemple, furent pour ainsi dire gelés par le régime, non seulement pour des raisons démagogiques, mais aussi pour empêcher que, tôt ou

---

<sup>129</sup> Bettelheim, I, p. 97.

<sup>130</sup> Bettelheim, I, p. 124.

tard, les salaires dussent être adaptés, ce qui aurait coûté beaucoup d'argent au big business. Dans la pratique, les grands producteurs avaient le droit de fixer les prix de vente des marchandises qu'ils fabriquaient, et ils facturaient des prix de gros plus élevés aux petits détaillants, boutiquiers, artisans de la classe moyenne. Suite à ce genre d'exploitation légale, les revenus des petits producteurs baissèrent dans certains cas jusque sous le niveau des salaires des travailleurs. Il n'est pas étonnant qu'un nombre sans cesse croissant d'indépendants rendirent leur tablier, fermèrent leur entreprise et s'en allèrent grossir les rangs des travailleurs salariés. Le nombre d'indépendants baissa en Allemagne, passant de près de 20 % de la population active en 1933 à un peu plus de 16 % en 1939, alors que le pourcentage de travailleurs durant la même période grimpa de 52 à 53,6 %. Rien qu'entre 1936 et avril 1938, 104 000 artisans troquèrent leur statut d'indépendant contre celui de salarié. Tragiquement, pour un grand nombre d'individus de la classe moyenne, la «prolétarianisation» qu'ils avaient tellement crainte et qui les avait poussés à rejoindre la cause nazie, devint une réalité après l'arrivée au pouvoir de ces mêmes nazis<sup>131</sup>.

En raison de l'idéologie sanctifiant le sang et le sol comme l'origine raciale essentielle du peuple allemand, les agriculteurs, représentant cette source, furent certes glorifiés par le régime mais eux aussi furent tassés dans une des organisations obligatoires des nazis, la Reichsnährstand (Corporation de l'Ali-

---

131 Bettelheim, I, p. 46, 52-55, 131; Bettelheim, II, p. 29; sur les problèmes, les désillusions et le mécontentement de la classe moyenne sous le Troisième Reich, voir aussi Evans (2005), p. 437-441.



mentation du Reich) de Walther Darré. Toutefois, on



ne vit jamais rien des réformes agraires promises au profit des petits agriculteurs, et, en outre, les salaires et les conditions de travail des ouvriers agricoles qui trimaient durement dans les *latifundia* des grands propriétaires terriens empirèrent encore.

Pour ne pas faire grimper les salaires de l'industrie, les nazis fixèrent également les prix des produits agricoles au détriment des petits agriculteurs indépendants. Mais les grandes entreprises pouvaient facturer des prix plus élevés pour les machines agricoles et les engrais dont les agriculteurs avaient besoin. Les petits agriculteurs furent ainsi forcés de fournir des produits tel le lait à des prix fixes aux laiteries et autres entreprises qui transformaient les produits agricoles et les mettaient sur le marché et qui, de la sorte, empochaient les bénéfices. Pour les agriculteurs allemands, le III<sup>e</sup> Reich ne fut donc absolument pas un paradis, au contraire. Bien des agriculteurs perdirent gros et furent contraints de vendre leur exploitation. Le nombre de petites entreprises agricoles en activité diminua de manière constante dans les années qui suivirent 1933. Le contraste est grand avec le sort des junkers prussiens et des grands propriétaires terriens qui avaient aidé à mettre Hitler au pouvoir et qui recevaient de l'État nazi, entres autres avantages, de somptueux subsides<sup>132</sup>.

Sous le nazisme prétendument « socialiste » et « anti-capitaliste » d'Hitler, ni les travailleurs, ni les petits indépendants, ni les paysans ne prospérèrent donc, mais bien les grands capitalistes, les grandes banques

---

132 Bettelheim, I, p. 139-148; Guérin, p. 256-258; Kühnl (1980), p. 265-266; Hörster-Philipps, p. 167, 231; Focke et Reimer, p. 149-157.

et grosses entreprises, les cartels, en d'autres termes,



le big business de l'Allemagne. Aussi, sous le nazisme, assista-t-on à une accélération de la tendance vers la concentration économique, laquelle avait déjà débuté dans les dernières années du xix<sup>e</sup> siècle. Des entreprises de moins en moins nombreuses mais de plus en plus importantes dominaient le processus de production. Le nombre de sociétés anonymes passa, entre 1933 et 1939, d'environ 9 150 à approximativement 5 300; celui des sociétés à responsabilité limitée chuta entre 1934 et 1938 de quelque 55 000 à environ 25 000. Ce mouvement de concentration industrielle se poursuivit pendant la guerre<sup>133</sup>. L'aryanisation apporta également sa petite contribution à l'accélération du phénomène de cartellisation. Un nombre relativement restreint de grands trusts et de cartels comme IG Farben, Siemens et Krupp accumulait de plus en plus le capital.

Le grand capital dominait l'économie et la société allemande en 1933 déjà, l'année où Hitler accéda au pouvoir avec son aide. Dans les années qui suivirent, sous les auspices du régime hitlérien, le grand capital allait dominer de plus en plus l'économie et la société allemandes. Il est remarquable que la même tendance à la concentration économique et au gigantisme capitaliste, en d'autres termes, au «capitalisme monopoliste», se soit poursuivie également où il n'y avait ni nazis ni fascistes au pouvoir, par exemple aux États-Unis. Ceci prouve que le nazisme n'a ni entravé ni déformé le développement du capitalisme ou, autrement dit, que, sous le nazisme, le système capitaliste a pu se développer «normalement». Au fond, le nazisme n'était rien d'autre que la façon dont,

---

133 Bähr, p. 78; Tooze (2006), p. 108; Erker, p. 21-22; Bettelheim, I, p. 80 et suivantes.

en Allemagne, dans





les années trente et quarante, le capitalisme tenta de concrétiser son but de toujours et de partout -l'accumulation de capital et la réalisation de profits les plus grands possibles.

En 1936, après trois ans de domination nazie, le revenu national de l'Allemagne était aussi inégalement réparti que dans les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, et plus inégalement que durant la république de Weimar. Les 10 % installés au sommet de la pyramide sociale gagnaient presque autant qu'en 1913 mais le revenu de la moitié inférieure de la population avait, quant à lui, baissé. Pour les ouvriers, employés, agriculteurs, petits indépendants qui faisaient partie de cette moitié inférieure, le III<sup>e</sup> Reich signifia une régression énorme. En d'autres termes, le régime hitlérien avait répercuté les coûts de la crise sur les épaules du petit citoyen allemand<sup>134</sup>.

Le processus de démocratisation, c'est-à-dire l'« émancipation » politique, sociale et économique de l'homme de la rue, de «ceux d'en bas», avait commencé en Europe avec la Révolution française. Celle-ci avait prôné non seulement la «liberté», tenue en haute estime par la bourgeoisie, mais aussi l'« égalité » -l'égalité politique « devant la loi », et l'égalité sociale et économique, que la haute bourgeoisie avait autant en horreur que les aristocrates contre-révolutionnaires. Au cours du xix<sup>e</sup> siècle, moyennant de gros sacrifices et de grands efforts, on enregistra maints progrès en direction de la démocratie et de l'émancipation. Un point culminant fut atteint à de nombreux égards immédiatement après la Première Guerre mondiale, à

---

134 Statistiques tirées de Harrison, p. 148-149.

de la Révolution russe. Dans bien des pays, on introduisit alors pour la première fois le suffrage universel, afin en réalité de couper l'herbe sous le pied de ceux qui luttèrent pour plus encore, c'est-à-dire pour un bouleversement révolutionnaire à la russe. De ce point de vue, la république de Weimar fut l'un des États les plus démocratiques d'Europe, avec le suffrage universel, une représentation proportionnelle, des droits sociaux incomparables. Malheureusement, Weimar resta affublée d'une direction de l'armée militariste et puissante, d'une clique de grands propriétaires terriens archi-conservateurs, d'une grande industrie et d'une haute finance qui méprisaient son système et espéraient pouvoir un jour concrétiser leurs rêves de 1914. Avec la république de Weimar, la démocratisation et l'émancipation atteignirent en tout cas un point culminant dans l'histoire allemande. On était encore loin d'un idéal démocratique mais jamais auparavant les classes inférieures allemandes n'avaient connu un si grand progrès.

Le III<sup>e</sup> Reich d'Hitler signifia sur ce plan un pas de géant en arrière, un retour au temps d'avant la Révolution française. Hitler haïssait les mouvements révolutionnaires, il était opposé au concept de «liberté, égalité, fraternité», à la démocratie, à l'émancipation et au pacifisme, à la pensée libérale aussi bien que socialiste. Aussi le III<sup>e</sup> Reich correspondait-il à une «gigantesque dés-émancipation», comme l'a écrit le brillant philosophe et historien italien Domenico Losurdo<sup>154</sup>. Jamais encore auparavant, le mouvement émancipateur au profit des classes inférieures n'avait dû encaisser un

154. Losurdo (1993), p. 278. Voir également Pätzold, p. 115.

tel coup, et encore, de quelqu'un qui se prétendait lui-même un « simple citoyen », un homme du peuple, et qui osait qualifier ses idées de « socialistes » et son parti de « parti des travailleurs ».

Cette défaite des nombreux « petits » Allemands fut un triomphe pour les « grands » Allemands, relativement peu nombreux, et, en tout premier lieu, pour les pontes de la grande industrie et de la haute finance. Ils étaient les favoris du régime et il n'y a donc pas lieu de s'étonner s'ils étaient « presque unanimes dans leur soutien au régime et fiers des réalisations de ce dernier », comme l'écrit un historien américain. Les travailleurs et petits indépendants allemands n'avaient aucune raison d'être heureux et fiers. Parmi bon nombre de ces « petits » Allemands régnait un grand mécontentement, parce qu'ils étaient traités par le régime nazi comme ils l'avaient craint ; d'autres étaient mécontents parce qu'ils ne recevaient pas d'Hitler ce qu'ils avaient espéré. Mais la plupart des gens s'adaptaient et se taisaient. Pourquoi ? La moindre tentative d'exprimer son mécontentement, de protester ou de faire grève pouvait aboutir à la perte de son emploi ou à une arrestation par la Gestapo. Ensuite, les nazis usaient de tous les instruments de propagande pour convaincre les Allemands qu'ils n'avaient jamais été aussi bien lotis. La plupart des Allemands se laissèrent convaincre que les choses allaient bien pour eux avec Hitler. Plus tard, dans les années 1950 et 1960, bien des Allemands croyaient encore qu'Hitler n'avait pas été mauvais pour les Allemands, y compris pour les petits citoyens, mais qu'il avait « seulement » commis l'erreur

d'exterminer les juifs et de déclencher la guerre.

Un moyen de propagande efficace des nazis consistait en l'organisation d'activités prétendument au profit des citoyens Allemands ordinaires, incluant des croisières spectaculaires dans les fjords norvégiens, par exemple, mis sur pied par l'organisation Kraft durch Freude (KdF, la force par la joie). En réalité, les voyages à l'étranger étaient presque exclusivement réservés aux fonctionnaires de l'État et à un nombre restreint de travailleurs qualifiés aux salaires relativement élevés. Les simples travailleurs devaient se contenter d'excursions occasionnelles et de voyages d'un jour.

Un autre coup de propagande nazie censé convaincre le monde, et les travailleurs allemands eux-mêmes, que tout allait bien, fut le projet Volkswagen, lancé en

1938 avec un énorme battage publicitaire. Quelque 360 000 petits épargnants vivaient dans l'espoir que, grâce au Führer, ils allaient pouvoir parcourir les autoroutes dans une petite voiture bien à eux, alors qu'on allait, par ce biais, leur extorquer plus de cent millions de RM. Quand la guerre éclata, l'usine qui avait été créée avec les économies des épargnants avait produit exclusivement du matériel de guerre<sup>135</sup>.

Hitler ne fut pas mis au pouvoir par une majorité d'Allemands et, pour la plupart d'entre eux, le régime nazi n'apporta pas de bienfaits, mais seulement une très grande misère. Or bien trop d'Allemands -toutes

---

<sup>135</sup> Hörster-Philipps, p. 169, 240-246; Evans (2005), p. 338.

<sup>154</sup>. Losurdo (1993), p. 278. Voir également Pätzold, p. 115.

classes confondues - furent manipulés, s'adaptèrent ou n'opposèrent pas la moindre résistance. Ils aidèrent Hitler, passivement ou activement, à écrire la page la plus sombre et la plus honteuse de l'histoire de leur pays. L'historien allemand Manfred Weifâbecker



résume bien le problème de la collaboration d'une trop grande part de ses compatriotes avec le régime nazi :

« Sans des collaborateurs "consentants", le régime nazi n'aurait pas pu organiser une guerre totale, une politique d'occupation barbare, et certainement pas un génocide, sans eux le régime n'aurait jamais pu créer un système d'environ 20 000 camps pour travailleurs forcés, sans eux la grande majorité des Allemands n'aurait pas été prête à soutenir la guerre jusqu'au dernier moment. »<sup>156</sup>

<sup>156</sup>. Weifibecker, p. m.

## Chapitre 8

# La guerre d'Hitler

C'est en Allemagne surtout, mais pas uniquement, que les historiens - et les producteurs de documentaires tels que Guido Knopp- aiment faire allusion à la Seconde Guerre mondiale en la qualifiant de « guerre d'Hitler ». On veut signifier ainsi que c'est Hitler qui voulait la guerre, la déclencha, la dirigea personnellement et, en fin de compte, la perdit; autrement dit, qu'Hitler -en compagnie bien sûr d'un certain nombre de « gangsters nazis » - fut responsable de cette guerre. Ainsi, en un certain sens, tous les autres Allemands se trouvent blanchis de l'accusation de complicité. Ce qu'on perd de vue de la sorte, c'est que la grande majorité des grands industriels et banquiers allemands espéraient et souhaitaient une guerre et qu'ils contribuèrent à mettre Hitler au pouvoir précisément parce qu'ils pouvaient compter sur lui pour provoquer une guerre à laquelle, eux aussi, ils aspiraient. Ils aidèrent à préparer et à mener cette guerre, et ils en profitèrent. La guerre d'Hitler fut aussi leur guerre, ses triomphes et conquêtes furent aussi leurs triomphes et conquêtes. Mais, à la fin, ils réussirent à éviter - avec un peu d'aide extérieure, comme nous le verrons - que sa défaite signifiait également leur chute<sup>136</sup>.

Les puissants industriels et banquiers allemands

---

<sup>136</sup> Voir Gnau, p. 9-12.



avaient espéré de grandes choses de la guerre qui avait éclaté en 1914. La défaite de 1918 les avait gravement déçus, mais n'avait pas fait d'eux des pacifistes, bien au contraire. Ils rêvaient d'abolir le traité de Versailles et de voir l'Allemagne devenir la plus grande puissance, non seulement politique mais aussi et surtout économique, d'Europe, voire du monde. Nombreuses étaient les raisons pour lesquelles ils avaient mis Hitler en selle ; l'une d'elles est qu'il était prêt à déclencher - au moment propice, et sous des conditions favorables, bien entendu - la guerre revancharde à laquelle ils aspiraient. Nous lisons sous la plume de l'historien et politologue allemand Reinhard Kühnl :

« Longtemps déjà avant que leur parti n'arrive au pouvoir, les dirigeants du NSDAP avaient martelé encore et encore qu'ils étaient résolus de déclencher une guerre, d'annuler le traité de Versailles, de conquérir et d'exploiter des territoires à l'est et de faire de nouveau de l'Allemagne une puissance mondiale. C'était précisément le même programme que visaient les alliés du NSDAP, les élites de l'industrie et de l'armée. Il s'agissait des mêmes objectifs qu'ils avaient déjà visés au temps de la Première Guerre mondiale. Des divergences de vues n'existaient qu'à propos de facteurs comme le moment où l'on allait déclencher la guerre, les pays qui entreraient en ligne de compte comme alliés de l'Allemagne et les risques qu'on pouvait ou voulait prendre. »<sup>137</sup>

Une historienne allemande, Ulrike Hôrster-Phillips, donne ce résumé concis : « Les objectifs de guerre des nazis coïncidaient parfaitement avec les intérêts des

---

<sup>137</sup> Kühnl (1980), p. 280.

grands capitalistes d'Allemagne. »<sup>138</sup> Et voici l'opinion d'un spécialiste allemand dans le domaine de l'économie de guerre du III<sup>e</sup> Reich, Dietrich Eichholtz: « Dans les plans [de guerre] d'Hitler, aussi bien dans leur somme que dans leurs parts, on reconnaît facilement le reflet des [...] objectifs et rêves, connus depuis des décennies, du grand capital allemand. »<sup>139</sup>

Au début de la guerre, les grands industriels allemands obtinrent ce qu'ils avaient espéré et attendu avec une entière confiance : en Europe, de l'océan Atlantique jusqu'au Caucase, s'édifia une gigantesque zone économique sous direction allemande, assortie de privilèges somptueux pour les grandes entreprises allemandes. Des sociétés comme IG Farben, Krupp, la Deutsche Bank et consorts pouvaient, par exemple, éliminer des concurrents dans les pays occupés ou les reprendre à des conditions extrêmement avantageuses. Tel avait déjà été le cas dans les pays « offerts » à l'Allemagne nazie par la politique franco-britannique d'*'appease-ment*, en l'occurrence l'Autriche et la Tchécoslovaquie, où le big business allemand s'était emparé de banques, de mines, d'aciéries, etc.<sup>139</sup> Avec l'aide des autorités militaires, il était aussi possible de dévaliser des entreprises de leurs équipements et de leurs réserves de matières premières précieuses, telles que le cuivre, comme cela s'est produit en France en 1940 dans des usines de l'industrie électrotechnique<sup>152</sup>. Les pays occupés se muèrent également en marchés de débouchés pour les produits des entreprises allemandes et,

---

<sup>138</sup> Hôrster-Philipps, p. 247.

<sup>139</sup> Voir par exemple Gnau, p. 91-92, 100-101.

quand ils disposaient de matières premières que l'industrie allemande pouvait utiliser, ils durent les livrer à des conditions fixées par les Allemands. Enfin, un dernier détail et non des moindres, les pays occupés furent forcés de fournir aux entreprises allemandes des quantités illimitées de main-d'œuvre ridiculement bon marché, c'est-à-dire des travailleurs forcés. On estime que, dans le Reich même, près de quatorze millions de travailleurs forcés furent exploités par le régime nazi au cours de la guerre ; dans l'ensemble des territoires occupés, trente-six millions de personnes au moins furent soumis à une forme ou l'autre de travail forcé<sup>140</sup>.

Comme cela avait déjà été le cas lors de l'aryanisation des entreprises juives en Allemagne même, ce furent surtout les toutes grosses firmes et banques allemandes qui surent profiter de cette opportunité fantastique pour les affaires que fut la guerre ; et, naturellement, elles se livrèrent de nouveau à une concurrence effrénée pour s'approprier les « morceaux » les plus attractifs dans les pays conquis. Cette guerre interne se joua essentiellement grâce à des complicités au sein de l'appareil nazi. Dans bien des cas, les grandes entreprises déposèrent une « liste de desiderata » à Berlin<sup>141</sup>.

Le 2 octobre 1940, par exemple, les chefs de l'entreprise Cari Zeiss firent savoir à Berlin qu'ils souhaitaient la fermeture de deux entreprises d'optique, basées à Gand et à Bruxelles, qu'ils considéraient comme des concurrents ; une firme de

---

140 Chiffres cités par l'historien Karl Heinz Roth (1999), voir Uhl; voir aussi Tooze (2006), p. 517, Eichholtz (1999c), p. 139, et l'article de Forbes.

141 Puchert, p. 364; Eichholtz (1969), p. 162-178, 248-347.

Venlo put continuer à fonctionner parce que Cari Zeiss collaborait très bien avec elle. En ce qui concerne la Norvège et le Danemark, Cari Zeiss n'avait pas de desiderata particuliers, pour la simple raison qu'il n'avait pas de concurrents dans ces pays<sup>165</sup>.

Autre exemple du pillage économique des pays occupés par les entreprises et banques allemandes : les activités de la Deutsche Bank en Belgique. Cette banque obligea la Société Générale à lui vendre à des conditions très avantageuses les valeurs boursières pour lesquelles les Allemands avaient de l'intérêt (furent notamment concernées des banques en Yougoslavie et des aciéries au Luxembourg). Elle parvint aussi à souffler à Petrofina un important paquet d'actions de la compagnie pétrolière roumaine Concordia. Entretemps, la filiale parisienne de la Deutsche Bank gagna très gros dans la gestion des monumentaux coûts d'occupation que les nazis avaient imposés à la France vaincue. Des activités semblables dans les pays occupés contribuèrent à faire de la Deutsche Bank, durant la guerre, la banque la plus importante du continent européen<sup>166</sup>. Son volume d'affaires grimpa, passant de 4 184 millions de RM en 1939, à 5 315 en 1940, 6 573 en 1941, 7 504 en 1942, 8 703 en 1943 et 11 374 en **1944<sup>167</sup>**.

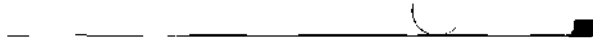
La grande industrie et la haute finance allemandes pillèrent la Belgique, le Luxembourg et la France dans la mesure du possible, mais c'est surtout en Europe de l'Est que le capital allemand, grâce aux nazis, triompha. L'Est européen, essentiellement peuplé - du point de vue des nazis - de «sous-hommes» slaves et juifs, fut traité comme une colonie et put être exploité

## à fond

165. Cité dans Kühnl (1980), p. 347-348.

166. Czichon (2001), p. 143-146, 155, 166; Pool, p. an.

167. Czichon (2001), p. 210, 235-236.





par le big business allemand<sup>142</sup>. Selon l'idéologie nazie, ce gigantesque territoire devait fournir de l'espace vital aux agriculteurs allemands. En réalité, les grandes entreprises allemandes arrivèrent les premières et s'empressèrent de s'assurer les matières premières et une réserve inépuisable de main-d'œuvre ridiculement bon marché.

Les produits agricoles de ces régions permirent en outre d'alimenter les Allemands à bas coûts, de sorte qu'on ne dût pas augmenter les salaires en Allemagne même. Que cela implique une forme d'esclavage et la sous-alimentation systématique des Européens de l'Est ne souleva pas de difficultés. Les hommes d'Europe de l'Est, mais également les femmes et les enfants à partir de treize ans environ, étaient obligés de fournir ce travail d'esclave, soit dans leur propre pays, soit en Allemagne où ils furent déportés par centaines de milliers. Les filières principales les conduisaient dans les usines qui produisaient du matériel de guerre, chez IG Farben, Siemens & Halske, la DWM, Daimler-Benz, BMW, Messerschmitt, Klöckner, etc. En Europe de l'Est, mais aussi en Allemagne, les entreprises allemandes construisaient les usines à proximité des camps de concentration à dessein, avec l'intention de profiter du labeur des déportés qui y étaient enfermés dans des conditions effroyables. Moyennant le paiement d'une petite somme d'argent à la S S, qui se chargeait également de la discipline, on pouvait littéralement faire trimer ces gens à mort<sup>143</sup>.

---

<sup>142</sup> Ritschl, p. 62-63.

<sup>143</sup> Czichon (2001), p. 197-206.

Pendant la guerre, des millions de juifs européens furent systématiquement mis à mort par les nazis dans des camps d'extermination comme Auschwitz et Treblinka. Des enfants, des personnes âgées et tous ceux qui n'étaient pas jugés aptes au travail étaient gazés et incinérés dès leur arrivée dans ces camps. Les autres étaient autorisés à survivre, du moins tant qu'ils supportaient de s'échiner dans les usines des alentours, qui avaient été construites intentionnellement à cet effet par les entreprises allemandes. IG Farben avait installé une usine géante près d'Auschwitz, la fameuse Buna-Werk, active dans la production de caoutchouc synthétique, un projet financé en outre par la Deutsche Bank, mais Siemens et Krupp étaient également sur place<sup>144</sup>.

Un cinquième environ de ces travailleurs mouraient chaque mois. Mais les morts eux aussi étaient profitables aux nazis, et aux entreprises et banques qui aidaient les nazis à commettre ces crimes. Les corps étaient dépouillés de leurs vêtements, liquidités, bijoux, montre, cheveux et surtout de leur or, même sous la forme dentaire.

Les expérimentations « médicales » menées sur les déportés répondaient aussi à une logique de maximalisation des profits : dissections et autres expériences

---

<sup>144</sup> La fameuse production hollywoodienne *La liste de Schindler* est sans aucun doute basée sur des faits réels, mais déforme quand même la réalité historique en ce sens que le film suscite l'impression que la collaboration des hommes d'affaires allemands avec la SS n'était pas seulement exceptionnelle (à savoir l'initiative d'un individu quelque peu excentrique) mais qu'en outre, elle contribua encore à sauver des vies. En réalité, la SS collabora systématiquement avec d'innombrables hommes d'affaires allemands, mais surtout avec les grandes entreprises et cette collaboration coûta la vie à un nombre incalculable de personnes qui servirent d'esclaves ou de cobayes. Il est extrêmement invraisemblable que Hollywood tourne jamais un film éclairant l'horrible vérité historique de la collaboration entre la SS et les grandes entreprises allemandes, dont un nombre non négligeable était les partenaires de grosses sociétés américaines, comme nous allons le voir bientôt.



constituaient une forme intéressante de recherche pour l'industrie allemande<sup>145</sup>.

Grâce au traitement de l'«or nazi», l'or pillé par les nazis, la Deutsche Bank réalisa de juteux profits. Les transferts concernaient de grandes quantités d'or, et de trois sortes différentes: le *Beutegold*, l'or qui avait été raflé comme butin (*Beute*) de guerre dans les banques nationales de Tchécoslovaquie, de Belgique et des Pays-Bas; le *Raubgold*, l'or volé (*Raub*) aux riches juifs allemands au temps de l'aryanisation ; et l'*Opfergold* ou *Blutgold*, l'or arraché aux victimes (*Opfer*) dans les ghettos et les camps, lequel était donc entaché de sang (*Blut*). Tout cet or devait servir avant tout à financer la guerre car, durant le conflit, la valeur du reichsmarck baissa et les réserves allemandes en devises s'épuisèrent au point que les fournisseurs étrangers, tels les producteurs suédois de minerai de fer, ne furent plus payés qu'en or.

L'or était livré par la SS à la Reichsbank afin d'être vendu à l'étranger, soit par la Reichsbank elle-même aux banques nationales de Suisse et du Portugal, soit par la branche de la Deutsche Bank en Turquie aux autres banques du monde actives sur le «libre marché», ce qui fournissait d'importantes commissions à la filiale de cette même Deutsche Bank à Istanbul<sup>146</sup>. Avant d'être expédié à la Deutsche Bank via la Reichsbank, l'or provenant des dents des humains exterminés dans les camps était fondu en lingots dans une installation de la firme Degussa. Degussa « connut une croissance énorme sous l'égide de la politique national-socialiste », écrit Peter Hayes, qui a minutieusement examiné l'histoire de cette firme sous le III<sup>e</sup> Reich. Entre 1939 et 1945, elle réalisa un bénéfice d'environ deux millions de RM sur la spoliation des juifs<sup>147</sup>. Notons que l'or volé aux victimes des nazis ne servit donc nullement à améliorer le sort des Allemands ordinaires, comme Götz Aly aimerait nous le faire croire, mais presque exclusivement à financer l'effort de guerre,

---

<sup>145</sup> Hörster-Philipps, p. 339.

<sup>146</sup> Czichon (2001), p. 194 et suivantes.

<sup>147</sup> Hayes (2006), p. 33, 36; Evans (2008), p. 344-345; voir aussi Roth (1999), se référant à un article de Hersch Fischler.

en rétribuant au passage les actionnaires de Degussa et les banquiers<sup>148</sup>.

Pendant la guerre, les grandes entreprises allemandes surent réaliser les somptueux bénéfices qu'elles en avaient attendus. Dès 1940, les bénéfices «montaient en flèche, atteignant un niveau sans précédent», devenant «extravagant»<sup>149</sup>. Cela semble avoir tracassé les autorités nazies, qui ont craint la réapparition d'un ressentiment populaire envers les «profiteurs de guerre», comme au temps de la Grande Guerre. Berlin se vit forcé d'élever le taux de l'impôt des sociétés, à savoir de 40 à 50 % à la mi-1941 et de 50 à 55 % en janvier 1942. Cette mesure allait servir à apaiser l'opinion publique mais aussi, et même en premier lieu, à financer la guerre à l'est, la guerre contre l'Union soviétique.

Cette guerre commencée en juin 1941 devait être une «guerre éclair», mais elle se révéla difficile, longue et coûteuse et, comme le souligne Adam Tooze, après quelques mois, elle «menaça de déstabiliser la précaire balance fiscale et monétaire de toute l'économie allemande»<sup>149</sup>. En tout cas, les bénéfices après impôts des sociétés comme IG Farben, qui s'étaient envolés dans les années trente, continuèrent à grimper en 1939 et en 1940, s'affaiblirent un peu en 1941 et en 1942, mais restaient toutefois à un niveau élevé ou du moins «satisfaisant»<sup>150</sup>. Sans compter que, avec ou sans la permission des autorités, les feuilles de déclarations d'impôts des entreprises minimisaient désormais les bénéfices, comme le démontrent les historiens Hans Mommsen et Manfred Grieger dans leur monographie sur Volkswagen, et Dietrich Eichholtz dans sa formidable étude sur l'économie de guerre de l'Allemagne.

Une grande partie des gains était réinvestie dans l'entreprise même. Le financement interne de Junkers, grand fabricant d'avions, par exemple, s'éleva à 165 millions de RM en 1941 et à 307 millions de RM en 1942. Mais le grand champion des investissements en nouvelles

<sup>148</sup> Voir la critique de Jochen Streb du livre de Ralf Banken.

<sup>149</sup> Tooze (2006), p. 494-495.

<sup>150</sup> Spoerer (1996), p. 151-153, 169.

installations fut IG Farben, avec un total d'environ 2,5 milliards de RM entre 1939 et 1944, dont 1,7 milliard dans les soi-disant moins bonnes années 1941, 1942 et 1943. Une autre façon de minimiser ou de cacher les bénéfices, pratiquée par presque toutes les grandes entreprises, était l'établissement de « réserves silencieuses » de capital<sup>151</sup>. Selon Eichholtz, les bénéfices réels réalisés par IG Farben, qui avaient déjà augmenté spectaculairement de 47 à 298 millions de RM entre 1933 et 1940, continuèrent à grimper pendant les trois premières années de la guerre, atteignant 316 millions en 1941, 266 millions en 1942, et 300

---

151 Mommsen et Grieger, p. 622; Eichholtz (1985), p. 538-539, 561-562; Hayes (2001), p. 325.

millions en 1943, avant de tomber à « seulement » 148 millions en 1944<sup>152</sup>.

Mark Spoerer<sup>153</sup> qualifie de « contradictoire » le fait que l'État totalitaire d'Hitler permette aux grandes entreprises de réaliser de si considérables bénéfices. Effectivement, cet état de choses contredit la théorie qui sous-tend son œuvre, à savoir la théorie de « la primauté du facteur politique » (*primacy of politics*<sup>154</sup>). Selon cette théorie, les leaders politiques du pays imposaient leur volonté aux leaders économiques ; la politique des nazis aurait donc dominé l'économie, dont personne ne peut nier qu'elle restait capitaliste sous Hitler. Les capitalistes allemands n'auraient été que les « objets », et souvent même les « victimes », d'une politique nazie dans laquelle ils se seraient trouvés tragiquement « empêtrés » comme des mouches dans une toile d'araignée<sup>82</sup>. Et s'ils furent incontestablement impliqués dans les crimes des nazis, c'est parce qu'ils y avaient été « enchevêtrés », comme l'a exprimé délicatement Henry Ashby Turner dans sa contribution à un recueil d'articles sur les grandes entreprises du III<sup>e</sup> Reich, éditée, entre autres, par un historien affidé à la Deutsche Bank<sup>154</sup>. Peter Hayes suggère de la même façon que les chefs des grandes entreprises allemandes, comme beaucoup d'autres Allemands, se retrouvèrent de plus en plus « enchevêtrés » dans les crimes des nazis parce qu'ils étaient les otages d'un « environnement structuré politiquement », environnement dont il ne cherche pas à expliquer les origines, comme il ne s'interroge pas sur le rôle des grands industriels dans ces origines, ni sur la manière dont ces industriels devinrent des otages<sup>155</sup>. Il n'est guère étonnant que la théorie de la primauté de la politique soit la théorie officielle de ce qu'on peut appeler les « *historiens de cour* des grandes entreprises allemandes »<sup>156</sup>, c'est-à-dire les historiens recrutés par ces entreprises pour écrire leur histoire sous le III<sup>e</sup> Reich ; mais il est problématique que cette théorie soit pratiquement hégémonique dans l'historiographie « occidentale » contemporaine à propos du

152 Eichholtz (1985), p. 563-564.

153 Mark Spoerer (1996), p.165-166.

154 Turner (1998), p. 20.

155 Hayes (1998), p. 4.

156 Eichholtz (1999b), p. 15.

### III<sup>e</sup> Reich.

En vertu de cette théorie, l'indulgence des chefs politiques nazis envers les chefs économiques allemands à propos de l'impôt est en effet une « anomalie », c'est-à-dire un fait que ne peut pas expliquer la théorie, et par conséquent la contredit ou l'infirme. Or cette indulgence n'a rien de contradictoire quand on se rend compte que, comme nous l'avons vu, le big business allemand avait créé, ou du moins contribué à instaurer l'État nazi, cette infrastructure politique qui, dans le contexte de la grande crise économique, devait faciliter la réalisation de son objectif premier, à savoir la maximalisation des profits. Par rapport à la théorie de la « primauté de l'économie », ce fait ne présente aucune anomalie.

De la même manière, le fait que l'État nazi devait aller frapper poliment aux portes des grandes banques pour obtenir des emprunts à gros intérêts, comme nous l'avons vu, constitue une autre anomalie du point de vue de la théorie de « la primauté du facteur politique ».

Spoerer se trompe également quand il écrit que le régime nazi manipula « la recherche des profits des entrepreneurs » afin de réaliser ses propres objectifs. En réalité, ce fut précisément le contraire : l'incessante quête de profit amena les hommes d'affaires, et en tout premier lieu les chefs des grandes et puissantes entreprises, à créer et à manipuler le régime nazi, et à le faire déclencher une guerre mondiale, afin de concrétiser ses objectifs. Et l'on peut dire que le big business allemand y parvint avec succès, de son point de vue, évidemment. En expliquant les faits sous cet angle, on comprend que le procureur au Tribunal de Nuremberg, l'américain Telford Taylor, ait déclaré que « ces entreprises, et non pas les nazis, fous et fanatiques, furent les vrais criminels de guerre<sup>157</sup> ».

Les banquiers et les industriels allemands profitaient de toute évidence de la guerre. Or Gôtz Aly préfère se concentrer sur les avantages, supposés considérables, que tiraient de cette guerre les « Allemands ordinaires ». Ceux-ci auraient même été, selon lui,

---

157 Cité dans « Bayer: a history ».

les principaux bénéficiaires du conflit - et de l'extermination des juifs-, alors qu'ils «ne participaient presque pas du tout aux frais des aventures militaires d'Hitler» et «ne payaient guère 10 % du coût de la guerre »<sup>158</sup>. Selon Aly, la guerre aurait donc été une sorte d'investissement à grande échelle de la part de la population allemande, investissement qui aurait profité un maximum à ceux qui n'y avaient contribué

---

<sup>158</sup> Voir article de Tooze (2005), p. 2-4.

qu'au minimum, les «petits» Allemands, tandis que ceux qui avaient investi la part du lion, les «grands» Allemands, n'auraient reçu qu'un minimum de dividendes. Pourtant, nous avons déjà vu que les ouvriers et les petits bourgeois ont dû payer largement, par une baisse des salaires réels et la perte d'une grande partie des services sociaux notamment, pour cet investissement dans la guerre qu'avait été le réarmement du pays. Inversement, ce réarmement avait rapporté gros aux industriels et banquiers, et en fin de compte il en résulta une redistribution de la richesse de l'Allemagne au profit des riches et aux dépens des pauvres. Le petit citoyen allemand avait bel et bien supporté une partie disproportionnellement importante des coûts de la préparation de guerre, de l'«investissement» dans la guerre. Et la guerre elle-même fut sans aucun doute un enfer pour les Allemands ordinaires. Ils furent des millions à devoir servir sur le front comme chair à canon et des millions n'en sont jamais revenus. Pas moins de 13,5 millions d'Allemands furent tués, blessés ou faits prisonniers entre 1939 et 1945, une multitude dont la majorité appartenait à la petite bourgeoisie, à la classe ouvrière et à la paysannerie<sup>188</sup>. Sur le «front interne», la situation n'était pas aisée non plus pour les Allemands ordinaires. Les travailleurs, nous l'avons vu, devaient trimer plus durement et plus longtemps pour des salaires moindres. Le 4 septembre 1939 déjà, les salaires et les prix furent «gelés» par un «décret-loi sur l'économie de guerre». Or, tandis que les prix continuèrent à grimper jusqu'en 1945, les salaires des ouvriers restèrent globalement au même

<sup>188</sup>. Ponting, p. 130 ; Ambrose, p. 72.

niveau (la variation était due à la pénurie grandissante





de certains types de main-d'œuvre). En 1939, les ouvriers allemands travaillaient en moyenne 47 heures par semaine, ce qui était déjà nettement plus qu'en

1933. Pendant la guerre, cette moyenne monta souvent jusqu'à 60 heures, et parfois même jusqu'à 70 heures. Ses heures supplémentaires étaient très mal voire non payées. C'était une bonne affaire pour les patrons, une autre manière d'augmenter les bénéfices des grandes entreprises<sup>159</sup>.

Pour les « petits » Allemands en général, et pour les ouvriers en particulier, la situation empira pendant la guerre, et pas seulement parce que leurs heures de travail furent allongées et leurs salaires « gelés ». Ils trouvaient aussi de plus en plus difficilement à se nourrir, et à nourrir leur famille. Les prix des produits alimentaires élémentaires, tels que le pain, le beurre ou la margarine, les pommes des terres, les œufs, le fromage, et bien sûr la viande, grimpèrent implacablement, comme ceux d'autres denrées essentielles, comme le charbon et les chaussures. La qualité de tous ces produits baissa parallèlement de façon dramatique, mais pire encore était le fait que certaines denrées manquèrent souvent totalement. Les ouvriers allemands étaient mal nourris, faibles, et tombaient malades. Il arrivait fréquemment que des hommes et des femmes s'évanouissent à l'usine ou en faisant la queue devant un magasin. S'ajoutèrent à cela, dès 1943, les horreurs des bombardements, qui ciblaient surtout les grandes villes et leurs quartiers populaires surpeuplés. On estime qu'entre 400 000 et 600 000 Allemands trouvèrent la mort dans ces bombarde-

---

159 Focke et Reimer, p. 168-169; Engelmann (1975); Recker; Gaul, p. 203; Diehl,

ments, et la majorité des victimes appartenaient aux classes moyennes et inférieures. Ceux qui avaient la chance de survivre enduraient des nuits blanches, la perte de leur domicile, l'encombrement des abris, etc. Les rapports confidentiels des services secrets relatent que, dès le début de la guerre, donc au temps des grandes victoires et conquêtes, le mécontentement grandissait parmi les ouvriers. Il ne fallut pas longtemps aux rapporteurs pour conclure que le «petit» Allemand en avait assez de la guerre<sup>160</sup>.

Les membres de la haute société allemande, par contre, n'avaient pas à se plaindre durant les premières années de la guerre ; pour eux, ce temps des grandes victoires allemandes fut même «un temps d'opulence». Pendant les bombardements, les Allemands nantis se réfugiaient à la campagne, et ils continuèrent en effet à vivre dans une «opulence relative» jusqu'à la catastrophe de Stalingrad, en 1943.

Les profits et avantages de la «guerre d'Hitler» étaient réservés aux grands, les inconvénients aux petits<sup>161</sup>.

Hitler était convaincu que les privations extrêmes, causées notamment par le blocus britannique, avaient démoralisé la population civile allemande pendant la Première Guerre mondiale, contribuant ainsi à la débâcle de 1918. Voulant éviter à tout prix que l'histoire se répète, il faisait de grands efforts pour épargner les civils allemands<sup>92</sup>. Il s'efforça de reverser aux Allemands ordinaires une partie des fruits de la spoliation et de l'exploitation des pays occupés. Ainsi, piller les richesses de pays tels que la France permit de

---

160 Focke et Reimer, p. 179-189 ; Weitëbecker, p. 176-177.

161 Pätzold, p. 51; Almeida, p. 367.

maintenir le taux de taxation des «petits» Allemands à un niveau assez bas et de fournir certaines formes d'assistance sociale à quelques groupes visiblement défavorisés, par exemple les épouses de soldats ; et en dirigeant vers le marché allemand des denrées bon marché, tels que le blé ukrainien -arrachés, pour ainsi dire, des bouches des « sous-hommes » de l'Europe de l'Est, qu'on laissait mourir de faim<sup>162</sup>-, on assurait qu'en général les Allemands avaient plus de pain sur la table que lors de la dernière guerre. Il est également vrai que les soldats pouvaient occasionnellement emporter chez eux, lors d'une permission, des colis «pleins de saucisses, de fromage et de beurre» d'origine polonaise, hollandaise, danoise, etc. Or, comme les rapports des services secrets l'indiquent, il est fort douteux que cette « accumulation de petits avantages » fit grande impression sur la population, ou contribua à la construction d'un « fondement de consentement et de coopération dans le III<sup>e</sup> Reich», et permit par conséquent à Hitler d'« acheter » de la sorte la loyauté des «petits» Allemands - et de la conserver jusqu'à la fin de la guerre, comme Aly aimerait nous le faire croire<sup>163</sup>.

Avec « sa » guerre, Hitler rendit de grands services aux capitalistes allemands. On peut également dire que les capitalistes allemands se rendirent eux-mêmes de grands services en faisant déclencher par Hitler une guerre à leur compte et à leur profit. Tant que la guerre répondit à leurs attentes, le big business allemand continua donc à soutenir fidèlement le régime hitlérien et c'est ce que firent aussi les généraux, les grands propriétaires terriens et les autres piliers de l'élite allemande qui avaient

---

<sup>162</sup> Voir par exemple Mazower, p. 146-147.

<sup>163</sup> Tooze (2005), p. 2-3.

contribué à l'installation au pouvoir d'Hitler. «Ce soutien, écrit un historien américain, s'accrut même au fil de la guerre. »<sup>164</sup> Les élites allemandes soutinrent «la guerre d'Hitler » tant que la guerre leur «rapporta», tant qu'elles y virent leur intérêt, tant qu'elles crurent que cette guerre allait se terminer par une victoire de l'Allemagne, de l'Allemagne d'Hitler, de leur Allemagne.

## Chapitre 9

# Ensemble jusqu'à la fin !

Le nec-plus-ultra que le tandem de la grosse industrie et de la haute finance attendait de cette guerre, la soi-disant «guerre d'Hitler», était la destruction de l'Union soviétique. De cette destruction, tous les piliers de l'establishment allemand escomptaient d'ailleurs de grands avantages. La noblesse, par exemple, y voyait la possibilité, pour leurs fils cadets, d'acquérir de vastes propriétés foncières en Ukraine. Au sommet de la hiérarchie militaire, les généraux de la Wehrmacht rêvaient d'acquérir un *Rittergut*, un domaine associé à un titre aristocratique, quelque part dans le «pays des possibilités illimitées» que l'Union soviétique semblait prédestinée à devenir<sup>166</sup>. Et l'Église catholique, non seulement en Allemagne mais au cœur du Vatican même, espérait voir les jésuites, dans le sillage de la Wehrmacht victorieuse, convertir au catholicisme le peuple russe, schismatique orthodoxe contraint à l'athéisme par les

---

<sup>164</sup> Gillingham, p. ir.

bolcheviks, et bientôt prêt à recevoir la «bonne parole»<sup>165</sup>. Mais revenons aux aspirations de ce «pilier» de l'élite allemande qui nous intéresse ici, le big business allemand.

Chez Krupp, IG Farben, Deutsche Bank et consorts, on jubila au moment de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, en juin 1941. Le triomphe de l'Allemagne nazie aux frais des Soviétiques, attendu avec une confiance absolue, signifierait la fin du communisme en Russie et probablement partout ailleurs, et donc une victoire, sur une échelle mondiale et supposée définitive, du capitalisme sur le mouvement ouvrier, une victoire du « capital » sur le « travail ». Hitler, pour une telle prestation, aurait mérité la profonde gratitude et l'admiration de tous les industriels et banquiers du pays, comme ce fut le cas pour la destruction du communisme en Allemagne en 1933. Du point de vue du big business allemand, la destruction de l'Union soviétique confirmerait aussi la sagesse de la décision prise en 1933, après bien des années d'hésitation, d'avoir choisi «l'option fasciste». Mais, d'une victoire dans la «guerre à l'Est» les grandes entreprises et banques allemandes attendaient également d'énormes avantages purement économiques.

C'est Gôring, pour le NSDAP, qui se chargea de synchroniser les efforts visant « à mettre la totalité de l'économie soviétique au service du Reich avec la collaboration des grands trusts de l'Allemagne ». On pourrait aussi bien dire que le big business allemand s'apprêta à mettre la main sur l'économie soviétique grâce à la collaboration de cet État si utile qu'était le Reich hitlérien, personnifié dans ce cas par Gôring.

---

165 Lacroix-Riz (1996), p. 411-418; Lewy, p. 230-232; Deschner (1996), p. 643- 647.

Toutefois les nazis ne souhaitaient pas apparaître, aux yeux du public allemand, comme trop généreux à l'égard des grandes entreprises et banques. Ils voulaient continuer à cultiver l'idée que l'«espace vital»

à l'Est serait conquis pour être colonisé par de petits agriculteurs et artisans et non pas pour être exploité par les gros bonnets. On créa donc des «sociétés de l'Est», des partenariats entre l'État nazi et le secteur privé. Ceux-ci avaient pour but de camoufler le fait que «les firmes acquirent ainsi la possibilité d'exploiter à volonté, et sans aucun risque, les biens soviétiques qu'on leur confierait, tandis que l'État nazi partagerait les bénéfices »<sup>19®</sup>.

Pendant ce temps, les grandes entreprises et banques s'étaient déjà accordées pour partager le butin de façon «honnête». On s'entendit, par exemple, sur le point que Krupp obtiendrait les aciéries de la région de Leningrad, tandis que Hoesch AG s'approprierait celles de Kiev et du sud de la Russie. IG Farben ferait main basse, évidemment, sur toutes les installations produisant du carburant synthétique. Et en mars 1941, IG Farben et la Deutsche Bank créèrent une co-entreprise, nommée Kontinentale Öl AG, qui devait s'emparer de l'industrie pétrolière soviétique".

Les gisements de pétrole soviétiques, situés surtout dans le Caucase, furent assignés à la Kontinentale Öl AG. À l'égard du pétrole soviétique, les Allemands nourrissaient de très grands espoirs. IG Farben, qui était déjà une entreprise florissante grâce, du moins en partie, au régime nazi qu'elle avait aidé à mettre en place, pouvait encore espérer réaliser des bénéfices fabuleux. Les attentes de l'État nazi étaient d'une autre nature. Il avait grand besoin du pétrole soviétique pour mener l'offensive sur un front long de milliers de kilomètres, avec des centaines de milliers de véhicules,



pendant les quelque six semaines estimées nécessaires pour forcer la capitulation de l'Armée rouge<sup>166</sup>. Après cette victoire rapide, attendue en toute sérénité, le contrôle des puits pétroliers du Caucase devait permettre à l'Allemagne de faire la guerre, même à long terme, à n'importe qui<sup>167</sup>.

Dans le sillage de la Wehrmacht au départ triomphante, les représentants des grandes entreprises allemandes pénétrèrent dans les territoires conquis de l'Union soviétique afin d'en réclamer les usines et les gisements de pétrole, comme ils l'avaient fait plus tôt en Pologne et en Europe occidentale. En prévision de l'appropriation des gisements pétroliers du Caucase, la Kontinentale Öl AG fonda en août 1941 la filiale Ost Öl GmbH qui fut équipée pour des millions de RM en véhicules et machines. Vu l'importance commerciale et stratégique du pétrole soviétique, la Wehrmacht créa quant à elle des unités spécialement entraînées dans le but de s'emparer des gisements, les *Mineralölkommandos*. Mais la situation n'évolua pas comme prévu. La victoire facile, attendue endéans les deux mois, ne se matérialisa pas. Et le début d'une puissante contre-offensive de l'Armée rouge devant Moscou, le 5 décembre 1941, signa la faillite de la «guerre éclair» allemande à l'est. Les gisements du Caucase soudain inaccessibles, Hitler et son état-major comprirent que leurs plans s'évanouissaient, et avec eux la perspective de gagner la guerre, contre l'Union soviétique mais également contre la Grande-Bretagne, la guerre tout court.

---

<sup>166</sup> Müller (201b), p. 233\*234; Evans (2008), p. 340-341.

<sup>167</sup> Gaja, p. 275-276; Krammer, p. 404, 410.

Le 5 décembre 1941 fut le vrai tournant de la Deuxième Guerre mondiale. Et quand le 7 décembre, quelques jours après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, Hitler déclara la guerre aux États-Unis dans le vain espoir d'amener Tokyo à déclarer la guerre à l'Union soviétique, l'Allemagne nazie se retrouva en face d'un autre formidable adversaire. On pouvait donc imaginer que l'armée de cet adversaire apparût tôt ou tard sur les côtes de l'Allemagne même, ou du moins de l'Europe occupée. Il faut convenir que cela constituait un souci pour l'avenir. D'autre part, on pouvait s'attendre presque immédiatement à l'assèchement du flot de pétrole américain qui avait permis jusque-là à l'Allemagne de mener une guerre moderne et donc « motorisée » avec tant de succès<sup>168</sup>.

Ces déboires ne signifèrent pas encore la fin des grandes illusions du big business allemand à l'égard de l'Union soviétique. Hormis Hitler et ses généraux ainsi que quelques sources bien informées, telles que le Vatican et les services secrets suisses, personne ne se rendait compte alors que l'Allemagne était désormais condamnée à perdre la guerre<sup>169</sup>. Cependant, dans ce glorieux été de 1941, lors de l'avancée apparemment irrésistible de la Wehrmacht, il devint clair que l'exploitation de l'Union soviétique ne serait pas un jeu d'enfant. À cause de la « politique de la terre brûlée » pratiquée par les Soviétiques, par exemple, les Allemands s'emparaient surtout de ruines et d'usines dépouillées de tout équipement ; et derrière les lignes allemandes, le long des très longues et vulnérables lignes de communications, d'innombra

---

<sup>168</sup> Pauwels, {201a et 201b}.

<sup>169</sup> Pauwels {201a}.

bles partisans se montraient fort actifs et dangereux. Il est évident que ces circonstances décourageaient les investisseurs prospectifs, qui conclurent que les «possibilités industrielles ne répondaient aux attentes»<sup>170</sup>.

Néanmoins plusieurs entreprises allemandes partirent tenter leur chance dans la «terre promise» de l'Est, principalement quand de grands investissements n'étaient pas requis. Ceci fut le cas quand la Wehrmacht finança l'établissement de fabriques de matériel de guerre - des *Kriegswerke* ou *Kriegswerkstätte* connus comme les «K-Werke»- que des entreprises privées allemandes étaient invitées à venir gérer et exploiter. De gigantesques K-Werke à Pskov, Minsk et Dnipropétrovsk, par exemple, où l'on employait des juifs, des prisonniers de guerre et d'autres formes de main-d'œuvre forcée pour réparer des blindés, camions et autres véhicules de la Wehrmacht, attirèrent ainsi Opel et Daimler-Benz<sup>171</sup>.

Un exemple spectaculaire est fourni par le grand fabricant allemand de cigarettes, Reemtsma Cigarettenfabriken GmbH, ou «Reemtsma». Son directeur, Philipp F. Reemtsma, avait déjà apporté son aide à Hitler en 1932 en faisant de la réclame dans les publications du NSDAP, et en 1933 sa firme avait commencé à soutenir le parti par de généreux dons financiers. En 1941, Reemtsma érigea une filiale dans le sud du territoire soviétique occupé par les Allemands, en Crimée, la « Société pour la culture du tabac en Crimée ». L'objectif de cette entreprise : transformer la Crimée en épiceentre de la production de tabac dans le

---

170 Müller (2011a), p. 141-142.

171 Spoerer (2001), p. 76-77.

«grand espace économique», la zone d'influence économique allemande devant s'étendre de l'Atlantique à l'Oural. On commença par s'approprier l'intégralité de la récolte de tabac de l'automne 1941 dans la région. Les bénéfices accumulés ainsi par Reemtsma furent encore maximalisés par l'emploi de main-d'œuvre captive, pour ne pas dire «esclave», comprenant des enfants de seulement quatorze ans, dans des conditions épouvantables<sup>172</sup>.

L'échec de la «guerre éclair» contre l'Union soviétique empêcha le retour du front de millions de jeunes hommes et causa sur le « front interne » une pénurie de main-d'œuvre. Le régime répondit à ce problème moins en envoyant les femmes à l'usine, comme l'on faisait en Grande-Bretagne et aux États-Unis, qu'en faisant usage à grande échelle de travailleurs étrangers<sup>173</sup>. L'industrie allemande «embaucha» au cours de la guerre au moins douze millions de ces travailleurs, et parmi eux figuraient des millions de civils et de prisonniers de guerre soviétiques ; de ces derniers, la plupart n'ont pas survécu à cette expérience. Sur 5,7 millions de prisonniers de guerre soviétiques, 3,3 millions moururent dans les camps<sup>174</sup>.

Le grand avantage, du point de vue des entreprises allemandes, fut le travail forcé - relativement inefficace, bien sûr, mais surabondant et bon marché, presque gratuit même - qui permettait admirablement de maximiser les bénéfices<sup>175</sup>. Nous l'avons déjà évoqué

---

172 Uhl; Roth et Abraham; «Reemtsma (Familie)».

173 Tooze (2006), p. 437, 513 et suivantes; Diehl, p. 145-149.

174 Reuss, p. 5.

175 Müller (2011a), p. 148; Eichholtz (2000), p. 121; Reuss, p. 107-112; Tooze (2006), p. 534-536.

et illustré par le cas d'IG Farben, dont les bénéfices augmentaient en même temps que les coûts des salaires et services sociaux baissaient; l'entreprise gagnait, en pleine guerre, approximativement 1 000 RM de plus par ouvrier par an qu'avant le début du conflit mondial<sup>176</sup>.

La société Heinkel employait des détenus du camp de concentration d'Oranienburg, Siemens se servit notamment de femmes prisonnières à Ravensbruck, l'usine de Daimler-Benz à Genshagen recruta dans le camp de Sachsenhausen, et BMW avait comme partenaire dans ce domaine le camp de Dachau<sup>177</sup>. Mais le pire exemple est sans doute le camp d'extermination d'Auschwitz. À quelques kilomètres de ce camp avait été édifiée une gigantesque usine, appelée Auschwitz-Monowitz, un projet commun de la SS et d'IG Farben. Des milliers de détenus d'Auschwitz - surtout des juifs, des roms, mais aussi des prisonniers de guerre soviétiques - y ont trouvé la mort<sup>178</sup>.

Considérons un instant le cas d'Auschwitz-Monowitz dans le contexte de la guerre contre l'Union soviétique et le rôle de Deutschland AG dans cette guerre. Pour le régime nazi, la faillite du *Blitzkrieg* à l'est et, par conséquent, l'évaporation du rêve du pétrole caucasien, avait signifié une catastrophe militaro-stratégique et un présage de son propre trépas. Pour IG Farben, elle avait signifié la perte d'un important investissement. Cependant, pour le géant allemand de la pétrochimie, cette crise avait aussi créé de nouvelles opportunités de profits. Sans le pétrole soviétique, et sans

---

<sup>176</sup> Hayes (2001), p. 344.

<sup>177</sup> Tooze (2006), p. 532.

<sup>178</sup> Mayer, p. 141-142, 163, 207-228; Eichholtz (2000), p. 121-123 ; Feldenkirchen, p. 168-169.

le pétrole américain, l'Allemagne aurait désormais plus que jamais besoin de carburant et de caoutchouc synthétiques, produits qui étaient justement la grande spécialité d'IG Farben. Auschwitz-Monowitz illustre l'intime collaboration entre l'État nazi, représenté par la SS, et la *Großindustrie*, représentée par IG Farben, collaboration dont les deux côtés devaient tirer profit: l'État nazi y obtint le carburant et le caoutchouc dont il avait besoin pour prolonger la guerre, et IG Farben y obtint la masse de main-d'œuvre presque gratuite requise pour produire - et pour réaliser des bénéfices ; que cette organisation entraînait la mort de centaines de milliers de juifs, roms, prisonniers de guerre soviétiques, etc., était voulu par les uns et toléré par les autres<sup>23</sup>.

Après l'échec de la « guerre éclair » devant Moscou en décembre 1941, Hitler et ses généraux savaient que l'Allemagne était condamnée à perdre la guerre. Et, après la gigantesque bataille de Stalingrad, perdue par l'Allemagne au cours de l'hiver 1942-1943, tout le monde le sut. Les élites allemandes craignaient désormais, et non sans raison, qu'Hitler ne les entraînaît dans sa chute. Quelques généraux du haut commandement de l'armée et un certain nombre de représentants de la haute bourgeoisie qui, jusqu'alors, avaient été heureux de laisser la politique aux nazis, conçurent le plan de se débarrasser de l'homme qu'ils avaient aidé à installer au pouvoir et qu'ils avaient soutenu aussi longtemps qu'il avait engrangé des succès, des succès qui étaient aussi les leurs. Ils espéraient pouvoir sauver ce qui pouvait l'être encore. Mais l'attentat

du 20 juillet 1944 contre Hitler, qu'ils avaient planifié, échoua lamentablement<sup>179</sup>.

Bien qu'Hitler sut, dès décembre 1941, que la défaite était inévitable, il fit durer le conflit le plus longtemps possible. Cette décision allait coûter la vie à des millions de personnes. De l'industrie allemande, il était attendu qu'elle poursuive la fabrication du matériel de guerre nécessaire pour mener le combat et c'est exactement ce qu'elle fit. Jusqu'au bout, littéralement, les grandes entreprises collaborèrent étroitement avec le régime nazi en général et avec Albert Speer en particulier qui, durant les dernières années de guerre, coordonna la production industrielle. Avec Speer, dans la phase finale de la dictature nazie en Allemagne, la collaboration entre la grande industrie et l'État nazi atteignit même selon certains historiens un point culminant<sup>180</sup>, tant au niveau de la production que sur le plan des affaires<sup>181</sup>. En outre, il n'y en eut pas d'autres augmentations de l'impôt des sociétés après celles de 1941 et 1942, dont il a déjà été question. De ses partenaires du big business, Speer n'attendait pas une importante contribution à la santé fiscale de l'État nazi, mais seulement le matériel dont cet État avait besoin pour survivre le plus long possible<sup>182</sup>. Industriels et banquiers conservèrent leur position privilégiée dans l'État nazi jusqu'à la fin de la guerre<sup>183</sup>. Le plus grand privilège dont ils jouissaient, bien sûr, était le droit de continuer

---

179 Kühnl, p. 398-402; voir aussi Lacroix-Riz (2009), pour un commentaire sur le récent film traitant de la résistance allemande, *Valkyrie*.

180 Tooze (2006), p. 552-562 ; Hallgarten et Radkau, p. 248 ; Erker, p. 16-26.

181 Spoerer (1996), p. 150-151.

182 Tooze (2006), p. 565-566, 646-647.

183 Hallgarten et Radkau, p. 279.

à réaliser des bénéfices. Mais les nazis leur accordèrent aussi d'autres prérogatives, comme l'illustre une petite anecdote qui ne manque pas de pittoresque : à la Noël 1944, alors que le III<sup>e</sup> Reich était en train de sombrer- et que le peuple allemand n'avait quasiment plus rien à manger, Himmler fit offrir à tous les membres de son «cercle d'amis » trois livres de vrai café !<sup>184</sup>

De ceux qui furent les parrains, les intimes collaborateurs et les grands bénéficiaires du régime nazi, il n'y avait naturellement aucun signe au sein de la résistance anti-hitlérienne qui agissait pourtant en Allemagne<sup>185</sup>. Les historiens qui nient le rôle des grands industriels et banquiers dans l'accession et le maintien d'Hitler au pouvoir sont contraints d'expliquer les causes de cette inertie par des facteurs ésotériques tels que « des modèles de pensée autoritaires», «des attitudes légalistes» ou «un professionnalisme apolitique»<sup>186</sup>.

Il est aussi naturel que, parmi les Allemands qui résistèrent aux nazis, figuraient en tout premier lieu les socialistes et surtout les communistes qui avaient toujours été les ennemis du big business allemand et qui furent les victimes de la dictature nazie de la première jusqu'à la dernière heure. On estime qu'entre 1933 et 1935, environ un quart des membres du KDP -quelque 75 000 personnes - furent emprisonnés ou assassinés. Or ces résistants, à l'exemple des membres du groupe Schulze-Boysen/Harnack (connu dans le monde francophone sous le nom d'Orchestre rouge), sont rarement, sinon jamais, mentionnés

---

<sup>184</sup> Pätzold, p. 15.

<sup>185</sup> Certains historiens allemands ont toutefois fait de grands efforts pour identifier de tels signes, voir par exemple Treue (1985).

<sup>186</sup> Gall et Pohl, p. 12.



dans l'historiographie «occidentale». Ils furent pourtant nombreux et très actifs, du début jusqu'à la fin du III<sup>e</sup> Reich, à propager une idéologie antinazie, à effectuer des actes de sabotage, de l'espionnage au profit des alliés, à organiser des grèves, et des associations de résistance clandestines dans les camps de concentration comme Buchenwald ; et ils payèrent un prix extrêmement lourd<sup>187</sup>. Une poignée de généraux (comme Stauffenberg) et de grands bourgeois (comme Goerdeler) appartenait à la résistance antinazie : dans le monde «occidental», on croit généralement, mais à tort, qu'ils furent les seuls Allemands à s'opposer au régime hitlérien. En tout cas, dans la grande industrie et la haute finance, on cherche en vain des hommes et des femmes qui, d'une manière ou d'une autre, se seraient opposés au nazisme<sup>188</sup>. Même s'ils furent nombreux, comme Schacht, à prétendre par la suite qu'ils étaient hostiles à Hitler.

L'histoire du nazisme et du capitalisme en Allemagne est la chronique d'une relation intime, très intime, autrement dit : une sorte d'histoire d'amour. Vers la fin de la guerre, cette relation vécut des moments difficiles, mais demeura intacte. Jusqu'au dernier jour de la guerre, le big business allemand préserva sa loyauté envers le régime nazi et investit pour permettre à Hitler de prolonger une guerre aussi meurtrière que désespérée. Réciproquement, jusqu'au jour de son effondrement, le régime nazi manifesta son respect et sa confiance envers le système capitaliste, représenté par les grandes entreprises allemandes. Des deux côtés, on sembla espérer jusqu'au dernier moment que, malgré tout, leur relation avait encore un glorieux avenir.

---

<sup>187</sup> Derbent, p. 7-11; 43-59, 93-102; North, p. 18-19.

<sup>188</sup> Czichon (2001), p. 206-208, 217-219; documents dans Kühnl (1980), p. 339- 340.

Dans son dernier discours public, donné à Berchtesgaden le 26 juin 1944 et probablement rédigé ou du moins inspiré par Speer, Hitler souligna sa foi dans «la liberté de l'entrepreneur», ajoutant même qu'il était convaincu que ce système était la condition de tout progrès du genre humain. Il avisa qu'en cas de défaite, l'industrie allemande serait enterrée par les alliés, et promit solennellement qu'après une victoire de l'Allemagne le système de «l'entreprise libre» vivrait «ce qui sera peut-être le plus grand moment de gloire de son histoire»<sup>189</sup>.

Comblé par de telles déclarations, le big business allemand restait fidèle au régime hitlérien mais, il se prépara discrètement pour un avenir sans le partenaire nazi<sup>190</sup>. De plusieurs points de vue, la guerre d'Hitler avait été leur guerre, mais les grands industriels et banquiers allemands voulaient à tout prix éviter que la défaite d'Hitler, qu'ils savaient désormais être inévitable, ne devînt leur défaite, que la prédiction d'Hitler ne se réalise et que la ruine du régime politique hitlérien ne signifiât la ruine de leurs entreprises et banques, et de «leur» système économique, le système capitaliste. Au sein l'élite du big business allemand s'établit alors un petit cercle qui développa une «stratégie de survie» visant à sauver le capitalisme en Allemagne en dépit d'une défaite militaire inéluctable. Parmi ses membres figuraient des industriels et des banquiers associés à la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, IG Farben, Siemens, Mannesmann, Reemtsma, etc., et son «cerveau» était un jeune économiste, Ludwig Erhard, qui deviendra le premier ministre de l'Économie de la République

---

<sup>189</sup> Tooze (2006), p. 635-636.

<sup>190</sup> Nous suivons ici quelques-uns des auteurs qui ont fait allusion à ces préparations: Roth (1996) et (1999); Plumpe (1992); Tooze (2006), p. 645-646; Spoerer (1996), p. 162-163; Engelmann (1980), p. 263-274; Erker, p. 68-72; Volker, p. 26-35; Köhler.

fédérale d'Allemagne, l'État allemand qui fut, d'une certaine manière, le fruit des efforts de ce petit club ; Erhard sera aussi l'architecte du soi-disant «miracle économique» de la RFA.

La stratégie de survie visait non seulement à sauver le capitalisme en Allemagne en général, mais aussi à assurer que, dans l'Allemagne de l'après-guerre, les grandes entreprises pourraient non seulement subsister mais fonctionner dans un système moins « dirigiste» (ou «étatiste») et jouiraient donc d'une plus grande liberté et d'une plus grande autonomie vis-à-vis de l'État que cela n'avait été le cas auparavant. Les autorités nazies, chefs du ministère de l'Armement et du ministère de l'Économie et spécialistes économiques de la S S, comme le sinistre Otto Ohlendorf, étaient bien informées des préparations de ce cercle, mais ils laissaient faire - une autre, et ultime, faveur du régime envers son partenaire du big business, et une autre anomalie du point de vue de la théorie de la primauté de la politique dans le III<sup>e</sup> Reich. L'État nazi, monstre créé par le Dr. big business Frankenstein, en dépit de son allure intimidante, n'avait jamais été le maître du big business, au contraire; maintenant, agonisant, il laissait faire docilement tandis que son maître se préparait à créer un nouveau genre d'État.

Il ne s'agissait pas de sauvegarder seulement l'intérêt collectif de la grosse industrie et de la haute finance, mais aussi les intérêts de chaque grande entreprise individuelle. Pour atteindre ce dernier objectif, une série de mesures furent prises sans tarder : l'achat d'ac

tions de sociétés étrangères ; le transfert de capital vers des «refuges» à l'étranger, à savoir des banques en pays neutres tels que la Suisse, la Suède et le Portugal; l'investissement de bénéfices en stocks de matières premières de grande valeur ; et des investissements dans l'entreprise même, par exemple l'achat de nouveaux équipements ou la construction de nouveaux bâtiments, de préférence loin des usines principales et des grandes villes, ce qui minimisait le risque de dégâts causés par les bombardements. Cette dernière stratégie -le stockage et la mise en (relative) sécurité, de préférence dans l'ouest du pays où l'on prévoyait une occupation américaine ou britannique plutôt que soviétique, de « biens matériels » - était très réaliste au vu de l'accélération de l'inflation pendant les dernières années de la guerre et de la probabilité d'une dévaluation du reichsmark après-guerre. Cette stratégie avait en outre l'avantage de réduire les impôts à payer, comme nous l'avons déjà vu.

La quête de survie du système capitaliste en Allemagne en général, et du salut de chacune des banques et grandes entreprises allemandes, impliquait la recherche d'assistance extérieure, auprès des grandes puissances occidentales, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Certes, ces puissances étaient des ennemies du Reich hitlérien, mais elles étaient aussi des bastions du capitalisme, et l'on pouvait donc espérer leur concours dans un projet visant à sauver le capitalisme dans un pays aussi important que l'Allemagne. On espérait de la sympathie surtout de la part des États-Unis, dont les industriels et banquiers allemands prévoyaient déjà l'hégémonie économique mondiale *post bellum*, et dont le big business avait de très importants inves

tissements en Allemagne. Les liens que bien des grandes entreprises et banques allemandes entretenaient, depuis les années vingt déjà, avec des partenaires aux États-Unis, avaient naturellement été perturbés durant la guerre, mais ils n'avaient jamais été brisés complètement ; ils pouvaient donc servir de bouées de sauvetage dans l'opération visant à sauver le capitalisme allemand<sup>191</sup>.

On sait que des personnages importants de l'industrie allemande - notamment des représentants de Krupp, Büssing AG, Rheinmetall, et Messerschmitt- se réunirent le 10 août 1944 à Strasbourg, dans l'hôtel Maison Rouge, et qu'ils y décidèrent d'entrer en contact avec des partenaires américains. Nombre de ces partenaires furent cités par leurs noms, par exemple la US Steel Corporation, la Chemical Foundation Inc. et l'American Steel & Wire. L'intention était que la sympathie et le propre intérêt des Américains les conduisent à passer l'éponge sur les péchés nazis des grandes entreprises et banques allemandes<sup>192</sup>.

Dans ce domaine aussi, le régime nazi fit la preuve de son désir d'être utile aux grandes entreprises jusqu'au bout. La réunion à Strasbourg fut en effet une initiative d'un vrai poids lourd nazi, un des plus hauts fonctionnaires du parti et «main droite» d'Hitler: Martin Bormann. Bormann collaborait étroitement avec Schacht, bien que celui-ci, soupçonné d'avoir participé au complot contre Hitler, se trouvât en prison. Bormann voulut sans aucun doute tirer avantage -pour les grandes corporations mais sans doute aussi pour lui-même - des excellentes relations internationales, y compris

---

<sup>191</sup> Engelraann (1980), p. 272.

<sup>192</sup> Hörster-Philipps, p. 351-352; Yeadon et Hawkins, p. 250; Caraarasa, p. 27-32; voir aussi l'article «Octogon».

américaines, de Schacht<sup>193</sup>.

Hitler et les nazis ont disparu de la scène, mais les entreprises et les personnes, les industriels et les banquiers qui installèrent Hitler au pouvoir et qui tirèrent profit de sa dictature, de ses crimes et de sa guerre, sont restés, grâce à l'aide des Américains et des collaborateurs allemands de ces mêmes Américains. Le chancelier fédéral ouest-allemand Konrad Adenauer « effectua une réhabilitation à grande échelle de généraux, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires, banquiers, professeurs et médecins qui avaient été actifs au service d'Hitler », comme l'écrit un historien britannique<sup>194</sup>. Dans l'« Allemagne de l'Ouest » d'après-guerre et, plus tard, dans l'Allemagne réunifiée, ils ont encore pu accroître leur richesse et leur pouvoir. Schacht, par exemple, le banquier qui aida à mettre Hitler en selle et qui cofinança son programme d'armement, fut acquitté à Nuremberg. Et Josef Abs, le directeur de la Deutsche Bank qui joua un rôle très actif dans l'aryanisation des entreprises juives et dans le pillage des pays occupés, devint l'« éminence grise » pour les questions financières d'Adenauer.

Nous reviendrons plus longuement, dans la seconde partie de cet ouvrage, sur le « sauvetage » de Deutschland AG des griffes de ceux qui voulaient présenter à ce « pilier » de l'establishment allemand la facture légitime du rôle sinistre qu'il avait joué dans l'ascension d'Hitler, dans son Reich et dans sa guerre<sup>195</sup>.

---

<sup>193</sup> Gaja, p. 258-271 ; voir aussi l'article de Cari Oglesby.

<sup>194</sup> Pinto-Duschinsky.

<sup>195</sup> Voir par exemple Engelmann (1980), p. 272-274.

## Chapitre 10

### Un bénéficiaire inapaisé

Si le big business allemand a favorisé l'accession au pouvoir d'Hitler, c'est parce que les grands industriels et banquiers avaient de bonnes raisons d'espérer que ce vulgaire parvenu, chef d'un parti soi-disant socialiste et ouvrier, pourrait leur être utile. Et, comme nous venons de voir, il a grandement comblé les espoirs que les leaders du monde de l'industrie et de la finance avaient placés en lui. On peut même dire qu'il les a servis jusqu'à la fin, et pour cette raison ils sont restés loyaux envers lui et son régime jusqu'à la fin. Toutefois cela ne signifie pas qu'Hitler ne fut rien qu'un simple instrument, une marionnette aux mains du big business. Et cela ne veut certainement pas dire que chaque homme d'affaires et chaque banquier allemand ait soutenu Hitler dès ses premiers pas dans le monde de la politique ou ait été entièrement satisfait des « services » rendus au big business par le régime nazi entre

1933 et 1945. Nous savons en effet que plusieurs industriels et banquiers n'ont pas soutenu Hitler avant 1933, et qu'après 1933 nombre d'entre eux ont exprimé des plaintes et des critiques - en privé et parfois même en public - à propos de la personne ou de la politique du Führer. Une vision plus nuancée de la relation entre l'élite de l'industrie et de la finance et Hitler doit envisager un ensemble de facteurs.

D'abord, le big business allemand ne fut pas le seul acteur impliqué dans la «prise du pouvoir» par Hitler qui, comme Fritz Fischer l'a souligné, fut en réalité un «transfert du pouvoir». Les autres piliers de l'establishment allemand y ont également joué un rôle. Les hauts militaires et les grands propriétaires terriens, dont le président Hindenburg était le plus important représentant, ont eux aussi pensé que le «caporal bohémien» allait leur être utile. L'Église catholique a quant à elle consolidé le régime hitlérien en signant avec lui le Concordat de juillet 1933, espérant, entre autres, qu'Hitler bannirait le communisme athée d'Allemagne - et pas seulement d'Allemagne. C'est dans le même espoir que les prélats protestants bénirent, et donc légitimèrent, le chef nazi quand il fit son entrée dans la chancellerie.

Hitler avait une obligation envers tous ces acteurs, mais les espérances des uns se trouvaient parfois en contradiction avec celles des autres. Les grands propriétaires terriens, par exemple, désiraient des prix élevés pour le blé qu'ils cultivaient sur leurs terres, tandis que les industriels voulaient du pain bon marché afin d'éviter de devoir payer des salaires plus élevés à leurs ouvriers. Hitler ne pouvait pas satisfaire tout le monde, il pouvait contenter certains de ses partisans, mais il ne pouvait éviter d'en frustrer d'autres, du moins occasionnellement. Le big business n'a certainement pas toujours obtenu d'Hitler tout ce qu'il désirait dans chaque domaine. Malgré ces désaccords ponctuels, le Führer combla les plus importants espoirs de Deutschland AG, en éliminant le (réel ou imaginaire) danger révolutionnaire, et ce dès son arrivée au pouvoir, et en augmentant la rentabilité des entreprises et banques tout au long de



sa dictature, de 1933 à 1945, par la suppression des syndicats, par ses programmes de réarmement et d'aryanisation et, *last but not least*, par sa guerre.

Ensuite, le big business n'est pas un bloc monolithique mais consiste de plusieurs secteurs rivalisant entre eux, composés de centaines d'entreprises individuelles, dont certaines collaboraient au sein de cartels tandis que d'autres se faisaient une concurrence impitoyable. Chaque secteur industriel, chaque entreprise, et chacun des individus qui géraient ces entreprises, avait ses propres attentes d'un gouvernement dirigé par Hitler, d'une dictature hitlérienne, et il est évident que le Führer ne pouvait pas les satisfaire tous, ou les satisfaire au même degré. Comme nous l'avons vu, le régime nazi a eu ses favoris, tels qu'IG Farben, et il est évident que les favoris avaient plus de raisons d'être satisfaits que les autres. Nous avons voulu expliquer dans ce livre que, collectivement, le big business allemand a été choyé par le régime nazi du début à la fin de son honteuse histoire ; mais nous n'affirmons évidemment pas que chaque secteur et chaque firme aient été satisfaits.

Le big business allemand a choisi l'«option fasciste» à un moment précis de son histoire. Ce moment fut celui où industriels et banquiers décidèrent que l'établissement d'une dictature fasciste était le seul moyen d'empêcher une victoire communiste aux élections et, en même temps, de s'assurer que l'État allemand se décide à résoudre la crise économique à leur façon, c'est-à-dire par une politique sociale régressive et une politique économique basée sur le réarmement, en d'autres mots : à leur profit. Ils n'ignoraient pas que cette double faveur occasionnerait des épisodes net

tement moins agréables, des incidents que beaucoup d'entre eux, et peut-être même une majorité, désapprouveraient catégoriquement, comme la violence et l'antisémitisme. Toutefois, si quelques individus exprimèrent leurs appréhensions à cet égard, collectivement le big business laissa faire, considérant que c'était le prix à payer, et d'ailleurs par d'autres qu'eux-mêmes, pour obtenir les progrès essentiels qu'ils attendaient du régime nazi.

Hitler a fait ce que le big business allemand attendait de lui, mais il l'a fait à sa manière, autoritaire, crue, brutale. Nous avons dit qu'Hitler n'était pas un simple «instrument» dans les mains des capitalistes, mais si l'on voulait absolument se servir de cette métaphore, il faudrait préciser qu'il ne s'agissait certainement pas d'un scalpel mais plutôt d'une masse.

La grande majorité des industriels et des banquiers allemands auraient probablement préféré une autre façon d'aborder les problèmes. Dans l'optique d'établir une conjuncture profitable au big business, et de le faire à long terme, Hitler opta pour un programme de réarmement qui mènerait inévitablement à une guerre, à une guerre de conquête et de rapine, qui n'était pas pour déplaire au big business. Mais la manière (et la rapidité) avec laquelle Hitler choisit d'abord de réarmer l'Allemagne, et la manière avec laquelle il mena ensuite la guerre étaient sources de grands différends, non seulement entre Hitler et le patronat, mais également au sein même de l'élite dirigeante. Schacht, par exemple, fut écarté parce que le financement et le rythme qu'il défendait pour le programme de réarmement manquaient de modernité aux yeux d'Hitler.

et Gôring.

Nous avons vu que la méthode hitlérienne pour résoudre la crise économique et assurer la rentabilité des entreprises et banques allemandes était, au fond, keynésienne : le Führer voulait revigorer l'économie au moyen de commandes de l'État. Dans le cas du keynésianisme hitlérien, il s'agissait surtout de commandes de nature militaire. Cela signifie que l'État vint à la rescousse des capitalistes allemands à un moment où le système capitaliste ne semblait plus fonctionner de manière satisfaisante sous les auspices du traditionnel régime libéral du «laissez faire». Ce keynésianisme impliquait un rôle très actif de l'État, donc du régime nazi, dans la vie économique, par des réglementations, l'établissement d'entreprises d'État, l'allocation de matières premières rares, etc. Sous Hitler, le rôle de l'État dans la vie économique augmentait, et la liberté d'entreprise reculait à l'avenant ; en d'autres termes, le régime hitlérien était «étatiste» ou «dirigiste». C'est dans ce sens limité, et dans ce sens seulement, que « la politique » exerçait une sorte de « primauté » sur «l'économie» dans le III<sup>e</sup> Reich. On pouvait observer le même phénomène dans d'autres pays du «monde occidental», par exemple aux États-Unis, où la politique économique du président Roosevelt, le « New Deal », consistait à stimuler la demande par le biais de projets étatiques tels que la construction de barrages. L'étatisme pratiqué sous Hitler aussi bien que sous Roosevelt fonctionnait dans l'intérêt du big business, mais cela ne veut pas dire que tous les représentants de big business appréciaient cette intervention de l'État; en fait, la majorité des industriels et banquiers, américains aussi bien qu'allemands, la détestaient,

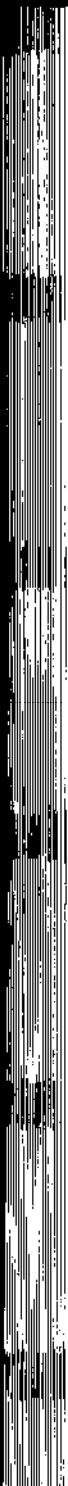
parce qu'ils y voyaient une érosion du contrôle total  
que, dans un univers de «laissez faire» idéal, ils exer

ceraient sur leurs entreprises. Ils y voyaient donc, en dépit du fait que l'interventionnisme les sauvaient de la déroute, une attaque contre l'« entreprise libre » et même contre le système capitaliste en général.

Entre 1933 et 1945, le big business allemand collabora intimement avec un régime qu'il avait contribué à installer au pouvoir. Ce régime favorisa considérablement le big business, mais il le fit à sa manière, c'est-à-dire plutôt grossièrement. Toutefois, comme nous venons de le voir, le bénéficiaire supportait mal que le bienfaiteur partage ses bienfaits, avec les grands propriétaires terriens par exemple, et souffrait que tous ses desiderata ne fussent pas pris en compte intégralement. Finalement, le bénéficiaire ne fut jamais entièrement satisfait, il restait toujours inapaisé, voire mécontent. De la sorte, nous comprenons que certains secteurs industriels, entreprises et d'hommes d'affaires allemands ne cessèrent jamais d'émettre - en privé, mais aussi en public - des critiques, des plaintes, des protestations. Il ne s'agissait bien sûr pas de l'essentiel, à savoir l'opportunité, créée par le régime nazi, de soumettre son « ennemi de classe », le mouvement ouvrier, et de faire de l'argent comme jamais auparavant, malgré la crise économique et malgré la guerre. Il ne s'agissait en fin de compte que de détails, et c'est pour cette raison qu'il s'agissait seulement de critiques, plaintes et protestations, et non pas de quelque forme que ce soit d'authentique résistance antinazie.

Or, après 1945, d'innombrables industriels et banquiers, qui avaient collaboré avidement avec les nazis et qui avaient profité grandement de cette collaboration, ont bel et bien essayé de présenter de tels gestes

comme des actes de résistance. Schacht en est l'exemple le plus connu. D'une façon similaire, les historiens chargés de la défense du big business se sont jetés avec voracité sur ces critiques en les interprétant comme des preuves de défiance à l'égard du régime, et ils les mettent en évidence dans le but de conférer aux industriels et banquiers le statut de victime plutôt que celui de collaborateur et grand gagnant du règne hitlérien.







## **Interlude : Et ailleurs ?**

Les propriétaires et administrateurs des grandes entreprises allemandes trouvèrent en la personne d'Hitler -non sans avoir tergiversé - le dirigeant politique «fort» sur lequel ils pouvaient compter pour la réalisation de leurs grands objectifs : l'élimination des partis de gauche et des syndicats, une politique sociale régressive, le lancement d'un programme d'armement lucratif et le déclenchement d'une guerre impérialiste dont ils escomptaient toutes sortes d'avantages. C'est une erreur que d'attribuer tous ces faits à la seule responsabilité d'Hitler, éventuellement accompagné de sa clique nazie. Si Hitler n'avait pas existé, la riche et puissante élite allemande aurait déniché en temps opportun un autre « Hitler» pour faire ce qui, d'après elle, devait être fait.

Ailleurs en Europe aussi, dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, et après le début de la grande crise économique plus encore, les élites du pouvoir -industriels, banquiers mais aussi grands propriétaires terriens et hauts gradés de l'armée - cherchèrent avec zèle un «homme fort» capable de leur rendre des services similaires. Là aussi, des Hitler se présentèrent pour exécuter de façon impitoyable le sale boulot jugé nécessaire. Dans un certain nombre de cas, de tels candidats furent effectivement «embauchés» par l'élite au pouvoir, comme Hitler le fut en Allemagne,

et la démocratie y dut céder en faveur d'une dictature fasciste. Dans d'autres pays, l'establishment n'y parvint pas, obligeant industriels, banquiers, grands propriétaires terriens, etc., à s'arranger d'un régime politique démocratique.

Ce ne fut d'ailleurs pas l'Allemagne, mais l'Italie, qui montra, avec Mussolini, comment l'élite pouvait remplacer la démocratie par un système autoritaire à son goût. Mussolini ne s'empara pas du pouvoir de son propre chef, en 1922, contrairement à ce que prétendent bien trop souvent les ouvrages d'histoire. Tout comme Hitler le serait onze ans plus tard, il fut « engagé ». Le pouvoir lui fut offert sur un plateau d'argent par l'élite dirigeante italienne : la maison royale, le Vatican, les grands propriétaires terriens, le haut commandement de l'armée et, bien sûr, les grands banquiers et industriels du pays. Ils le firent par aversion pour un système démocratique dans lequel, selon eux, la masse avait trop à dire, par crainte d'une révolution à la russe, par haine envers les syndicats, les socialistes, les communistes bien trop populaires. De Mussolini, on pouvait aussi attendre une politique étrangère impérialiste, qui devait assurer l'extension territoriale et les colonies que l'on avait espérées en 1914, mais qu'on n'avait pas obtenues à Versailles en 1918. Les industriels italiens - les Conti, Pirelli, Agnelli, entre autres - financèrent Mussolini et son mouvement fasciste, aidèrent activement à le mettre au pouvoir et reçurent de son régime toutes sortes d'avantages tels l'élimination des syndicats et des partis de gauche<sup>196</sup>. «Le [big] business, écrit un historien américain, a tiré les plus grands

---

<sup>196</sup> Voir, par exemple, Guérin, p. 27-33.

avantages de la mise en place d'un régime fasciste en Italie. »<sup>197</sup>

Le précédent italien avait fait grosse impression sur les industriels allemands. Lors de leurs réunions dans les années vingt, le cri de « Mussolini ! » retentissait régulièrement : manière de faire entendre qu'ils voulaient échanger la démocratie weimarienne méprisée contre un régime fasciste mené par un « homme fort » qui sympathisait avec leur cause. Et en 1931, une cinquantaine d'importants industriels et financiers - dont Thyssen, Quandt et Schacht - rallièrent une nouvelle « Société pour l'étude du fascisme » (Gesellschaft zum Studium des Faschismus, GSF), organisation liée aux partis de la droite et de l'extrême droite qui avait comme objectif d'introduire en Allemagne un système politique et économique modelé sur le fascisme italien. Hitler lui-même se laissa inspirer par Mussolini qui, d'ailleurs, le soutint financièrement. En 1933, Hitler deviendra en effet le Mussolini que souhaitait tant le grand capital allemand et, cette même année, le GSF, «mission accomplie», fermera ses portes<sup>198</sup>.

En Espagne aussi, l'élite dirigeante se sentait très à l'étroit dans une démocratie qui venait tout juste de naître avec la proclamation de la république en avril 1931. En 1936 déjà, les membres de la haute société - industriels, banquiers, grands propriétaires terriens, généraux et «princes » de la très puissante Église catholique- estimaient que la démocratisation naissante du pays menaçait les privilèges dont ils bénéficiaient traditionnellement et auxquels ils

---

<sup>197</sup> Gillingham, p. 192; voir aussi Feldbauer, p. 93-97.

<sup>198</sup> Eichholtz (2000); «Gesellschaft zum Studium des Faschismus

estimaient avoir droit jusqu'à la fin des temps. Le coup d'État de Franco ne



mena pas, au bout de trois années de guerre civile, à une dictature purement fasciste mais à une dictature militaire dans laquelle le parti fasciste espagnol, la Phalange, put toutefois jouer un rôle d'envergure<sup>199</sup>. En Espagne aussi se déroula l'habituel scénario qui rassure industriels et banquiers : élimination des syndicats, destruction des partis de gauche, généralisation des bas salaires, etc.

En Grande-Bretagne, le big business n'a jamais tenté de troquer le système politique démocratique - mais fort respectueux des privilèges traditionnels des élites - profondément enraciné dans le pays contre une dictature, fasciste ou autre. Cependant, bien des industriels, banquiers et membres de l'establishment britannique, y compris des membres de la famille royale, étaient soit fascistes eux-mêmes, soit sympathisaient ouvertement avec des dirigeants fascistes étrangers comme Mussolini et Hitler. Montagu Norman, par exemple, le grand patron de la puissante Banque d'Angleterre, entretenait des relations très amicales avec Schacht et partageait son admiration pour Hitler. À l'instar d'innombrables personnalités haut placées en Grande-Bretagne et dans de nombreux autres pays « occidentaux», Norman voyait en Hitler l'homme qui pouvait préserver l'Allemagne et toute l'Europe du danger révolutionnaire incarné par les bolcheviks d'Union soviétique. Au cours d'une conférence à New York, en 1934, il expliqua :

« Hitler et Schacht fonctionnent en Allemagne comme des bastions de la civilisation. Ils sont les seuls amis que nous ayons dans ce pays. Ils défendent notre type d'ordre

---

234. Voir le commentaire dans Kühnl (1971), p. 157-158-

social





contre le communisme. S'ils échouent, les communistes arriveront au pouvoir en Allemagne et alors, en Europe, tout sera possible. »<sup>200</sup>

Norman semble avoir accordé un soutien financier à Hitler lors de son ascension. Plus tard, il œuvra avec Schacht pour que l'Allemagne nazie obtînt à l'étranger les crédits dont elle avait besoin dans le cadre du programme d'armement à grande échelle d'Hitler. Quand, en mars 1939, Hitler occupa la Tchécoslovaquie de façon absolument illégale, Norman fit transférer sans problème vers la Reichsbank allemande l'or que la Banque nationale tchécoslovaque avait mis en sécurité un peu plus tôt à la Banque d'Angleterre<sup>201</sup>.

Norman était membre de la Confrérie anglo-germanique (anglo-german Fellowship), constituée en 1934 par un autre banquier britannique, Ernest Tennant, un ami du dirigeant nazi Ribbentrop qui, à l'époque, était ambassadeur d'Allemagne à Londres. Ce groupe avait pour but de cultiver de bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne nazie sur les plans politique et économique ou, pour le dire de façon plus exacte, de faire de la propagande pour Hitler. Ce n'était pas par hasard une organisation élitiste de gens riches, puissants et influents car, tout comme dans les autres pays, c'étaient surtout les gens riches, puissants et influents qui préconisaient le fascisme. Le banquier allemand déjà mentionné ici, Kurt von Schröder, qui possédait une banque londonienne, était lui aussi membre de ce club.

---

<sup>200</sup> Citation tirée de Chemow, p. 398.

<sup>201</sup> Newton, p. 58<sup>e</sup>59 ; Engdahl, p. 80-84 ; Warburg, p. xiii. Voir aussi le documentaire «Banking with Hitler»,

L'association recevait de l'aide financière de plusieurs entreprises britanniques - comme Dunlop



et Unilever- qui étaient actives en Allemagne et qui, à l'instar des entreprises allemandes, tiraient profit de la politique hitlérienne<sup>202</sup>. Unilever, le producteur anglo-hollandais de margarine et de savon, entre autres, avait de bonnes raisons d'être satisfait d'Hitler. Sous son règne, la valeur des investissements allemands de cette entreprise augmenta, passant d'environ 20 millions de livres sterling en 1933 à 37 millions en 1939. L'augmentation est impressionnante, même si l'on doit tenir compte que cet essor n'est pas sans rapport avec le fait qu'en 1939 l'Allemagne avait annexé l'Autriche et la région des Sudètes en Tchécoslovaquie. Unilever avait pu, en effet, y acquérir des entreprises juives à des conditions extrêmement avantageuses. Sa filiale allemande était parvenue à se faire reconnaître par les autorités nazies comme une entreprise aryenne et avait appris très rapidement à « nager avec le courant aryen »<sup>203</sup>.

La majorité des industriels britanniques comme les autres membres de l'élite britannique étaient pro-fascistes. Ils flirtaient avec Hitler et Mussolini, mais n'eurent jamais l'occasion d'instaurer une dictature fasciste dans leur propre pays, même s'il est pratiquement certain qu'ils l'eussent fait très volontiers. Leurs représentants au gouvernement, tel Chamberlain dont la famille possédait des parts dans des entreprises britanniques à filiales allemandes<sup>204</sup>, favorisèrent la politique impérialiste d'Hitler et ce sous la forme de la fameuse « politique d'apaisement ». Celle-ci est généralement présentée comme une tentative louable mais vaine d'éviter la guerre. En réalité, cette

---

202 Voir l'étude de Neil Forbes.

203 Wubs, p. 41-42, 51-53.

204 Bettelheim, I, p. 95.

politique permit à Hitler d'acquérir, sous la forme de l'Autriche et la Tchécoslovaquie, le « tremplin » territorial dont il avait besoin pour attaquer et détruire l'Union soviétique. De la sorte, il réaliserait un grand rêve qui n'était pas seulement celui des industriels allemands, mais aussi celui des britanniques et de bien d'autres industriels occidentaux. Un grand nombre d'industriels et de banquiers britanniques espéraient sans nul doute que, tôt ou tard, l'Allemagne nazie détruirait l'Union soviétique au cours d'une guerre dans laquelle leur pays serait neutre ou allié des « croisés » antibolcheviques<sup>205</sup>. Le Pacte de Munich de septembre 1938, apogée de la politique d'apaisement, avait d'ailleurs un équivalent économique : un accord signé à Düsseldorf entre la fédération des industries britanniques et son homologue allemand, la Reichsgruppe Industrie, en vue d'éliminer toute « concurrence malsaine » et de stimuler leur collaboration. L'accord fut entériné le 16 mars 1939, malgré le fait que, la veille, Hitler avait occupé ce qui restait de la Tchécoslovaquie après les accords de Munich<sup>206</sup>.

En France aussi, dans les années vingt et trente, industriels et banquiers étaient attirés par une solution fasciste. Eux aussi cherchèrent avec zèle un « homme fort » qui allait une bonne fois pour toutes imposer la discipline aux travailleurs français. Ils haïssaient la III<sup>e</sup> République, bien trop démocratique à leurs yeux, et le suffrage universel qui avait ouvert la voie aux socialistes et aux autres éléments de gauche.

---

205 Kershaw (2004), p\* '43'44' van Aert Pijl- P- 86.

206 Kümmel, p. 254.

Inversement, ils admiraient Mussolini et Hitler, et la façon dont ceux-ci avaient mis de l'ordre dans les affaires de leur pays. De nombreux industriels français faisaient d'ailleurs d'excellentes affaires avec l'Allemagne nazie, par exemple dans la livraison de matières premières comme le minerai de fer. Les patrons du puissant cartel du fer et de l'acier, le comité des Forges, désiraient ardemment un Mussolini ou un Hitler français et soutenaient par conséquent les mouvements fascistes et d'extrême droite qui cherchaient à établir une dictature, à l'image de la Cagoule, une organisation dont les rituels et l'habillement s'inspiraient du Ru Klux Klan. En tant qu'«homme fort», on penchait pour un des nombreux militaires de haut rang qui, à l'instar de leurs homologues allemands, provenaient souvent des couches sociales supérieures et maudissaient également la démocratie ; dans ce contexte, on chuchotait le nom du maréchal Pétain, le grand héros de la bataille de Verdun. Aux bailleurs de fonds de la Cagoule appartenaient de nombreux industriels, tels, pour ne nommer qu'eux, les propriétaires de l'entreprise L'Oréal<sup>207</sup>.

Mais, tout comme l'Allemagne de Weimar, la France était un État démocratique et, en 1936, grâce au suffrage universel, on y vit s'installer au pouvoir le fameux Front populaire, une coalition de gauche entre les partis socialiste, communiste et radicaux, dont la figure de proue fut un socialiste d'origine juive, Léon Blum. Les réformes socio-économiques qui furent introduites par ce gouvernement, comme les congés payés annuels pour les salariés, étaient loin d'être révolutionnaires mais elles agissaient sur l'élite

---

207 Article de Thierry Meyssan; «L'Oréal».

française comme une étoffe rouge sur un taureau et la réaction ne se fit pas attendre. Les 15 et 16 novembre 1937, les fascistes français, aidés de militaires de haut rang, tentèrent de remplacer la démocratie par un système autoritaire. Ce coup d'État se solda par un échec. Le président du conseil, Édouard Daladier, eut l'amabilité de freiner l'enquête, prétendument afin de ne pas décapiter l'armée française, dont des officiers supérieurs figuraient parmi les conspirateurs<sup>208</sup>.

Au contraire de la gauche, dont les adhérents souscrivent à l'une ou l'autre forme d'«internationalisme», les fascistes, les pro-fascistes et les éléments de droite en général aiment se présenter comme des « nationalistes». Il en allait de même chez les fascistes français et leurs amis parmi les élites industrielles, financières et militaires. Ces pro-fascistes ont toutefois sacrifié leur patriotisme sur l'autel de leurs propres intérêts, c'est-à-dire de leurs intérêts de classe. S'ils n'aimaient pas l'«ennemi extérieur», ce qui à l'époque désignait l'Allemagne, ils aimaient encore moins l'« ennemi intérieur», à savoir les socialistes, les communistes, les hommes politiques de la petite bourgeoisie radicale, les dirigeants syndicaux de leur propre pays. « Plutôt Hitler que Blum ! » était leur formule. Les pro-fascistes français, ne voyant pas comment venir à bout de leur «ennemi intérieur», confièrent le nettoyage à un fasciste étranger et allemand de surcroît : Hitler. Il est maintenant certain qu'en 1939-1940, les élites françaises optèrent sciemment pour une défaite militaire afin de faciliter l'instauration d'un régime fasciste. Le fruit de cette politique de trahison, et de la facile victoire allemande qui s'ensuivit - «l'étrange défaite », comme on la qualifiait du côté français - fut

en effet l'installation d'un régime fasciste en France, le régime collaborateur de Vichy, dirigé par Pétain, en qui les fascistes français avaient décelé depuis des années leur genre d'«homme fort». On peut donc dire que les élites françaises ont « importé » un régime fasciste de l'Allemagne et ce, via une défaite préméditée. Ces faits à tout le moins choquants ont été révélés dans les moindres détails dans deux ouvrages assez récents, excellemment documentés, de l'historienne française Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*. À juste titre, la plupart des Français méprisèrent le régime antidémocratique de Vichy, mais les industriels français en furent satisfaits car il maintenait les travailleurs sous un joug de fer et il permettait en outre de faire de très bonnes affaires avec des partenaires en Allemagne nazie<sup>209</sup>.

Lacroix-Riz a également examiné de près des documents concernant le cas du constructeur d'automobiles Louis Renault, un des « grands » du patronat français dans la France des «années noires». Son analyse est très claire : Renault finança les fascistes des Croix de Feu et de la Cagoule ; rencontra Hitler, qu'il admirait beaucoup, en Allemagne en 1935 et 1938 ; «œuvr[a] directement à la liquidation de la [III<sup>e</sup>] République via la défaite » ; collabora étroitement - et volontairement- avec les Allemands lors de l'Occupation, par exemple en réparant des chars pour la Wehrmacht dès l'été 1940 et en construisant pour le Reich des «camions, tanks, moteurs d'avions, avions, bombes incendiaires, canons anti-char, etc. » ; et, par cette collaboration, réalisa des bénéfices exceptionnels<sup>210</sup>.

---

209 Gillingham, p. 192.

210 Lacroix-Riz (2011a) et (2011b) ; voir aussi Liberman, p. 63.



Les pays du Bénélux ne firent pas exception à la règle selon laquelle, après la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, et surtout durant les années trente durement éprouvées par une crise économique internationale, les grands industriels et banquiers sympathisèrent avec les mouvements fascistes et les soutinrent financièrement. Des fascistes, ils pouvaient en effet espérer qu'ils défendraient leurs privilèges traditionnels et qu'ils favoriseraient leurs intérêts. Les industriels aux Pays-Bas et en Belgique admiraient Hitler, faisaient si possible des affaires avec l'Allemagne nazie et espéraient qu'Hitler ne tarderait pas à balayer de la carte cette maudite Union soviétique.

Henry Deterding, par exemple, le grand patron de Shell, parfois surnommé le «Napoléon du pétrole», ne cachait absolument pas son admiration pour l'Allemagne nazie. Par un agent appelé Georg Bell, Deterding fit parvenir de grandes sommes d'argent à Hitler bien avant 1933, et surtout aux périodes de crise pour Hitler et son NSDAP. Plus tard, après la soi-disant «prise de pouvoir» d'Hitler, la filiale allemande de Shell, Rhenania-Ossag, prospéra surtout grâce à la production de carburant synthétique dans le cadre du programme d'armement nazi. Deterding espérait ardemment que l'Union soviétique serait la victime de la guerre à laquelle ce programme devait conduire inmanquablement. De cette façon, il espérait récupérer « ses » gisements pétroliers du Caucase, qui avaient été nationalisés par les bolcheviks<sup>211</sup>.

En Belgique, le patronat et le monde bancaire des années trente déploraient la façon dont le système

---

211 Wubs, p. 5, 41; Warburg, p. xiv; Hallgarten et Radkau, p. 322. Sur Shell, voir aussi les articles de John Donovan.

politique démocratique fonctionnait et affrontait la



crise économique. Cette élite espérait l'introduction d'un régime autoritaire qui réorganiserait le modèle socio-économique. Elle regardait jalousement le grand pays voisin, l'Allemagne. Là, où les syndicats avaient été escamotés, un homme fort, au moyen de salaires «stables» -c'est-à-dire bas - et de gigantesques commandes d'État auprès des grandes entreprises, avait mis sur pied une sorte d'économie «exempte de risques », une économie dans laquelle des bénéfices élevés étaient garantis à long terme. Que tôt ou tard une guerre allait éclater au cours de laquelle la Belgique serait à nouveau occupée par l'Allemagne, non seulement on s'y attendait, mais on l'espérait même à bien des égards car, alors, l'économie belge pourrait être remodelée à l'image de l'économie de l'Allemagne nazie. « Le roi des Belges et les banquiers belges, écrit l'historien américain John Gillingham, avaient décidé de collaborer [avec l'occupant allemand] bien avant que l'Occupation eût commencé». Naturellement, l'occupation allemande de 1940-1944 fut en tout premier lieu favorable à l'occupant qui se procura en Belgique toutes sortes de marchandises à des conditions avantageuses, en grande partie établies par lui<sup>212</sup>. Mais l'élite belge - et principalement les industriels - collabora assidûment et tira elle aussi de nombreux avantages de cette collaboration. L'Occupation fut une occasion rêvée de remodeler la société belge à l'aune fasciste, afin de faire naître un «ordre nouveau» fasciste. « Reconnaissons, écrivait l'influent banquier Alexandre Galopin en juin 1941 dans un mémorandum adressé à ses collègues, que parmi les systèmes qui ont vu le jour au cours des dernières années, le système aile-

---

212 Voir par exemple Liberman, p. 36 et suivantes.

mand est [...] celui qui s'est révélé le meilleur. »<sup>213</sup>

Les partis politiques de gauche et les syndicats furent neutralisés et un État conservateur et autoritaire, quasi fasciste, mis sur pied. Sur le plan économique, les grands industriels, et le patronat en général, furent fortement privilégiés par rapport aux travailleurs, dont les salaires baissèrent, tandis que les prix augmentèrent. Les bénéfices qu'ils réalisèrent ne furent certes pas faramineux car ce sont les Allemands qui fixaient les conditions commerciales, mais, en comparaison avec la population, les élites industrielles de Belgique, comme les autres d'ailleurs, se portèrent excellentement durant cette période. Et cela sans compter que l'occupant leur avait donné l'occasion de réformer sans grand mal le système politique et économique du pays de façon telle qu'à long terme ils pourraient y trouver leur intérêt<sup>214</sup>.

Continuons notre tour d'horizon avec la Suisse, petit voisin de l'Allemagne, mais certainement non dépourvu d'importance. Le 11 novembre 1918, soit le jour même où la Grande Guerre prit fin, une grève générale eut lieu en Suisse. Cet événement terrifia l'élite helvétique, qui croyait y reconnaître le prélude d'une révolution à la russe. Afin d'empêcher un tel scénario, des groupes fascistes furent formés, tels que la Kreuzwehr, le Front national (Nationale Front, NF) et le Parti social des ouvriers suisses (Eidgenössische soziale Arbeiterpartei, ESAP). Comme cela fut le cas avec le parti nazi en Allemagne, ces mouvements étaient à la fois antibolcheviques et racistes, n'ad

---

213 Cité dans Luyten, p. 165.

214 Gillingham, p. 12-14, 28-31, 114, 152, 182-184.

mettaient comme membres que de purs « aryens » et recevaient le gros de leur soutien financier de la part des industriels et banquiers du pays<sup>215</sup>. Plus tard, les grands capitalistes suisses ne cachèrent pas leur satisfaction quand un certain Adolf Hitler s'empara du pouvoir à Berlin. Dans un article exprimant l'opinion des grands industriels suisses, la fameuse passation de pouvoir fut célébrée en ces termes :

«En prenant le pouvoir, Hitler a [...] rendu un immense service à toute l'Europe centrale et, ainsi, à la Suisse, car il a repoussé l'assaut du bolchevisme [...] La révolution allemande représente une action salvatrice pour la civilisation de l'Europe centrale. »<sup>216</sup>^

Dans le cas de l'ESAP, dont on peut dire qu'il fut le NSDAP suisse, nous savons avec certitude qu'il reçut le gros de son soutien financier de la part de la crème de l'industrie suisse, à savoir des entreprises telles que Sandoz et Geigy, géants de la pétrochimie bâloise, le fabricant de chaussures Bally, les assurances Winterthur, le fabricant d'armes Oerlikon, et Nestlé, spécialiste de l'alimentation.

Cette largesse attirait aussi en Suisse des fascistes étrangers, y compris, en 1923, un spécimen vivant alors à Munich : Adolf Hitler. Accompagné par Emil Gansser, Hitler visita Zurich et Berne afin d'y solliciter des fonds auprès de certains industriels et financiers<sup>217</sup>. Son hôte fut Ulrich Wille, un officier de l'armée lié intimement au monde des affaires suisse ; il était le fils du général Ulrich Wille qui, en 1918, avait

---

215 « Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei ».

216 Cité dans Bourgeois, p. 130.

217 Bourgeois, p. 38-45, 129-130; Kershaw (2000), p.190; «Ces décideurs suisses qui aimaient l'Allemagne».

déployé l'armée pour réprimer la grève générale. Dans une réunion avec des industriels, organisée par Wille, Hitler séduisit son audience en exprimant son opposition aux salaires élevés, aux limitations des heures de travail et aux services sociaux, en louant la politique menée par Mussolini en Italie, et, évidemment, en désavouant le bolchevisme. Le déplacement en Suisse fut très profitable au NSDAP : 30 000 francs suisses, environ 500 000 euros d'aujourd'hui, furent récoltés. Il ne s'agit peut-être que de la partie émergée de l'iceberg, car des dons en provenance du big business suisse continuèrent à être versés, comme ces 20 000 francs du grand fabricant bâlois de moutarde, Franck. Cette manne helvétique arriva à un moment opportun, et servit par exemple à payer les membres de la SA. L'historien Raffael Scheck arrive à la conclusion que «c'est probablement grâce à cet argent suisse qu'en automne 1923 le NSDAP ait pu poursuivre ses activités»<sup>218</sup>.

À la suite de la «prise de pouvoir» d'Hitler en 1933, les entreprises suisses purent faire de bonnes affaires en Allemagne, par des exportations de la Suisse même, et par la production des filiales établies dans le grand pays voisin. Un bon exemple est fourni par Maggi, une filiale de l'entreprise Alimentana de Kemptal, qui en 1947 fusionna avec le groupe Nestlé sous le nom de Nestlé-Alimentana SA. Maggi livrait notamment de la soupe en cubes à la Wehrmacht. Pendant la guerre, ses bénéfices augmentèrent encore grâce à l'emploi de travailleurs forcés.

Citons encore l'exemple de l'entreprise Aluminium Industrie, connue depuis 1963 sous le nom d'Alu-

---

218 Grieder, Arnet et Hürzeler.

suisse. Cette firme n'avait pas moins de quatre filiales en Allemagne, où l'on produisait d'énormes quantités d'aluminium, avec lequel les nazis construisaient des avions de chasse et des bombardiers. Pendant la guerre, cette firme exportait aussi vers l'Allemagne l'aluminium qu'elle produisait en Suisse même. Selon un historien suisse, «la Seconde Guerre mondiale fut l'occasion [pour Aluminium Industrie] d'enregistrer de gigantesques bénéfices : 74 millions de francs suisses nets entre 1939 et 1945, dont 22 millions pour la seule année 1942 ». Ces bénéfices auraient sans doute été plus modestes si l'entreprise n'avait pas pu «exploiter une main-d'œuvre forcée composée de civils raflés pour la plupart à l'est par les nazis, [des individus qu'elle a traités] à l'instar des nazis [...] en "sous-hommes"».

Mentionnons également les Aciéries Georg Fischer de Schaffhouse. Cette firme disposait d'une filiale allemande située à seulement quelques kilomètres de la frontière, dans la ville de Singen. On y produisait des obus de mortier pour la Wehrmacht<sup>219</sup>. L'Allemagne en guerre fit appel largement à l'industrie suisse, qui gagna beaucoup d'argent<sup>220</sup>.

Les banques suisses faisaient également de juteuses affaires avec les nazis. Elles aidèrent Hitler à continuer la guerre bien longtemps après que tout espoir d'une victoire allemande se fut dissipé devant Moscou, notamment en achetant l'or volé par les nazis contre des francs suisses. Avec ces devises, Berlin pouvait alors se procurer sur d'autres marchés le matériel et les ressources tels que le tungstène portugais et le minerai de fer suédois. Pour la seule année 1943, la

---

219 Bourgeois, p. 48-49, et les trois études de Sophie Pavillon.

220 Kreis, p. 79-80.



Banque nationale de Suisse acheta à l'Allemagne de l'or pour une valeur totale de 529 millions de francs suisses<sup>221</sup>.

Pendant la guerre, la neutralité suisse n'empêcha pas les industriels et banquiers helvètes -pro-nazis, antisoviétiques, et jouissant d'excellentes relations d'affaires avec l'Allemagne hitlérienne - d'envoyer une mission officielle de la Croix-Rouge de leur pays sur le front de l'Est ; pour s'intéresser exclusivement aux blessés du côté allemand. Selon des ordres d'Hitler lui-même, le personnel était strictement «aryen». Le projet reçut le soutien financier, entre autres, de Koechlin de l'entreprise Geigy et du banquier Peter Vieli, directeur général du Crédit Suisse. Un historien suisse a écrit que «cette affaire [fut] une trahison des principes de la Croix-Rouge, [une] trahison de l'idée de neutralité [...] On peut presque parler [...] d'une véritable diplomatie des milieux d'affaires [suisses] »<sup>222</sup>.

Finalement, un mot à propos d'un autre pays que resta officiellement neutre pendant la guerre, la Suède. Le big business de ce pays collabora lui aussi avec les nazis et les aida dans la guerre. Voici quatre exemples d'entreprises suédoises qui furent impliquées dans le commerce, fort lucratif, avec l'Allemagne hitlérienne : le fabricant d'électroménager Electrolux; l'empire des munitions Bofors; SKF (Svenska Kullager-Fabrilcen), spécialiste dans le domaine du roulement mécanique, lié à Krupp ; et la Enslcilda Bank, dirigée par les frères Marcus et Jacob Wallenberg, qui «a collaboré avec les

---

221 Bourgeois, p. 79; Kreis, p. 90-91.

222 Bourgeois, p. 64-65, 110, 120-124, 129; «Ces décideurs suisses qui aimaient l'Allemagne».

nazis en les aidant à disposer de millions de dollars en avoirs confisqués aux prisonniers, en convertissant l'or volé nazi en monnaie suédoise »<sup>255</sup>.

Y avait-il sur le continent européen, dans les années trente et quarante, un seul pays dont le big business n'aient pas soutenu les mouvements fascistes, et n'aient pas profité de leur politique régressive, de leurs crimes et de leur guerre ? L'unique État européen qui n'aimait pas les mouvements fascistes était l'Union soviétique, le seul pays d'ailleurs où il n'y avait pas de big business. Est-ce une coïncidence que, dans le reste de l'Europe, les fascistes et le big business profasciste rêvaient d'une croisade visant la destruction de l'Union soviétique ?

<sup>258</sup>. MacDonald; Lacroix-Riz (1991), p. 11-13.

**DEUXIÈME PARTIE**  
**LE BIG BUSINESS AMÉRICAIN ET**  
**L'ALLEMAGNE NAZIE**

## Chapitre i

# **L'offensive du dollar en Allemagne**

Le fascisme européen peut être décrit comme une réponse radicale aux problèmes qui préoccupaient les élites traditionnelles à l'issue de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe, et de façon plus aigüe encore après le début de la crise économique internationale. Dans les pays européens industrialisés, le big business était en général le pilier le plus important de l'élite du pouvoir. Et, du point de vue du big business, l'option fasciste se présentait comme extrêmement attractive. En effet, au contraire de l'option démocratique, l'option fasciste, par le biais d'une politique étrangère agressive - et, tôt ou tard, de la guerre -, ouvrait aux grands industriels et aux banquiers d'extraordinaires opportunités de capter de nouveaux débouchés, des sources de matières premières et de la main-d'œuvre bon marché.

Quelles solutions existait-il pour conjurer le danger révolutionnaire ? Pour assurer, à court et à long termes, la rentabilité des entreprises ? Pour réduire les coûts salariaux et les charges sociales ? Pour empêcher les syndicats de participer à la gestion des entreprises ? Pour dénicher à bas prix les matières premières indispensables ? Pour protéger les marchés traditionnels de débouchés pour ses propres produits et pour en conquérir de nouveaux ? Il dépendait de

toute une série



de facteurs que, face à ces questions, le big business d'un pays choisît et parvînt à ériger un système fasciste. Là où un tel système fut effectivement mis en place, comme en Italie en 1922, en Allemagne en 1933. Puis ailleurs suite à l'occupation par l'Allemagne nazie, il fonctionna en tout cas de façon systématique au profit de l'élite dirigeante traditionnelle, des classes supérieures en général et des industriels et banquiers en particulier, et aux dépens de la population, surtout des travailleurs, mais aussi de la petite bourgeoisie qui, bien trop souvent, avait rallié les partis fascistes. Le fascisme fut la façon dont les élites menèrent une guerre de classes offensive, agressive et impitoyable contre les masses populaires et le mouvement ouvrier qui, depuis les révolutions française de 1789 et russe de 1917 - et, dans l'intervalle, les révolutions de 1830 et 1848, la Commune de Paris de 1871 et le mouvement révolutionnaire russe de 1905- s'étaient manifestés avec de plus en plus de force.

On admet trop facilement l'idée qu'aux États-Unis le fascisme n'a jamais eu l'ombre d'une chance, parce que, dit-on, la démocratie y était dans l'entre-deux-guerres déjà trop fortement intégrée. Ce n'est pas exact. Dans les années vingt et trente, les problèmes causés par la Grande Guerre et la Révolution russe inquiétèrent grandement l'establishment américain. L'ivraie fasciste a aussi prospéré abondamment sur le sol américain, et certaines factions au sein de l'élite du pouvoir américain prirent bel et bien en considération l'option fasciste, et soutinrent les mouvements fascistes à l'étranger. Mais, malgré sa sympathie pour le fascisme, l'élite étatsunienne préféra une autre voie à celle de la mise en place d'un

système fasciste sur son sol, à savoir une guerre qui allait être dirigée, involontairement, contre les variantes allemande et italienne du fascisme.

À l'instar de sa sœur française, la république américaine est le fruit d'une révolution datant de la fin du xvm<sup>e</sup> siècle. Mais la révolution américaine fut une révolution purement politique; elle n'apporta pas de grands changements sociaux et encore moins de changements économiques. Les liens avec la métropole britannique et la monarchie furent certes rompus, mais l'élite du pouvoir locale, globalement une combinaison de riches commerçants des villes portuaires comme Boston et New York dans le Nord et de grands propriétaires terriens dans le Sud, continua à détenir le pouvoir, les pauvres restèrent pauvres, les esclaves restèrent esclaves - et on continua à exterminer les indiens. D'égalité sociale, au contraire de la Révolution française dans sa phase radicale, c'est-à-dire jacobine, il ne fut jamais question. Les leaders de la révolution dirent « yes ! » à l'idée de liberté, mais «no\» à celle d'égalité. Très tôt, cependant, des institutions démocratiques furent introduites au profit des citoyens blancs, y compris le suffrage universel. Du fait que les noirs et les indiens en demeurèrent très longtemps exclus, on a qualifié ce système de «démocratie du peuple des seigneurs».

Pour se protéger des risques d'une démocratie, les élites rédigèrent toutefois une constitution conservatrice qui, aujourd'hui encore, ne peut être modifiée que très difficilement. De plus, elles introduisirent un système d'élections indirectes leur permettant de contrôler ces mêmes élections et de les manipuler à leur avantage. Elles décidèrent également de faire élire le président directement, de sorte que seuls des



hom



mes connus de tout le pays, par conséquent riches et puissants, soient éligibles à cette fonction. De même, pour bien d'autres fonctions politiques - celle de sénateur, par exemple - chacun peut voter mais, dans la pratique, seul un très petit nombre est éligible. Le résultat historique fut - et est encore aujourd'hui - un système très démocratique en apparence qui prévoit toutefois que seuls sont éligibles aux fonctions importantes des hommes absolument fiables et généralement extrêmement riches. On comprend ainsi qu'il existe, dans une république de quelques centaines de millions de citoyens, des «dynasties» politiques comme les Roosevelt, les Kennedy, les Bush ou les Clinton. On peut donc affirmer que les États-Unis ne sont rien d'autre qu'une oligarchie déguisée en démocratie, ou, comme l'a formulé Ramsey Clark, procureur général des États-Unis sous la présidence de Johnson, «une ploutocratie, un gouvernement contrôlé par les riches-simes »<sup>223</sup>.

Dans l'entre-deux-guerres, les États-Unis étaient toujours, *de facto* sinon *de iure*, une «démocratie du peuple des seigneurs », réservée uniquement aux blancs. L'esclavage avait été supprimé, mais les noirs, ainsi que les indiens, étaient toujours traités comme des *Untermenschen*, des êtres inférieurs, et n'avaient absolument pas voix au chapitre politique. La guerre de

---

223 Voir par exemple Parenti, *Democracy for the Few* (« La démocratie pour quelques-uns »). Voici quelques statistiques concernant le Congrès : En 2011, plus de 50 % des membres du Congrès étaient des millionnaires. Le pourcentage de millionnaires au Congrès est 50 fois plus élevé que le pourcentage de millionnaires dans la population. En 2008, il coûtait en moyenne 1,1 million de dollars pour gagner un siège dans la House of Representatives et 6,5 millions de dollars pour gagner un siège au Sénat; voir «How does a Congress of Millionaires Represent You?». Citation de Clark tirée de l'article de Jensen, p. 7.

Sécession de 1861-1865 qui vit le Nord industrialisé l'emporter sur le Sud agraire mit théoriquement fin à l'esclavage. À l'issue de cette guerre, l'élite du pouvoir ne fut plus composée que d'industriels et de banquiers, concentrés au Nord du pays. En raison d'un développement économique extrêmement rapide, les industriels devinrent de plus en plus riches et puissants. Ils fournirent des présidents comme Teddy Roosevelt et firent en sorte que leur pays, à l'instar des autres «grandes puissances» contemporaines, menât une politique impérialiste visant à obtenir le contrôle, direct ou indirect, de pays qui pouvaient fournir des matières premières à bon prix et servir de débouchés pour les produits finis américains et pour les capitaux à investir. C'est ainsi que l'Amérique fit main basse sur Cuba, Porto Rico, les Philippines et Hawaï, bien qu'en tant qu'ancienne colonie, elle évita d'utiliser ce terme lorsqu'elle faisait allusion à ses propres possessions territoriales d'outre-mer.

Les Américains acquirent des territoires dans les Caraïbes et dans l'océan Pacifique de la même façon qu'ils avaient conquis l'Ouest sauvage de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire par la ruse et la violence, y compris en faisant la guerre de façon extrêmement brutale et même, du moins selon certains historiens américains, génocide<sup>224</sup>. Ils développaient une grande ardeur pour les guerres, car les guerres produisaient non seulement des colonies mais rapportaient aussi des bénéfices illimités aux grandes entreprises et banques. Dans le Nord américain, de nombreuses grosses fortunes se sont constituées grâce à la guerre de Sécession : des années durant, on put fournir des

---

224 Voir, par exemple, les chapitres sur les États-Unis dans le livre de David E. Stannard, *American Holocaust: Columbus and the Conquest of the New World*.

armes et toutes sortes d'autres marchandises à l'armée.

La guerre hispano-américaine de 1898 fut qualifiée de ce point de vue de « splendide petite guerre » par John Hay, alors secrétaire d'État des États-Unis, mais le meilleur était à venir. La Première Guerre mondiale s'avéra une corne d'abondance pour les grandes entreprises et banques des États-Unis. Après cette Grande Guerre, l'Amérique devint le pays le plus riche de la terre, New York la capitale financière du monde et le dollar devint l'unité monétaire de référence.

Le traité de Versailles de 1919 obligea l'Allemagne vaincue à payer des réparations de guerre à la France et à la Belgique. Français et Belges avaient urgemment besoin de ce capital afin d'apurer les énormes dettes de guerre qu'en compagnie des Britanniques, ils avaient contractées vis-à-vis des États-Unis. Aux États-Unis, on chercha des possibilités d'investir de façon intéressante tout le capital qui s'était accumulé dans les coffres des banques et des grandes entreprises. Il en résulta qu'une vague d'investissements américains inonda l'Allemagne, par le biais de la création de nouvelles entreprises, de la reprise de firmes allemandes existantes, ou de partenariats avec des entreprises allemandes. Les industriels et banquiers américains considérèrent cette « offensive des investissements » en Allemagne comme le prélude de leur conquête du marché européen dans son ensemble<sup>201</sup>.

Les grandes entreprises et banques allemandes accueillirent le capital transatlantique à bras ouverts. Elles cherchaient naturellement à diminuer le poids

du paiement des réparations, voire à s'y soustraire. Par le biais de la vente d'importants paquets d'actions aux banques américaines, le capital allemand put être «naturalisé» en capital américain, et il disparut dans des trusts et holdings américains anonymes. De la sorte, industriels et banquiers allemands pouvaient prétendre ne pas disposer de l'argent nécessaire pour effectuer les lourds remboursements qu'on attendait d'eux; par conséquent, ce seraient les simples citoyens allemands qui allaient devoir payer ces dettes. L'Allemagne acquit également la sympathie et le soutien des Américains lors des pénibles et interminables négociations avec la France au sujet des réparations: moins les Allemands devraient payer, mieux ce serait pour les Américains ayant investi en Allemagne<sup>202</sup>.

Dans leur propre pays, les entreprises et banques allemandes vendirent une partie de leurs propres avoirs à des entreprises et banques américaines et inversement, aux États-Unis, elles achetèrent une part non négligeable des avoirs de leurs partenaires américains. Un exemple spectaculaire de ce genre d'investissements réciproques fut le cas d'IG Farben.

Ce cartel allemand fut constitué en 1925, avec de l'aide financière et technique américaine, par un groupe d'entreprises dont les plus importantes étaient Bayer, BASF, Hoechst et Agfa. En 1928, en collaboration avec de grandes entreprises américaines comme Standard Oil, IG Farben créa aux États-Unis le cartel, officiellement suisse, American IG Chemical Corporation (connu plus tard sous l'appellation General Aniline & Film) afin de gérer les investissements américains d'IG Farben. Là, IG Farben

saura établir d'intimes liens avec des banques telles que la National City Bank et des entreprises telles que Ford. Edsel Ford, fils de Henry

262., Gossweiler, p. 89-99 ; Bettelheim, I, p. 86-87.

Ford et « dauphin » de la firme, deviendra même membre du conseil d'administration de la filiale américaine d'IG Farben<sup>225</sup>. IG Farben avait également conclu un accord mutuel avec le fameux trust DuPont, chaque partie possédant un considérable paquet des actions de l'autre. Comme IG Farben, DuPont détenait aussi des actions de la firme allemande Degussa, dont nous savons déjà qu'elle prospéra en blanchissant l'or volé par les nazis<sup>226</sup>.

Cette interpénétration du capital allemand et américain constitua un iceberg géant, dont la partie émergée, bien visible, fut représentée par les investissements directs des Américains en Allemagne. L'un des principaux investissements fut opéré par General Motors. En 1929, cette entreprise de Détroit, appartenant elle-même au gigantesque empire DuPont, reprit le premier constructeur automobile d'Allemagne, Adam Opel AG, dont le siège se trouvait (et se trouve toujours) dans la petite ville de Rüsselsheim, à mi-chemin entre Francfort-sur-le-Main et Mayence. La même année, le grand concurrent de General Motors, Ford, érigea une usine sur les rives du Rhin, à Cologne : Ford Motor Company AG, bientôt Ford-Werke. À la suite de ces investissements, les deux plus grands producteurs allemands d'automobiles se trouvaient sous le

225 Kümmel, p. 149-159; Kolko (1962), p. 718; Herbst, p. 100; von Hassell et MacRae, p. 19<sup>20</sup> ; Sutton, p. 22 ; Baptista et Travis.

226 De Baggio, p. 74, 76.

contrôle de capitaux étatsuniens<sup>205</sup>. En effet, en comparaison avec Opel et Ford, des producteurs purement allemands tels que BMW et Daimler-Benz n'étaient





que des myrmidons<sup>227</sup>.

Les accords de partenariats stratégiques avec des firmes allemandes allaient parfois de pair avec des achats, unilatéraux ou mutuels, de paquets d'actions, des conventions sur la livraison de matières premières, des accords concernant les prix de vente, etc. Comme on l'a déjà dit, dans les années vingt, la Standard Oil of New Jersey - en abrégé SO, prononcé « es-o » même en anglais, d'où le futur nom Esso, qui deviendra Exxon plus tard<sup>228</sup> - allait de la sorte s'embarquer avec le trust allemand IG Farben. Ce dernier avait des liens avec pas moins d'une cinquantaine d'autres entreprises américaines, dont Alcoa, Dow Chemical, Monsanto, et DuPont<sup>229</sup>. General Electric conclut un accord similaire avec Osram - et, en même temps, avec la firme hollandaise Philips - dans le domaine des ampoules électriques<sup>230</sup>. Westinghouse commença une collaboration avec Siemens<sup>231</sup>. Et le fabricant de moteurs Pratt & Whitney entra en partenariat avec BMW, permettant à l'Allemagne d'accéder à la technologie la plus avancée dans le domaine des moteurs d'avions<sup>232</sup>.

Au début des années trente, une élite d'environ vingt grandes entreprises américaines avait l'une ou l'autre connexion allemande. De ce petit club de sociétés ayant une tête de pont en Allemagne, faisaient partie, outre Ford, General Motors, Standard Oil, IBM, General Electric, Alcoa, Dow Chemical,

---

227 Herbst, p. 91.

228 Aux États-Unis, Exxon remplaça le nom Esso le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Pour l'histoire des noms Standard Oil of New Jersey, Esso et Exxon, voir l'article « Exxon ».

229 Kürnmeier, p. 159-164; Kolko (1962), p. 719, 721 et suivantes; van der Pijl, p. 85-86; Sutton, p. 23, 37 et suivantes; Zilg, p. 304; De Baggio, p. 74.

230 Gassert (1999) ; Sutton, p. 37 et suivantes.

231 Feldenkirchen, p. 199.

232 Etzold, p. 78-79.

Pratt &



Whitney et DuPont : Union Carbide, Westinghouse, Gillette, Goodrich, Singer, Eastman-Kodak, Coca-Cola, US Steel et ITT.

Un nombre relativement restreint de grandes banques américaines était aussi impliqué dans cette offensive des investissements en Allemagne. On trouvait, notamment, J.P. Morgan, Dillon, Read & Co. et Harriman Brothers & Company, gérée par un certain W. Averell Harriman. Tous ces banquiers avaient leurs propres partenaires américains et allemands, avec lesquels ils collaboraient étroitement. Dillon, Read & Co. et J. P. Morgan travaillaient surtout avec la Dresdner Bank. L'un de leurs clients communs était Fritz Thyssen, le patron de la Vereinigte Stahlwerke, qui a été décrit comme un grand « facilitateur et profiteur de l'importante vague d'investissement américaine ». En 1925, il contracta lui-même un crédit de quelque onze millions de dollars chez Dillon, Read & Co. Son homme de confiance était un banquier allemand qui avait grandi à New York, Hjalmar Schacht. Il était un ami personnel de Morgan et il incarnait à bien des égards les étroites relations financières germano-américaines qui naquirent à l'époque<sup>233</sup>. Selon Anthony Sutton, « la famille Schacht était chez elle à New York, elle travaillait pour la célèbre institution de Wall Street, Equitable Trust, membre du groupe Morgan, et Hjalmar conserva sa vie durant ses liens avec Wall Street »<sup>234</sup>.

Harriman Brothers & Company fit aussi de très bonnes affaires avec Thyssen. À New York, en 1924, Harriman fonda la Union Banking Corporation (UBC)

<sup>233</sup> Gossweiler, p. 85-87, 98-99, 323, 344 ; Czichon (1978), p. 48 ; van der Kijl, p. 71-72.

<sup>234</sup> Sutton, p. 10,

en compagnie de George Herbert Walker. Le directeur -également actionnaire- de cette «petite» banque était Prescott Bush, gendre de Walker, père du président George H. W. Bush et grand-père du président George W. Bush, dont le second nom est Walker. Le principal client et «la principale et pratiquement seule source de rentrées » de l'UBC était la Nederlandse Bank voor Handel en Scheepvaart («Banque néerlandaise de commerce et de navigation ») de Rotterdam, propriété de Thyssen. Son président, «éminence grise» de l'UBC, était un Néerlandais détenant la citoyenneté américaine, Cornelis Lievense<sup>235</sup>.

À partir des années vingt, les banques allemandes et américaines collaborèrent étroitement et ce, dans l'intérêt des deux parties. Ce furent des hommes d'affaires et des financiers américains comme Owen D. Young qui, en compagnie de collègues allemands comme Schacht, à l'époque président de la Banque centrale allemande, concoctèrent en 1929 le fameux plan Young. Ce plan détermina les modalités du paiement des réparations par l'Allemagne. Young était un des princes du big business américain, avocat et entrepreneur qui avait fondé la Radio Corporation of America (RCA) en 1919, et qui était devenu le grand patron de General Electric (GE) en 1922. Young était aussi un associé intime des Rockefeller, propriétaires de la Standard Oil, et était membre de la très influente Fondation Rockefeller. Sans exception, toutes les entreprises, banques et personnalités

---

235 Sutton, p. 78-79; Tarpley et Chaitkin, «Ail in the Family: The Apple does not fall far from the BUSH» (Tout est dans la famille: la pomme ne tombe jamais loin des Bush); Aris et Campbell; Buchanan; Buchanan et Michael; Mikhail et Kofoet; «W. Averell Harriman».

américaines engagées dans le plan Young contrôlaient d'importants investissements en Allemagne. Les hommes d'État britanniques et français n'eurent d'autre choix que d'accorder leur approbation au plan nommé d'après Young. Les banques britanniques, françaises et autres y trouvèrent d'ailleurs leur intérêt, sinon pour leur pays, du moins pour elles-mêmes.

La collaboration américano-allemande dans le cadre du plan Young porta encore d'autres fruits, plus particulièrement sous la forme d'un projet commun : la Banque des règlements internationaux (BRI), établie en Suisse, à Bâle, sur la frontière allemande. Fondée en 1930, il s'agit de la plus ancienne institution financière internationale. La BRI est une société anonyme, une banque internationale privée dont les actionnaires sont les banques centrales, entre autres, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de France et de Belgique - qui elles aussi, d'ailleurs, sont des institutions privées - et une poignée de grandes banques américaines. Dès l'origine, elle fut dominée par des banquiers américains en collaboration avec des collègues allemands comme Schacht. Le premier président de cette «banque centrale des banques centrales » fut Gates McGarrah, un financier américain qui entretenait des liens étroits avec l'empire des Rockefeller. L'intention était que, dans le climat serein de la Suisse neutre - entendons : à l'abri des fouineurs-, les principaux banquiers des grandes nations se concentrent sur les affaires extrêmement lucratives -car c'est de cela qu'il s'agissait pour eux<sup>236</sup> - liées au paiement par l'Allemagne des

---

236 À propos du plan Young, von Hassel et MacRae écrivent, p. 19, que «les bénéfices potentiels étaient énormes» pour les banques qui émirent les prêts nécessaires.

réparations de guerre.

Hormis les entreprises et les banques, des cabinets d'avocats américains étaient également impliqués dans les investissements en Allemagne. Le grand spécialiste de ce genre d'affaires juridiques, c'était Sullivan & Cromwell, un prestigieux cabinet d'avocats new-yorkais installé à Wall Street. Les frères John Foster Dulles et Allen Dulles, dont nous reparlerons, en étaient les associés les plus en vue. Parmi leurs clients figuraient les Rockefeller, propriétaires de la Standard Oil, et bien d'autres propriétaires et administrateurs de sociétés détenant des filiales en Allemagne. Ils travaillaient aussi pour des hommes d'affaires et des entreprises allemands qui avaient des investissements aux États-Unis, par exemple le banquier colonial Kurt von Schröder, dont la banque avait une filiale à New York. De ce Schröder, nous savons déjà qu'il soutenait Hitler et qu'il contribua à le mettre au pouvoir. Finalement, sans doute afin de pouvoir mieux servir leurs clients, les frères Dulles établirent aussi plusieurs sociétés de portefeuille (holdings), «intelligemment camouflées » en Suisse, selon le chercheur américain Jason



Weixelbaum<sup>2176</sup>.



## Chapitre 2

### Fans et partenaires américains (T Hitler)

Contrairement à la majorité des Américains, les dirigeants de ce qu'on appelle «*corporate America*», «l'Amérique des grandes entreprises», adoptèrent à l'égard du fascisme une attitude plutôt positive. Mussolini, par exemple, put se targuer de faire l'admiration de bien des figures de proue du monde industriel américain dès l'instant où il arriva au pouvoir. Son coup d'État, mis en scène par l'establishment italien, fut encensé aux États-Unis comme «une révolution d'une fraîcheur judicieuse»<sup>237</sup>. Le directeur de la J. P. Morgan Bank, Thomas W. Lamont, avait apposé une photo du dictateur sur un mur de son bureau ; il se décrivait lui-même comme «une sorte de missionnaire du fascisme italien» et, en 1926, il accorda au dictateur italien un prêt de cent millions de dollars<sup>238</sup>. Un autre grand adulateur étatsunien de Mussolini fut Henry Luce, le fondateur et l'éditeur des magazines *Time* et *Life*; en 1928, il décerna au dictateur italien le titre de « dirigeant politique le plus important du monde actuel »<sup>239</sup>. Lamont et Luce n'étaient pas des exceptions, la plupart des hommes d'affaires états-uniens admiraient en Mussolini «un

---

237 Schmitz; Diggins.

238 Chernow, p. 277-286; Engdahl, p. 77; «Thomas W. Lamont».

239 Kroles, p. 3; Russell, p. 246-247.

homme d'action », un grand champion du capitalisme et un ennemi du communisme<sup>240</sup>. C'est pour ces mêmes raisons que Mussolini était admiré de Churchill ; et, du moins durant les années trente, par Franklin D. Roosevelt<sup>241</sup>.

En ce qui concerne Hitler, on n'était moins affirmatif, en tout cas au début. Tout comme leurs confrères allemands, les hommes d'affaires américains s'inquiétaient des intentions et des méthodes de ce parvenu plébéien, dont l'idéologie s'appelait le « national-socialisme », dont le parti se prétendait un parti des travailleurs et dont les discours étaient truffés de revendications en faveur d'un changement « révolutionnaire»<sup>242</sup>. Cependant, certains grands industriels américains vantèrent le futur Führer de l'Allemagne dès le commencement de sa carrière politique<sup>243</sup>. Parmi ce club d'adorateurs précoces d'Hitler, on trouvait le producteur d'automobiles Henry Ford, le magnat de la presse William Randolph Hearst, Walter C. Teagle, directeur général de la Standard Oil, et Irénée du Pont, le patron du grand trust portant son nom. Selon Charles Higham, ce dernier suivait « déjà la carrière d'Hitler avec beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme dès les années vingt»<sup>244</sup>.

Il était peut-être inévitable que les industriels et les banquiers américains qui faisaient des affaires avec l'Allemagne en viennent à considérer non seulement les problèmes internationaux mais également les problèmes intérieurs de l'Allemagne avec les yeux de

---

<sup>240</sup> Burke, p. 166-167.

<sup>241</sup> Mickey Z.

<sup>242</sup> Kolko (1962), p. 714, fait allusion au « scepticisme des journalistes économiques américains quant à Hitler », scepticisme reposant sur le fait qu'il était un « non-conformiste sur les plans politique et économique ».

<sup>243</sup> Baldwin, p. 172-191; Higham, p. 162.

<sup>244</sup> Higham, p. 162.

leurs partenaires germaniques. Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage, les industriels et banquiers allemands méprisaient la république démocratique de Weimar ; ils souhaitaient un «dirigeant fort»; et, de tous les prétendants à ce rôle, l'homme qui recueillit leur faveur était Adolf Hitler. De leurs partenaires allemands, les hommes d'affaires américains n'entendaient que du bien de cette étoile montante au firmament politique teuton. Schacht, par exemple, qui avait d'excellents contacts dans les hautes sphères industrielles et financières des États-Unis et qui, en tant qu'ancien président de la Reichsbank, jouissait d'une grande considération et avait la réputation de n'appartenir à aucun parti et, de ce fait, d'être objectif, effectua un périple à travers les États-Unis durant l'automne 1930. Dans une série de conférences, et sans aucun doute aussi à l'occasion d'entretiens privés, il fit entendre clairement qu'il admirait Hitler et qu'il soutenait le programme financier et socio- économique du NSDAP; plus tard, le *Time Magazine* annoncerait officiellement que Schacht, présenté comme «l'homme de fer» de la finance allemande, supportait Hitler<sup>28</sup>?. Le célèbre industriel allemand Cari Friedrich von Siemens vint aussi à New York à cette époque y encenser ouvertement Hitler et le présenter comme le genre de dirigeant dont l'Allemagne avait un urgent besoin. Hitler, expliqua Siemens à ses collègues et amis américains, ne constituait aucunement un problème, comme semblaient le penser les Américains mal renseignés, mais il représentait au contraire une solution au problème le plus important,

à savoir le « danger bolchevique »<sup>245</sup>. Siemens donna une de ses conférences dans un bureau de General Electric. Il n'est donc pas étonnant que, dès lors, les patrons de GE, dont le très connu PDG Owen Young, du plan Young, se soient mis à faire de la propagande pour un « gouvernement fort » à la Mussolini ou à la Hitler aux États-Unis mêmes<sup>246</sup>.

Hitler reçut le soutien non seulement moral mais également financier de nombreux industriels américains, entre autres d'Henry Ford, d'Irénée du Pont et des Rockefeller. À propos de Ford, le *New York Times* rapportait déjà le 20 décembre 1922 qu'il était un bailleur de fonds du mouvement nationaliste et anti-sémite d'un certain Adolf Hitler à Munich.

Une bonne partie de ce soutien arrivait à Hitler par le biais des filiales (ou firmes partenaires) allemandes des entreprises américaines. General Electric, par exemple, soutenait Hitler via Osram, et une autre entreprise allemande dont GE possédait un grand nombre de parts, AEG (Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft)<sup>247</sup>. Nous savons aussi que le NSDAP bénéficiait de l'appui financier de Wilhelm von Opel, ancien propriétaire de la grande entreprise de Rüsselsheim<sup>248</sup>. Après le rachat de sa firme familiale par General Motors, Opel était resté membre du conseil d'administration de la firme ; aurait-il pu soutenir les nazis sans l'autorisation des grands patrons de GM aux États-Unis ?

Certains amis influents d'Hitler en Allemagne sollicitaient de l'aide financière aux États-Unis en toute clarté. Hugenberg, par exemple, adressa, en 1929, à

---

<sup>245</sup> Hörster-Philipps, p. 106.

<sup>246</sup> Zilg, p. 292.

<sup>247</sup> Sutton, p. 39-42 à propos de General Electric, p. 66 à propos de Ford; Mickey Z, se référant à *The Flivver King*, livre de Upton Sinclair sur Henry Ford.

<sup>248</sup> Gassert (2004), p. 346.

trois mille millionnaires américains un courrier dans lequel il les invitait à soutenir financièrement Hitler dans son combat contre le communisme. Il s'agissait parfois de prêts ou de crédits, par exemple pour l'achat d'armes à destination des SA - des marques Remington et Thompson, en l'occurrence - qui étaient acheminées clandestinement vers l'Allemagne en passant par la Belgique et les Pays-Bas. D'autres fois, Hitler recevait tout simplement d'importantes sommes d'argent. Le pactole, qui s'élevait, estime-t-on, à plusieurs dizaines de millions, fut rassemblé par la banque Kuhn, Loeb & Co. puis remis à Hitler via des banques d'Amsterdam et de Rome<sup>249</sup>.

Fritz Thyssen était lui aussi impliqué dans la collecte d'argent pour Hitler aux États-Unis. La Union Banking Corporation de Harriman et Bush fonctionnait en réalité comme le bras américain de Thyssen et servit également à collecter des fonds pour la même cause - selon toutes vraisemblances, des dizaines de millions de dollars - aux États-Unis. Une fois Hitler au pouvoir, l'UBC se mit à vendre des obligations d'État allemandes sur le marché américain. Prescott Bush aurait collaboré à ces activités avec ardeur, y aurait gagné gros et, grâce à ses bénéfices, il aurait lancé son fils, le futur président George H. W. Bush, dans le business pétrolier au royaume étatsunien du pétrole, le Texas<sup>251</sup>.

---

249 Warburg, p. 34-35; Higham, p. 162; Deschner (1992), p. 219-226; Sutton, p. 102-114.

À propos de l'identité de la grande majorité des bienfaiteurs américains d'Hitler et des montants qui furent offerts, nous disposons de renseignements insuffisants. Mais que des industriels et des banquiers américains aient remis d'importantes sommes d'argent à Hitler, voilà qui ne fait aucun doute. En septembre 1930, l'ambassade des États-Unis à Berlin rapportait que « certains milieux financiers américains représentés ici ont également été actifs dans ce domaine [celui du soutien financier à Hitler] »<sup>250</sup>.

Aux États-Unis, Hitler bénéficia également d'autres formes de soutien. Dans de nombreux journaux et périodiques qui, à l'époque déjà, étaient essentiellement la propriété de l'élite, Hitler était régulièrement présenté sous un éclairage positif. Ainsi le *Reader's Digest*, un mensuel familial et généraliste avec un tirage qui, en 1935, atteignit le seuil symbolique d'un million d'exemplaires. Il fut aussi porté aux nues, sans la moindre critique, dans les agences de presse, journaux et autres publications du magnat des médias William Randolph Hearst, qui au cours d'un voyage en Allemagne avait personnellement fait la connaissance du futur Führer. Aux États-Unis, Hearst, dont la carrière a inspiré le fameux film *Citizen Kane* d'Orson Welles, joua le rôle de propagandiste, ou *cheerleader* (« chef de la clique ») pour reprendre le terme américain, d'Hitler et des nazis<sup>251</sup>. En outre, en 1930, il invita Hitler à écrire des articles, dont deux furent effectivement publiés dans ses journaux le 28 septembre et le 5 octobre ; Hitler reçut des honoraires de mille reichs-

---

<sup>250</sup> Hörster-Philipps, p. 102.

<sup>251</sup> Davis, «Fascism and America's Ruling Elites».



marks par article, une somme considérable, qu'il usa pour payer ses factures à l'hôtel Kaiserhof<sup>252</sup>.

Comme Mussolini, Hitler fut aussi présenté au public américain de façon très positive dans les films d'actualités « Fox Movietone News », diffusés dans les cinémas juste avant le film principal. Ces films furent produits par l'entreprise Fox Film Corporation, connue, après sa fusion avec Twentieth Century Pictures en 1935, sous le nom de Twentieth Century Fox; il s'agit du prédécesseur de la chaîne de télévision d'information en continu Fox News Channel (FNC), qui fait partie de l'empire médiatique de Rupert Murdoch. En Allemagne même, en 1932, Fox produisit des films de propagande pour Hitler par le biais de sa filiale d'outre-Rhin, Fox Tonende Wochenschau. Ces films - *Der Führer*, « Le chef », et *Hitlers Kampf um Deutschland*, « Le combat d'Hitler pour l'Allemagne » - étaient sonores et permettaient donc à Hitler, orateur incontestablement doué, d'être vu et entendu pour la première fois par d'innombrables Allemands. Pour comble, Fox subventionnait la production de ces films et fournissait des camionnettes pour véhiculer le matériel lors des campagnes électorales. Il s'agit donc bel et bien d'une forme importante de soutien à Hitler, qui contribua sans aucun doute à « fabriquer » le succès électoral du NSDAP de juillet 1933.

En 1933, quand Hitler accéda au pouvoir en Allemagne, il comptait déjà outre-Atlantique un très grand nombre de partisans dans la haute société. Mais, une fois au pouvoir, il gagna à sa cause encore bien plus d'industriels et de banquiers américains. On

---

252 «William Randolph Hearst»; Nasaw, p. 474-475.

explique souvent cette fascination pour Hitler par une cause psychologique : les capitaines d'industrie américains étant généralement des personnalités autoritaires, ils étaient enclins, dit-on, à éprouver de l'admiration pour un homme qui se présentait comme le grand champion du *Führerprinzip*, le «principe de la soumission au chef», et qui mettait en oeuvre ce qu'il prêchait, dans son propre parti d'abord, et dans toute l'Allemagne. Edwin Black, l'auteur de l'excellent ouvrage *IBM et l'Holocauste*, mentionne au passage d'autres raisons, mais c'est l'argument psychologique qui prévaut lorsqu'il explicite le cas du grand patron d'IBM, Thomas J. Watson, qui rencontra Hitler à plusieurs reprises au cours des années trente et qui fut fasciné par le dictateur fasciste. Or, comme nous le verrons, l'enthousiasme pour Hitler fut bien moins une question de personnalité que de relations sociales et économiques. C'est donc l'économie politique, et non la psychologie, qui peut nous aider à comprendre pourquoi non seulement Watson, mais la grande majorité des propriétaires et administrateurs des grandes entreprises américaines, se mit tôt ou tard à apprécier et même à vénérer Hitler.

La santé des investissements des entreprises américaines à l'étranger, en Allemagne surtout, n'était pas bonne au début des années trente. En cause : la crise économique mondiale qui, aux États-Unis, fut appelée la «Grande Dépression» et qui frappa très durement l'Allemagne aussi. La production et les bénéfices s'effondraient, la situation politique était extraordinairement instable et, dans les rues de Berlin et d'autres grandes villes, dégénérait en incessants combats entre nazis et communistes. On craignait que le pays ne fût

mûr pour une « révolution rouge » comme celle qui, en 1917, avait porté les bolcheviks au pouvoir en Russie<sup>296</sup>. Mais c'est alors qu'un miracle se produisit: grâce au généreux soutien politique et financier des industriels et banquiers allemands comme Thyssen, Krupp, Schacht et les patrons d'IG Farben, Hitler fut appelé à la Chancellerie en janvier 1933 et, dans les plus brefs délais, la situation, tant sur le plan politique que socio-économique, changea radicalement. Les filiales allemandes des grandes entreprises américaines ne tardèrent pas enregistrer à nouveau des bénéfices. Hitler avait été mis en selle par les hommes d'affaires et les banquiers les plus puissants d'Allemagne et, une fois au pouvoir, il fit ce qu'ils attendaient de lui et prit leurs intérêts à cœur avec beaucoup de zèle. Sa première initiative importante consista à s'attaquer à «la terreur rouge» en jetant les communistes et les socialistes les plus militants en prison et dans les tout premiers camps de concentration. De la sorte, le nouveau patron chassa le spectre de la menace réelle ou supposée d'un changement révolutionnaire, qui était surtout incarnée par les communistes. Il décapita aussi le mouvement ouvrier allemand en dissolvant les syndicats, et il transforma ainsi les ouvriers et tous les salariés en une foule de moutons impuissants, en une « suite obéissante », inconditionnellement mis au service de leurs employeurs : Thyssen, Krupp, IG Farben, etc. Dans l'État allemand dirigé par Hitler, «les travailleurs n'étaient guère plus que des serfs qui n'avaient, le droit ni de faire grève ni de changer de travail», qui étaient forcés de «travailler toujours plus dur et vite » alors que leurs salaires « étaient systéma-

296. Voir par exemple Burke, p. 152-158.

tiquement maintenus le plus bas possible »<sup>253</sup>.

C'est presque sans exception que les entreprises en Allemagne profitèrent de cette situation et que, de cette manière, elles comprimèrent leurs coûts salariaux. C'est ce que firent également les filiales allemandes des entreprises américaines. Chez Ford-Werke à Cologne, par exemple, les coûts salariaux baissèrent, passant de 15 % du volume d'affaires en 1933 à 11 % en 1938<sup>254</sup>. Les salaires baissèrent rapidement, alors que, dans le même temps, les bénéfices grimpaient. Cela ne souleva pas de mouvement de grogne parmi les travailleurs parce que la moindre tentative de protester ou de faire grève se soldait par une intervention armée de la Gestapo, suivie de licenciements voire d'arrestations. Les événements qui se sont déroulés à l'usine Opel de General Motors, à Rüsselsheim, en juin 1936, en sont un bon exemple<sup>255</sup>.

La filiale allemande de Coca-Cola, dont le quartier général se trouvait à Essen, au cœur de la région industrielle de la Ruhr, put remarquablement faire grimper ses bénéfices grâce à la politique nazie du travail. Max Keith était le directeur de Coca-Cola en Allemagne et, contrairement à ce que son nom pourrait laisser penser, c'était un Allemand autoritaire qui, par admiration pour Hitler, se fit même pousser une petite moustache. Il attribua le succès de sa firme dans les années trente au fait qu'une gorgée de Coca-Cola «très froid», contenant beaucoup de caféine, convenait mieux qu'un traditionnel verre de bière pour étancher la soif des travailleurs allemands qui « devaient travailler toujours plus dur et vite »<sup>300</sup>.

Les dirigeants des sociétés américaines ayant investi

---

<sup>253</sup> Pendergrast, p. 221.

<sup>254</sup> *Research Findings About Ford-Werke Under the Nazi Regime* (Résultats des recherches autour de Ford-Werke sous le régime nazi), p. 135-136.

en Allemagne applaudissaient. De leur point de vue, la façon dont le Führer avait résolu les problèmes sociaux en Allemagne était extrêmement satisfaisante et nombre d'entre eux proclamèrent désormais tout haut leur admiration pour Hitler. Par exemple, le grand patron d'ITT, Sosthenes Behn<sup>255</sup>, et le président du conseil d'administration de General Motors, William Knudsen qui, dès octobre 1933, vantait l'Allemagne nazie comme «le miracle du xx<sup>e</sup> siècle»<sup>256</sup>. De même, l'avocat John Foster Dulles, de la firme Sullivan & Cromwell, «complètement empêtré dans la toile d'araignée des liens financiers unissant l'Allemagne nazie aux États-Unis », n'hésita pas à encenser publiquement et régulièrement l'Allemagne pour le « dynamisme » dont ce pays faisait preuve sous la direction d'Hitler, et il commença ses communications avec ses clients allemands par un chaleureux « *Heil Hitler !* »<sup>303</sup>

Si Hitler acquit la sympathie des industriels américains, c'était aussi parce qu'il avait relancé l'économie allemande de la façon qui convenait aux industriels allemands. Le programme d'armement d'Hitler comblait leurs espérances et assura en effet à IG Farben et consorts des bénéfices colossaux.

Examinons le cas de Ford. Au début des années trente, Ford-Werke avait subi de lourdes pertes. Mais la

---

<sup>255</sup> Higham, p. 94.

<sup>256</sup> Citation de Knudsen tirée de Higham, p. 163 ; voir aussi Berghahn, p. 142 et suivantes; Zilg, p. 294.



firme était parvenue « à se faire reconnaître officiellement comme une entreprise allemande [par les autorités nazies] » et elle était donc entrée en ligne de compte pour les lucratives commandes de l'État dans le cadre du programme d'armement d'Hitler. Un mot-clé de ce programme était *Motorisierung*, «motorisation», ce qui signifiait la production massive de camions, de chars et autres engins motorisés. Qui était le mieux à même de réaliser cette production massive qu'une usine de Ford, l'inventeur de la chaîne d'assemblage et des techniques (« fordistes ») servant à accroître la productivité d'une entreprise ? Les nazis éprouvaient d'ailleurs une grande admiration pour le fordisme. Il n'est donc pas étonnant que les bénéfices annuels de la filiale allemande de Ford grimperent de façon spectaculaire, de 63 000 RM en 1935 à 368 900 RM en 1936, jusqu'à un peu plus d'un million de RM en 1937, 1 200 000 RM en 1938, et environ 1 300 000 RM en 1939<sup>254</sup>.

L'usine Opel de General Motors à Rüsselsheim, qui avait également subi des pertes au début des années trente, redressa la barre grâce aux commandes du régime nazi. En 1938, on y nota un bénéfice de 35 millions de RM - près de 14 millions de dollars<sup>257</sup>. « La filiale allemande de l'entreprise américaine qui, quelques années plus tôt, n'était encore qu'un canard boiteux, s'avéra finalement une poule aux œufs d'or », écrit Henry Ashby Turner, le célèbre historien américain à qui General Motors demanda d'écrire l'histoire de sa filiale allemande sous le III<sup>e</sup> Reich et qui publia un livre sur le sujet<sup>258</sup>. En 1939, à la veille du déclenchement de la guerre, le président de General Motors, Alfred P. Sloan,

257 Billstein *et al.*, p. 24; Gassert (2004), p. 345; Lindner, p. 121; Kümmel, p. no-

258 Turner (2005), p. 10. Commentaire sur Turner dans Black (2009), p. 123-124.

défendit en public les activités de son entreprise dans l'Allemagne hitlérienne en faisant référence, l'air rayonnant, aux importants bénéfices que General Motors réussissait à faire là-bas<sup>259</sup>.

Le programme de «motorisation» du régime hitlérien, ingrédient essentiel de ses préparations pour la guerre, fonctionna également comme une «poule aux œufs d'or» pour les concurrents purement allemands d'Opel et Ford-Werke, comme BMW et Daimler-Benz. Le volume d'affaires de BMW, important producteur de moteurs d'avion, grimpa de 32,5 millions de RM en 1933 à 280 millions de RM en 1939 et à 750 millions RM en 1944. En 1938, l'entreprise profita de l'achat, dans le cadre de l'aryanisation et donc à des conditions fort avantageuses, d'un concurrent juif, la Argus Motoren Gesellschaft, et, durant la guerre, de l'emploi de travailleurs forcés, notamment des détenus du camp de concentration de Dachau. Daimler-Benz, à l'époque troisième producteur d'automobiles d'Allemagne, avait souffert des pertes considérables en 1932 mais afficha une santé retrouvée dès l'année suivante, et devint ensuite si rentable qu'elle régala ses actionnaires avec le maximum de dividendes permis par la loi -7,5 %- de 1937 à 1940. La firme ne produisait guère plus de « grosse Mercedes » mais presque exclusivement des blindés, des camions, et des moteurs d'avion et de bateau; comme BMW, elle profitait de l'emploi de travailleurs forcés, de prisonniers de guerre et de détenus des camps de concentration. Pendant la guerre, du moins jusqu'en 1943, Daimler-Benz put ainsi continuer à réaliser d'importants bénéfices<sup>260</sup>.

Le III<sup>e</sup> Reich d'Hitler fit aussi prospérer IBM. Sa filiale allemande, Dehomag (Deutsche Hollerith Maschinen

259 Cité dans Dobbs (1998b) ; voir aussi Black (2009), p. 101-102; Gassert (2004), p. 347-348.

260 «BMW»; Pohl, Habeth et Brüninghaus, p. 132-133, 182; Gaul, p. 377-385.



Gesellschaft), qui avait été fondée avant la Première Guerre mondiale, pourvut les nazis de machines à cartes perforées, les ancêtres des ordinateurs, qui permettaient d'automatiser la production industrielle. Dès 1933, Dehomag enregistra un bénéfice d'un million de dollars et, durant les premières années du régime hitlérien, la filiale allemande put verser environ 4,5 millions de dollars de dividendes au siège principal d'IBM aux États-Unis. En 1938, les bénéfices atteignirent environ 2,4 millions de RM, écrit Edwin Black, ce qui équivalait à « 16 % de la valeur de l'entreprise ». En 1939, ils grimpèrent jusqu'à atteindre presque 4 millions de RM<sup>309</sup>.

De même, ITT (International Téléphoné & Telegraph) s'avéra très entreprenant et rentable sous le III<sup>e</sup> Reich. En 1929, cette firme avait repris la majorité des actions de plusieurs producteurs allemands d'appareils de téléphonie et de radio, dont le principal était C. Lorenz AG, un concurrent de Siemens. En août 1933, le grand patron d'ITT, Sosthenes Behn, fut l'un des tout premiers hommes d'affaires américains à venir présenter ses respects à Hitler. Par la suite, il accorda un soutien financier royal au NSDAP et ce n'est pas un hasard s'il devint un ami personnel de Göring, à l'époque tsar économique de

l'Allemagne nazie. Il noua également des liens étroits avec le banquier nazi Kurt von Schröder - qui devint même un membre du conseil d'administration de SEG (Standard Elektricitäts-Gesellschaft AG), un autre investissement allemand d'ITT -, avec le cercle Keppler et même avec des personnages importants de la Gestapo, comme Walter Schellenberg. Les connexions de Behn avec la quasi-totalité des bonzes nazis rapportèrent beaucoup d'argent, résultant de son « statut privilégié en tant que fournisseur de

matériel de guerre au régime». Les filiales allemandes d'ITT, y compris Lorenz, produisirent pour les nazis toutes sortes d'appareils de téléphonie, de télégraphie et de radio, lesquels furent d'une grande utilité militaire. La Luftwaffe, surtout, fut une source de « contrats et de subsides importants ». Il n'est pas certain, mais toutefois très probable, que c'est avec du matériel sophistiqué fourni par ITT que, pendant la guerre, les Allemands pourront intercepter des communications téléphoniques entre le Département d'État à Washington et les ambassades et consulats américains à Berne ou Moscou<sup>261</sup>.

Behn entretenait également d'excellents contacts avec le général Franco en Espagne. Et la prédilection d'ITT pour des fascistes s'exprima plus tard dans une étroite collaboration avec le régime de Pinochet au Chili. Behn n'était d'ailleurs pas le seul industriel américain qui ne soutenait pas qu' Hitler mais également Franco. Franco n'aurait peut-être pas gagné la guerre civile de 1936-1939 contre le gouvernement républicain démocratiquement élu sans les 12 000 camions militaires qui, malgré un embargo officiel, lui avaient

---

261 Kummel, p. 226-233; Higham, p. 94-95; Sutton, p. 58-60, 98; von Hassell et MacRae, p. 224; Sobel (1982), p. 87; Doerries, p. 295-296.



été livrés à partir des États-Unis par des firmes comme Ford, General Motors et Studebaker<sup>262</sup>.

Si les grosses firmes allemandes ou basées en Allemagne gagnèrent gros grâce au programme d'armement d'Hitler, elles ne furent pas les seules. En prévision de la guerre, l'Allemagne procéda à des approvisionnements gigantesques en pétrole, et une très grande partie de ce pétrole fut livrée par des trusts américains. Dès 1933, les États-Unis virent leurs livraisons de pétrole au Reich hitlérien augmenter, et le pourcentage des produits pétroliers dans la totalité des importations allemandes venant des États-Unis grimpa de 7,2 à 28,8, quadruplant donc entre 1933 et 1939<sup>263</sup>.

La Texas Oil Company, par exemple, qui allait être rebaptisée Texaco en 1959, réalisa d'importants bénéfices dans ces transactions avec l'Allemagne nazie. Ce ne fut donc pas une surprise que le président de cette firme, Torkild Rieber, rallie le club des nombreux industriels américains admiratifs devant Hitler. Un membre des services secrets allemands aux États-Unis rapporta à Berlin que Rieber était «absolument pro-allemand» et qu'il était «un admirateur sincère du Führer ». Rieber entretenait en outre des liens d'amitié avec Göring<sup>264</sup>.

Ford produisit au profit des nazis non seulement en Allemagne même mais aussi aux États-Unis, d'où des pièces de camions étaient acheminées vers l'Allemagne. Ces pièces étaient alors montées à l'usine Ford de Cologne. Au printemps 1939, les camions furent livrés

---

<sup>262</sup> Voir l'article de Navarro.

<sup>263</sup> Voir les statistiques dans Kümmel, p. 44.

<sup>264</sup> Jersak.

à temps pour permettre à la Wehrmacht d'effectuer sa descente sur Prague, et d'occuper ce qui restait de la Tchécoslovaquie, en violation des accords de Munich, signés l'année précédente quand les Britanniques et les Français avaient sacrifié leur allié tchécoslovaque à Hitler<sup>265</sup>. En outre, vers la fin des années trente, Ford expédia en Allemagne des matières premières d'une grande importance stratégique, parfois par l'entremise de filiales dans des pays tiers. Rien qu'en 1937, ces acheminements portèrent sur près de deux millions de livres de caoutchouc et cent trente mille livres de cuivre. Dans ses préparatifs d'une guerre motorisée, l'Allemagne eut un besoin énorme de caoutchouc. La Standard Oil, elle aussi, contribua à le satisfaire, entre autres, via des livraisons de caoutchouc synthétique, en 1939<sup>266</sup>. Que tout ce pétrole (caoutchouc, cuivre, etc.) n'était pas réservé à des fins pacifiques, les fournisseurs américains ne l'ignoraient pas, mais les affaires sont les affaires.

En dehors des matières premières, les entreprises américaines pourvurent également Hitler de produits finis avancés qui, manifestement, furent très utiles pour mener la guerre. En avril 1934 déjà, l'attaché commercial des États-Unis à Berlin rapportait que des représentants d'entreprises américaines telles que Pratt & Whitney, Boeing et Sperry Gyroscope (plus tard connue sous la dénomination de Sperry Rand et, depuis 1986, sous celle d'Unisys) vendaient en Allemagne «d'importantes quantités de matériel divers destiné à l'aviation», matériel qui avait clairement un «potentiel militaire». Il s'agissait par exemple de «pièces de moteurs, de vilebrequins, de pilotes automatiques, de compas

---

265 Voir l'étude de Finkel et Leibovitz, *The Hitler-Chamberlain Collusion*.

266 *Research Findings*, p. 24-28; Gassert (2004), p. 348-349; Higham, p. 36.

gyroscopiques et d'une technologie destinée à l'artillerie de défense anti-aérienne». L'attaché commercial estimait qu'il y avait assez de matériel pour monter une centaine d'avions par mois et qu'il s'agissait au total de commandes pour deux mille appareils ; il prévoyait que, de cette façon, l'Allemagne pourrait disposer, fin 1935, d'une flotte aérienne de quelque deux mille cinq cents avions<sup>36</sup>.

Une autre firme américaine qui gagna beaucoup d'argent en Allemagne fut National Cash Register (NCR), productrice notamment de caisses enregistreuses pour le commerce. Son grand patron, le colonel Edward A. Deeds, qui était également lié à la National City Bank, se vanta auprès de l'ambassadeur des États-Unis à Berlin de faire de très bonnes affaires en Allemagne, entre autres, en livrant des machines à calculer à Krupp. De ce Deeds, l'ambassadeur, William E. Dodd, rapporta qu'il «était l'un de ces nombreux hommes d'affaires [américains] qui venaient vendre du matériel de guerre en Europe et qui y engrangeaient des bénéfices élevés sans se soucier des conséquences »<sup>267</sup>.

De même, des entreprises de services pouvaient gagner gros en Allemagne nazie. Ainsi, par exemple, Ivy Ledbetter Lee, pionnier des techniques modernes en relations publiques, produisait de la propagande pour le compte d'importantes et parfois même de petites entreprises à l'image publique plutôt douteuse. Auparavant, Lee avait fourni du travail utile en ce sens

---

267 Dodd et Dodd, p. 200-201, 283.

pour les Rockefeller, dont la Standard Oil était une partenaire d'IG Farben, et c'était vraisemblablement par ce biais que Lee avait été engagé pour redorer le blason de ce trust allemand. Il passa beaucoup de temps en Allemagne nazie, fit personnellement la connaissance d'Hitler et devint ainsi un «avocat» - d'autres sources parlent d'un « attaché de presse » -, non seulement d'IG Farben, mais «du fascisme en général», comme l'écrivit l'ambassadeur des États-Unis dans l'un de ses rapports. D'après l'ambassadeur, afin de «vendre» le régime nazi au public américain, Lee ne perçut pas moins de 33 000 dollars par mois<sup>38</sup>.

Une des raisons pour lesquelles la grande industrie et la haute finance allemandes avaient mis Hitler au pouvoir en 1933 était qu'elles pouvaient attendre de lui un programme d'armement à grande échelle, lequel allait leur rapporter d'énormes bénéfices. Et c'est ce qu'il advint, en effet. Les propriétaires et administrateurs des sociétés américaines ayant des filiales en Allemagne contribuèrent financièrement à l'ascension d'Hitler et, selon toute vraisemblance, ils étaient également motivés, du moins, en partie, par la perspective de faire des affaires juteuses grâce à l'armement. Vu sous cet angle, nous pouvons comprendre l'attitude du patron américain de la BRI à Bâle, Léon Fraser. Fin 1933, celui-ci fermait déjà les yeux sur le fait que Schacht s'était mis à financer le programme d'armement d'Hitler au détriment du paiement des réparations de guerre. Fraser expliqua qu'il avait confiance en Schacht et il reçut la bénédiction des financiers américains et internationaux à propos des premiers pas des

préparatifs de guerre d'Hitler. Les années suivantes, la BRI continua à collaborer de façon très bienveillante avec Schacht et, par conséquent, avec Hitler<sup>3'o</sup>.

Les grandes entreprises américaines gagnèrent beaucoup d'argent dans l'Allemagne d'Hitler. C'est cela, et non le prétendu attrait personnel ou diarisme du Führer, qui constitue la véritable raison pour laquelle les propriétaires et administrateurs de ces entreprises admiraient le dictateur nazi. Inversement, Hitler et les dirigeants nazis étaient satisfaits des prestations du capital américain en Allemagne dans le cadre d'une économie qui marchait inexorablement vers la guerre. La quantité et la qualité du matériel de guerre fourni par les filiales américaines en Allemagne dépassaient d'ailleurs les attentes des patrons nazis à Berlin. Hitler témoigna personnellement sa grande estime en faisant décerner de prestigieuses marques d'honneur aux personnages importants de l'industrie américaine, comme Henry Ford, Thomas Watson d'IBM et le directeur des exportations des filiales à l'étranger et «ministre des Affaires étrangères» de General Motors, James D. Mooney<sup>268</sup>. Ford reçut sa médaille le 30 juillet

1938, lors de son 75<sup>e</sup> anniversaire. Moins d'un an plus tard, le 20 avril 1939, il prouva sa gratitude en faisant remettre à Hitler, en cadeau pour son anniversaire, 35 000 RM<sup>269</sup>.

Le régime nazi ne permettait pas que les bénéfices réalisés par les entreprises étrangères en Allemagne

---

<sup>268</sup> La description de Mooney en tant que «ministre des Affaires étrangères» se trouve dans von Hassell et MacRae, p. 67.

<sup>269</sup> Silverstein; Wiegrefe.



fussent « rapatriés » vers le siège principal de ces entreprises aux États-Unis ou ailleurs dans le monde, du moins en théorie. En réalité, les entreprises étrangères pouvaient contourner cet embargo et, dans certains cas, c'est ce qu'elles firent. Le quartier général d'IBM à New York, par exemple, envoya régulièrement à ses filiales allemandes des factures portant sur les droits et royalties concernant les prêts, et toute une série d'autres « coûts »<sup>332</sup>. De telles pratiques, entre le siège principal d'IBM et sa filiale, minimisaient les bénéfices déclarés en Allemagne et servaient en même temps de stratégie pour se soustraire aux impôts. Il est extrêmement improbable qu'IBM aient été la seule entreprise américaine à développer de semblables stratégies afin de contourner l'embargo nazi. Le même genre de « manœuvres fiscales » visant à « camoufler le rapatriement [de] bénéfices [réalisés par leurs filiales en Allemagne] » fut d'ailleurs utilisé par des entreprises suisses telles que Maggi<sup>270</sup>. Cet embargo faisait toutefois en sorte que les bénéfices étaient en grande partie réinvestis dans le « pays aux possibilités illimitées » qu'était l'Allemagne de l'époque, par exemple dans la modernisation des infrastructures existantes, la création ou l'achat de nouvelles usines et l'achat d'obligations d'État et de biens immobiliers.

IBM réinvestit ainsi une partie de ses énormes bénéfices dans une nouvelle usine implantée à Lichterfelde, une banlieue de Berlin, dans une extension de ses principales installations à Sindelfingen, près de Stuttgart, et dans l'achat de biens immobiliers à Berlin. Dans ces circonstances, la valeur des investissements allemands d'IBM augmenta considérablement. La valeur nette de Dehomag,

---

270 Bourgeois, p. 48 ; Pavillon, « Maggi et le Troisième Reich ».

estimée à 7,7 millions de RM en 1934, était passée à quelque 14 millions de RM en 1938, soit pratiquement le double. De même, la valeur totale de Ford-Werke grimpa en flèche, dans les années trente : de 25,8 millions de RM en 1933 à 60,4 millions de RM en 1939.

Opel investit de la même façon dans l'extension et la modernisation de ses usines et dans l'achat d'obligations d'État. Fin 1939, la valeur d'Opel était estimée à 86,7 millions de dollars, soit 2,6 fois la valeur originale des investissements en Allemagne de General Motors, d'un montant de 33,3 millions de dollars<sup>271</sup>. Sous Hitler, la valeur totale des investissements américains en Allemagne grimpa à 450 millions de dollars au moment où la guerre éclata, en 1939, et à 475 millions de dollars au moment de la déclaration de guerre allemande aux États-Unis, quelques jours après l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais, en décembre 1941<sup>272</sup>. En cette année, le nombre de filiales, grandes et petites, d'entreprises étatsuniennes en Allemagne s'élevait à 553<sup>273</sup>.

### Chapitre 3

## Plutôt Hitler que «Rosenfeld»

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'élite du pouvoir étatsunienne, constituée presque exclusivement d'industriels et de banquiers immensément riches,

---

<sup>271</sup> Black (2001), p. 76-77, 86-87, 98, 119-121, 164-198, 222; *Research Findings*, p. 133 ; Turner (2005), p. 12 ; Kümmel, p. m-112.

<sup>272</sup> *Research Findings*, p. 6; Reich (2004), p. 121,123.

<sup>273</sup> Gassert (2004), p. 355.

était très satisfaite de la façon dont fonctionnait le système politique de leur pays. L'oligarchie déguisée en démocratie leur permettait de tirer toutes les ficelles importantes à Washington. Avec la Première Guerre mondiale, surgirent quelques difficultés.

Au sein du peuple américain se fit jour une claire opposition à cette guerre, et les grands capitalistes du pays, si admirés auparavant, se faisaient désormais traités de «profiteurs de guerre». Plus grave, le fait que la Grande Guerre, qui aurait dû éliminer une fois pour toutes le danger révolutionnaire, provoqua en fait des révolutions en Russie, en Allemagne et ailleurs, qui eurent des répercussions au-delà de l'océan Atlantique. La Révolution russe fit naître un enthousiasme énorme parmi le petit peuple américain et cela déclencha parmi l'élite dirigeante du pays une sorte d'hystérie contre-révolutionnaire (ou « réactionnaire»). Les autorités -y compris le brave président Wilson- réagirent par une répression brutale à l'apparition du « péril rouge » réel ou supposé, et ceci résulta en un épisode particulièrement fâcheux de l'histoire américaine qui a reçu le nom de « *red scare*», la peur rouge. Or cette répression n'empêcha pas la survie aux

États-Unis d'un parti socialiste aussi bien que d'un parti communiste, lesquels attirèrent beaucoup de monde, surtout après le déclenchement de la Grande Dépression. En outre, les ouvriers rejoignirent en masse les syndicats, qui s'avérèrent particulièrement actifs et organisèrent quelques grèves spectaculaires.

L'élite du pouvoir américain n'était donc pas définitivement débarrassée de sa crainte, non seulement d'une révolution rouge, mais aussi de la possibilité que certaines institutions de la « démocratie oligarchique », tel que le suffrage universel, n'aboutissent à un résultat non souhaité, à savoir moins d'oligarchie et plus de démocratie, et peut-être même à certaines formes de socialisme. Dans de telles circonstances, de plus en plus de capitaines d'industrie américains finirent par se convaincre, à l'instar de leurs confrères européens, que leurs intérêts seraient mieux défendus par un État autoritaire dirigé par un « homme fort », en d'autres termes, par un système fasciste. Quand la Grande Dépression éclata, les industriels américains se mirent à croire qu'un État autoritaire était non seulement plus apte à écarter le « péril rouge » et à imposer aux travailleurs la discipline nécessaire, mais qu'il assurerait également, d'une façon ou d'une autre, une résurrection économique et une meilleure rentabilité de leurs entreprises. Dans ce domaine non plus, le système oligarchique avec sa façade démocratique ne semblait plus à même de réaliser ce que l'élite dirigeante croyait être en droit d'attendre de lui.

« Dix pour cent de la population de n'importe quel pays crée la richesse et est prépondérante dans tous les aspects de l'existence : donc ces 10 % doivent également avoir le contrôle total de l'État », voilà le genre de commentaires typiques que l'on pouvait, en 1934,

entendre dans les salons de l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, William E. Dodd. Si ces représentants de l'élite étatsunienne avaient jamais cru en la démocratie, ou même dans le système américain traditionnel de l'oligarchie teinté d'une mince couche de vernis démocratique, ce n'était manifestement plus le cas à l'époque. Désormais, on désirait un système politique carrément autoritaire. Plus tard, cette même année, Dodd reçut la visite du magnat de la presse Frank Gannett, propriétaire de nombreux journaux dans l'État de New York. Gannett raconta à l'ambassadeur que bien des riches aux États-Unis ne seraient que trop heureux d'échanger la démocratie contre un système fasciste «avec à sa tête une sorte d'Hitler»<sup>274</sup>. En 1937, l'ambassadeur Dodd aborda le sujet de l'attitude prohitlérienne de l'élite industrielle américaine dans une entrevue publiée dans le *New York Times*, et donna ce commentaire :

« Des industriels étatsuniens sont décidés à remplacer notre gouvernement démocratique par un État fasciste et, dans ce but, collaborent étroitement avec les régimes fascistes en Allemagne et en Italie. De mon poste à Berlin, j'ai eu de nombreuses occasions de constater l'intimité des rapports entre les familles dominantes de notre pays et le régime nazi. »<sup>275</sup>

Le problème-clé de la grande crise économique résida dans l'insuffisance de la demande par rapport à l'offre. Le président Roosevelt tenta de stimuler la demande avec une approche keynésienne : l'économie nationale reçut une injection de sorte que le

---

<sup>274</sup> Dodd et Dodd, p. m, 195. L'empire des médias de Gannett existe toujours. Sa publication la plus connue est *USA Today*.

<sup>275</sup> Lederman.

moteur pût à nouveau tourner. De gigantesques projets d'État comme, par exemple, la construction de barrages dans la vallée de la rivière Tennessee furent lancés. Cette politique économique, caractérisée par une intervention à grande échelle de l'État dans la vie économique - et accompagnée de réformes sociales comme l'introduction d'un salaire minimal et d'un nombre maximal d'heures de travail - fut appelée le New Deal. Le New Deal fut qualifié de « socialiste » par les champions de la libre entreprise, y compris l'écrasante majorité des industriels et banquiers du pays, mais il allait être encensé plus tard par de nombreux historiens comme une méthode rationnelle, hardie et efficace de lutter contre la crise. En réalité, le New Deal de Roosevelt n'apporta aucune solution au malheur économique. Nous allons voir que ce fut la guerre qui allait mettre un terme, aux États-Unis, à la Grande Dépression.

Alors que des millions de citoyens américains étaient accablés par la pauvreté au cours des « sales années trente », les grands industriels comme Henry Ford s'inquiétaient de la régression de leurs bénéfices. L'Amérique des grandes entreprises et banques était de plus en plus gênée par des dirigeants syndicaux militants, des socialistes, des communistes, des anarchistes et d'autres radicaux qui, à l'époque, fourmillaient tellement aux États-Unis que les historiens surnomment parfois ces années les « *red thirties* », les « rouges années trente ». Les industriels américains estimaient que Roosevelt se montrait bien trop conciliant envers ces « rouges ».

Aux États-Unis, des entreprises comme General Motors et Ford ne pouvaient que rêver du genre de bénéfices que palpaient leurs filiales en Allemagne, grâce à Hitler. Et ils ne pouvaient que rêver d'un dirigeant

politique « fort » qui les délivrerait des « rouges», comme Hitler l'avait fait si impitoyablement en Allemagne. Du point de vue de l'élite industrielle américaine, Hitler semblait non seulement un bien meilleur ange gardien de l'économie nationale que le président Roosevelt, mais aussi un homme politique avec bien plus de nez pour les besoins et desiderata des dirigeants du monde des affaires. Alfred P. Sloan, le président de General Motors, par exemple, ne cachait absolument pas qu'il n'éprouvait que mépris pour la démocratie en général et pour le New Deal du président Roosevelt en particulier, avec ses réglementations, ses services sociaux et sa (relative) sympathie pour les syndicats. Le contraste était grand avec la façon dont il exprimait son admiration pour Hitler. Au printemps 1934, alors qu'Hitler avait éliminé brutalement les partis ouvriers et les syndicats allemands, on pouvait lire dans la revue de General Motors, *General Motors World*, les éloges que voici :

« Hitler est un dirigeant fort, très apte à sortir le peuple allemand du désert de son ancienne misère économique [...]. Il le dirige, non pas par la violence et la terreur, mais grâce à une planification intelligente et une façon fondamentalement saine de gouverner.

»<sup>276</sup>

Mais que pensaient les dirigeants de l'Amérique des grandes entreprises de l'antisémitisme et du racisme véhiculés par Hitler et son parti ? Les grands personnages de l'industrie américaine étaient presque sans exception des hommes blancs qui avaient assimilé la doctrine du darwinisme social, typique de la fin du

---

<sup>276</sup> Black (2009), p. 101-102.

xix<sup>e</sup> siècle, et, tout comme Hitler, étaient fermement convaincus de la supériorité de la «race nordique». La haine raciale prêchée par Hitler en général et son antisémitisme en particulier ne constituaient pour eux aucun problème. Dans les clubs huppés de l'élite industrielle, les juifs n'étaient pas admis et les noirs n'y étaient visibles que comme personnel de cuisine, majordomes, employés de maison et chauffeurs. D'après Deborah Dwork, co-auteur d'une histoire de l'Holocauste, l'antisémitisme au début des années trente était:

«bien plus évident aux États-Unis qu'en Allemagne. Les hôtels, country clubs et restaurants américains refusaient bien plus l'entrée aux juifs que les établissements allemands. Les personnes qui, en 1930, effectuaient un périple dans l'État de New York remarquaient partout des écriteaux sur lesquels il était mentionné "Interdits aux juifs, aux nègres et aux chiens" alors que, nulle part en Allemagne [de Weimar], on ne voyait de telles choses.»<sup>330</sup>

Bien des industriels américains d'envergure ne cachaient aucunement qu'ils étaient antisémites eux-mêmes. En 1920, Henry Ford avait publié un livre d'un antisémitisme virulent intitulé *The International Jew*, « Le juif international ». Il fut par la suite édité dans de nombreuses langues. Hitler dévora la version allemande, sortie des presses en 1921, et avoua que le livre de Ford l'avait beaucoup inspiré ; il fit d'ailleurs installer un portrait de Ford dans son bureau de la « Maison Brune » à Munich, le quartier général du NSDAP. Irénée du Pont, autre capitaine d'industrie, passait lui aussi pour un antisémite notoire, bien que l'arbre généalogique de sa propre famille recelât des

330. Cité dans Hansen.



ancêtres juifs<sup>277</sup>.

L'antisémitisme américain à la Ford et à la du Pont ressemblait fortement à celui d'Hitler, dont le regard sur le judaïsme était intimement lié à sa vision du marxisme, comme l'a expliqué de façon convaincante l'historien américain Arno J. Mayer dans son ouvrage *Why Did the Heavens not Darken ? (La « Solution finale » dans l'histoire)* et comme l'a également montré avec insistance le célèbre historien allemand Fritz Fischer dans *Hitler war kein Betriebsunfall* (« Hitler ne fut pas un accident d'entreprise »)<sup>278</sup>. Hitler se prétendait socialiste mais son socialisme était un socialisme « national », c'est-à-dire un socialisme uniquement destiné à des Allemands « non contaminés » sur le plan racial. Dans *Mein Kampf*, on peut lire que le socialisme équivaut à « la forme la plus élevée de l'amour envers le peuple et la patrie »<sup>279</sup>. Hitler parlait de « socialisme » mais il voulait dire « nationalisme ». Il enveloppa son mouvement fasciste du drapeau du socialisme parce qu'il se rendait compte que l'idéal socialiste d'égalité et de solidarité était à l'époque très populaire parmi le petit peuple allemand et pourrait donc lui procurer des voix lors des élections.

Le vrai socialisme, qui prônait la solidarité de tous les travailleurs du monde et qui trouvait son inspiration dans l'œuvre de Karl Marx, était méprisé par Hitler comme une idéologie juive qui visait à faire des Allemands et autres « aryens » des esclaves, voire

à les éradiquer. Les nazis considéraient le socialisme marxiste, donc le socialisme « international », comme le

---

<sup>277</sup> Higham, p. 162; Black (2009), p. 9; Losurdo (2006), p. 219-220, 224-225 et (2007), p. 114 et suivantes; « Braunes Haus ».

<sup>278</sup> Voir Fischer (1998), p. 174-181.

<sup>279</sup> Kühnl (1980), p. 119.

contraire malfaisant et criminel de leur propre socialisme « national », destiné aux Allemands de souche « aryenne ». Le socialisme marxiste et international était, à leurs yeux, une invention de «la juiverie internationale». Dans l'esprit d'Hitler, écrit Fritz Fischer, mijotait «une bouillie d'antisémitisme et d'anti- marxisme »<sup>m</sup>. Le Führer qualifiait toutes les formes de marxisme comme «juives», mais aucune variété de marxisme ne lui était plus haïssable que le communisme, désigné à l'époque sous l'appellation de «bolchevisme». La raison en était évidente: les bolcheviks avaient non seulement parlé d'une révolution socialiste mais, en 1917, ils avaient joint les actes aux paroles ; leur révolution avait été une réussite et avait abouti à la fondation de l'Union soviétique, le premier État socialiste. En Allemagne, en 1918-1919, il y eut une révolution similaire mais elle fut écrasée dans le sang par l'armée, avec l'accord exprès des dirigeants du Parti social-démocrate, comme Friedrich Ebert. Pour Hitler, «judaïsme et bolchevisme étaient du pareil au même» (Fischer), les bolcheviks étaient tous des juifs, et leur État soviétique - «la Russie sous domination juive», comme il l'écrivit dans *Mein Kampf*- n'était rien d'autre que le port d'attache du socialisme international «juif». Du point de vue d'Hitler et des dirigeants nazis, il fallait détruire les juifs pour détruire les bolcheviks, il fallait détruire les bolcheviks pour détruire les juifs, et il fallait détruire l'Union soviétique pour détruire les juifs et les bolcheviks<sup>280</sup>. En mai

---

280 Voir aussi Kershaw (2000), p. 245-247.



1939, on pouvait lire ceci dans le tristement célèbre hebdomadaire nazi *Der Stürmer*:

« Il faut impérativement organiser une expédition punitive contre les juifs de la Russie. Une expédition punitive qui leur procurera le sort mérité par chaque assassin et chaque criminel : la peine de mort, l'exécution ! Il faut tuer les juifs russes, il faut les exterminer. Et alors le monde verra que la fin des juifs est aussi la fin du bolchevisme. »<sup>3,15</sup>

L'antisémitisme multiséculaire reflourissait à la veille de la Première Guerre mondiale non seulement en Allemagne mais en France aussi - pensons à l'affaire Dreyfus-, et ailleurs. Mais, après la Grande Guerre et la Révolution russe, l'antisémitisme « connut un regain en se greffant sur la peur, très répandue, d'une révolution [d'inspiration marxiste] », comme l'a écrit Peter Hayes<sup>281</sup>, et cela fut le cas, parmi les classes moyennes et supérieures, dans l'ensemble du monde «occidental», des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis aussi bien qu'en Europe, les antisémites devinrent des antimarxistes, et les antimarxistes des antisémites. Il n'est donc guère surprenant qu'à l'instar d'Hitler, Ford et bien d'autres industriels américains de premier plan étaient de fervents apôtres du mythe du «bolchevisme juif» ou «judéo-bolchevisme»<sup>282</sup>.

Hitler ne faisait rien d'autre, en fait, que de répéter ce qu'Henry Ford avait dit sur la Révolution russe, à savoir que son origine n'était «pas politique, mais raciale », qu'elle équivalait à un complot juif. Selon le patron de la S S, Heinrich Himmler, ces idées de Ford

---

<sup>281</sup> Hayes (1998), p. 4, se référant aux études de Jerry Muller, auteur d'un livre sur le capitalisme et les juifs.

<sup>282</sup> Sur le «bolchevisme juif» aux États-Unis et en Grande-Bretagne, voir l'article « Judéo-bolchevisme ».

avaient même exercé une influence « déterminante » sur Hitler<sup>283</sup>. Arthur Rosenberg, grand théoricien de l'idéologie nazie, et Baldur von Schirach, le chef des Jeunesses hitlériennes, étaient deux autres nazis notoires qui furent directement influencés par la lecture du livre de Ford.

Ford n'était d'ailleurs pas le seul Américain à servir de source d'inspiration pour les nazis. Le «raciste scientifique» Lothrop Stoddard (1883-1950), par exemple, fut particulièrement influent dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale, non seulement aux États-Unis, mais également en Allemagne. Dans un ouvrage édité en 1920, *The Rising Tide of Color Against White World Supremacy* (« La marée montante de la couleur contre la suprématie mondiale du blanc»), dont une traduction allemande fut très rapidement disponible, il lança la théorie prétendant que la supposée supériorité naturelle - ou reçue de Dieu - de la «race nordique» était menacée par les masses des gens de couleur de moindre valeur qu'il décrivait comme « *under men*» (sous-hommes). Hitler, Rosenberg et consorts adoptèrent avidement non seulement cette théorie mais aussi sa terminologie.

Ce n'était toutefois pas tant la théorie raciste américaine de la supériorité de la race blanche, mais bien la pratique de cette «suprématie blanche» (*white supremacy*) aux États-Unis, qui fit impression sur Hitler et l'influença. Hitler n'avait que louanges pour la façon dont les Américains d'origine « nordique » ou « aryenne »

---

283 Losurdo (2006), p. 224 et suivantes; Losurdo (2008), p. 20-21; Fischer (1998), p. 176; Black (2009), p. 1-15. Citation sur la domination juive *Judenherrschaft* tirée de Kühnl (1980), p. 115-116. Citation de Ford tirée de Losurdo (2006), p. 245, et (2007), p. 115-116.

s'étaient impitoyablement rendus maîtres d'un continent, au détriment des « peaux rouges », pour la discrimination systématique à laquelle restaient exposés les noirs même après la suppression de l'esclavage, pour l'interdiction (dans de nombreux États) des mariages entre blancs et noirs, pour les nombreuses mesures « eugéniques » telles que la stérilisation des personnes « qui pourraient devenir un fardeau pour les autres Américains », pour le mépris des Américains blancs à l'égard des Chinois et des juifs, bref, pour la façon dont, de l'autre côté de l'océan, un « peuple de seigneurs » montrait comment il fallait traiter les sous-hommes et comment on pouvait garder sa propre race « pure » et, par conséquent, supérieure. En ce qui concerne Hitler, les États-Unis étaient l'exemple édifiant que les Allemands « aryens » devaient suivre et allaient suivre sous sa direction. Cela flattait naturellement les champions américains de la « suprématie blanche », comme Ford et Stoddard qui, par conséquent, témoignèrent spontanément de la sympathie envers Hitler, ses idées et projets racistes personnels<sup>284</sup>.

Dans les années trente, l'antisémitisme de l'Amérique des grandes entreprises se révéla comme le revers de la médaille de l'antisocialisme, de l'antimarxisme et de ce qu'on appelait aux États-Unis le « *red-baiting* », la haine de tout ce qui était un tant soit peu « rouge ». La plupart des gros pontes du big business considéraient le New Deal de Roosevelt comme « socialiste », en d'autres termes, comme une intervention de l'État malsaine, inspirée et dirigée par les juifs, comme le

---

<sup>284</sup> Losurdo (2008), *passim*, et p. 5, 10-13 en ce qui concerne Stoddard; voir aussi Russell, p. 266-268; « *Untermensch* ».



prélude de la bolchevisation de l'Amérique. Les anti-sémites de l'élite industrielle américaine considéraient Roosevelt comme un cryptocommuniste et comme un représentant des intérêts juifs, quand ils n'estimaient pas que lui-même fût juif. Ils prirent l'habitude de l'appeler «Rosenfeld», suggérant ainsi qu'il était juif, et son New Deal fut rebaptisé «Jew Deal»<sup>34'</sup>.

Dans les salons de l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, William E. Dodd, on entendait les hommes d'affaires américains de passage en Allemagne se plaindre de ce que le gouvernement de Roosevelt fût «plein à craquer de juifs »<sup>285</sup>. (Roosevelt, pour sa part, appelait les banquiers *-bankers* en anglais - *banksters*, expression évoquant *bankers* mais aussi *gangsters* !)

L'antisémitisme d'Hitler ne gênait pas le moins du monde les grands industriels étatsuniens. Au contraire, ceux-ci espéraient eux-mêmes la venue sur le sol américain d'un messie fasciste qui serait disposé à combattre sans pitié toutes les formes de socialisme, afin de délivrer le pays des «rouges» supposés être d'origine juive et des juifs supposés être «rouges» par nature, et afin de garantir ainsi leurs privilèges et de rétablir la rentabilité de leurs entreprises. Sloan, par exemple, le président de General Motors, offrit d'importantes sommes d'argent à toutes sortes de groupements fascistes et quasi fascistes, dont l'American Liberty League et le Ku Klux Klan<sup>286</sup>. Irénée du Pont accorda également un soutien financier aux organisations fascistes *made in USA*, dont la tristement célèbre Black Légion, une branche paramilitaire du Ku Klux Klan qui était sur

---

<sup>285</sup> Dodd et Dodd, p. 107.

<sup>286</sup> Black (2009), p. 109,110.



tout active dans l'Ohio et le Michigan et se spécialisait dans l'assassinat de socialistes et de communistes. En 1933, il fut même, avec d'autres industriels, impliqué dans les plans d'un coup d'État fasciste à Washington, visant à remplacer Roosevelt par une dictature militaire. Mais ces plans furent divulgués, et le projet dut être annulé. Par la suite, l'affaire fut étouffée, soit dit en passant avec l'aide de Roosevelt lui-même, précisément parce qu'il y avait tant de personnages importants de l'industrie, de la politique et de l'armée qui y étaient impliqués<sup>287</sup>. Hitler était donc admiré et régulièrement encensé publiquement par les dirigeants de l'industrie américaine et ce non pas malgré son antisémitisme, mais en raison de son antisémitisme.

Il n'est dès lors pas étonnant que les filiales allemandes des grandes entreprises américaines aient pu s'adapter sans problèmes à la politique antisémite d'Hitler. Mais là non plus, ce n'était pas la conviction antisémite des propriétaires ou de la direction qui s'avérait déterminante - tous n'étaient certainement pas des antisémites ardents comme Ford ! - mais bien la dure loi capitaliste qui exige que les bénéfices doivent être maximisés. En effet, pour pouvoir engranger des bénéfices maximaux en Allemagne nazie, la filiale d'une entreprise étrangère devait pouvoir livrer à l'État des produits essentiels dans le cadre du programme d'armement d'Hitler. Pour pouvoir fournir l'État, on devait être reconnu comme entreprise «allemande». Pour obtenir ce statut des autorités nazies, on devait être *judenrein* («sans juifs»). Pour être *judenrein*, les filiales allemandes des grandes entreprises américai-

---

<sup>287</sup> Hofer et Reginogin, p. 585-586; Higham, p. 162\*165; Schonbach, p. 232-235; Ndiaye, p. 118-122.

nés se défirent - à contrecœur ou pas - de leur personnel juif. La direction d'entreprise de Ford, par exemple, s'engagea en 1936 à ne plus travailler dorénavant «qu'avec du personnel allemand aryen»<sup>288</sup>. La filiale allemande de General Motors se défit non seulement de son personnel juif, mais également de ses concessionnaires juifs<sup>289</sup>.

L'un des artisans de l'aryanisation (ou de la «déjudaisation») des firmes fut un personnage que nous connaissons déjà, Wilhelm Keppler du Cercle Keppler, le groupe d'industriels qui avait œuvré à l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler. Il était directeur d'Odin GmbH à Eberbach (Bade), une entreprise qui fabriquait de la gélatine photographique et dont Eastman Kodak détenait la moitié des actions. Keppler aida de nombreuses filiales américaines en Allemagne à se séparer de leurs employés juifs<sup>290</sup>. Nous ne savons pas avec certitude si Keppler assista également ITT mais, une chose est sûre, dans les filiales allemandes de cette entreprise, «tous les juifs furent écartés des positions dirigeantes, même s'ils étaient les fondateurs de ces filiales». L'auteur américain de ces lignes ajoute que les patrons d'ITT ne firent ni plus ni moins que ce que firent d'autres hommes d'affaires américains ayant des filiales en Allemagne<sup>291</sup>.

Citons encore une anecdote peu réjouissante qui illustre également ce à quoi pouvait mener la chasse au profit en Allemagne. Quand un concurrent « aryen » fit circuler une rumeur prétendant que les propriétaires de Coca-Cola étaient des juifs, Coca-Cola fit insérer des

---

<sup>288</sup> Schäfer, p. 207.

<sup>289</sup> Black (2009), p. 106.

<sup>290</sup> Zdral, p. 170; Gossweiler, p. 507-508; Friedman.

<sup>291</sup> Sobel (1982), p. 92.

publicités dans la fameuse revue nazie antisémite *Der Stürmer* afin de démentir publiquement ces rumeurs et insister sur la «pureté de sa nature»<sup>292</sup>.

Certains aspects du régime hitlérien toutefois rebutèrent les propriétaires et administrateurs des sociétés américaines, mais ils n'avaient rien à voir avec des considérations éthiques. En tant que champions de la libre entreprise, ces hommes d'affaires déploraient par principe le fait que leurs filiales en Allemagne fussent strictement réglementées par les autorités nazies, par exemple, en ce qui concerne le «rapatriement» de leurs bénéfices vers les États-Unis. Ce qui les dérangeait aussi, c'est que leurs filiales fussent parfois désavantagées par rapport à des firmes 100 % allemandes, notamment dans l'octroi de contrats et dans l'achat de matières premières importantes mais rares, telles que le caoutchouc<sup>293</sup>. En outre, les entreprises étaient de temps à autre importunées par des dirigeants nazis régionaux - de «petits Hitler», comme les appelle Henry Ashby Turner - désireux de fourrer leur nez dans leurs affaires. Pourtant, de telles initiatives étaient généralement vouées à l'échec parce que des sociétés comme Opel et Ford, par exemple, entretenaient d'excellentes relations avec les hauts dignitaires nazis de Berlin, y compris le redoutable Götting<sup>294</sup>.

En réalité, comme leurs homologues allemands, les représentants du big business étatsunien implantés en Allemagne appréciaient les efforts que le régime nazi faisait afin de leur permettre de maximiser les profits. Mais ils regrettaient les interventions de

---

292 Reymond, p. 300.

293 Kolko (1962), p. 715; *Research Findings*, p. 17; Reich (2004), p. 114.

294 Turner (2005), p. 46-47, 81.

l'État dans leurs affaires, perçues par certains hommes d'affaires à l'époque, ainsi que par certains historiens modernes, comme une atteinte à la précieuse «liberté d'entreprise» et même comme une forme de «socialisme». Nous venons de voir qu'aux États-Unis les industriels se lamentaient de la même façon sur le soi-disant «socialisme» du New Deal du président Roosevelt.

Dans la pratique, le système était en outre compliqué de multiples contradictions, d'incompétences, de rivalité, de corruption, de favoritisme, ce qui fait dire à l'historien britannique Richard J. Evans que le système économique du III<sup>e</sup> Reich était un ensemble «totalement irrationnel» et, par conséquent, ni capitaliste, ni socialiste<sup>295</sup>. Et on peut lire presque la même chose dans la biographie d'Hitler d'Ian Kershaw<sup>296</sup>. Evans et Kershaw cherchent ainsi à dissocier nazisme et capitalisme et à absoudre les capitalistes, allemands et internationaux, de leur collaboration intime (et profitable) avec le régime hitlérien. Or le système économique nazi fut bel et bien «rationnel» dans le sens que, dès son commencement en 1933 jusqu'à son trépas en 1945, il fonctionna systématiquement - bien qu'imparfaitement, irritant ainsi souvent industriels et banquiers - en faveur de big business (et des autres «piliers» de l'élite allemande) et en défaveur des ouvriers et tous les autres «petits» allemands.

Il était on ne peut plus évident qu'Hitler, qui était occupé à armer l'Allemagne jusqu'aux dents, allait déclencher tôt ou tard une guerre à grande échelle.

---

<sup>295</sup> Voir Evans (2005), p. 370-377.

<sup>296</sup> Kershaw (2000), p. 448-449.

Au cours des années trente, les spécialistes du monde international des affaires et de la diplomatie acquièrent progressivement la conviction qu'Hitler allait ménager les pays «occidentaux» et, en lieu et place, attaquer et détruire l'Union soviétique, comme il l'avait d'ailleurs laissé entendre dans *Mein Kampf* avec ses exigences d'un «espace vital» pour l'Allemagne dans l'Est de l'Europe<sup>297</sup>. Les grands seigneurs de l'industrie haïssaient l'Union soviétique qui constituait un système alternatif à l'ordre capitaliste international et servait en même temps de source d'inspiration pour les «rouges» dans leur propre pays. Or, en Allemagne, Hitler avait montré comment on pouvait se débarrasser des communistes. On comptait sur lui pour délivrer le monde entier de la peste communiste en détruisant l'Union soviétique, ce nid exécré de juifs et de rouges. Aux yeux des nombreux industriels américains qui voyaient les choses sous cet angle, la détermination d'Hitler à déclencher une guerre contre l'Union soviétique n'était absolument pas troublante, mais constituait au contraire une raison de plus de l'admirer. Sans compter qu'on espérait, en détruisant l'Union soviétique, récupérer les investissements considérables que des sociétés américaines comme Singer avaient réalisés dans l'empire du tsar et qui avaient été perdus au moment de la révolution russe<sup>298</sup>.

Hitler avait l'air d'un Siegfried fermement décidé à aller abattre le dragon du bolchevisme dans son antre même. L'encourager à le faire et l'y aider, telle était l'intention latente, mais réelle, de la politique d'apaisement menée par Londres et Paris et soutenue de façon discrète par Washington<sup>299</sup>. Il s'agissait toutefois d'une

---

297 Kühnl (1980), p. 115.

298 Pour Singer, voir l'article de Potkina.

299 Voir le livre de Leibovitz et Finkel.

stratégie entortillée, dont les motivations réelles ne pouvaient être expliquées clairement aux opinions publiques de Grande-Bretagne et de France. Dans ces pays, tout comme aux États-Unis, la majorité de la population était en effet hostile à Hitler et une minorité non négligeable sympathisait avec les Soviétiques.

La politique d'apaisement échoua parce qu'à la longue, Hitler finit par se méfier des intentions réelles de Londres et de Paris. Il se tourna donc vers Staline qui, lui-même, de façon compréhensible, se méfiait des puissances occidentales parce qu'elles n'avaient pas réagi positivement à ses propositions répétées de constituer un front commun contre l'Allemagne nazie.

Cet accord entre Hitler et Staline ne fut pas une véritable alliance, mais un accord temporaire dont les deux camps tirèrent un considérable avantage temporaire. Hitler faisait en sorte de ne pas être attaqué dans le dos par les Français et les Britanniques quand il prendrait finalement l'Union soviétique à la gorge. Et Staline reçut un sursis -du temps et de l'espace, sous forme de la partie orientale de la Pologne, supplémentaires - pour mieux se préparer à cette attaque inévitable. Dans un récent livre, un historien militaire allemand conclut que le fameux « Pacte » fut «une défaite stratégique » pour Hitler : sans ces trois cents kilomètres<sup>300</sup>, les Allemands auraient peut-être pris Moscou au lieu de s'essouffler, au début de décembre 1941, à moins de cinquante kilomètres de la capitale russe.

C'est ainsi qu'en 1939 l'on n'en vint pas (encore) à cette guerre longuement attendue et ardemment espérée entre l'Allemagne et l'Union soviétique, mais à un conflit entre l'Allemagne et le tandem franco- britannique avec,

---

300 Müller (201a), p. 163-164. Voir aussi l'excellente étude, très détaillée, de Lieven Soete, sur le Pacte germano-soviétique.

en plus, la Pologne, le pays à propos duquel la dispute avec Berlin avait éclaté. Il s'avéra toutefois que le rêve d'une croisade de l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique communiste au profit de l'Occident capitaliste n'était pas encore parti en fumée. Londres et Paris ne menèrent qu'une « guerre simulée », une « drôle de guerre », contre l'Allemagne, espérant qu'Hitler allait mettre rapidement un point final à son conflit avec la Pologne et, ensuite, concentrer enfin son attention sur l'Union soviétique. Ce furent de telles considérations qui aboutirent à la mission quasi officielle que le directeur des exportations de General Motors, James D. Mooney, entreprit en mars 1940 à Londres et Berlin. Tout comme l'avait fait l'ambassadeur des États-Unis à Londres, Joseph Kennedy, père de John F. Kennedy - qui avait des liens avec RCA, une grosse entreprise avec d'importants investissements en Allemagne<sup>301</sup>-, Mooney s'efforça de convaincre les dirigeants britanniques et allemands de résoudre rapidement leur ennuyeux différend, de façon qu'Hitler pût consacrer entièrement son attention à son grand projet dans l'Est<sup>302</sup>.

Les dirigeants des entreprises américaines ayant des filiales en Allemagne conçurent du dépit de ce que la guerre déclenchée par Hitler en 1939 se fût tournée contre la Pologne et contre des pays « occidentaux » mais, en fin de compte, ce n'était pas tellement impor-

---

301 Sobel (1986), p. 105.

302 Billstein *et al.*, p. 37\*44; Völklein, p. 81-88; Turner (2005), p. 104 et suivantes; Gassert (2004), p. 350-351; Kümmel, p. 115-118.

tant. Ce qui l'était bien plus, c'était ceci: donner un coup de main à Hitler dans ses préparatifs de guerre avait été excellent pour leur business ; désormais, la guerre même ouvrait toutes sortes de possibilités fantastiques pour faire plus d'affaires encore et gagner encore plus d'argent.

Quand la guerre tant attendue éclata enfin, avec l'attaque d'Hitler contre la Pologne le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Bourse de New York réagit avec enthousiasme en enregistrant sa hausse la plus importante en deux ans. «Les investisseurs américains», écrit Ron Chernow, l'auteur d'une étude sur la J. P. Morgan Bank, «ne savaient que trop bien, en effet, qui allait tirer profit de ce conflit, et ils préoyaient une conjoncture économique très favorable.

#### Chapitre 4

### Guerre éclair «made in USA»

Les succès militaires de l'Allemagne en 1939 et 1940 furent possibles grâce à une nouvelle forme de guerre, extrêmement mobile, le fameux *Blitzkrieg*, la « guerre éclair», consistant en des attaques extraordinairement rapides et parfaitement synchronisées au sol et dans les airs. Pour pouvoir mener une telle guerre «à la vitesse de l'éclair», Hitler avait besoin de moteurs, de chars, de camions, d'avions, d'huile pour moteur, d'essence, de caoutchouc et, *last but not least*, des systèmes de communication avancés permettant aux Stuka de frapper en même temps que les blindés. Une



grande partie de ce genre de matériel fut livrée par des firmes américaines et on peut dire que le Führer, sans cette aide américaine en 1939-40 - années de ses grands triomphes -, n'aurait pu que rêver de « guerres éclair » suivies de « victoires éclair ».

Une grande partie du matériel roulant et volant de l'armée allemande fut fabriquée par les filiales de General Motors et Ford. Vers la fin des années trente, ces filiales avaient complètement renoncé à la production de marchandises non militaires et elles ne construisaient plus que du matériel destiné à l'armée. Il est vrai que les autorités nazies avaient insisté sur ce point, comme le font remarquer les défenseurs des entreprises américaines, mais il est vrai aussi que les maisons mères

aux États-Unis avaient cherché une telle orientation commerciale et qu'elles avaient sauté sur cette opportunité initiée par les autorités nazies. L'usine Ford à Cologne passa à la production de camions et de pièces qui figuraient sur l'interminable liste des desiderata de la Wehrmacht. Entre l'automne 1938 et le début 1945, cette usine allait produire quelque 90 000 camions et autres véhicules pour l'armée et la SS. À la fin des années trente, la filiale allemande de General Motors passa elle aussi à la production exclusive de matériel de guerre. Une nouvelle usine Opel, construite par General Motors en 1935 à Brandebourg, près de Berlin, ne produisit rien d'autre sur sa chaîne que des camions de trois tonnes du modèle Blitz («Éclair»), destinés à la Wehrmacht, la Luftwaffe et la SS. On a décrit ce véhicule comme le moyen de transport par excellence des troupes allemandes durant la Seconde Guerre mondiale. Pour la seule

année 1938, on produisit 6 000 camions à Brandebourg, dans ce qui était réputé être la fabrique de camions la plus moderne au monde ; à la fin de la guerre, en 1945, Opel y aura produit un total de 130 000 camions. Par contre, l'usine Opel de General Motors à Rüsselsheim produisit principalement pour la Luftwaffe. On y construisit surtout des avions, tel le JU-88, le cheval de trait de la flotte des bombardiers allemands, mais on y fabriqua également des pièces pour les torpilles que la marine allemande allait utiliser pour envoyer les navires alliés par le fond<sup>301</sup>. Avec pas moins de 96 chaînes, pour une longueur totale de 12 kilomètres, l'usine Opel à Rüsselsheim était parfaitement équipée pour la pro

duction de masse de n'importe quel matériel mais, à la fin des années trente, il s'agit exclusivement de matériel de guerre<sup>302</sup>. Le passage d'Opel à un système de production exclusivement militaire avait été activement recherché auparavant par les patrons d'Opel en Allemagne et de General Motors aux États-Unis et ils l'accueillirent donc avec enthousiasme. La production de matériel militaire rapportait en effet des bénéfices qui dépassaient de 40 % au moins ceux réalisés dans la fabrication de matériel civil<sup>303</sup>. Ensemble, Opel et Ford fournirent 90 % des camions légers et 70 % des camions lourds dont la Wehrmacht aura besoin pour frapper la Pologne, les pays du Bénélux, la France, l'Union soviétique, et les autres<sup>304</sup>.

Comme les grandes sociétés allemandes, les filiales allemandes des grandes entreprises étatsuniennes ne furent pas contraintes de se lancer dans le business du réarmement, ni du point de vue politique, ni du point de vue économique : en Allemagne nazie, le secteur privé continuait d'avoir d'autres possibilités d'investissements, comme le confirme l'historien Jonas Scherner. Toutefois, dans le contexte de la grande crise, ces investissements alternatifs étaient nettement moins attractifs, c'est-à-dire moins rentables. Si l'on voulait maximaliser ses bénéfices, rien ne pouvait rivaliser avec la production des armes dont Hitler avait besoin, comme tout le monde le savait, pour faire la guerre. Il semble d'ailleurs que dans les années trente, l'Allemagne exportait relativement peu de capital pour cette même raison: les investissements

---

303 Black (2009), p. 104. Selon Gassert (2004), p. 349, Ford-Werke et Opel produisirent déjà des camions pour la Wehrmacht dans les années trente, mais ne commencèrent qu'après le début de la guerre en 1939 à produire des moteurs d'avions et du matériel purement militaire.

304 Herbst, p. 74.

associés au programme d'armement en Allemagne étaient simplement plus séduisants<sup>305</sup>.

ITT contribua également au *Blitzkrieg* hitlérien. En 1938, une de ses filiales allemandes, Lorenz, avait investi une partie de ses bénéfices dans l'achat de 25 % des actions du fabricant d'avions Focke-Wulf à Brème ; Lorenz contrôlait également 50 % de Huth & Company GmbH à Berlin, producteur de radios et de radars pour la Luftwaffe. ITT participa ainsi à la construction d'avions de chasse de grande qualité, tel le FW 190, qui allaient permettre aux Allemands d'abattre de nombreux bombardiers alliés<sup>306</sup>. Une autre entreprise américaine encore qui contribua à la réussite de la guerre éclair fut Bendix Aviation, dont General Motors possédait bon nombre d'actions. Via des firmes partenaires allemandes comme Siemens et Bosch, Bendix fournit surtout aux nazis de la technologie aéronautique avancée, notamment des données utiles pour le développement de pilotes automatiques, et cette firme fut très bien payée de ses services<sup>307</sup>. Pour construire tous ces Focke-Wulf, Stuka et autres avions, on avait besoin d'aluminium. Le fait que les Allemands disposaient d'une « réserve illimitée » de ce matériau était dû en grande partie à une autre société américaine, qui avait aussi des filiales dans le III<sup>e</sup> Reich, à savoir Alcoa, qui entretenait d'ailleurs des liens avec IG Farben<sup>308</sup>.

On peut naturellement alléguer que les filiales allemandes des entreprises américaines ne pouvaient

---

305 Scherner (2006), p. 29, 33-34, et (2008), p. 283; Puchert, p. 364.

306 Higham, p. 93\*95; Künxmel, p. 233.

307 Kahn, p. 86 ; Etzold, p. 79 ; Kolko (1962), p. 726 ; Sutton, p. 20.

308 Kolko (1962), p. 726; Davis.

faire autrement que de travailler de cette façon pour le régime nazi. C'est ce qu'a fait Simon Reich, un historien «engagé» par Ford, c'est-à-dire rémunéré, pour examiner le rôle joué par cette entreprise dans le III<sup>e</sup> Reich, et l'interpréter avec bienveillance, bien entendu. Henry Ashby Turner, autre historien particulièrement bien disposé envers le big business, a rendu le même genre de service à General Motors. Leur raisonnement - «nos clients n'avaient pas d'autre choix!» - paraît sans doute convaincant, mais il détourne l'attention d'un problème qu'ils évitent soigneusement : les administrateurs des filiales allemandes et, bien trop souvent aussi, les propriétaires et administrateurs des maisons mères aux États-Unis, n'ont pas dû être forcés mais étaient au contraire décidés à collaborer avec le régime nazi. La plupart de ces hommes d'affaires américains étaient certainement des citoyens respectables, qui aimaient leur femme et leurs enfants, respectaient la loi et, en général, se rendaient à l'église le dimanche. Leur disposition et même leur désir de collaborer avec le régime nazi ne doivent pas s'expliquer psychologiquement, mais doivent être rapprochés de la logique du système capitaliste : fournir des armes à l'armée allemande rapportait de bien plus plantureux bénéfices que produire des marchandises non militaires, comme l'admet Henry Ashby Turner, en faisant allusion à Opel<sup>309</sup>.

Sans l'aide américaine, l'Allemagne nazie n'aurait jamais pu produire les chars, les avions et les camions dont elle avait besoin pour mener la guerre voulue par Hitler - et par le capital allemand. Mais, pour

---

309 Turner (2005), p. 42.

pouvoir



mener une «guerre éclair», caractérisée par la mobilité et la rapidité, Hitler avait également un besoin pressant de certaines matières premières, surtout le caoutchouc et le pétrole. Sur ce plan aussi, les sociétés américaines se sont empressées de lui venir en aide et, ici, il ne peut certainement pas avoir été question de contrainte.

La marine de guerre allemande, par exemple, reçut le pétrole dont elle avait besoin d'un magnat texan du pétrole, William Rhodes Davis. Au cours d'une visite à Berlin, en octobre 1939, cela lui valut les remerciements chaleureux de Göring en personne<sup>310</sup>. Et Texaco donna un coup de main aux nazis en les aidant à créer des stocks gigantesques de carburant. En outre, une fois la guerre déclenchée, en septembre 1939, des quantités colossales de mazout, d'huile pour moteur et d'autres produits pétroliers furent encore acheminées vers l'Allemagne, non seulement par Texaco, mais aussi par la Standard Oil. Ces produits transitaient principalement par des ports de l'Espagne neutre. Dans les années trente, la Standard Oil avait aidé IG Farben à fabriquer de l'essence synthétique en tant qu'alternative à ce pétrole dont l'Allemagne devait importer d'énormes quantités<sup>311</sup>. Albert Speer, l'architecte d'Hitler et, plus tard, son ministre de l'Armement, expliqua après-guerre qu'Hitler «n'aurait jamais pu imaginer attaquer la Pologne» s'il n'avait pas disposé de certaines sortes de carburant synthétique qu'il avait

---

310 Higham, p. 63-70; Jersak; Wallace, p. 257; à propos du soutien des sociétés américaines à la forme franquiste du fascisme en Espagne, voir l'article de Kralcs.

311 Völlden, p. 64 et suivantes; Hofer et Reginbogin, p. 588-589; *IG Farben von Anilin...*, p. 51. Selon Stokes, p. 255, en 1936, par exemple, l'Allemagne devait importer presque 70 % du carburant liquide dont le pays avait besoin, à savoir 5 millions de tonnes.



pu se procurer grâce à des firmes américaines<sup>312</sup>, Les Focke-Wulf montés par ITT, ainsi que d'autres avions de chasse allemands, n'auraient jamais pu attejn(jre leur vitesse, si élevée, sans un ingrédient ajouté à leur carburant et connu sous le nom de tétraéthyle synthétique. Ce composant magique était produit par une firme appelée Ethyl GmbH, filiale d'un trio composé par la Standard Oil, sa partenaire allemande IG Farben et General Motors. Dans des documents allemands récupérés, les militaires américains pourront lire que « sans tétraéthyle, notre forme de guerre [éclair] eût été impensable »<sup>312</sup>.

Un élément typique de la guerre éclair consista en attaques parfaitement synchronisées au sol et par air et cela requérait des systèmes de communication très avancés. La filiale allemande d'ITT s'assura l'apport du lion dans la livraison de ces appareils, alors que d'autres technologies de pointe étaient fournies par IBM via sa filiale allemande, Dehomag. Selon Edwin Black, le savoir-faire livré par IBM permit à la machine de guerre nazie d'opérer « à grande échelle, rapidement et avec efficacité »<sup>313</sup>. Mentionnons encore, enfin, qu'une grande partie des mitrailleuses avec lesquelles la Wehrmacht et la Luftwaffe arrosaient leurs ennemis étaient fabriquées à Wittenberg par la filiale alertin(ge de Singer, une société américaine dont le nom évoque surtout de pacifiques machines à coudre<sup>314</sup>.

312 Hofer et Reginbodin, p. 589; von Hassell et MacRae, p. 223; Sutton, pp 53-54 • Tooze (2006), p. 128; Jeffreys, p. 196-199; Becker, p. 4; citation tirée de Glick (2009), p. 107-108.

313 Black (2001), p. 208.

314 «Das Nähmaschinenwerk...»

Nous avons déjà vu que les entreprises allemandes se livraient entre elles à une concurrence effrénée afin de s'assurer les meilleures places à l'auge des commandes lucratives de l'État dans le cadre du programme d'armement d'Hitler. De même, les sociétés américaines rivalisaient entre elles, et parfois impitoyablement, pour obtenir les marchés de l'Allemagne nazie. Prenons par exemple les livraisons de pétrole de William Rhodes Davis à partir du Mexique. La Standard Oil essaya de mettre des bâtons dans les roues de son concurrent Davis en poussant le gouvernement américain à appliquer un embargo sur le pétrole mexicain, arguant que ce pays avait nationalisé son industrie pétrolière au détriment de certaines grandes compagnies américaines; c'était précisément ce pétrole «nationalisé» que Davis exportait vers l'Allemagne. Or, avec l'embargo, la demande internationale pour le pétrole mexicain baissa et, de ce fait, son prix baissa aussi. Ce qui fit que l'Allemagne nazie acheta encore plus de pétrole auprès de Davis, et à des prix exceptionnellement bas. Au grand dam de la Standard Oil, Davis continua à faire des affaires en or avec les nazis. Du fait qu'il exportait du pétrole brut depuis le Mexique, il gagnait encore de plantureux suppléments en le raffinant dans sa propre filiale allemande, l'Eurotank Handelsgesellschaft, située à Hambourg<sup>376</sup>.

Faire des affaires avec Hitler se justifiait aisément. On pouvait alléguer que les États-Unis étaient un pays neutre et que d'autres pays neutres -la Suède, la Suisse et le Portugal, par exemple - étaient également

<sup>376</sup>. Harrington, p. 53-83.

impliqués dans un business rentable avec l'Allemagne nazie. N'importe quel étudiant en gestion d'entreprise sait en outre que les filiales doivent se comporter en honorables citoyennes de leur pays d'accueil : si celui-ci entre en guerre, il n'est que normal que la filiale inter-vienne afin de l'aider à gagner cette guerre. Un autre argument répété limite la responsabilité des hommes d'affaires à la production et à la vente des marchandises, la façon dont ces marchandises sont utilisées ne les concernant pas. En guise de réponse à une question sur les activités de son entreprise en Allemagne nazie, un administrateur de la Dow Chemical Company explique : « Nous ne demandons pas ce qu'il advient des marchandises que nous produisons ; la seule chose qui nous intéresse, c'est de les vendre. »<sup>315</sup>

En 1939 et 1940, les nazis se servirent du matériel produit par les filiales allemandes des entreprises américaines pour soumettre la quasi-totalité du continent européen. L'élite industrielle des États-Unis n'en éprouva guère de scrupules, au contraire. Ses précédentes expériences en Allemagne avaient prouvé qu'il était possible de faire d'excellentes affaires avec Hitler; on pouvait donc raisonnablement admettre qu'à l'avenir, sous la tutelle des nazis, on pourrait faire de bonnes affaires dans le reste de l'Europe. Le patron de Texaco, Torkild Rieber, par exemple, ne cacha pas, au printemps 1940, qu'il s'attendait à ce «que les victoires allemandes créent des possibilités plus

---

<sup>315</sup> Cité dans Kolko (1962), p. 726 ; une déclaration semblable d'Alfred P. Sloan, de General Motors, est citée dans Turner (2005), p. 27.

grandes encore pour le business [américain]»<sup>316</sup>.

En faisant allusion au cas de Thomas Watson, le grand patron d'IBM, Edwin Black illustre l'optimisme que le déclenchement de la guerre -et la perspective

---

<sup>316</sup> Whiting, p. 44.

des victoires allemandes- suscita dans les bureaux directoriaux des grandes entreprises américaines : « Comme bien d'autres hommes d'affaires américains, écrit Black, Watson s'attendait à ce que l'Allemagne restât maître de l'Europe pour une durée indéfinie et qu'IBM tirât un grand avantage de la livraison à l'Allemagne des moyens technologiques requis pour exercer un contrôle complet. »<sup>317</sup>

À propos du magnat texan du pétrole William Rhodes Davis, son biographe écrit qu'il « finit par s'étourdir d'une victoire finale nazie qui lui permettrait de dominer totalement le commerce mondial du pétrole »<sup>350</sup>. Un tel optimisme n'était absolument pas injustifié. Dans le sillage de la Wehrmacht apparemment irrésistible, certaines filiales allemandes d'entreprises américaines se rendirent dans les pays occupés afin d'y réaliser de juteuses affaires.

Après les succès de la Wehrmacht en 1939 et 1940, Max Keith, le patron la filiale allemande de Coca-Cola, reçut des autorités nazies l'autorisation de diriger les filiales en France, dans les trois pays du Bénélux et en Norvège, et d'aller conquérir le marché des boissons rafraîchissantes de ces pays<sup>318</sup>.

Le 13 juin 1940, Robert Schmidt, le patron de Ford-Werke, était déjà directeur des filiales de Ford en Belgique et, un peu plus tard, il allait également assumer la direction de Ford en France. Les filiales belges, néerlandaises et françaises furent mises au service de l'économie nazie et produisirent désormais des véhicules pour la Wehrmacht. Au cours de l'année suivante, à l'usine d'Anvers, quelque quarante camions

---

<sup>317</sup> Black (2001), p. 212.

<sup>318</sup> Reymond, p. 295, 308; Jones et Ritzmann.

allaient sortir de la chaîne chaque jour. La production de Ford au Bénélux et en France était toutefois dirigée depuis Cologne et Ford-Werke avait toujours la priorité; un grand nombre de machines des usines belges, néerlandaises et françaises furent même démontées pour être transférées à Cologne. Ford-Suisse qui, jusque-là, avait été indépendante de Ford-Belgique, devint également une «vassale» de Ford-Werke et, dès cet instant, produisit et répara des camions pour l'armée allemande<sup>319</sup>.

Les dirigeants des entreprises américaines avec filiales en Allemagne nazie n'éprouvèrent pas le moindre sentiment de culpabilité pour avoir contribué si largement aux victoires d'Hitler. Au contraire, ils en étaient fiers car, d'une certaine façon, les victoires d'Hitler étaient aussi les leurs : si les nazis célébraient leurs triomphes, General Motors, Ford, IBM et les autres les célébraient en leur compagnie. Le 26 juin 1940, quand une délégation commerciale allemande, dirigée par Gerhard Westrick - avocat en Allemagne de Ford, General Motors, General Electric, ITT, Standard Oil, pour ne citer qu'eux- organisa un dîner à l'hôtel Waldorf- Astoria à New York pour célébrer les victoires de la Wehrmacht en Europe occidentale, de très nombreux industriels américains de premier plan agrémentèrent la soirée de leur présence, dont, notamment, James D. Mooney, le responsable des investissements étrangers de General Motors. Cinq jours plus tard, les victoires allemandes furent encore fêtées, cette fois au cours d'un raout organisé par Rieber, grand patron de Texaco et grand ami des fascistes, allemands et autres. On

---

319 Grosbois, p. 201-203.

nota la présence de gros pontes de l'industrie américaine, tels l'omniprésent Mooney, le fils d'Henry Ford, Edsel, et des représentants d'Eastman Kodak<sup>33</sup>.

Les industriels mentionnés ici ne constituent pas l'exception à une quelconque règle stipulant que les industriels américains prônent la démocratie. Au contraire, la grande majorité des capitalistes américains admiraient le fascisme et se réjouissaient par conséquent des victoires du fascisme non seulement en Italie et en Allemagne, mais également en Espagne. C'est pourquoi la défaite des pays démocratiques comme la France ne soulevait chez eux pas d'inquiétude. Le commentaire, énoncé avec un malin plaisir en juin 1940 par d'Alfred P. Sloan de General Motors, est, à ce propos, typique :

« Les pays démocratiques du monde ont des dirigeants inintelligents, non : stupides et bornés... Il n'est donc que naturel que les démocraties doivent plier bagage quand un système alternatif se présente avec des chefs qui sont forts, intelligents, agressifs, qui font travailler les gens plus longtemps et plus activement, et qui ont l'instinct du gangster ! Et, en effet, il paraît que désormais les démocraties ne sont plus dans la course. »<sup>34</sup> Le cas des industriels américains est l'un des nombreux faits historiques qui contredisent une opinion toujours largement répandue, à savoir que le système socio-économique que nous connaissons sous le nom de capitalisme - mais souvent appelé « libre marché » par euphémisme - préfère aller de pair avec des systèmes politiques démocratiques.

1940 fut une année particulièrement bonne pour les grandes entreprises des États-Unis. Leurs filiales allemandes partageaient la gloire et les bénéfices rendus

possibles par les triomphes d'Hitler et, en outre, le conflit en Europe assurait de nouvelles possibilités de gagner gros. L'Amérique même accélérât maintenant ses préparatifs de guerre, et les grandes entreprises recevaient de Washington un flot incessant de commandes de camions, de chars, d'avions, de navires, etc. Cette brusque montée en flèche des commandes militaires de la part de l'État relança la demande économique et allait mettre un terme à la Grande Dépression aux États-Unis. La production et la rentabilité furent également stimulées par une autre décision du président Roosevelt : par le biais du fameux programme «prêt-bail» (*Lend-Lease*), l'industrie américaine put désormais fournir du matériel de guerre à la Grande-Bretagne, ce qui permit également à cette dernière, après la défaite de son allié français, de poursuivre la guerre contre Hitler.

Ces livraisons aux Britanniques se muèrent pour les grandes entreprises américaines en une véritable corne d'abondance de bénéfices, d'autant plus qu'elles facturaient généralement des prix usuraires et que certaines livraisons furent même facturées plus d'une fois. La Grande-Bretagne se retrouva ainsi avec une dette colossale sur le dos qui ne fut remboursée intégralement que le 29 décembre 2006<sup>320</sup> !

Une condition était posée à l'octroi du prêt-bail: il fut demandé aux Britanniques de se défaire de leurs actifs aux États-Unis. Ainsi par exemple, l'American Viscose Company, une filiale américaine du trust tex

---

320 Gold; «On 31st December, Britain will have paid off the last of its WWII loans from the US». Voir aussi «Lend-Lease».



tile britannique Courtaulds fut bradée, en quelques jours à peine, à des acheteurs américains pour quelque 54 millions de dollars, alors que sa valeur réelle était estimée à 128 millions de dollars. Cette «américanisation » ressemblait donc aux « aryanisations » nazies. Les opérateurs de la vente, un groupe dont faisaient partie les banques J.P. Morgan et Dillon, Read & Co., perçurent 62 millions de dollars et réalisèrent donc un bénéfice de 8 millions de dollars. De cette forme d'extorsion de fonds, le trust Courtaulds fut partiellement dédommagé après la guerre, non pas par l'État américain et certainement moins encore par les banques et investisseurs américains impliqués dans la transaction, mais par l'État britannique, en d'autres termes, par le contribuable britannique. Voilà un bon exemple de ce qu'on appelle: «le socialisme pour les riches »<sup>321</sup>.

A la fin de l'année 1940, les pays en guerre comme les pays neutres étaient équipés d'armes et de matériel produits dans les usines des grandes entreprises américaines, soit aux États-Unis mêmes, soit en Grande-Bretagne -où Ford, General Motors et consorts avaient également des filiales -, soit en Allemagne. Plus la guerre durerait, mieux ce serait, du moins du point de vue du big business américain. Hitler avait été une bonne chose pour leurs affaires, mais la guerre qu'il avait déclenchée était encore meilleure pour ce qui est l'alpha et l'omega des affaires, c'est-à-dire la réalisation de bénéfices. Avant la guerre, les grands industriels de l'Amérique avaient vénéré Hitler, mais maintenant ils se mettaient à adorer le veau d'or de la

---

<sup>321</sup> Chernow, p. 462-463.

guerre même.

Ils ne voulaient ni qu' Hitler gagne la guerre, ni qu'il la perde ; tout ce qu'ils voulaient, c'est que cette guerre dure le plus longtemps possible.

Il est édifiant d'examiner l'attitude d'Henry Ford sur ce plan. Au début, en raison de sa grande sympathie pour Hitler, Ford avait carrément refusé de produire des armes pour la Grande-Bretagne. Mais il changèa d'avis, non pas suite à un brusque engouement probritannique, mais parce qu'il comprit que le soutien aux Britanniques pouvait faire traîner la guerre pour une durée indéterminée. D'après son biographe, David Lanier Lewis, Ford exprima l'espoir «que ni les alliés ni les puissances de l'Axe ne gagnent la guerre», et il proposa que les États-Unis «pouvissent d'armes les alliés aussi bien que les puissances de l'Axe jusqu'à ce que les deux camps s'effondrent complètement épuisés ». Le patriarche du big business américain pratiqua ce qu'il prônait et fit en sorte que ses usines aux États- Unis et à l'étranger fournissent du matériel de guerre aussi bien aux Allemands qu'aux Britanniques<sup>322</sup>. Tom Lamont, le grand patron de la banque d'investissement Morgan, qui gagnait beaucoup d'argent dans le cadre du prêt-bail avec l'État britannique, voyait les choses de la même façon que Ford. Il était partisan à 100 % du soutien à la Grande-Bretagne, mais il était totalement opposé à une intervention américaine dans la guerre aux côtés de ce pays<sup>323</sup>.

Ce n'est donc pas un hasard si Ford et d'autres industriels étatsuniens accordèrent un soutien, financier et

<sup>322</sup> Lewis, p. 222, 270.  
<sup>323</sup> H. F. Kennedy, p. 166-167, Werner von Clemm».

autre, à l'America First Committee, ce groupe de pression fondé en septembre 1940, qui voulait maintenir les États-Unis en dehors de la guerre. Bien des membres de ce groupe étaient motivés par un pacifisme de bonne foi, d'autres sympathisaient ouvertement avec l'Allemagne nazie. À cette dernière catégorie appartenaient le fameux aviateur Charles Lindbergh, d'ailleurs un excellent ami d'Henry Ford, et Werner von Clemm, un Allemand ayant la citoyenneté américaine ; von Clemm était un cousin du ministre des Affaires étrangères d'Hitler, Ribbentrop, il servait comme agent des services secrets allemands et collaborateur du magnat du pétrole William Rhodes Davis à qui, comme nous le savons déjà, la guerre rapportait gros en raison de ses livraisons de carburant à la marine de guerre nazie<sup>389</sup>.

Le 22 juin 1941, la Wehrmacht franchit enfin la frontière de l'Union soviétique, propulsée par des moteurs fabriqués par Ford et par General Motors, pourvue de matériel fabriqué en Allemagne à l'aide du capital et du savoir-faire américains - et avec des réservoirs bourrés d'essence livrée par Texaco et d'autres trusts pétroliers américains.

Si Hitler avait attaqué l'Union soviétique dix, cinq, voire un an plus tôt, les dirigeants de l'Amérique des grandes entreprises auraient sans aucun doute applaudi unanimement. Or, en 1941, leurs sentiments étaient mitigés. Leurs livraisons à la Grande-Bretagne étaient une source de profits abondante et constituaient clairement un facteur décisif dans la relance économique des États-Unis. Plus longtemps la guerre durerait en Europe, mieux ce serait pour l'industrie américaine



en général et pour les entreprises qui pouvaient livrer aux Britanniques en particulier. Les perspectives des Britanniques s'améliorèrent considérablement, bien sûr, lorsque les nazis prirent à la gorge un nouvel ennemi, d'autant que ce nouvel ennemi ne s'effondra pas au bout de quelques semaines, comme s'y étaient attendus au départ les experts de Washington, de Londres et, évidemment, de Berlin<sup>324</sup>. À Washington, par exemple, le haut commandement de l'armée avait prophétisé que l'Armée rouge allait être écrasée par l'invincible Wehrmacht «comme s'il s'agissait d'un œuf»<sup>325</sup>.

L'évolution économique du régime nazi joua également un rôle important dans le refroidissement de l'enthousiasme américain vis-à-vis d'Hitler et de sa croisade contre les Soviétiques. Les dirigeants politiques et les industriels des États-Unis étaient quasiment unanimes à dire que le commerce extérieur - naturellement, à des conditions avantageuses pour les États-Unis- était une condition nécessaire à la prospérité de leur pays et, bien sûr, en tout premier lieu, pour la rentabilité de leurs entreprises<sup>326</sup>. Par conséquent, ils voulaient que, partout dans le monde, s'ouvrent toutes grandes les portes à leurs produits d'exportation et à leur capital à investir. Mais les nazis - et l'industrie allemande - voulaient autant que possible protéger l'Allemagne en tant que marché de débouchés au profit de leurs propres producteurs ; ils limitèrent donc radicalement l'importation de produits finis afin

---

324 Maddux, p. 148-150; Levering, p. 49; Ponting, p. 116; Doenecke, p. 381-382.

325 Pauwels (2012), p. 84; Ueberschär, p. 95-96; Losurdo (2008), p. 29.

326 Cairol et Noble, p. 345.

d'épargner les devises nécessaires pour importer des  
matières premières indispensables dans l'armement,



tels le pétrole et le caoutchouc. L'Allemagne nazie aspirait donc à l'autarcie, à l'indépendance économique. Considérée de l'autre côté de l'Atlantique, l'Allemagne se mit à ressembler de plus en plus à l'un de ces « systèmes économiques fermés » que les hommes d'affaires américains avaient en horreur.

Il résulta de cette politique nazie que les exportations des États-Unis vers l'Allemagne se mirent à diminuer vers la fin des années trente. Or ce développement problématique empira dramatiquement en 1939 et 1940, quand les Allemands établirent leur hégémonie sur la quasi-totalité de l'Europe. Désormais, c'étaient non seulement les portes de l'Allemagne qui se fermaient au nez des exportateurs américains, mais aussi celles de toute l'Europe dominée par l'Allemagne, ce qu'on a appelé le « grand espace économique » allemand<sup>327</sup>. Pour les dirigeants industriels et politiques américains, cela fit l'effet d'une gifle, assénée par ce même régime nazi pour lequel, peu de temps auparavant, on avait encore eu tant de sympathie et d'admiration<sup>328</sup>.

Il est donc compréhensible que, lorsque l'Allemagne nazie attaqua l'Union soviétique, bien des industriels américains aient souhaité que ni l'une ni l'autre ne fût victorieuse ; ils voulaient que nazis et Soviétiques s'affrontent le plus longtemps possible dans une guerre que les deux camps termineraient exsangues<sup>329</sup>. Pourtant, un noyau dur d'hommes d'affaires américains demeura résolument pro-

---

<sup>327</sup> Schröder, p. 263 et suivantes.

<sup>328</sup> Pauwels (2012), p. 76-78.

<sup>329</sup> Levering, p. 46 ; Cole, p. 433 et suivantes.



fasciste et antisoviétique et espérait que la guerre d'Hitler à l'est finirait par la destruction du berceau du bolchevisme. Selon toute vraisemblance, c'était également ce que souhaitait la grande majorité des propriétaires et directeurs d'entreprises américaines avec des filiales allemandes, car celles-ci produisaient le matériel de guerre avec lequel, au cours de l'été de 1941, les légions nazies partirent en croisade en Union soviétique. Mais les Allemands n'allaient jamais faire leur entrée dans la capitale soviétique.

Le succès dans la guerre éclair n'était pas seulement la condition militaire, mais aussi la condition économique d'une victoire allemande dans la Seconde Guerre mondiale. La toute première condition était toutefois une victoire éclair à la suite de la campagne contre l'Union soviétique. Un tel triomphe aurait mis à la disposition de l'Allemagne nazie d'inépuisables sources de matières premières, y compris du pétrole, dont le manque angoissant avait tellement contribué à la défaite allemande lors du premier conflit mondial. Et ce fut en effet d'une victoire dans ce qu'il considérait être sa «guerre décisive», son «combat décisif», qu'Hitler avait attendu qu'elle allât «enfoncer la porte de l'hégémonie mondiale» pour l'Allemagne<sup>330</sup>. Or, le 5 décembre 1941, quand l'Armée rouge lança une contre-offensive aussi dévastatrice qu'inattendue devant les portes de Moscou, les généraux du quartier général et Hitler lui-même se rendirent compte que la «guerre éclair» dans l'est n'allait pas se traduire par la «victoire éclair» si ardemment souhaitée, et que l'Allemagne était en fait

---

330 Hitler, cité dans Bourgeois, p. 113-114.

condamnée à perdre la guerre. Cette journée du 5 décembre 1941 fut le véritable tournant de la Seconde Guerre mondiale : pour l'Allemagne nazie, l'échec de la guerre éclair

à quelques kilomètres de Moscou marqua le commencement de la fin. Tragiquement, il allait encore falloir plusieurs années de combats meurtriers et des millions de victimes avant que cette inévitable défaite se mue en réalité.

Bien sûr, hormis Hitler et une poignée de généraux du quartier général de l'armée allemande, peu se rendirent compte, alors, que l'Allemagne était condamnée à perdre la guerre. Cependant, deux semaines seulement après la journée fatale du 5 décembre, à savoir le 19 décembre 1941, le consul allemand à Bâle rapporte que le chef de la mission sanitaire suisse, réputé pro-nazi, était revenu du front de l'Est en déclarant « qu'il ne croyait plus que l'Allemagne pouvait gagner la guerre ». Les services de renseignements suisses avaient d'ailleurs déjà reçu au mois d'octobre des rapports d'origine suédoise, mais basés sur des déclarations d'officiers allemands, selon lesquels «les Allemands ne pouvaient plus gagner la guerre »<sup>397</sup>.

S'ils n'avaient pas idée de la véritable signification de l'échec de la guerre éclair en Union soviétique, les dirigeants industriels d'Amérique comprirent toutefois que les Allemands allaient encore en avoir plein les mains pour un bout de temps sur le front de l'Est, et qu'on pourrait continuer à faire des affaires juteuses pendant une période indéterminée. Autrement dit, les succès de l'Armée rouge étaient excellents pour les affaires. En automne 1941, la Bourse de New York enregistra des hausses progressives au fur et à

<sup>397</sup>. Bourgeois, p. 123, 127.

mesure qu'il devenait de plus en plus évident que la guerre éclair nazie à l'est n'allait pas aboutir à la victoire éclair

généralement escomptée<sup>398</sup>.

La situation devint même encore plus favorable quand il apparut qu'on pouvait également faire des affaires avec les Soviétiques. En effet, en novembre 1941, quand il s'avéra que l'Union soviétique n'allait pas s'effondrer comme on s'y était attendu, Washington se montra disposé à procurer des crédits à Moscou et un accord prêt-bail fut signé avec l'Union soviétique. C'est ainsi que, grâce à la guerre, les grandes entreprises américaines acquirent un nouveau marché pour leurs produits.

Une fois la guerre terminée, on prit l'habitude de prétendre en Occident que le succès inattendu des Soviétiques contre l'Allemagne nazie n'avait été possible qu'avec l'aide massive des Américains et que, sans cette aide, l'Union soviétique n'aurait jamais survécu à l'agression allemande. Or de telles allégations sont très douteuses. *Primo*, l'aide américaine n'a jamais représenté plus de 4 ou 5 % de la production totale du matériel de guerre des Soviétiques, même s'il convient de reconnaître qu'une marge minime peut être d'une grande importance dans une situation de crise. *Secundo*, et c'est bien plus important, l'aide matérielle américaine à l'Union soviétique ne commença à jouer un rôle que très tard, à savoir longtemps après que les Soviétiques eurent arrêté l'offensive supposément irrésistible de la Wehrmacht, en 1942 ou même en 1943. Selon Adam Tooze, «le miracle soviétique ne devait rien à l'assistance occidentale [et] les effets de prêt-bail n'eurent aucune

398. Martin (1974), p. 475.

influence sur la balance des forces sur le front de l'Est avant 1943 »<sup>331</sup>. *Tertio*, les Soviétiques eux-mêmes fabriquaient des armes de grande qualité -comme le char T-34, sans doute le meilleur char de la Seconde Guerre mondiale - qui leur permirent de résister comme ils l'ont fait<sup>332</sup>. Les services de renseignements de l'armée suisse confirmèrent, dès juillet 1941, soit seulement quelques semaines après le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, que la résistance victorieuse était due « à [une] profusion d'un excellent matériel »<sup>333</sup>.

Finalement, il convient de mentionner que l'aide prêt-bail à l'Union soviétique tant encensée fut à tout le moins neutralisée par l'aide officieuse, discrète mais néanmoins considérable, consentie aux Allemands par les entreprises américaines. En 1940 et 1941, les trusts pétroliers américains accrurent le volume de leurs très rentables exportations vers l'Allemagne, et des quantités colossales de pétrole furent livrées à l'Allemagne nazie via des pays neutres comme l'Espagne. La part américaine dans l'importation par l'Allemagne d'huile lubrifiante pour moteurs, par exemple, augmenta spectaculairement, passant de 44 % en juillet 1941 à 94 % en septembre de la même année. Sans l'huile et le carburant en provenance des sources américaines, les nazis n'auraient jamais pu attaquer l'Union soviétique,

---

331 Tooze (2006), p. 589.

332 Ponting, p. 76 et suivantes; Tooze (2006), p. 589.

333 Bourgeois, p. 124,127.

conclut l'historien allemand Tobias Jersak, une autorité dans le domaine du «carburant du Führer»<sup>334</sup>.

---

<sup>334</sup> Jersak s'est servi d'un document «trop secret» de la Wehrmacht, *Reichsstelle für Mineralöl* (Service national des huiles minérales), conservé dans la section militaire des archives fédérales, référence RW19/2694. Voir aussi Higham, p. 59-61.

## Chapitre 5

### **Après Pearl Harbor : «Business as usual»**

Hitler en était encore à ressasser la nouvelle catastrophique de l'échec de la guerre éclair à l'est, quand il apprit l'attaque surprise des Japonais sur Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Les accords germano-japonais existants ne l'obligeaient pas à se ranger aux côtés du Japon, comme beaucoup d'historiens le prétendent. Mais, le 11 décembre 1941, il déclara toutefois la guerre aux États-Unis. Sans doute espérait-il que Tokyo lui rendrait la pareille en déclarant la guerre à l'Union soviétique, ce qui aurait pu raviver à Berlin l'espoir d'une victoire contre l'ennemi numéro un de l'Allemagne nazie, l'Union soviétique. Mais les Japonais déçurent les attentes d'Hitler: ils n'entrèrent pas en conflit avec les Soviétiques. La déclaration de guerre non indispensable d'Hitler, suivie d'une déclaration de guerre tout aussi frivole des Italiens à Washington, fit des États-Unis un belligérant actif de la guerre en Europe. Par la propre décision d'Hitler, les États-Unis faisaient désormais partie de la coalition de ses ennemis. Quelles en furent les conséquences en ce qui concerne les investissements en Allemagne des grandes entreprises américaines<sup>403</sup> ?

Les grandes entreprises américaines n'aiment pas que l'on aborde cette question. Chaque fois, elles ont

403. Compton, p. 179-183; Small, p. 20; Hillgruber, p. 83-84.

laissé entendre, directement ou indirectement, que leurs filiales allemandes avaient été confisquées sans pitié après Pearl Harbor, de sorte que les sièges principaux aux États-Unis n'en avaient plus le contrôle, et ce jusqu'au lendemain de la défaite allemande en 1945. Ce mythe de la confiscation par les nazis et de la « perte de contrôle » des entreprises américaines a été adopté et gracieusement rediffusé par de nombreux historiens<sup>335</sup>. Or les nazis n'ont jamais confisqué les filiales américaines. En ce qui concerne les investissements allemands de Ford et General Motors, par exemple, l'expert allemand Hans Helms écrit que, « durant leur régime terroriste, les nazis n'ont jamais entrepris la moindre tentative de changer quoi que ce fût au statut de propriété de Ford [i.e. Ford-Werke] ou d'Opel »<sup>405</sup>. Après Pearl Harbor, Ford conserva 52 % des actions de Ford-Werke à Cologne et General Motors resta la propriétaire exclusive d'Opel<sup>406</sup>.

En outre, même si l'on admet la prétendue « perte de contrôle », celle-ci n'était que relative. Les maisons mères aux États-Unis parvinrent généralement à garder le contact avec leurs filiales en Allemagne. Dans la plupart des cas, elles le faisaient de façon indirecte, via des filiales dans des pays neutres comme la Suisse, l'Espagne et le Portugal. Ce fut, par exemple, l'approche de Kodak : ses filiales ibérique et suisse, qui se trouvaient sous le contrôle direct du siège principal à Rochester, dans l'État de New York, continuèrent durant toute la guerre à faire des affaires avec leurs homologues en Allemagne et dans les pays occupés<sup>336</sup>. Et nous savons également qu'il y eut des rencontres,

---

335 Voir par exemple Kümmel, p. 114-115 à propos de GM et Opel, et p. 138-140 à propos de Ford et la Ford-Werke.

336 Friedman.



dans des pays neutres tels que le Portugal, l'Espagne ou la Suisse, entre les chefs d'entreprise des États-Unis et les gérants de leurs filiales allemandes. À Madrid en 1942, par exemple, Sosthenes Behn reçut la visite de Gerhard Westrick, «gouverneur général» des investissements d'ITT en Allemagne. Des auteurs tels que Gerhard Kümmel prétendent pourtant que, comme quasiment toutes les filiales allemandes d'entreprises étatsuniennes, celles d'ITT seraient devenues *de facto* indépendantes vers la fin des années trente ou, au plus tard, au début de la guerre<sup>337</sup>. Dans les pays neutres, des rencontres eurent également lieu entre des représentants d'entreprises étatsuniennes et des firmes entièrement allemandes ; en mars 1942, par exemple, donc bien après Pearl Harbor, des représentants de DuPont rencontrèrent des homologues de la Reichswerke Hermann Göring - rien de moins que la plus fameuse entreprise d'État du Reich- en Suisse, d'abord à Montreux, puis dans l'isolement de Saint-Moritz<sup>409</sup>.

Dans un certain nombre de cas, les quartiers généraux aux États-Unis restèrent même en contact direct avec leurs filiales en Allemagne, notamment via des systèmes modernes de communication sans fil à l'échelle planétaire. Ceux-ci étaient fournis par ITT en collaboration avec Transradio, une co-entreprise d'ITT, de RCA et des firmes allemandes Siemens et Telefunken, cette dernière étant une filiale d'AEG, par-

---

337 Kümmel, p. 236.

tenaire allemand de General Electric. Le président de Transradio était le général Robert C. Davis, responsable de la section new-yorkaise de la Croix-Rouge américaine. Transradio, dont l'appellation complète était Transradio Aktiengesellschaft für drahtlosen Übersee-Verkehr (« Société par actions Transradio pour la communication sans fil avec l'outre-mer »), émettait via des installations situées sur l'île de Sylt, à Beelitz (près de Berlin) et ailleurs en Allemagne, vers l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, l'Égypte, la Thaïlande, le Japon et les États-Unis, où RCA fonctionnait comme partenaire<sup>338</sup>.

Dans un rapport détaillé sur ses activités en Allemagne nazie, Ford prétend qu'après Pearl Harbor, son quartier général dans la ville de Dearborn, dans l'État de Michigan, n'eut plus de contact avec sa filiale allemande. En ce qui concerne la possibilité de communications via des filiales situées dans des pays neutres, le rapport mentionne succinctement «qu'il n'y a pas d'indications qu'il y ait eu communication via ces filiales »<sup>4n</sup>. Et le débat est clos. L'absence d'indications de ce genre peut également signifier que les preuves ont disparu ou qu'elles ont été détruites avant que les auteurs du rapport n'aient eu accès aux archives de l'entreprise ; les recherches furent menées plus de cinquante ans après les faits. D'Henry Ford, on sait qu'il fit disparaître personnellement dans le broyeur à papier des quantités massives de matériel d'archives<sup>339</sup>. En outre, le rapport reconnaît qu'en 1943, un administrateur de Ford-Werke s'est rendu à Lisbonne, au Portugal, pays neutre, pour visiter la

---

<sup>338</sup> Helms, p. 114-115 ; Higham, p. 18,104 et suivantes.

<sup>339</sup> Wallace, p. 339.

filiale locale de Ford; la maison mère de Dearborn doit quand même avoir été au courant de la chose. Finalement, le rapport ne dit pas un mot de l'utilisation possible des appareils de Transradio avec lesquels on n'utilisait guère, voire pas du tout, de documents écrits<sup>340</sup>. Manifestement, il faudrait approfondir les recherches, et préconiser qu'elles ne soient pas exclusivement menées par des historiens triés sur le volet et rémunérés par Ford même, comme ce fut le cas avec le rapport sur les activités de Ford dans le III<sup>e</sup> Reich. Peut-on douter que de telles tâches rémunérées puissent porter atteinte à l'objectivité de l'historien<sup>341</sup>? La vérité et l'objectivité seraient mieux servies si on autorisait l'accès aux archives à des chercheurs vraiment indépendants, au lieu d'un historien soigneusement choisi (et payé) par la société concernée. Entre-temps, les allégations avancées dans le rapport de Ford peuvent difficilement être considérées comme «le dernier mot» de cette discussion.

D'après Edwin Black, le Hollandais Jurriaan W. Schotte, directeur général d'IBM pour l'Europe, passa la guerre au siège principal de New York, où il «était en contact régulier avec les filiales d'IBM en territoire occupé par les nazis, par exemple les Pays-Bas et la Belgique». IBM disposait également d'un bureau à Genève, en Suisse neutre, et son directeur, un citoyen suisse, « pouvait aller et venir en Allemagne et dans les pays

---

<sup>340</sup> À propos des communications entre Dearborn et Ford-Werke, de même qu'à propos des documents manquants, voir également Wallace, p. 337-339, 376.

<sup>341</sup> Comme l'a écrit Michael Pinto-Duschinsky dans son article «The Holocaust: Excusing the Inexcusable », « Si "indépendants" que soient les historiens choisis [par les entreprises] pour écrire [leur histoire], il est douteux que le parrainage et l'indépendance puissent coexister ».

occupés par cette dernière, ainsi que dans d'autres pays neutres ». Finalement, à l'instar de nombreuses autres entreprises américaines dans les pays occupés et neutres, IBM put compter sur l'aide des diplomates américains qui transmettaient des informations vers les États-Unis via le courrier diplomatique. Black en vient à conclure que :

« malgré l'illusion qu'il n'existait pas de contacts, [le quartier général d'] IBM [à New York] continua à jouer un rôle central dans les activités quotidiennes de ses filiales [en Allemagne et ailleurs en Europe]. Bref, ce furent "les affaires comme d'habitude", durant tout le temps que dura la guerre. »<sup>415</sup>

Tout comme Ford, General Motors recruta un historien pour analyser de façon objective, du moins en théorie, la saga de sa filiale allemande sous le III<sup>e</sup> Reich, le redoutable Henry Ashby Turner. Or Turner avait auparavant réalisé un véritable tour de force : blanchir les grandes entreprises et banques allemandes, malgré un large matériel de preuves, de toute culpabilité en ce qui concerne l'ascension d'Hitler. Il est clair que ce que l'on voulait chez GM, en s'adressant précisément à lui, était un blanchissement similaire, plutôt que la vérité historique. Et il n'est guère surprenant que Turner finit par confirmer ce que les patrons de General Motors avaient toujours maintenu, à savoir que le siège principal aux États-Unis eût perdu tout contact avec - et toute contrôle sur- sa filiale de Rüsselsheim, déjà même avant Pearl Harbor. Comment Turner, chercheur réputé, n'a-t-il pas découvert, dans les rapports du Département d'État (ministère des

affaires étrange



res), qu'en 1943 encore, donc bien après Pearl Harbor, General Motors restait en contact avec sa filiale allemande via son bureau en Suisse ? La source qui cite ces rapports, un article de Thomas De Baggio, est pourtant mentionnée dans la bibliographie de Turner<sup>342</sup>. Peut-être Turner a-t-il été négligent ou n'a-t-il pas bien lu l'article, dont il désigne l'auteur erronément avec le prénom de Joseph au lieu de Thomas ; ou, et ceci paraît plus vraisemblable, a-t-il simplement choisi de ne pas relever des faits qui réfutent le mythe de la «perte de contrôle», du moins dans le cas de General Motors ?

Les nazis laissèrent donc les propriétaires américains en possession de leurs filiales allemandes et, fermant plus ou moins les yeux, ils les laissèrent exercer dans une certaine mesure le contrôle administratif sur leurs actifs allemands. En outre, l'intervention des nazis dans la gestion d'Opel et de Ford-Werke resta minime. Après la déclaration de guerre allemande aux États-Unis, les membres américains de la direction et l'équipe des cadres quittèrent naturellement l'Allemagne, mais les administrateurs allemands en place - des hommes de confiance des patrons aux États-Unis - gardèrent les rênes en main: ils continuèrent à diriger les firmes et, ce faisant, ils veillèrent aux intérêts du siège social en Amérique. Les sociétés américaines s'étaient elles aussi préparées à la guerre et avaient, dans cette perspective, désigné à l'avance des Allemands fiables comme chefs d'entreprise, tel l'omniprésent Gerhard Westriclc, qui dirigeait les filiales d'ITT et de Kodak.

Selon la chercheuse allemande Anita Kugler, les

---

342 De Baggio, p. 75; référence à l'article de « Joseph De Baggio [sic] » dans Turner (2005), p. 163.

nazis ne firent absolument aucun ennui au management d'Opel après la déclaration de guerre allemande aux États-Unis. Ce n'est que le 25 novembre 1942, soit presque un an plus tard, que Berlin désigna un « gestionnaire de propriété ennemie », mais le sens de cette décision s'avéra simplement symbolique. Les nazis ne voulaient en fait rien de plus que procurer «une image allemande» à une entreprise qui était à 100 % la propriété de General Motors et qui le resta pendant la guerre<sup>343</sup>. Examinons le cas de Ford-Werke : Robert Schmidt, un fervent nazi d'après ce que l'on sait, fit office de directeur général pendant la guerre, à la grande satisfaction non seulement des autorités de Berlin mais aussi des managers de Ford en Amérique. Avant Pearl Harbor, son bureau recevait régulièrement des avis approuvateurs et même des félicitations de la part du quartier général de Dearborn, avec la signature d'Edsel Ford en personne. Les nazis étaient également très satisfaits du travail de Schmidt. Et quand, des mois après Pearl Harbor, un gestionnaire de propriétés ennemies eut été désigné pour l'usine Ford à Cologne, Schmidt put conserver ses fonctions et sa liberté d'action. Schmidt recevra même des autorités nazies la prestigieuse distinction de *Wehrwirtschaftsjührer* (« dirigeant de l'économie de guerre »)<sup>48</sup>.

Les expériences des filiales étatsuniennes avec les gestionnaires de propriété ennemie nazis durant la guerre, non seulement en Allemagne mais aussi dans les pays occupés, furent loin d'être traumatisantes. Propriétaires et directeurs américains purent compter sur le fait que leurs investissements en Allemagne

---

343 Billstein *et al.*, p. 61. Sur Opel, voir aussi Turner (2005), p. 127 et suivantes.



allaient être traités comme cela avait été le cas durant la Première Guerre mondiale - et tout comme les investissements allemands aux États-Unis furent traités durant la Seconde Guerre mondiale même : les investisseurs des deux côtés de l'océan pouvaient escompter que leur propriétés en territoire ennemi « seraient protégées et convenablement gérées et qu'après la fin de la guerre, elles leurs seraient restituées intactes ». Les bénéfices, placés pendant la guerre, seraient transférés ensuite aux propriétaires de l'entreprise. Tout comme les Américains eux-mêmes, les nazis s'en tinrent aux règles officielles et officieuses du système capitaliste international<sup>344</sup>.

« La manière avec laquelle l'Allemagne nazie traita la propriété des alliés occidentaux », écrit Ben Wubs, l'auteur d'une étude sur l'entreprise Unilever sous le III<sup>e</sup> Reich, « respecta généralement la législation internationale en la matière »<sup>420</sup>.

D'après Black, en ce qui concerne IBM, « [les gestionnaires nazis] s'occupèrent avec beaucoup de zèle des filiales et ils accrurent non seulement leur productivité, mais aussi leur rentabilité ». En outre, les managers d'IBM en place purent continuer à exercer leurs fonctions et, dans certains cas, ils furent même nommés assistants du gestionnaire de propriété ennemie. À propos du gestionnaire de Dehomag, Hermann B. Fellingner, Black écrit qu'il « joua son rôle avec le même zèle commercial et le même dévouement envers IBM qu'on aurait été en droit d'attendre de n'importe quel administrateur que Watson aurait engagé personnellement ». On ne s'étonnera pas

---

344 Citation tirée de Black, p. 234. Voir aussi Gassert (2004), p. 351 et suivantes.

qu'après la reddition allemande, en 1945, Fellingner put conserver une haute fonction au sein de la direction de Dehomag<sup>345</sup>.

Être placé sous contrôle d'un administrateur, fait remarquer Black, avait d'ailleurs un grand avantage, à savoir ce qu'on appelle le « déni plausible » (*plausible deniability*). La présence d'un gestionnaire de propriétés ennemies donnait la possibilité aux propriétaires et administrateurs aux États-Unis de continuer à gagner beaucoup d'argent en collaborant avec l'ennemi mais, en même temps, ils pouvaient rejeter de façon crédible toute responsabilité dans ces activités qui, à de nombreux égards, équivalaient à une trahison envers leur pays, voire à un crime<sup>346</sup>.

Les nazis avaient beaucoup moins d'intérêt pour la nationalité des propriétaires ou l'identité des administrateurs d'une filiale étrangère que pour les façons d'accroître la production. Afin de reporter le plus longtemps possible l'inéluctable défaite, les nazis avaient un besoin insatiable d'avions, de camions et de chars. En Allemagne, la production à grande échelle de ce matériel était assurée le plus efficacement par les filiales des firmes américaines. Depuis qu'Henry Ford avait inventé la chaîne de montage entre autres méthodes nouvelles permettant d'accroître la productivité, les firmes américaines étaient les incontestables leaders sur le plan de la production industrielle de masse et les filiales américaines en Allemagne, y compris les usines Opel de General Motors, ne constituaient pas une

---

345 Black (2001), p. 376, 400-402, 405, 415.

346 Black (2001), p. 234-237. Pour l'attitude nazie envers les « avoirs ennemis », voir également Turner (2005), p. 141.

exception à cette règle. Des planificateurs nazis



comme Gôring et surtout Speer<sup>347</sup> ne comprenaient que trop bien que des changements radicaux dans la gestion d'Opel pourraient perturber la production à Brandebourg et Rüsselsheim. Les administrateurs en place purent continuer à travailler, car ils connaissaient les efficaces méthodes américaines de production; c'était la condition pour qu'Opel continue à produire à un rythme maximal. Les quotas de production élevés déterminés par Berlin étaient même régulièrement dépassés, de sorte qu'au printemps 1943 les nazis décernèrent à Opel le titre honorifique de « firme exemplaire dans la fabrication de matériel de guerre », ce qui fut annoncé avec fierté sur la première de couverture du journal de l'entreprise, *Der Opel Kamerad*<sup>348</sup>. Tandis que la filiale allemande de General Motors produisait du matériel de guerre pour les nazis en Allemagne même, elle envoya aussi des équipes en Union soviétique occupée pour y réparer les véhicules dans les K-Werke de la Wehrmacht. Anita Kugler en vient à la conclusion qu'Opel «a mis toute sa production et sa recherche à la disposition des nazis et qu'elle les a donc aidés objectivement à faire tramer la guerre encore longtemps»<sup>349</sup>.

Via leurs filiales en Allemagne, de nombreuses sociétés américaines permirent à Hitler de continuer à faire la guerre de façon désastreuse bien longtemps après avoir perdu toute perspective de victoire finale. Ils le firent en fournissant aux nazis des quantités colossales de matériel de guerre, y compris des armes d'une qualité exceptionnelle. Du début de la guerre jusqu'à

---

347 Voir par exemple Erker, p. 18-19.

348 Billstein *et al*, p. 81; Kugler (1997a), p. 52, 61 et suivantes., et (1997b), p. 85; Turner (2005), p. 142; Bauer, Fritze, Geschke, Hesse et Silz, p. 137.

349 Cité dans Billstein *et al*, p. 81.

sa fin - donc après Pearl Harbor encore -, les nazis purent en effet compter sur le savoir-faire américain pour la production d'armes du tout dernier cri. Kodak Allemagne, par exemple, produisit pendant la guerre des gâchettes d'armes à feu et des mécanismes de mise à feu, entre autres matériel essentiellement militaire, de haute qualité<sup>350</sup>. À Rüsselsheim, General Motors fabriquait des camions dotés d'un système de propulsion sur toutes les roues (*all-wheel-drive*) qui s'avéra très utile dans la boue du front de l'Est et dans les sables du désert d'Afrique du Nord, des trains d'atterrissage modernes pour les avions et, vers la fin de la guerre, des moteurs pour le ME-262, le tout premier chasseur à réaction<sup>351</sup>. Ford-Werke produisit également un type de camion perfectionné muni de roues à l'avant et de chenilles à l'arrière ; ce modèle fut baptisé la «mule» (Maultier). Par le biais d'une société écran, Arendt GmbH, et peut-être sans que Dearborn eût donné son accord, Ford-Werke fut également impliquée dans la mise au point, dans le plus grand secret, de turbines destinées aux tristement célèbres fusées V2 qui semèrent mort et destruction<sup>352</sup> à Londres et à Anvers<sup>353</sup>. Jusqu'aux tout derniers jours de la guerre, les filiales ITT en Allemagne et dans les pays neutres comme la Suède, la Suisse et l'Espagne pourvurent les forces militaires allemandes de toutes sortes d'engins de guerre flambant neufs, y compris des systèmes d'alerte aérienne et des radars, des pièces détachées pour les bombes volantes et des systèmes de radio à haute

---

350 Friedman.

351 Snell, p. 14-15; Kugler (1997a), p. 53, 67, et (1997b), p. 89; Higham, p. 175-176; Kümmel, p. 114.

352 Pauwels (2004), p. 165.

353 *Research Findings*, p. 41-42; Kümmel, p. 137; commentaire critique dans Wallace, p. 231.

fréquence. Des systèmes de communication fournis par ITT permettaient aux nazis de décrypter le code diplomatique américain, et les filiales sud-américaines d'ITT mettaient leurs lignes de communication à la disposition des nazis pour transmettre des instructions à leurs sous-marins, si l'on en croit Charles Higham et Anthony Sampson<sup>354</sup>. Il n'est pas étonnant que les filiales allemandes des entreprises américaines furent encensées et célébrées comme « pionnières technologiques » par les autorités nazies responsables du volet économique de la conduite de la guerre<sup>355</sup>. Le chef nazi de la gestion des propriétés ennemies, Johannes Krohn, déclara en novembre 1942 que les filiales étatsuniennes en Allemagne travaillaient « avec toute leur force » pour la victoire de l'Allemagne<sup>356</sup>.

La technologie américaine moderne fut non seulement très utile aux nazis dans leur guerre, mais également dans leur grand projet génocidaire et criminel. Edwin Black a prouvé que les machines à calculer perfectionnées Hollerith, livrées par IBM, permirent aux nazis « d'établir des listes de juifs, et d'autres, dans le but de les déporter » et « d'établir des listes de détenus des camps de concentration et de travailleurs forcés ». Il y avait un bureau d'IBM, appelé *Hollerith Abteilung*, dans chaque camp de concentration et d'extermination, y compris à Auschwitz<sup>357</sup>. Il est possible que les

---

354 Higham, p. 99-112; Sampson (1973), p. 33-35; Kümmel, p. 233-234.

355 Lindner, p. 104.

356 Gassert (2004), p. 360-361.

357 Black (2001), p. 360 et suivantes, 371 et suivantes. Voir également Black (2004), et (2009), p. 127-160.

nazis eussent également atteint leur mortelle efficacité sans la technologie d'IBM, comme le prétendent certains mais, une fois de plus, le cas d'IBM montre clairement comment les grandes entreprises américaines mirent à la disposition des nazis les technologies les plus récentes sans aucuns scrupules au sujet de l'utilisation qui en était faite.

Après Pearl Harbor, les grandes entreprises américaines continuèrent non seulement à soutenir l'Allemagne nazie en produisant dans leurs filiales en Allemagne des engins de guerre, mais elles livrèrent aussi au III<sup>e</sup> Reich une partie du carburant sans lequel tous ces engins volants et roulants eussent été inutiles pour les nazis. La Standard Oil fut très impliquée dans ce genre de business. Via des ports des Caraïbes et de l'Espagne, elle fit acheminer en Allemagne non seulement des produits pétroliers, mais aussi des matières premières indispensables pour mener la guerre, par exemple, du tungstène, du coton et du sulfate d'ammonium<sup>434</sup>.

En comparaison, ce que Coca-Cola produisait en Allemagne n'avait pas une grande importance. Pourtant, il vaut la peine d'examiner comment, même pendant la guerre, Coca-Cola fit en Allemagne d'excellentes affaires et fournit à sa façon une contribution à l'effort de guerre nazi. L'administrateur Max Keith avait de très bons contacts avec les autorités nazies et parvint à faire reconnaître non seulement Coca-Cola GmbH comme une entreprise allemande, mais aussi comme un «fournisseur de guerre» officiel. Coca-Cola livrait en

434. Higham, p. 58-61.



effet de grandes quantités de boissons rafraîchissantes à la Wehrmacht, et les soldats allemands partirent pour ainsi dire en guerre une bouteille de « Coke » à la main. Coca-Cola était également fournisseur de l'armée américaine et les GI qui viendraient libérer l'Europe auraient eux aussi leur bouteille de « Coke » à la main. En tant que producteur pour l'armée, Coca-Cola Allemagne fut exempté des dispositions concernant le rationnement du sucre et la firme put également éviter que son parc roulant fût réquisitionné par l'armée<sup>358</sup>.

La Coca-Cola GmbH de Max Keith connut toutefois des difficultés quand, à la suite de la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis, en décembre 1941, les approvisionnements en sirop ne purent plus être assurés via les importations directes en provenance de l'Amérique. C'est pourquoi, en 1942, une nouvelle boisson de teinte jaunâtre fut lancée avec succès. Elle était confectionnée à partir de restes de la production de cidre et de lactosérum, ou petit-lait, un produit résiduel de la fabrication du fromage ; et son goût faisait vaguement penser à celui de l'orange. Quand Keith fit appel à la fantaisie de son personnel pour trouver un nom à ce nouveau breuvage, un vendeur proposa « Fanta ». Durant la seule année 1943, trois millions de caisses de Fanta allaient être vendues. En Belgique et en France, Fanta fut commercialisé sous la marque « Cappy », nom dont Coca-Cola se sert aujourd'hui pour vendre du jus de cerises, ou du moins au goût de cerise, en Turquie.

---

<sup>358</sup> Reymond, p. 306, 310.

<sup>434</sup> Higham, p. 58-61.

Les activités de Coca-Cola dans le pays ennemi des États-Unis, pendant la guerre, écrit Mark Pendergrast, ne collaient pas à l'image que l'entreprise propageait



dans son pays d'origine, où la boisson rafraîchissante d'Atlanta « devint le symbole de la liberté américaine et de toutes les bonnes choses de la vie, de tout ce pour quoi le GI allait au combat »<sup>359</sup>.

## Chapitre 6

### **Guerre = profits**

Avant Pearl Harbor, propriétaires et administrateurs des maisons mères aux États-Unis étaient au fait de ce qui se passait dans leurs filiales allemandes. Après Pearl Harbor, on ne peut pas être aussi affirmatif. Néanmoins, ils étaient assurés que des managers allemands fiables continuaient à gérer leurs filiales d'outre-Rhin de façon efficace et que les autorités nazies respectaient les règles internationales concernant les « avoirs ennemis ». Ces deux aspects étaient pour eux d'une très grande importance et, en comparaison, il n'était pas si essentiel de savoir - et il valait même mieux ne pas savoir - le genre de produits qui sortaient de leurs chaînes de montage en Allemagne et à quelles fins les nazis les utilisaient. Ce qui importait vraiment pour les patrons et les actionnaires, c'étaient les bénéfices. À ce propos, il convient de faire remarquer deux choses : *primo*, les filiales des sociétés américaines en Allemagne parvinrent à faire des bénéfices considérables pendant la guerre ; *secundo*, ces bénéfices ne disparaissaient pas dans les poches des nazis mais

---

359 «Fanta boooo»; Lindner, p. 118; Pendergrast, p. 228; Reymond, p. 311.

dans les portefeuilles des propriétaires et actionnaires américains.

Comme les grandes entreprises purement allemandes, les filiales des grandes sociétés étatsuniennes continuèrent pendant la guerre à réaliser les somptueux bénéfices qu'ils avaient commencé à faire dans les années trente grâce au programme de réarmement lancé par Hitler. À propos des bénéfices de Ford- Werlce, nous disposons de chiffres précis. Les « gains » - comme on désigne volontiers par euphémisme les profits aux États-Unis - des filiales allemandes passèrent de 1,2 million de RM en 1939 à 1,7 million en 1940; à 1,8 million en 1941; à 2 millions en 1942; et à 2,1 millions en 1943<sup>360</sup>. Sous l'Occupation, les filiales de Ford en France, aux Pays-Bas et en Belgique, où le géant industriel produisait également pour les nazis, furent elles aussi extrêmement rentables, en tout premier lieu grâce à la collaboration inconditionnelle avec l'occupant allemand. Ford-France, par exemple -qui ne prospérait guère avant la guerre-, fit à partir de 1940 d'importants bénéfices en collaborant assidûment avec les Allemands. En 1941, on nota un bénéfice de 58 millions de francs français, une prestation qui valut à Ford-France les chaleureuses félicitations d'Edsel Ford lui-même<sup>360</sup>.

Chez IBM aussi, les bénéfices de la filiale allemande augmentèrent fortement pendant la guerre, écrit Edwin Black. Le bénéfice de Dehomag avait déjà atteint un niveau record en 1939 et, pendant la guerre, il augmenta de plus en plus vite: «la valeur totale de l'entreprise s'accrut de jour en jour». IBM réalisait

---

<sup>360</sup> Billstein *et al*, p. 106; *Research Findings*, p. 73-75; Silverstein, p. 15-16; Wallace, p. 345 et suivantes.

également de gros bénéfices en France occupée. Là, à l'instar de chez Ford, la rentabilité élevée était due à la collaboration dévouée avec les autorités allemandes d'occupation. Mais IBM prospéra surtout parce qu'elle fournit aux nazis les moyens technologiques

permettant d'identifier, de déporter, d'enfermer, d'asservir et, finalement, d'éliminer des millions de juifs, en d'autres termes, d'organiser l'Holocauste<sup>361</sup>.

Henry Ashby Turner mentionne pour Opel «le flux en hausse des bénéfices» émanant des «contrats pour le matériel de guerre », et « une réserve sans cesse croissante de capital qui, vers la fin 1942, s'élevait à plus d'un quart de milliard de RM »<sup>362</sup>. Selon une autre source, les bénéfices d'Opel atteignirent de telles hauteurs que le ministère nazi des Affaires économiques interdit qu'on les divulguât. Une telle information aurait à coup sûr suscité la colère de la population allemande à qui l'on demandait sans cesse de se serrer la ceinture et qui aurait compris que les bénéfices de la filiale d'une entreprise américaine ne profitaient pas aux simples citoyens allemands<sup>363</sup>.

Et voici une autre *success story* : ayant cessé entièrement, dans son usine à Wittenberg, et dès mars 1940, la production d'ordinaires machines à coudre en faveur de celle, beaucoup plus intéressante, de mitrailleuses et de douilles d'obus pour les chars, Singer réalisait de somptueux profits, qui grimpèrent jusqu'à 1,7 million de RM en 1942<sup>364</sup>.

En 1943, les autorités nazies rapportèrent que depuis le début du conflit non seulement Ford-Werke, Opel et Singer mais d'autres firmes américaines telles que Kodak et Hollerith (IBM) avaient «gagné beaucoup d'argent », et même que les profits des filiales américaines avaient « atteint des sommets ». Et, comme les entreprises purement

---

361 Black (2001), p. 212, 253, 297-299.

362 Turner (2005), p. 146-147.

363 Billstein *et al.* p. 73 ; Rugler (1997a), p. 55, 67, et (1997b), p. 85 ; Sutton, p. 69.

364 «Das Nähmaschinenwerk...»

allemandes, dont les profits pendant la guerre ont été évoqués dans la première partie de cet ouvrage, les filiales allemandes des grandes entreprises étrangères semblent avoir continué à réaliser d'importants bénéfices presque jusqu'à la fin de la guerre. En 1943 encore, l'année de la catastrophe de Stalingrad, on rapporta que les profits des filiales américaines et britanniques en Allemagne restaient «très bons». Et il s'agissait bien de bénéfices après impôts. En effet, les autorités nazies examinèrent longuement la possibilité d'écrémer ces bénéfices, mais y renoncèrent finalement au début de 1945 en évoquant des raisons «techniques»<sup>443</sup>.

Tandis que, dès le début de la guerre, les nazis s'attaquèrent aux salaires des ouvriers, ils s'efforcèrent, jusqu'à la fin de la guerre, de favoriser les bénéfices des entreprises, notamment en s'abstenant de prélever des impôts appropriés. Autrement dit, tout au long de la guerre, les nazis continuèrent à faire ce qu'ils avaient commencé en 1933, à savoir ce que le big business avaient attendu d'eux : augmenter la part du capital, et diminuer la part du travail, du produit social.

Un des facteurs de cette rentabilité élevée fut sans conteste la politique d'emploi régressive du régime nazi et l'emploi massif de travailleurs forcés. Dès leur arrivée au pouvoir, les nazis avaient liquidé les syndicats et transformé la classe ouvrière allemande, naguère si militante, en un « troupeau de moutons » impuissant et soumis. De ce fait, les salaires réels en Allemagne baissèrent, entre 1933 et 1939, alors que les bénéfices augmentèrent à l'avenant. La pénurie de main-d'œuvre pendant la guerre, conséquence de

443. Gassert (2004), p. 361-362; Spoerer (3996), p. 151.



la mobilisation de millions de travailleurs, aurait dû aboutir à une hausse des salaires, comme ce fut alors le cas aux États-Unis ou, du moins, à des salaires en phase avec la hausse des prix. Sur le «marché de l'emploi» comme sur tous les marchés, le prix du produit est en effet déterminé par le rapport entre l'offre et la demande. Si l'offre de l'emploi baisse, son prix, celui des salaires donc, doit augmenter. Ce ne fut toutefois pas le cas. Le régime nazi intervint en effet au détriment des ouvriers et des autres salariés. Le 4 septembre 1939 déjà, quelques jours à peine après le déclenchement de la guerre, les nazis gelèrent les salaires et les prix - prétendument pour empêcher qu'on ne pût profiter de la guerre. Dans la pratique, les prix continuèrent à varier<sup>365</sup>. Dans le courant de la guerre, les heures de travail furent systématiquement étendues partout, car les chefs d'entreprises avaient insisté, et c'est un euphémisme, auprès de Berlin, pour obtenir «des dispositions aussi élastiques que possible sur le plan des horaires de travail »<sup>366</sup>.

Dans les filiales allemandes des sociétés américaines aussi, il fallait travailler plus longtemps pour des salaires plus bas. Nous savons que chez Opel et chez Singer, par exemple, les travailleurs furent mis au travail au moins 60 heures par semaine à partir de mai 1940. En même temps, leurs salaires furent diminués, ce qui, chez Opel, déclencha des protestations contre ce «vol salarial», comme l'appelaient les travailleurs. Malgré cela, la semaine de travail à Rüsselsheim ne cessa de s'allonger et, fin 1942, les

365 Focke et Reimer, p. 141-42; Bettelheim, II, p. 30; Diehl, p. 82-85.

366 Engelmann (1975), p. 263-264 ; Recker, surtout p. 436 ; citation tirée de Hörster-Philipps, p. 286.

travailleurs durent même s'échiner 66 heures par semaine<sup>367</sup>.

Pendant la guerre, les investissements américains en Allemagne furent donc très rentables aussi parce qu'ils tiraient avantage du système nazi des bas salaires et, plus encore, des longues plages de travail. Ces conditions de travail pénibles furent le sort des travailleurs allemands, dont le recrutement était de plus en plus malaisé du fait qu'ils étaient de plus en plus nombreux à devoir servir de chair à canon. Dans les usines, ils allaient surtout être remplacés par des travailleurs forcés. On pouvait faire travailler ces derniers encore bien plus longtemps, on ne devait (presque) pas les payer. Cela représentait un gain considérable. Les entreprises allemandes comme les filiales allemandes des grandes firmes américaines en profitèrent.

La pénurie allemande de main-d'œuvre devint permanente après la faillite, catastrophique pour le Reich, de la guerre éclair en Union soviétique, fin 1941. Ce tournant dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale empêcha les travailleurs mobilisés de quitter le front après une campagne qui n'aurait pas dû excéder quelques mois, comme on l'avait prévu à Berlin, afin de retourner dans les usines. Les nazis eurent alors massivement recours aux travailleurs étrangers qui, dans bien des cas, durent être déportés afin d'être mis au travail en Allemagne dans des conditions souvent inhumaines. Accompagnés par des centaines de milliers de prisonniers de guerre soviétiques ou français ainsi que d'innombrables détenus des camps

---

367 Turner (2005), p. 144; Kugler (1997b), p. 71, 86; Billstein *et al.*, p. 45-46; «Das Nähmaschinenwerk...». Sur le sort des travailleurs allemands pendant la guerre en général, voir Focke et Reimer, p. 166-169.

de concentration, ces travailleurs étrangers allaient former une armée gigantesque de main-d'œuvre qui pouvait être engagée par n'importe quel employeur à même de les utiliser. En échange, l'employeur devait payer une somme plutôt modique à la S S, qui se chargeait de faire régner la discipline parmi ces esclaves, car il s'agissait bel et bien d'une forme d'esclavage.

Comme quasiment toutes les grandes entreprises allemandes, les filiales des grandes entreprises américaines recoururent elles aussi avec cupidité aux «esclaves» mis à leur disposition par les nazis. La Yale & Towne Manufacturing Company, établie à Velbert en Rhénanie, par exemple, profita de «l'aide de travailleurs d'Europe de l'Est» afin de faire des «bénéfices considérables», et Coca-Cola tira parti de l'embauche de travailleurs étrangers aussi bien que de prisonniers de guerre dans son quartier général d'Essen et dans les nombreuses bouteilleries de sa filiale allemande. Kodak fit également un abondant usage de travailleurs forcés dans ses usines de Stuttgart et de Berlin-Köpenick<sup>368</sup>.

Chez Ford-Werke, il semble, dès 1941 -l'année où les travailleurs allemands, imitant les chevaliers teutoniques du Moyen Âge, partirent en croisade vers Ostland, «les terres de l'Est»-, la firme rechercha «avec zèle, agressivité et succès» d'engager aussi bien des travailleurs étrangers que des prisonniers de guerre. Au cours de l'été 1943, la moitié des quelque cinq mille travailleurs de Ford à Cologne étaient des travailleurs (et des travailleuses) étrangers mis au travail de force<sup>369</sup>. Karola Fings, une chercheuse alle-

---

<sup>368</sup> Reymond, p. 311 ; Friedman.

<sup>369</sup> « Ford-Konzern wegen Zwangsarbeit verklagt » ; voir aussi « ZwangarbeiterInnen [sic] bei Ford AG Köln ».

mande qui a minutieusement étudié les activités de



Ford-Werke pendant la guerre, a écrit que la filiale allemande tira de substantiels avantages de la politique nazie de bas salaires, mais qu'elle fit surtout accroître ses bénéfices en embauchant des *Ostarbeiter*, c'est-à-dire des travailleurs forcés de Pologne, d'Union soviétique et d'autres pays de l'Est. Ceux-ci devaient s'échiner au moins douze heures par jour (sauf le dimanche) et ne recevaient pas le moindre salaire. Ils étaient logés dans des camps de baraquements et ne recevaient que très peu de nourriture. Il paraîtrait que le traitement subi par les détenus du camp de concentration de Buchenwald, qui furent engagés à Ford-Werke durant l'été 1944, fut pire encore<sup>370</sup>.

Opel ne recourut pas aux services de détenus des camps de concentration, du moins pas dans ses principales usines de Rüsselsheim et Brandebourg. La filiale allemande de General Motors avait toutefois un appétit insatiable pour d'autres formes de travail forcé, principalement les prisonniers de guerre. Selon la chercheuse allemande Anita Kugler, les caractéristiques principales de l'emploi de ce genre d'«esclaves», en majorité des citoyens soviétiques, dans les usines d'Opel, furent «une exploitation maximale, les pires traitements possibles et... la peine de mort, même dans le cas de petits délits »<sup>450</sup>.

Ford-Werke, Opel et les autres filiales allemandes des grandes entreprises américaines furent-elles contraintes par les nazis d'incorporer des travailleurs forcés ? Existait-il des formes alternatives de main-d'œuvre ? À quel point les conditions de travail étaient-elles

---

370 Fings, p. 108. Voir également Silverstein, p. 14; Billstein *et al.*, p. 53-55, 135-156 ; Wallace, p. 325 et suivantes; *Research Findings*, p. 45-72; von Hassell et MacRae, p. 107-108; Hoven.

réellement pénibles dans les usines des filiales allemandes ? De telles questions font l'objet de discussions véhémentes. La défense des entreprises est surtout assurée par Simon Reich et Henry Ashby Turner - rémunérés pour leurs services, respectivement, par Ford et General Motors, comme nous nous en souvenons - contre des attaques menées par des historiens comme Fings, Kugler, Helms et Wallace<sup>371</sup>.

-En ce qui concerne l'emploi d'un nombre, quoique restreint, de détenus de Buchenwald à l'usine de Ford-Werke, il faut tout de même remarquer que des détenus du camp de concentration n'étaient mis à la disposition d'une entreprise que lorsque celle-ci en faisait la demande ; c'est ce que déclara après la guerre le tristement célèbre commandant d'Auschwitz, Rudolf Hoss<sup>372</sup>. Inversement, selon l'historien Mark Spoerer, il y eut aussi des cas d'entreprises qui refusèrent carrément l'offre, de la part des autorités nazies, d'employer des détenus de camps de concentration, mais il n'en cite malheureusement pas un seul exemple<sup>373</sup>.

Cet historien explique les raisons principales pour lesquelles les grandes entreprises décidèrent, apparemment sans exception et sans y être contraintes, d'employer des travailleurs forcés. *Primo*, produire du matériel de guerre était un business fort lucratif. Or, pendant la guerre, à cause de la pénurie de main-

---

371 Reich (2004), p. 119-122; Wallace, p. 336, 343; Weixelbaum (2010).

372 Hörster-Philipps, p. 340.

373 Spoerer (2001), p. 239.

d'œuvre allemande, on ne pouvait guère produire plus sans embaucher des travailleurs étrangers, dont les travailleurs forcés représentaient la grande majorité. *Secundo*, les firmes qui n'auraient pas employé de travailleurs forcés auraient risqué de se faire dépasser dans le domaine de la production et de la rentabilité par des concurrents moins scrupuleux; une firme récalcitrante aurait même couru le risque que les autorités nazies confisquent sa machinerie afin de la prêter ou la vendre à un concurrent. Par conséquent, la plupart des grandes entreprises ne songèrent jamais à ne pas recourir au travail forcé, mais se faisaient plutôt une grande concurrence pour obtenir cette ressource précieuse.

Ces situations dramatiques ne relèveraient donc pas de la moralité personnelle des directeurs ou propriétaires, ou de l'éthique de l'entreprise, comme le prétend l'historien allemand Werner Plumpe. Celui-ci postule que la décision d'employer des travailleurs forcés, ou de ne pas le faire, fut le résultat d'un choix fait librement par chaque entreprise ou homme d'affaires ; le mauvais choix, employer des esclaves, fut le choix des «méchants» individus et des «méchantes» firmes, tandis que le bon choix, ne pas employer des esclaves, fut le choix des «bons» individus et des «bonnes» firmes<sup>374</sup>. D'une façon similaire, un autre historien, S. Jonathan Wiesen, veut nous faire croire que la décision d'employer des travailleurs forcés, ou de ne pas le faire, fut un choix personnel, et donc une question de psychologie. D'après Wiesen, le problème résidait dans l'« opportunisme » de «certains» hommes d'affaires allemands, que «la soif de profits

---

374 Plumpe (2003).



conduisit à participer à des entreprises criminelles telles que l'emploi d'esclaves » ; il conclut que ce sont des vices personnels, l'« opportunisme » et surtout «l'avidité», qui «menèrent un trop grand nombre d'hommes d'affaires apolitiques à se conduire de façon odieuse»<sup>375</sup>. Or pratiquement toutes les entreprises allemandes, y compris les filiales américaines, optèrent pour le travail forcé ; leurs directeurs et propriétaires furent-ils donc sans exception des individus «immoraux», «opportunistes » et « avides », étaient-ils tous des « méchants » ? En réalité, leur vices ou vertus ne jouaient aucun rôle, ils n'avaient vraiment pas le choix. Tous furent forcés d'employer des travailleurs captifs par la logique même du système capitaliste, qui, dans le soi-disant «marché libre», ne permet de réaliser des bénéfices -et ainsi de prospérer, voire tout simplement de sur- vivre- qu'en concurrence impitoyable avec les autres. Ceci est reconnu implicitement par Mark Spoerer, qui écrit :

« La participation des entreprises privées aux crimes du régime nazi [...] fut motivée par l'éternel besoin de maximaliser les profits, éprouvé par les chefs d'entreprise même pendant la guerre [...] Si cela est vraiment le cas, la leçon enseignée par l'histoire de l'industrie au III<sup>e</sup> Reich est pessimiste : quand les entreprises reposent sur la base de la propriété privée et fonctionnent dans un système gouverné par le principe de la concurrence, elles auront tendance à commettre des crimes, pourvu que l'État leur garantisse le nécessaire cadre de légalité...»<sup>455</sup>

Il est en effet évident que Spoerer parle du système

---

375 Wiesen.

capitaliste, dont des entreprises basées sur la propriété privée et libre concurrence sont les attributs principaux. Et n'est-il pas aussi évident que l'« opportunisme » et la « cupidité » dont parle Wiesen sont des vices systémiques plutôt que personnels ?

Nous pouvons en conclure que si presque la totalité des grandes entreprises actives dans l'Allemagne hitlérienne, y compris les filiales étatsuniennes, finirent par utiliser le travail forcé, et se laissaient « enchevêtrer » dans d'autres crimes du régime nazi, cela n'était pas dû à la méchanceté des dirigeants de ces entreprises, mais au système capitaliste lui-même, qui pousse chaque entrepreneur dans une logique de profit, au mépris de ses propres considérations morales.

Au xix<sup>e</sup> siècle déjà, le capitalisme s'était enveloppé dans le manteau idéologique du libéralisme, glorifiant l'idée de liberté. C'est une idéologie puissante, parce qu'il n'est guère possible d'être contre la liberté. Or la liberté est un concept abstrait, qui n'existe qu'en théorie. Dans la pratique, il y a de nombreuses formes de liberté. La liberté chère au libéralisme est pourtant clairement une liberté particulière, à savoir la liberté d'entreprendre, la liberté de l'entrepreneur, du capitaliste, de celle ou celui qui possède et contrôle le capital. La liberté du libéralisme n'est certainement pas la liberté du travail, des travailleurs, des salariés. Par conséquent, il n'est aucunement contradictoire que, sous le nazisme, le capital florissait grâce au travail forcé, ou en d'autres mots : grâce à la non-liberté du travail. En fait, sous le nazisme, et grâce à lui, le capital s'affranchissait d'autant plus que le travail devenait moins libre. On peut dire que le nazisme fut un système par lequel le capital maximisa sa liberté en

asser- vissant le travail, en privant de liberté les travailleurs allemands aussi bien qu'étrangers<sup>457</sup>.

457. Voir Eichholtz (1999c).

## Chapitre 7

# Banquiers serviables et agents secrets

Les nazis eux-mêmes ne virent aucun inconvénient au fait que, même durant la guerre, le capital d'investissement américain en Allemagne rapporte de gros bénéfices. Il ne faut pas s'en étonner car c'est précisément en raison de leur respect des « règles du jeu » du capitalisme, et du capitalisme international, que nazis et fascistes bénéficiaient, bien avant la guerre déjà, du soutien du big business en Allemagne et en Amérique. Ces règles furent lapidairement résumées par les nazis mêmes dans la devise *Jedem das Seine*, qui est habituellement traduit comme « À chacun son dû ». Cette formule figurait en grandes lettres à la porte d'entrée du camp de concentration de Buchenwald pour l'édification des communistes qui y étaient envoyés, en réalité pour y périr, mais en théorie à des fins de « rééducation ». Ces règles furent respectées par Hitler et les nazis jusqu'au tout dernier jour de leur règne. Dans le III<sup>e</sup> Reich, les bénéfices d'une entreprise n'affluaient pas vers les caisses de l'État, comme on le suggère trop souvent dans les médias transatlantiques, mais vers les portefeuilles des propriétaires et des actionnaires. Cela vaut également, jusqu'à la fin de la guerre, dans le cas des filiales des entreprises américaines, même si, durant les hostilités, ces bénéfices ne purent être « rapatriés »

directement vers les sièges principaux aux États-Unis.

Respectant les règles du jeu du capitalisme international, les maîtres de l'Allemagne nazie permirent que les bénéfices générés chaque année par les succursales des entreprises ennemies fussent crédités sur un compte de la maison mère où, à la fin des hostilités, ils pourraient être récupérés par ces mêmes maisons mères. Nous savons avec certitude que c'est effectivement ce qui s'est passé dans le cas d'Opel. Grâce à l'intégrité des nazis - sur ce plan, du moins -, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, des gains s'étaient accumulés chez Opel pour une valeur de 22,4 millions de RM. En 1951, General Motors mit la main sur cette petite tirelire, bien qu'entre-temps, en raison des réformes monétaires de l'après-guerre, le pactole eût été ramené à 261 061 dollars «à peine». Le fait de réclamer cette somme relativement modique, comme le fait remarquer Henry Ashby Turner, suffit « pour estimer que General Motors était coupable d'avoir accumulé des bénéfices via l'utilisation de travailleurs forcés dans la production de matériel de guerre au profit du III<sup>e</sup> Reich »<sup>376</sup>.

Bien que cela fût interdit en théorie pendant la guerre, les filiales américaines continuaient aussi à réinvestir leurs bénéfices en Allemagne même, comme elles le faisaient avant 1939. De la sorte, la totalité du fonds d'investissement allemand de leurs maisons mères continuait à prospérer. Opel, par exemple, acquit en 1942 la fonderie Edmund Becker à Leipzig. Depuis les années vingt, cette firme fournissait à la filiale allemande de General Motors des produits comme

---

<sup>376</sup> Turner (2005), p. 147-149, 158.

des blocs de moteur en fonte, qui étaient également utilisables pour les avions qui sortaient de la chaîne de montage de Rüsselsheim<sup>377</sup>.

Il restait en outre possible d'utiliser les bénéfices réalisés pour la modernisation de ses propres usines et équipements, comme le faisaient d'ailleurs beaucoup d'entreprises purement allemandes. Cette stratégie aboutit naturellement à une hausse de la valeur totale du fonds d'investissement allemand de la maison mère américaine. Cette façon de faire contribua vraisemblablement à accroître, durant la guerre, la valeur de Ford-Werke en la faisant passer de 60,4 millions de RM en 1939 à 68,8 millions en 1945. Il s'agit ici des chiffres officiels, mais il y a de bonnes raisons de croire que, durant la guerre, la valeur réelle de la filiale allemande de Ford fit plus que doubler<sup>378</sup>.

Il existait également des possibilités d'expansion dans les pays occupés d'Europe et même dans certaines colonies de ces pays. En 1941, la filiale de Ford en France utilisa ses bénéfices pour fonder une usine de chars dans la ville algérienne d'Oran. Cette usine fournit à PAfrikakorps de Rommel les camions, véhicules blindés et autres dont il avait besoin pour avancer vers El-Alamein, en Egypte. Vu que Ford-Werke à Cologne entretenait d'étroites relations avec Ford-France, il est possible que le projet algérien ait été financé en partie avec de l'argent gagné par Ford en Allemagne<sup>379</sup>. En 1943, Ford-Werke lança une fonderie à Liège - de l'autre côté de la frontière belge, mais non loin de Cologne - afin d'y produire des pièces

---

377 Communiqué à l'auteur par A. Neugebauer, des Archives municipales de Rüsselsheim, le 4 février 2000; Lindner, p. 126-127.

378 *Research Findings*, p. 133; Silverstein.

379 Helms, p. 115; Higham, p. 158-159.

détachées<sup>402</sup>.

Il n'est pas certain non plus qu'il ait été absolument impossible de «rapatrier» des bénéfices aux États-Unis. En effet, les grandes entreprises américaines pouvaient faire appel aux services expérimentés des sections parisiennes de certaines banques américaines comme la Guaranty Trust, la Chase Manhattan de Rockefeller et la banque Morgan et Compagnie de J.P. Morgan.

À l'époque de Pearl Harbor, la Chase Manhattan, connue à l'origine sous le nom de Chase National Bank, était l'institution la plus riche et la plus puissante des États-Unis. Elle faisait partie de l'empire des Rockefeller, tout comme la Standard Oil, partenaire américaine d'IG Farben, et, à l'instar de la Standard Oil, elle entretenait d'excellentes relations avec des membres de l'élite industrielle, financière et politique de l'Allemagne nazie. Cela explique en partie pourquoi, sous l'occupation allemande, sa filiale parisienne restait « *openfor business* », c'est-à-dire continuait à faire des affaires, apportant ainsi sa contribution, et ce tout au long de la guerre, à «la mise à l'abri des avoirs américains en Europe occidentale occupée ». Soit dit en passant: l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz, avait un compte personnel à la Chase Manhattan<sup>403</sup>. Avant l'entrée en guerre des États-Unis, la Chase avait gagné beaucoup d'argent en faisant des affaires avec l'Allemagne nazie aux USA mêmes. Elle y vendait des reichsmarks en échange de dollars<sup>380</sup> à des immigrants allemands retournant dans une patrie qui,

---

<sup>380</sup> Goda, p. 173-193.

sous la direction d'Hitler, leur semblait désormais en route vers un avenir prospère et glorieux. Pendant la guerre, et même après l'entrée en guerre des USA, la Chase ne fut pas la seule banque américaine à continuer ses activités à Paris. La Morgan et Compagnie y resta également ouverte, réalisant un «petit bénéfice»; le maréchal Pétain était un de ses clients<sup>381</sup>. De ces banques, et des grandes entreprises étatsuniennes actives en France sous l'Occupation, l'historien Dietrich Eichholtz a écrit que «jusqu'au moment de la libération, leur silencieuse collaboration avec les Allemands fut splendide»<sup>382</sup>.

Il est également possible qu'une partie des richesses accumulées dans le III<sup>e</sup> Reich furent mises en sécurité aux États-Unis après avoir transité par la Suisse. Selon Edwin Black, ce pays neutre fonctionnait au temps du nazisme comme une sorte de plaque tournante pour les intrigues commerciales. Bien des entreprises américaines y avaient en effet un bureau qui faisait office d'intermédiaire entre le quartier général aux États-Unis et la filiale (ou les filiales) en Allemagne ou dans les pays occupés. Ce genre d'entremise pouvait très bien comporter «l'évacuation de bénéfices», comme l'écrit Black à propos de la branche suisse d'IBM<sup>383</sup>.

Pour toutes sortes de transactions financières avec l'Allemagne nazie, on pouvait également s'adresser à la BRI, la Banque des règlements internationaux, installée à Bâle<sup>458</sup>. Même après Pearl Harbor, l'étroite collaboration américano-allemande au sein de la BRI ne cessa pas. L'Allemand Paul Hechler,

---

<sup>381</sup> Chernow, p. 450-454.

<sup>382</sup> Eichholtz (1996), p. 530.

<sup>383</sup> Black (2001), p. 73 ; Black (2004) ; Helms, p. 115.



membre du NSDAP, y exerça durant la guerre les fonctions de directeur et l'Américain Thomas H. McKittrick en était le président depuis 1940. Il succédait au Néerlandais Johan Willem Beyen, un ancien dirigeant de Philips à Eindhoven et de plusieurs banques néerlandaises, «très connu pour ses sympathies nazies», qui avait donné sa démission pour diriger l'entreprise Unilever dans son pays natal<sup>469</sup>. Les managers de la BRI collaboraient activement avec des représentants des entreprises allemandes et américaines, dont un grand nombre se rendaient régulièrement en Suisse neutre. McKittrick était un ami de l'agent secret américain Allen Dulles, qui était installé en Suisse depuis 1942. Avant la guerre, Dulles et son frère, John Foster Dulles, étaient partenaires au sein de Sullivan & Cromwell, un bureau new-yorkais d'avocats spécialisé dans les investissements américains en Allemagne et les investissements allemands aux États-Unis. Les frères Dulles entretenaient d'excellentes relations avec des banquiers, des hommes d'affaires, des avocats et des fonctionnaires haut placés de l'État et du parti nazi en Allemagne même, y compris certains « poids lourds » ; en Suisse, ils avaient d'ailleurs établi plusieurs sociétés de portefeuille dans les années trente. Après le déclenchement de la guerre, John Foster Dulles devint également l'avocat de la BRI à New York. Mais son frère Allen rejoignit les services secrets américains tout



récemment fondés, l'OSS (Office of Stratégie Services, soit « Bureau des services stratégiques »), le précurseur de la CIA. Le chef de ce service était William Joseph Donovan (surnommé « *Wild Bill*»), lui aussi ancien avocat de Wall Street. Il était en bonne relation avec Westriclc, l'avocat allemand de Ford et de la Standard Oil notamment et, par conséquent, l'homologue allemand d'Allen et de John Foster Dulles<sup>384</sup>. Pendant la guerre, Westriclc fut l'administrateur des filiales allemandes d'ITT et de Kodak<sup>385</sup>. On met sur le compte de son patriotisme le fait qu'Allen Dulles renonça à une très lucrative carrière d'avocat pour se muer en espion. Selon toute probabilité, ce ne fut toutefois pas un hasard s'il se rendit à Berne. Il y était en effet aisément en contact avec ses nombreuses relations d'affaires allemandes, qui pouvaient même venir lui rendre visite.

La BRI fut le centre d'une toile d'araignée composée de banquiers, d'industriels et d'avocats américains et de leurs homologues allemands. On trouvait parmi ces derniers de nombreux hauts responsables nazis, y compris des bonzes de la SS, une sorte de parti au sein du parti nazi. La S S avait construit un empire économique qui ne faisait pas concurrence aux grandes entreprises allemandes, mais collaborait étroitement avec elles, comme en attestent les usines d'IG Farben et des autres situées à proximité des camps de concentration et d'extermination, auxquelles la SS livrait des travailleurs esclaves. Un membre de la S S qui entretenait d'excellents contacts avec la BRI et avec des partenaires américains, y compris Dulles, fut

---

<sup>384</sup> Higham, p. 98; Liebig.

<sup>385</sup> Friedman; Sutton, p. 61.

Walter Schellenberg, le chef du SD (*Sicherheitsdienst*, «service de sécurité» du NSDAP) et proche collaborateur d'Himmler. La SS s'était spécialisée dans la capitalisation des avoirs des juifs voués à la mort et dans l'organisation du travail forcé des détenus des camps de concentration et d'extermination ; en tant que telle, elle avait des contacts avec toutes sortes d'industriels et de banquiers, non seulement suisses mais également américains. Grâce à ce capital, les nazis achetaient, par exemple, du minerai de fer et des roulements à billes de Suède ou du tungstène du Portugal. Vers la fin de la guerre, une partie non négligeable de ce capital fut mise en sécurité à l'étranger afin de constituer une sorte de fonds de pension pour les nazis qui parviendraient à se réfugier dans des pays comme l'Argentine. La BRI, Dulles et d'autres personnalités, banques et entreprises américaines y ont collaboré activement<sup>386</sup>.

Pendant la guerre, la BRI fonctionna donc comme une sorte de club privé où des industriels américains et allemands, leurs éminents avocats et leurs banquiers favoris pouvaient se rencontrer en toute convivialité et à leur profit mutuel, malgré le fait que leurs patries se faisaient la guerre. « Ces banquiers grassement payés étaient au mieux ensemble », pouvait-on lire en 1997 dans un article de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, « alors que, loin du pays neutre et idyllique où ils se trouvaient, les soldats de leurs pays respectifs étaient occupés à se massacrer impitoyablement sur tous les fronts »<sup>387</sup>. Comme le formula Paul Valéry à l'issue de la Première Guerre mondiale : « La guerre [est] un massacre de

---

<sup>386</sup> Liebig; «Hitlers beflissene Hehler»; Steinacher, p. 190-193.

<sup>387</sup> Citation tirée de «Hitlers beflissene Hehler».

gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas. »

L'un des services que rendit la BRI à ses clients américains fut le rapatriement des bénéfices réalisés en Allemagne. Cela se fit, par exemple, dans le cas du magnat du pétrole William Rhodes Davis, qui fit des affaires en or avec la flotte de guerre allemande, entre autres en fournissant clandestinement du carburant à ses sous-marins dans des ports des Caraïbes et de l'Amérique du Sud. La BRI lui envoya via Lisbonne et Buenos Aires au moins une partie des bénéfices réalisés par sa filiale allemande, Eurotanlc Handelsgesellschaft, à Hambourg<sup>388</sup>. On sait également avec certitude que, pendant la guerre, la BRI «recycle» d'énormes quantités d'argent et d'or des nazis. Elle paya par exemple des fournisseurs suédois pour les « millions de tonnes de minerai de fer » importé par les Allemands en vue de le transformer en « l'acier nécessaire pour fabriquer des chars et des pièces d'artillerie ». Le big business suédois fit donc lui aussi d'excellentes affaires avec l'Allemagne nazie, particulièrement en livrant des matières premières qui permirent à Hitler de tirer la guerre en longueur<sup>389</sup>.

Il ne faut pas oublier de citer le « *happy end* », ou plutôt la « *happy* » continuation, de la saga de la BRI - et de McKittrick- à la fin de la guerre. À la banque bâloise, il n'y eut pas d'épuration. McKittrick fut maintenu à son poste<sup>390</sup>. Il quitta la BRI en 1946 pour rejoindre la Chase National Bank à New York, et prit sa pension en 1954. À sa mort en 1970, le *New York*

---

388 Higham, p. 72.

389 LeBor, p. 206; Trepp (1998), p. 71-80; Higham, p. 1-19; Sampson (1973), p. 47; «VS-Banken collaboreerden met nazi's»; Clarke.

390 Charguéraud, p. 12.

*Times* publia

une nécrologie élogieuse, intitulée «T. H. McKittrick, un financier de classe mondiale »<sup>391</sup>.

## Chapitre 8

# Bombes, dégâts et dédommagements

Pendant la guerre, l'industrie américaine engrangea également d'énormes bénéfices aux États-Unis mêmes<sup>392</sup>. Les grands profiteurs de guerre faisaient toutefois partie d'une élite relativement restreinte de sociétés qui bénéficiaient d'un accès privilégié à la corne d'abondance des commandes de l'État et la plupart de ces sociétés avaient également des filiales en Allemagne. IBM, par exemple<sup>393</sup>. Edwin Black écrit qu'IBM multiplia son chiffre d'affaires par trois entre 1940 et 1945<sup>394</sup>.

Pendant la guerre, General Motors réalisa un bénéfice de 673 millions de dollars sur toute une série de commandes de l'État pour une valeur totale de 13,4 milliards de dollars<sup>395</sup>. Pour Coca-Cola aussi, les années de guerre furent un âge d'or. La firme d'Atlanta devint le fournisseur privilégié de boissons rafraîchissantes pour l'armée. Les GI tombaient pour ainsi dire sous la dépendance du Coke, le transformèrent en une sorte de

---

391 Chaguéraud, p. 111; «Thomas H. McKittrick Papers, 1924-1955».

392 Brandes, p. 253-259, 263. Voir également Zinn, p. 416 ; Cashman, p. 202-208.

393 Higgs, p. 186-188; Brandes, p. 253-259, 263.

394 Black (2001), p. 345.

395 Farber, p. 223.

symbole de l'Amérique et de la liberté, et ils finirent par rendre le breuvage extrêmement populaire dans les pays qu'ils libérèrent. C'est ainsi que Coca-Cola parvint à conquérir de nouveaux marchés, ce qui, à long terme, était sans doute d'une importance capitale. Mais il ne faut pas dédaigner le fait que, pendant la guerre même, les bénéfices passèrent d'environ 40 millions de dollars en 1939 à plus de 82 millions de dollars en 1945<sup>396</sup>.

Aux États-Unis, les maisons mères des filiales américaines en Allemagne ne pipèrent mot de leurs activités dans le pays de l'ennemi nazi, mais elles consentirent de grands efforts pour convaincre le public américain de leur patriotisme. Pas un seul simple citoyen états-unien n'aurait pu imaginer que General Motors, par exemple, qui dans son propre pays diffusait des affiches anti-allemandes, était impliquée, sur les lointaines rives du Rhin, dans des activités équivalant à une trahison<sup>403</sup>. Le gouvernement américain n'en ignorait rien, lui, mais fermait les yeux pendant que des entreprises américaines s'enrichissaient grâce aux activités de leurs filiales dans un pays en guerre avec les États-Unis, ou en commerçant directement avec ce pays ennemi.

Cette attitude tolérante avait beaucoup à voir avec le fait que, pendant la guerre, le big business avait acquis plus d'influence encore qu'auparavant à Washington. Le Council on Foreign Relations (« Comité des Affaires étrangères »), fondé en 1921 et financé par la Fondation Rockefeller, acquérait une influence grandissante au sein du gouvernement Roosevelt. Composé presque exclusivement d'éminents hommes d'affaires et banquiers, ce *think tank* privé réunissant la crème du

---

396 Reymond, p. 280.

business et de la finance plaça ses «techniciens» (ou «experts») dans d'innombrables positions politiques d'importance. Et c'est ainsi que, selon un historien italien, «le programme de la haute finance devint la politique officielle des États-Unis, *de facto* sinon *de iure*» et que «le gouvernement [du pays] tomba sous la coupe des intérêts de la grande industrie»<sup>484</sup>.

Que des représentants du big business descendent sur Washington afin d'y occuper des postes-clés dans la bureaucratie de l'État s'était déjà vu avant Pearl Harbor, mais le phénomène s'accéléra à cette époque. Prétendument motivés par un patriotisme inattaquable, ils proposaient leurs services moyennant une rétribution symbolique d'un seul dollar annuel, ce qui leur valut d'être surnommés *one-dollar-a-year* men, les «hommes à un dollar par an». L'écrasante majorité de ces bénévoles étaient en réalité en poste afin de favoriser les intérêts de leurs entreprises, de ramasser de lucratives commandes de l'État et aussi, dans la mesure du possible, de défendre les intérêts des filiales à l'étranger. William S. Knudsen, par exemple, qui, en 1938, avait succédé à Alfred P. Sloan Jr comme président de General Motors et qui avait conservé ce poste jusqu'en 1940, devint directeur de l'Office of Production Management, une sorte de ministère chargé de la production et de l'achat de matériel de guerre, y compris le genre de véhicules produits par General Motors. Le fait que, dans les années trente, Knudsen s'était fait connaître comme admirateur sincère d'Hitler et ami de Gôring n'importait manifestement pas. Edward Stettinius Jr, un autre ancien

<sup>484</sup>. Gaja, p. 26-28; voir aussi «Council on Foreign Relations».



gros bras de General Motors, lié également au gigantesque producteur d'acier U S Steel, et fort opportunément membre du Council on Foreign Relations, se vit confier la responsabilité du programme prêt-bail des livraisons à la Grande-Bretagne et aux autres pays alliés; comme nous l'avons déjà vu, ce projet s'avéra une véritable mine d'or pour General Motors, Ford et les autres grandes entreprises américaines. En 1943, Stettinius entra au State Department, le ministère des Affaires étrangères et, en novembre 1944, il en devint même ministre. Un autre exemple intéressant d'industriel qui se mua en fonctionnaire d'État fut Charles E. Wilson, président de General Electric; il devint l'un des hommes les plus puissants du War Production Board (WPB), une institution responsable de la production et de la répartition du matériel de guerre et du carburant<sup>495</sup>. Du WPB, l'historien américain Gabriel Kolko a écrit que sa création en janvier 1942 avait été une initiative émanant du monde du big business, que «quelque mille membres-clés de son personnel étaient des hommes d'affaires, rémunérés par leur entreprise plutôt que par le gouvernement», et que ce très officiel Conseil de la production de guerre « était essentiellement un prolongement des plus grandes entreprises du monde des affaires »<sup>397</sup>.

Mentionnons encore le cas, moins important mais typique, d'Ed Forio, un directeur de Coca-Cola qui occupa une fonction importante au sein du WPB. Grâce à lui, le producteur de boissons rafraîchissantes d'Atlanta se vit octroyer le statut de «fournisseur de guerre », ce qui lui permit non seulement d'être

---

397 Kolko (1994), p. 74.

exempté du rationnement en sucre en vigueur pendant la guerre mais de réaliser en outre d'énormes bénéfices avec ses livraisons aux troupes<sup>4\*7</sup>. Nous nous souvenons que Max Keith, directeur de Coca-Cola GmbH en Allemagne, réalisa un exploit similaire de l'autre côté de l'Atlantique.

Des représentants du big business s'installèrent également dans les bureaux des services secrets. Comme nous l'avons déjà vu, William Donovan, un avocat intimement lié au monde des affaires et de la haute finance, devint chef de l'OSS, et son confrère Allen Dulles, associé surtout aux entreprises américaines avec investissements en Allemagne, lui servit de principal collaborateur depuis son poste de Berne<sup>398</sup>. Selon l'historien allemand Jürgen Bruhn, l'OSS consistait «d'un point de vue social, en une association de grands patrons d'entreprise, de courtiers et d'avocats de Wall Street»<sup>399</sup>.

Dans ces circonstances, on ne sera pas étonné si le gouvernement américain détournait pieusement le regard pendant que les grandes entreprises du pays amassaient des prébendes faramineuses au pays même de l'ennemi nazi. Washington alla même plus loin et, dans un certain sens, accorda sa bénédiction à ces activités. Le 13 décembre 1941, une semaine à peine après l'attaque visant Pearl Harbor et deux jours seulement après la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis, Roosevelt en personne promulgua très discrètement un décret présidentiel permettant aux entreprises américaines de faire des affaires avec les pays ennemis et avec les pays neutres

---

398 Gaja, p. 30,121\*123.

399 Bruhn, p. 17-18.

vivant en bonne intelligence avec ces mêmes pays ennemis, à condition de disposer d'une autorisation spéciale<sup>400</sup>. Ce décret allait bien sûr à l'encontre des lois américaines, prétendument strictes, interdisant toute forme de commerce avec l'ennemi.

Si le gouvernement américain permettait ces formes de trahison, il y eut toutefois des exceptions à la règle générale. En octobre 1942, la Union Banking Corporation de Prescott Bush et Harriman qui servait, comme nous l'avons vu, de couverture à des entreprises allemandes, fut saisie non sans raison en tant que propriété de l'ennemi. Les avoirs de l'UBC allaient être restitués à leurs propriétaires après la guerre. Bush gagna beaucoup d'argent lors de la vente de son paquet d'actions. Harriman lui aussi survécut sans problème à cette péripétie. De 1946 à 1948, il fut même ministre du Commerce sous la présidence de Truman et, par la suite, il fut envoyé à Paris en qualité d'administrateur du plan Marshall<sup>401</sup>.

«Pour apaiser l'opinion publique», écrit Charles Higham, un procès fut intenté contre le plus célèbre contrevenant à la législation sur le commerce avec l'ennemi, à savoir la Standard Oil. Mais celle-ci fit comprendre qu'elle «fournissait une part très élevée du carburant dont l'armée, la marine et les forces aériennes avaient besoin pour faire gagner la guerre à l'Amérique». L'entreprise des Roclcefeller consentit finalement à payer une amende dérisoire «pour sa trahison à l'égard de l'Amérique ». En échange, elle pouvait poursuivre son commerce lucratif avec les

---

<sup>400</sup> Higham, p. XV-XXI.

<sup>401</sup> «W. Averell Harriman»; Buchanan et Michael; Aris et Campbell.

ennemis des États-Unis<sup>402</sup>. Une enquête sur les activités d'IBM dans le pays de l'adversaire nazi fut décommandée de la même manière pour la simple raison que les États-Unis, à l'instar des nazis, avaient absolument besoin de la technologie d'IBM. Edwin Black fait remarquer qu'«à certains égards, IBM était plus importante que la guerre». Ni les Américains ni les Allemands ne pouvaient se permettre de faire la guerre sans l'aide de l'indispensable technologie d'IBM. Et Black de conclure laconiquement : « Hitler avait besoin d'IBM, les alliés aussi. »<sup>403</sup>

Face à la Standard Oil et à IBM, l'oncle Sam fit mine de taper du poing sur la table mais la plupart des sociétés et des banques qui faisaient des affaires avec Hitler ne subirent jamais la moindre entrave. Les liens du patron d'ITT, Sosthenes Behn, avec l'Allemagne nazie, par exemple, étaient un secret de polichinelle à Washington, mais Behn ne connut jamais de difficultés. Au contraire, en 1946, il recevra du président Truman la médaille du Mérite, la plus haute distinction qu'un citoyen américain puisse se voir décerner, pour les services exceptionnels qu'il avait prétendument rendus à son pays pendant la guerre. Behn est enterré au cimetière d'Arlington à Washington, non loin de la tombe de John F. Kennedy et des milliers de tombes des soldats américains qui perdirent la vie durant la guerre contre les amis nazis du patron d'ITT<sup>404</sup>.

Pendant la guerre, les grandes entreprises américaines acquirent un contrôle sans précédent sur

---

402 Higham, p. 44-46; Kümmel, p. 172-174.

403 Black (2001), p. 333-348.

404 Higham, p. 112-115 ; Sampson (1973), p. 40 ; Bower, p. 78-79 ; Kümmel, p. 235- 236. On peut trouver les photos de la tombe de Behn au cimetière d'Arlington et la décoration qu'il reçut de F État américain sur: [www.arlingtoncemetery.com/sbehn](http://www.arlingtoncemetery.com/sbehn).

l'État américain. Elles parvinrent même à transformer cet État en un instrument destiné à réaliser leur objectif primordial, la maximalisation de leurs profits. Cela explique non seulement pourquoi les entreprises américaines purent sans entrave commercer avec l'ennemi, mais aussi pourquoi les filiales allemandes de ces entreprises américaines ne furent pas la cible des bombardements systématiques des alliés, malgré le fait que leur production fut de la plus extrême importance pour les opérations de guerre des nazis.

Bernard Baruch, un financier de Wall Street devenu conseiller du président Roosevelt, aurait donné l'ordre de ne pas bombarder - ou légèrement seulement - certaines usines situées en Allemagne, notamment les filiales des entreprises américaines. Si c'est vrai, cela expliquerait pourquoi le centre historique de Cologne fut écrasé sous les bombes, alors que la gigantesque usine de Ford-Werke, en bordure de la ville et clairement visible du ciel, eut la réputation d'être l'endroit le plus sûr de la ville durant les raids aériens, même si, de temps à autre, quelques bombes s'écrasèrent sur son vaste terrain. La ville de Cologne avait déjà été bombardée à plus de 70 occasions -y compris par un raid de mille bombardiers en mai 1942 - quand, le 2 octobre 1944, la Ford-Werke fut attaquée pour la toute première fois, en l'occurrence par un bombardier américain solitaire du type B-17; une deuxième attaque, le 18 octobre, engagea deux bombardiers. Ces raids causèrent très peu de dégâts, sauf au camp de baraquements des travailleurs forcés voisin. Du ciel, ce camp était pourtant également clairement visible, et l'usine même facile à distinguer. Après cela, la Ford-Werke ne fut

plus la cible d'aucun bombardement allié<sup>405</sup>. Quand les troupes américaines entrèrent à Cologne au printemps 1945, elles découvrirent que Ford-Werke était quasiment intacte, mais des tirs de l'artillerie allemande, positionnée de l'autre côté du Rhin, et visant Cologne alors aux mains des Américains, provoquèrent des dégâts aux installations de Ford-Werke ; les photos qui furent prises alors sont parfois exhibées, suggérant que les alliés ont pris l'usine pour cible.

De même, assez étrangement, l'usine Ford à Anvers resta «pratiquement ignorée des bombardements alliés», comme le fait remarquer Thierry Grosbois.

Une autre entreprise étonnamment épargnée fut Bayer, à Leverkusen. Cette entreprise était liée à la Standard Oil via IG Farben. L'usine produisait des médicaments contre les maladies tropicales, médicaments dont l'armée américaine avait besoin pour faire la guerre dans l'océan Pacifique et qui lui étaient livrés via des pays neutres, notamment la Suisse et le Portugal.

Les usines AEG - une entreprise d'électrotechnique dont General Electric possédait de nombreuses actions-, installées à Nuremberg et ailleurs, ne furent pas davantage bombardées<sup>406</sup>.

Les filiales allemandes d'IBM, elles aussi, sortirent de la guerre extraordinairement préservées. Parmi les premiers soldats américains qui atteignirent l'usine Dehomag à Sindelfmgen, écrit Edwin Black, figuraient par hasard plusieurs anciens employés d'IBM.

---

405 «Bombing of Cologne in World War II»; «ZwangerbeiterInnen [sic] bei Ford AG Köln»; Weixelbaum (2012).

406 *Research Findings*, p. 106; Billstein *et al*, p. 98-100, xrs ; Helms, p. 115-116; Reich (1990), p. 124-125 ; Wilkins et Hill, p. 344-346; Sutton, p. 44-46. La remarque sur Ford Anvers est tirée de Grosbois, p. 204.

Ils constatèrent que tout était «à 100 % intact», et ils ajoutèrent que «chaque machine était en très bon état et prête à être utilisée». Enthousiasmés, ils rapportèrent au grand patron Thomas Watson en personne que «toute l'usine était intacte et que, pour une raison inconnue, elle n'avait pas été touchée par les bombardiers». Watson, qui avait d'excellents contacts dans les centres de pouvoir à Washington, jusqu'à la Maison-Blanche, en connaissait sans aucun doute la raison. L'usine d'IBM à Berlin, par contre, fut détruite au cours des nombreux bombardements alliés. Mais, écrit Black, cela ne se produisit qu'après que «la plupart des secteurs de production eurent été transférés vers différents endroits du Sud de l'Allemagne», c'est-à-dire après que les nazis eurent donné des instructions pour une mise à l'abri<sup>407</sup>.

Il se produisit le même genre de choses avec l'usine Opel à Rüsselsheim. Elle aussi fut bombardée mais, grâce à une mise à l'abri organisée au préalable, les dégâts aux machines et aux autres infrastructures de production se limitèrent à quelque 10 %. La production tournait toujours à plein rendement quand, le 25 mars 1945, les soldats américains atteignirent Rüsselsheim<sup>408</sup>.

De même, la plupart des installations appartenant aux filiales des entreprises américaines en France, en Belgique et aux Pays-Bas subirent si peu de dégâts suite aux bombardements alliés qu'il ne fut pas rare que «des usines qui, une semaine plus tôt, avaient encore produit pour l'armée allemande, se mirent brusquement à fournir le même matériel aux armées

---

407 Black (2001), p. 406-409.

408 Billstein *et al*, p. 77-79; Heyl et Neugebauer, p. 170-180.

alliées », comme l'écrit Robert Sobel à propos des filiales d'ITT<sup>409</sup>.

Une fois la guerre terminée, ITT, General Motors et les autres grandes entreprises américaines qui avaient fait des affaires en Allemagne non seulement ne furent pas sanctionnées, mais elles furent dédommagées pour les dégâts que leurs filiales avaient subis suite aux bombardements anglo-américains. General Motors et ITT reçurent de l'État américain des dédommagements s'élevant respectivement à 33 et 27 millions de dollars, partiellement sous la forme de réductions d'impôts. Dans le cas d'ITT, il s'agit principalement d'indemniser l'usine qui produisait des chasseurs du type Focke-Wulf. Ford-Werke avait subi relativement peu de dégâts durant la guerre et avait en outre déjà reçu plus de 100 000 dollars de dédommagement du régime nazi. La filiale de Ford en France était parvenue en 1942 à obtenir du régime de Vichy un dédommagement de 38 millions de francs français. Malgré cela, Ford alla réclamer à Washington des dommages et intérêts pour 7 millions de dollars et, après négociation, empocha la somme de 785 321 dollars, l'équivalent de 9,4 millions de dollars actuels<sup>410</sup>.

De telles compensations illustrent la générosité du trésor américain, d'autant plus que les entreprises en question avaient déjà bénéficié pendant la guerre d'une réduction d'impôt pour la prétendue perte de leurs actifs en Allemagne. General Motors, par

---

409 Sobel (1982), p. 110.

410 *Research Findings*, p. 109; Wallace, p. 342-343; Higham, p. 159-160.



exemple, avait en 1941 déclaré perdus ses investissements en



Allemagne, Opel donc, ce qui lui valut une réduction fiscale de quelque 23 millions de dollars. En théorie, le gouvernement américain aurait donc pu confisquer Opel après la guerre mais, au lieu de cela, il permit fort généreusement à General Motors de récupérer en 1948 ses investissements allemands en échange d'un paiement de 1,8 million de dollars, ce qui équivalait à une réduction d'impôt de près de 21 millions de dollars, ou 188 millions de dollars actuels. Ford réussit un coup similaire : Ford-Werke fut déclarée perdue en 1943, pour une valeur d'environ 8 millions de dollars, puis elle fut récupérée en 1954 moyennant le paiement de 557 000 dollars seulement. Notons encore que la déclaration, purement fictive, de la perte de leurs avoirs allemands, offrait fort opportunément aux propriétaires et administrateurs des maisons mères américaines la possibilité de décliner toute responsabilité dans les activités hautement douteuses de leurs filiales allemandes<sup>411</sup>.

## Chapitre 9

### Entre Morgenthau et Moscou

Quand la guerre prit fin en Europe, les propriétaires et administrateurs des grandes entreprises américaines s'activèrent frénétiquement à récupérer leurs filiales presque intactes en Allemagne. Leurs positions-clés

---

411 Silverstein, p. 16; Snell, p. 16; Higham, p. 160, 177; Sampson (1973), p. 47; Reich (1990), p. 123; Billstein *et al.*, p. 73-75; *Research Findings*, p. 108-109, 115-116; Black (2009), p. 118.

au sommet de la hiérarchie politique, administrative et même militaire de leur pays les servirent admirablement. Il s'agissait en premier lieu d'influencer les décisions concernant l'avenir de l'Allemagne vaincue en général, et de leurs avoirs allemands en particulier.

Au printemps 1945, alors que les troupes américaines se précipitaient vers le cœur de l'Allemagne, le grand patron d'ITT, Sosthenes Behn, affublé d'un uniforme d'officier américain, pénétra en Allemagne pour inspecter personnellement ses filiales, dans l'intention, naturellement, de les récupérer. Or, au-delà de tels numéros individuels, le fait est que la zone d'occupation américaine de l'Allemagne finira par grouiller de représentants de firmes ayant d'importants avoirs dans le pays. D'après l'historienne américaine Carolyn Woods Eisenberg, ces représentants, dans la plupart des cas, furent choisis :

«soit en raison de leur expérience personnelle avec des firmes allemandes, soit parce qu'avant la guerre, leur entreprise avait fait des affaires avec des entreprises en

Allemagne. Par conséquent, on y retrouvait des gens de General Motors, par exemple [...] Le directeur [William Draper, un ami de Thomas Watson d'IBM] venait de Dillon, Read & Company, une importante institution financière qui, dans les années vingt déjà, avait beaucoup investi en Allemagne [...] Un grand nombre de ces personnes avaient des liens personnels avec l'une ou l'autre firme allemande. »<sup>502</sup>

Ces représentants des grandes entreprises américaines se rendirent en Allemagne pour faire en sorte que «l'Amérique des grandes entreprises» puisse poursuivre, après la fin des hostilités, ses investissements rentables dans le pays vaincu et occupé, et aussi dans l'optique d'utiliser ces investissements comme tremplin pour la pénétration économique américaine en Europe, un projet dont on peut dire qu'il avait été lancé dans les années vingt avec des investissements à grande échelle en Allemagne.

En ce qui concerne leurs filiales en Allemagne, ils avaient toutefois quelque raison de se faire des soucis. Il s'agissait surtout d'empêcher que le fameux plan Morgenthau fût exécuté. Henry Morgenthau Jr, ministre des Finances de Roosevelt, avait proposé de démanteler l'industrie allemande dans le but de transformer l'Allemagne en un pays arriéré, pauvre et, de ce fait, impuissant. Les propriétaires et administrateurs des sociétés ayant des avoirs en Allemagne n'étaient que trop conscients de ce que l'exécution du plan Morgenthau allait signifier le trépas de leurs filiales allemandes, et ils s'opposèrent donc par tous les moyens à sa mise en oeuvre.

L'un des adversaires les plus acharnés du plan Morgenthau fut Alfred P. Sloan, le très influent président du conseil d'administration de General Motors, ami déclaré des fascistes et admirateur d'Hitler depuis les années trente. De même, William Draper, chef de la Division Économie des autorités américaines d'occupation en Allemagne, officier dans l'armée mais toujours vice-président de Dillon, Read & Company, était fortement opposé au plan Morgenthau. Il «fit tout ce qui était en son pouvoir pour hâter le rétablissement économique de l'Allemagne», même si cela signifiait qu'on allait permettre à d'anciens nazis de conserver des postes élevés dans l'industrie<sup>412</sup>.

Sloan, Draper, les grands patrons américains soutenus par leurs amis de Washington et les autorités américaines d'occupation en Allemagne proposèrent une voie alternative : la reconstruction d'une économie allemande qui, tout comme sous le nazisme, resterait conçue selon le modèle capitaliste, de sorte qu'eux- mêmes pourraient continuer à faire des affaires en Allemagne et y gagner de l'argent. Ils obtinrent gain de cause: après la mort de Roosevelt en avril 1945, le plan Morgenthau fut abandonné, et Morgenthau lui- même démis de ses fonctions le 5 juillet 1945 par le président Truman. L'Allemagne - du moins sa partie occidentale - allait en effet être reconstruite sur le plan économique, et les filiales allemandes des entreprises américaines seraient les grandes bénéficiaires de ce développement, malgré le fait qu'elles avaient étroite-

---

412 «William Henry Draper, }r.».

ment et massivement collaboré avec les nazis. L'autre grand gagnant de ce redéploiement fut l'homologue allemand du big business américain, Deutschland AG, qui, comme nous l'avons vu, avait déjà commencé peu après Stalingrad à se préparer pour un partenariat d'après-guerre avec les Américains. Malgré tout cela, de très nombreux Allemands croient toujours au mythe Morgenthau, mythe selon lequel, après la guerre, les Américains auraient vraiment œuvré à démanteler l'Allemagne sur le plan industriel.

La reconstruction de l'économie allemande selon le modèle capitaliste signifiait que les filiales allemandes des grandes entreprises américaines pouvaient continuer à exister, à prospérer et à rapporter de l'argent aux actionnaires en Amérique, tout comme auparavant sous Hitler. Cela signifiait aussi que l'Allemagne pouvait devenir un marché de débouchés pour les produits industriels fabriqués aux États-Unis ainsi qu'un «pays aux possibilités illimitées » pour les investissements américains. La reconstruction du pays, dont bien des villes avaient été anéanties par les bombardements, offrait en effet de somptueuses possibilités d'engendrer des bénéfices<sup>504</sup>. En 1945, il n'y avait pas, dans toute l'Amérique, un seul businessman qui ne rêvait pas de faire des affaires dans l'Allemagne de l'après- guerre. De cette «nouvelle» Allemagne, on attendait avec une grande confiance que, sous l'influence américaine, elle embrasse les principes de la libre entreprise et du

504. Voir par exemple Delanty, p. 121.

libre commerce et, par conséquent, ouvre toutes grandes les portes de son économie aux produits et investissements américains. Il était toutefois évident que le big business avait de loin les meilleures chances de tirer profit de l'imminente «ruée vers l'or» entre le Rhin et l'Oder. Leurs filiales allemandes avaient survécu à la guerre presque intactes ; nous savons déjà que, dans bien des cas, la production y put reprendre presque immédiatement après la fin des hostilités<sup>413</sup>. À la fin de la guerre, les grandes entreprises américaines disposaient en Allemagne d'avoirs plus importants que jamais auparavant, et des avoirs plus importants permettaient d'espérer, du moins en théorie, des bénéfices plus importants.

Elles avaient raison: en 1946 déjà, les actifs d'IBM en Allemagne, par exemple, dégagèrent le bénéfice colossal de 7,5 millions de RM<sup>414</sup>.

Un sujet toutefois inquiétait les hommes d'affaires américains qui se réjouissaient d'avance de tels bénéfices. Durant la guerre, lors des réunions avec Churchill et Staline, le président Roosevelt s'était déclaré d'accord de contraindre l'Allemagne, une fois vaincue, à payer des réparations aux pays victimes de l'agression nazie. L'Union soviétique était concernée au premier chef. Cela signifiait que les richesses créées en Allemagne devaient être écrémées à l'avenir au profit des Soviétiques, que le pouvoir d'achat des Allemands serait en berne et que cela saperait la

---

<sup>413</sup> Voir aussi Gatzke, p. 168; Altmann, p. 199.

<sup>414</sup> Black (2001), p. 424.



valeur de l'Allemagne en tant que marché de débouchés pour les produits américains. En résumé: les grandes opportunités espérées dans la reconstruction de l'Allemagne allaient partir en fumée.



Penser que tous les bénéfices qui seraient réalisés dans le futur par les entreprises allemandes ne serviraient pas à enrichir les propriétaires de ces entreprises mais contribueraient à la reconstruction de l'Union soviétique répugnait aux hommes d'affaires américains. Avant et pendant la guerre, les filiales allemandes des entreprises américaines s'étaient profilées comme entreprises allemandes, elles avaient été traitées par les autorités nazies comme des entreprises allemandes, et elles avaient tiré autant avantage de la collaboration avec les nazis que les entreprises réellement allemandes. Allaient-elles désormais, au même titre que d'autres entreprises allemandes, devoir payer le prix et, durant une période indéterminée, sacrifier leurs profits au paiement des réparations allemandes aux Soviétiques ? Cela signifierait non seulement que les actionnaires aux États-Unis n'allaient plus pouvoir palper de dividendes *made in Germany*, mais aussi qu'ils allaient contribuer indirectement à la construction du socialisme dans la patrie honnie du communisme international.

IBM par exemple qui, durant la période nazie, avait réalisé d'immenses bénéfices grâce à l'identité allemande de sa filiale Dehomag, craignait maintenant que celle-ci ne fût considérée comme « avoir ennemi » et sacrifiée sur l'autel des réparations. À propos de ces réparations, écrit Edwin Black, « IBM voulait absolument rester hors considération », et elle se mit donc au travail d'arrache-pied pour faire en sorte que sa filiale allemande « fût écartée de la sphère de la dette » au lieu d'être désignée « comme candidate au paiement des réparations »<sup>507</sup>.

À Washington, les lobbyistes se mirent au travail, non seulement ceux d'IBM, mais ceux de toutes les grandes entreprises américaines. Il fallait empêcher de toute urgence que leurs filiales allemandes ne soient empêtrées dans la toile d'araignée des réparations. Ces efforts furent couronnés de succès. Cela n'a rien d'étonnant car, dans les rangs des dirigeants gouvernementaux américains et des hauts fonctionnaires de la bureaucratie d'État, de l'armée et surtout des autorités d'occupation en Allemagne, siégeaient d'innombrables représentants et sympathisants des grandes entreprises. Ce n'est donc pas un hasard si le président Truman lui-même, durant l'été 1945, lors de la conférence de Potsdam, fit entendre clairement à Staline que l'Union soviétique ne devait pas escompter des réparations émanant de la zone d'occupation américaine de l'Allemagne, même si cela allait de façon flagrante à l'encontre des accords qui avaient été conclus avec son prédécesseur, Roosevelt. Moins d'un an plus tard, le 3 mai 1946, le général Lucius Clay, gouverneur militaire de la partie de l'Allemagne occupée par les Américains et connu pour son opposition au plan Morgenthau, nia catégoriquement le droit aux Soviétiques de percevoir, dans la zone occidentale d'occupation de l'Allemagne, la moindre compensation pour les dégâts colossaux Occasionnés à leur pays au nom de l'Allemagne. Les Soviétiques ne purent compter que sur leur propre zone d'occupation, la future République démocratique allemande (RDA) ou «Allemagne de l'Est».

Que les Américains n'aient pas tenu leur promesse en ce qui concerne les réparations allemandes a plus que manifestement contribué à l'avènement d'une longue guerre froide entre l'Occident et l'Union sovié

tique, avec tous les dangers et la misère qui en ont résulté.

Autre conséquence: l'Allemagne de l'Est, moins vaste et plus pauvre, s'est acquittée seule des sommes considérables dues à l'URSS, l'Allemagne de l'Ouest, plus vaste et plus riche, ne remboursant presque rien<sup>508</sup>. Cette injustice flagrante nourrit aujourd'hui encore des rancunes dans l'Est allemand. Mais aux États-Unis, et surtout aux sièges des grandes entreprises, on ne s'est jamais soucié de telles «bagatelles». Les bénéfices étaient saufs, voilà tout ce qui importait.

Continuer à accumuler des richesses dans un « nouvel » État allemand, soi-disant dénazifié et démocratique mais toujours capitaliste, fut non seulement l'objectif du big business étatsunien, et donc du gouvernement étatsunien, mais également du big business suisse, et donc du gouvernement suisse. Juste avant l'arrivée des troupes alliées dans la petite ville de Singen, située en Allemagne à deux pas de la frontière suisse, le fanion nazi qui avait flotté sur le bâtiment de la firme Maggi fut remplacé par le drapeau suisse; les managers espéraient de la sorte éviter «des enlèvements de machines [et autres propriétés matérielles et intellectuelles] à titre de réparations de guerre». Or si les filiales allemandes de Maggi, Georg Fischer et d'autres entreprises suisses finirent par échapper à ce désagréable destin, cela ne fut pas grâce à ce genre de gestes symboliques mais à l'intervention des autorités

helvétiques qui, à l'instar de leurs homologues états-uniens, fonctionnaient comme les «avocats» de ces filiales, ainsi qu'à l'attitude compréhensive des autorités d'occupation américaines en Allemagne<sup>415</sup>.

---

415 Pavillon, «Les Aciéries Georg Fischer...»

## Chapitre 10

### **Passé nazi, avenir américain**

Outre le spectre des réparations de guerre, les autorités américaines d'occupation en Allemagne et les représentants des maisons mères américaines ayant des filiales en Allemagne affrontaient, en ces lendemains de libération, un autre problème. L'opinion publique en Europe afficha une sympathie antifasciste et, de ce fait, devint sensible aux idées anticapitalistes. En effet, il était encore clair et évident, à l'époque, que le fascisme était une manifestation du capitalisme. Comme Edwin Black l'a écrit dans son étude sur IBM et le III<sup>e</sup> Reich: «À l'époque, le monde comprenait encore que c'était la collaboration des grandes entreprises qui avait rendu possible le régime de terreur d'Hitler. »<sup>510</sup> Presque partout en Europe, et surtout en Allemagne, naquirent spontanément des organisations radicales tels les groupements antifascistes allemands, ou Antifas, qui devinrent très populaires et influents. Les syndicats et les partis politiques de gauche, qui accusaient les banquiers et industriels allemands d'avoir mis Hitler au pouvoir, collaboré étroitement avec son régime criminel et profité de sa guerre, connurent un nouvel essor. Les propositions de réformes anticapitalistes plus ou moins radicales comme la nationalisation de certaines entreprises, voire de secteurs industriels entiers, remportaient beaucoup de succès. De

tels plans allaient absolument à l'encontre des dogmes sur l'inviolabilité de la propriété privée et de la libre entreprise et ils inquiétèrent donc au plus au point le big business, qu'il ait ou non des avoirs en Allemagne d'ailleurs.

Les industriels impliqués en Allemagne étaient également épouvantés par l'expansion dans ce pays de « conseils d'entreprise » démocratiquement élus qui réclamaient une participation dans la gestion des usines. En outre, les travailleurs choisissaient généralement des communistes pour les représenter au sein de ces conseils. C'est ce qui se passait dans les principales filiales américaines, Ford-Werke et Opel, par exemple. Au conseil d'entreprise d'Opel, des communistes allaient même jouer un rôle important dans les années qui suivirent immédiatement la fin de la guerre. Les conseils d'entreprise étaient une forme de démocratie, de démocratie industrielle, mais ni les dirigeants américains des entreprises concernées, ni les autorités américaines d'occupation ne manifestèrent de l'enthousiasme pour la chose. Ils préféraient de loin le modèle industriel des nazis avec lequel, dans une entreprise - tout comme dans le parti ou l'État nazis-, le directeur jouait le rôle de *Führer* et exerçait donc, en accord avec le fameux *Führerprinzip* (« principe de la soumission au chef»), une autorité illimitée sur sa *Gefolgschaft* («suite»), c'est-à-dire sur ses travailleurs.

Au lieu de laisser s'épanouir les réformes démocratiques *bottom-up* (« du bas vers le haut»), les dirigeants américains encouragèrent partout le rétablissement des traditionnelles structures autoritaires *top-down* («du haut vers le bas»). Ils se défirent systématiquement des antifascistes et les remplacèrent autant que



possible par des personnalités conservatrices et autoritaires de droite, y compris de nombreux anciens nazis. À l'usine Opel de Rüsselsheim par exemple, la nouvelle direction américaine ne travailla qu'à contrecœur avec les antifascistes, elle empêcha que les conseils d'entreprise eussent vraiment leur mot à dire dans la gestion de la firme, et elle fit de son mieux pour entraver la mise en place de nouveaux syndicats. En 1948, quand General Motors reprit officiellement la gestion d'Opel, il fut promptement mis un terme à l'expérience démocratique et ses conseils d'entreprise.

Cette même année, Robert Schmidt, directeur de Ford-Werke à Cologne pendant la guerre et, dit-on, nazi notoire, put regagner son bureau grâce à Dearborn et aux autorités américaines d'occupation, bureau qu'il avait dû quitter immédiatement après la guerre à cause de pressions antifascistes émanant de la base. Il resta en service comme directeur en chef de Ford en Allemagne jusqu'en 1962, quand il perdit la vie dans un accident alors qu'il se rendait à l'ouverture d'une nouvelle usine Ford, à Genk, en Belgique<sup>416</sup>. De même, Keith retrouva bientôt son poste à Coca-Cola- Essen. Aujourd'hui, l'entreprise est toujours installée à la même adresse qu'à l'époque du III<sup>e</sup> Reich, mais la rue s'appelle désormais la Max-Keith-Strasse<sup>572</sup>, en l'honneur de l'ancien patron.

La guerre gratifia les grandes entreprises américaines de bénéfices colossaux sur leur sol et à l'étranger, d'une hausse de la valeur de leurs avoirs en Allemagne, d'in-

---

<sup>416</sup> Grosbois, p. 204-205.

<sup>572</sup> Reymond, p. 312-313.

demnités pour les dégâts relativement limités que leurs filiales allemandes avaient subis. Ils enlevèrent aussi un butin de guerre considérable sous forme de technologie de pointe et d'un personnel allemand hautement qualifié. Au printemps 1945, alors qu'ils pénétraient en Allemagne, les Américains confisquèrent du matériel -machines, souffleries aérodynamiques, moteurs diesel, microscopes électroniques, etc. - ainsi que des brevets, des plans et des copies de projets. Ils le firent non seulement dans leur propre zone d'occupation de l'Allemagne, mais aussi dans une grande partie de la zone soviétique -la future République démocratique allemande- qu'ils occupèrent pendant la dernière semaine des hostilités. Là, ils évacuèrent par exemple la majeure partie du capital de la célèbre firme Cari Zeiss, dans la ville d'Iéna, avant que cette région, la Thuringe, ne fût cédée aux Soviétiques le 1<sup>er</sup> juillet 1945, conformément aux accords conclus auparavant par les alliés. Toutes sortes de machines, de projets et de brevets furent également dérobés en Thuringe et dans une partie de la Saxe voisine, chez Siemens, Telefunken, BMW, Krupp, Junkers et IG Farben. Les Américains imposèrent également à un certain nombre de managers, d'ingénieurs, d'experts et de scientifiques de quitter leur usine, leur université ou leur foyer et de les accompagner dans les zones occidentales d'occupation. En outre, de nombreux savants et spécialistes allemands -la chercheuse américaine Linda Hunt parle d'au moins mille six cents personnes- furent transférés aux États-Unis pour y être mis au travail, non seulement au Pentagone ou dans des ministères ou institutions d'État et dans des universités, mais aussi dans de grandes entreprises comme

General Electric, W.R. Grace & Company et Dow Chemical. Cette opération fut menée sous les noms de code d'*Overcast* et de *Paperclip*.

De ces émigrants, volontaires ou non, faisaient également partie des criminels de guerre, par exemple des médecins de camps de concentration qui avaient conduit des expériences sur des cobayes humains. Leur passé criminel fut considéré comme sans importance. Ce qui importait, c'est que le fait de proposer à ces individus une nouvelle existence et une nouvelle carrière aux États-Unis fût «bon pour les affaires», ce qui voulait dire, en fait, bon pour le business. De nombreux criminels nazis se virent ainsi offrir de mener une existence longue et heureuse dans le « pays aux possibilités illimitées»<sup>417</sup>.

L'idée que les États-Unis, au contraire de l'Union soviétique, n'auraient jamais perçu de réparations de l'Allemagne est donc tout simplement un mythe. En réalité, les Américains reçurent toute une série de «réparations intellectuelles», comme un membre du bureau technique du ministère américain du Commerce, John C. Green, a décrit ces transferts de richesse<sup>418</sup>. L'historien américain John Gimbel, spécialiste en ce domaine, en vient même à la conclusion que «la science et l'industrie américaines» réussirent à se rendre maîtresses « du capital le plus précieux de l'Allemagne vaincue». Il ajoute que la valeur de ce «capital intellectuel» était bien plus élevée que celle des machines démodées que les Soviétiques purent charrier d'Allemagne après la guerre<sup>419</sup>. Or les considérables réparations allemandes dont profitèrent les

---

<sup>417</sup> Bower, p. 110,118,137-140; Gimbel (1986), p. 437 et suivantes, (1990b), p. 448, et (1993), p. 175-196; Kolko (1968), p. 572; Simpson (1988), p. 30-31; Hunt

<sup>418</sup> Gimbel (1990a), p. 349.

<sup>419</sup> Gimbel (1990c), p. 296, et (1993), p. 182,186,192-194.

Américains furent confiées aux grandes entreprises - en d'autres mots : elles furent privatisées - et disparurent de l'écran radar du débat public, au contraire des réparations très surévaluées de l'Allemagne à l'Union soviétique.

Il fallait encore faire quelque chose pour les clients, fournisseurs et partenaires, banquiers et avocats allemands avec qui on avait si bien collaboré durant la période nazie et avec qui, si possible, on voulait continuer à faire des affaires et ce, au profit des deux parties. Or bon nombre de ces Allemands avaient soutenu les nazis, les avaient aidés à accéder au pouvoir et, après 1933, avaient tiré avantage de la politique sociale régressive d'Hitler, de ses crimes, de son programme de réarmement et de la guerre qu'ils avaient attendue de lui.

Vers la fin du conflit, des hommes d'affaires allemands vinrent discrètement frapper aux portes des sociétés américaines avec lesquelles ils avaient des connexions, à la recherche d'assistance durant la transition du système fasciste discrédité par la guerre vers une forme de démocratie. Nous avons vu que c'est à l'initiative des autorités nazies, lors d'une réunion d'industriels allemands le 10 août 1944 à l'hôtel Maison Rouge de Strasbourg, que cette stratégie fut discutée et adoptée. Nous ne connaissons pas les détails de ces contacts, mais bien leur résultat. Comment, en effet, expliquer l'indulgence des autorités américaines d'occupation à l'égard de certaines entreprises allemandes si ce n'est grâce à l'intervention de leurs riches et puissants amis étatsuniens ? À Nuremberg, une poignée de grands criminels nazis furent condamnés à mort pour

l'exemple mais les industriels et les banquiers, qui avaient aidé Hitler à accéder au pouvoir, l'avaient longtemps servi avec dévouement et y avaient gagné gros, furent à peine importunés.

Ce fut grâce à l'intervention des Américains -mais au grand déplaisir des juges soviétiques - que Schacht fut acquitté à Nuremberg. Il avait pourtant très ouvertement soutenu Hitler financièrement et politiquement, et il l'avait servi avec zèle, une fois au pouvoir, non seulement comme banquier, mais aussi comme «dictateur économique» en général et comme «plénipotentiaire dans la préparation économique de la guerre»<sup>56</sup> en particulier. Un certain nombre de procès « d'après Nuremberg » furent organisés exclusivement par les Américains : une participation soviétique aurait empêché toute clémence juridique. Ces procès et leurs sentences seront qualifiés de « symboliques » par l'un des procureurs américains. Des industriels et des banquiers allemands au passé nazi y furent en effet traités avec des gants de velours et, dans la plupart des cas, acquittés. Ceux qui furent malgré tout condamnés reçurent généralement des peines légères et, dans les trois ans, bénéficièrent d'une amnistie de la part des autorités américaines d'occupation.

Cette «vaste campagne de réconciliation et de commutation des peines de criminels nazis», «incluant celles d'importants industriels comme Friedrich Flick et Alfried Krupp», eut lieu sous les auspices de John J. McCloy, le grand chef des autorités d'occupation américaines en Allemagne à l'époque. Dans les années trente, McCloy avait été, comme juriste et banquier, au service des grandes compagnies pétrolières des

États-Unis, y compris Standard Oil, et il avait également servi comme avocat d'IG Farben, le partenaire allemand de Standard Oil. En 1952, sa mission en Allemagne terminée, McCloy réintégra officiellement le majestueux univers du big business américain d'où il était venu, et devint, entre autres, administrateur de la Chase Manhattan Bank, de Ford et du Comité des Affaires étrangères, le *think tank* des Rockefeller<sup>57</sup>.

En réalité, l'élite industrielle d'Allemagne, qui avait soutenu Hitler et son régime criminel, reçut de l'oncle Sam une sorte d'«amnistie de fait», comme l'a exprimé l'historien américain Christopher Simpson<sup>58</sup>. Un développement analogue eut lieu en Italie, où les autorités étatsuniennes sabotèrent toutes les initiatives antifascistes et protégèrent les anciens fascistes afin de garantir que «le pouvoir économique des grands capitalistes reste intact»<sup>420</sup>.

Particulièrement édifiant est le cas d'IG Farben, partenaire allemand de la Standard Oil de Rockefeller. Cette firme avait soutenu Hitler, publiquement et dès ses débuts ; à Auschwitz, elle avait fait construire une usine géante qui transformait la houille en caoutchouc synthétique, usine où les travailleurs esclaves du camp de concentration étaient littéralement tués au travail. Via sa filiale Degesch (Deutsche Gesellschaft für Schàdlingsbekàmpfung), IG Farben avait aussi fourni le poison Zyklon-B utilisé dans les chambres à gaz d'Auschwitz, de Treblinka et d'ailleurs. Alors que, dans la zone soviétique, toutes les proprié-

---

420 Feldbauer, p. 160-163.

tés d'IG Farben furent confisquées, socialisées et servirent au paiement de réparations, il en alla tout autrement dans les zones occidentales. Un procès contre les administrateurs y eut bien lieu, mais les . personnages-clés, comme tant d'autres industriels allemands, s'en tirèrent avec des peines «qui eussent même été légères pour des voleurs de poules », selon le procureur américain Josiah DuBois. L'entreprise fut scindée en un certain nombre de «sociétés remplaçantes », mais de façon si superficielle que les relations de propriété existantes et le pouvoir industriel restèrent inchangés, en dépit du fait que l'opinion publique en Allemagne de l'Ouest exigeait des réformes plus drastiques, y compris la nationalisation pure et simple. Les managers d'IG Farben furent autorisés à décider eux-mêmes des détails du processus prétendument purement économique de cette décartellisation ; ils le firent avec l'aide de banquiers et d'économistes comme Josef Abs et Ludwig Erhard qui, auparavant, avaient fait du travail utile pour le compte des nazis. Les plus importantes de ces «nouvelles» entreprises - Bayer, Hoechst et BASF - ont continué jusqu'à ce jour à faire des affaires et à réaliser des bénéfices au profit d'actionnaires anonymes (ou de leurs héritiers) qui, plus tôt, avaient pu encaisser des dividendes d'IG Farben<sup>421</sup>. Selon l'historien italien Filippo Gaja, de nombreuses entreprises allemandes dans le placard purent être «décartellisées» et donc «blanchies» de la même façon; cela fut possible grâce à des

---

421. Hayes (2001), p. 361-363, 377-379; «Holocaust-Überlebende klagen [...]»; Ponting, p. 282-283 ; Schmelzer ; la citation sur les « voleurs de poules » est tirée de Borkin, p. 195 ; IG Farben a été prétendument liquidée en 1952 mais, jusqu'en 2003, elle a continué à exister en tant que *trust company* avec de considérables biens immobiliers, voir «IG Farben».

interventions, auprès des autorités d'occupation occidentales, de la





part de « parents » ou « partenaires » américains tels que General Electric, Standard Oil, General Motors et ITT qui avaient un grand intérêt dans la survie, dans la soi-disant nouvelle Allemagne, de l'ancien ordre social et économique<sup>422</sup>. La plupart des grandes entreprises allemandes qui avaient collaboré avidement avec les nazis, et avec la S S en particulier, purent tout simplement continuer à prospérer en Allemagne de l'Ouest comme si rien ne s'était jamais passé. Il s'agit de firmes comme AEG, Siemens, Daimler-Benz et BMW, en d'autres termes, la crème de l'actuelle industrie allemande. Les Américains ne leur firent aucun ennui, ou presque, parce qu'elles étaient les parentes ou les associées de leurs propres grandes sociétés<sup>322</sup>.

Grâce au big business américain, le big business allemand survécut donc sans grands accroc à la transition du système nazi vers la démocratie de la République fédérale ouest-allemande. En outre, grâce à l'appui américain, le big business obtint une place privilégiée au sommet de la hiérarchie de ce nouvel État. D'innombrables hommes d'affaires assurèrent les plus hautes fonctions au sein de la République fédérale, bien qu'ils eussent collaboré assidûment avec le régime criminel d'Hitler et tiré profit de ses crimes et de sa guerre.

Prenons le cas du banquier Josef Abs par exemple, le directeur de la Deutsche Bank sous le III<sup>e</sup> Reich. Ses péchés nazis lui furent pardonnés parce que, parmi les autorités américaines d'occupation en Allemagne, se trouvaient des représentants des partenaires états-

---

<sup>422</sup> Gaja, p. 280 et suivantes.

uniens de la Deutsche Bank, entre autres, du groupe Morgan. Abs devint le grand conseiller financier d'Adenauer et, durant des décennies, il fut en mesure de déterminer le cours de la politique économique de la République fédérale d'Allemagne<sup>423</sup>.

En cas de difficultés, s'il s'avérait vraiment impossible de tendre une main protectrice au-dessus de la tête d'un ami allemand au passé nazi criminel, on se chargeait de lui procurer une fausse identité, un passeport et une nouvelle existence en Argentine ou dans l'un ou l'autre pays sud-américain, parfois aussi aux États-Unis mêmes ou au Canada. Dans ce cas également, le gros du travail était effectué par les autorités américaines et, plus précisément, par les services secrets, avec Allen Dulles à la manœuvre. Certains industriels et banquiers américains, comme Averell Harriman et Prescott Bush, auraient aussi trempé dans l'escamotage des criminels de guerre nazis vers des pays comme la Suisse ou l'Espagne<sup>524</sup>.

La guerre terminée, les grandes entreprises des États-Unis firent en sorte, directement ou indirectement, que les firmes, banques et hommes d'affaires allemands ne dussent guère s'expliquer à propos de leur passé nazi. Elles le firent avec la conviction, sans aucun doute honnête, que l'on avait besoin de ces firmes ou de ces hommes d'affaires, banquiers et avocats pour faciliter la reconstruction économique de l'Allemagne en général et la survie du capitalisme allemand en particulier. Mais il y avait encore une autre raison.

---

423 Czichon (2001), p. 238 et suivantes.

524. Buchanan et Michael.

Si on avait demandé des comptes aux Allemands, de très nombreux faits intéressants auraient été dévoilés. Le public américain aurait alors appris, par exemple, que des entreprises américaines avaient étroitement collaboré avec les nazis via des partenaires allemands, que des sociétés universellement admirées comme Ford et General Motors avaient non seulement fourni du matériel de guerre aux alliés mais également à la Wehrmacht, et qu'elles s'étaient de la sorte rendues coupables de trahison envers leur pays. Carolyn Woods Eisenberg, une spécialiste de l'histoire de la politique américaine à l'égard de l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a écrit que l'une des raisons pour lesquelles les autorités américaines d'occupation refusèrent de confronter de façon conséquente les entreprises allemandes à leur passé tenait dans le fait que «le comportement des cartels allemands ne pouvait être facilement dissocié des activités douteuses de certaines entreprises américaines [en Allemagne nazie] »<sup>525</sup>.

Si l'on avait, par exemple, soulevé le cas de la banque J. H. Stein de Kurt von Schröder, on aurait révélé au grand jour le fait que, pendant la guerre - et même après Pearl Harbor-, elle avait fait de l'utile travail pour Sosthenes Behn et son entreprise, ITT. Un examen des livres de cette banque, qui aurait pu causer de gros ennuis à ITT, fut court-circuité par un haut fonctionnaire des autorités américaines d'occupation, Norbert A. Bogdan. Celui-ci avait été auparavant vice-président d'une banque new-yorkaise qui, par hasard, appartenait à la famille de Schröder, la J.

525. Eisenberg (1996), p. 142.

Henry Schröder Banking Corporation. Selon Bogdan, cela ne valait vraiment pas la peine d'examiner le comportement d'une petite banque comme la Stein<sup>424</sup>.

Le III<sup>e</sup> Reich d'Hitler fut un système monstrueux dont l'existence avait été rendue possible par les grands industriels et banquiers allemands, autrement dit, par le big business allemand. Pour des millions de gens, il représenta une catastrophe mais, pour l'élite industrielle allemande, il fut un paradis. Les filiales allemandes des entreprises américaines (et de bon nombre d'autres entreprises étrangères) profitèrent également des admirables services que rendit le régime hitlérien au grand capital allemand, comme, par exemple, la mise hors circuit de tous les partis de travailleurs, des syndicats, un système de bas salaires combiné à des horaires de travail considérablement allongés, et un programme d'armement qui assurait des bénéfices gigantesques. Edwin Black se trompe quand il écrit que le cas d'IBM, qui profita grandement de la grande fête capitaliste sur les rives du Rhin, fut atypique du comportement des firmes américaines ayant des filiales en Allemagne. Non seulement IBM, mais toutes les sociétés américaines avec des filiales en Allemagne y restèrent après l'arrivée des nazis et elles tirèrent parti autant qu'elles le purent des riches possibilités qui furent créées par le régime afin de maximaliser leurs profits.

L'historien Gerhard Kümmel cite une seule firme

---

<sup>424</sup> Sutton, p. 64, 99.

américaine qui s'est retirée de l'Allemagne nazie : en 1934, la Sun Oil Co., aujourd'hui connue comme Sunoco, aurait vendu sa part de 50 % des actions de l'entreprise allemande Mineral-Öl-Werke Albrecht & Co. ; Kümmel prétend que d'autres firmes états-uniennes auraient quitté l'Allemagne, encaissant des pertes plus ou moins considérables, mais il n'en donne aucun autre exemple. De nombreuses entreprises auraient, dit-il, *pensé* à un retrait d'outre-Rhin<sup>527</sup>. C'est donc presque sans exception que les filiales allemandes des entreprises américaines contribuèrent aux victoires d'Hitler en 1939 et 1940, en produisant en masse le matériel nécessaire à la guerre. En continuant à le faire, même après Pearl Harbor, elles se rendirent coupables de trahison envers leur propre pays. Elles aidèrent en outre les nazis à commettre des crimes abominables. Mais de telles «formalités» ne dérangent ni les administrateurs en Allemagne ni les propriétaires et managers aux États-Unis, qui savaient pourtant ce qui se tramait dans leurs filiales de ce côté-ci de l'Atlantique. La seule chose qui importait pour eux, c'était le fait qu'une collaboration inconditionnelle avec Hitler leur permettait de réaliser des bénéfices comme jamais auparavant. Leur devise: les bénéfices *über Alles!*, les bénéfices par-dessus tout.

### Conclusion

## Fascisme et guerre après 1945

Le big business américain sortit de la Seconde Guerre mondiale nanti d'un contrôle presque total de l'État américain. Il n'est donc guère surprenant que tant la politique nationale que la politique internationale suivies par Washington après 1945 aient systématiquement cherché à réaliser le grand objectif du big business, à savoir la maximalisation des profits. Ce n'est qu'à la lumière de cette réalité qu'il est possible d'expliquer deux paradoxes de l'histoire d'après-guerre d'un pays qui se fait passer pour le vaisseau amiral du pacifisme et de la démocratie : *primo*, une tolérance étonnante à l'égard des dictatures fascistes et, *secundo*, une participation répétée dans des guerres qui ne sont que trop souvent déclenchées par les États-Unis mêmes.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les dictatures fascistes s'étaient révélées d'extraordinaires instruments pour réaliser des bénéfices, ou pour accumuler du capital. À cet égard, le fascisme resta utile après la fin de la guerre. C'est pourquoi le gouvernement américain toléra non seulement mais soutint même activement des dictatures fascistes ou d'autres régimes autoritaires dans des pays comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, l'Iran, Taïwan, l'Indonésie, les Philippines, le Chili, l'Argentine, la Corée du Sud, le Sud-Vietnam, la République dominicaine et l'Afrique du Sud. Cette politique « pro-fasciste » offrit

aux grandes entreprises américaines (et internationales) toutes les opportunités de réaliser d'importants bénéfices tout comme cela s'était passé auparavant en Allemagne nazie, c'est-à-dire via l'élimination des syndicats, un système de bas salaires et de longues heures de travail, des commandes d'armes, etc.

Depuis une vingtaine d'années, des systèmes plus démocratiques sont officiellement du goût des dirigeants politiques et industriels de l'Amérique. Toutefois cela ne signifie pas que c'en est terminé de la quête systématique et impitoyable du genre de main-d'œuvre bon marché et soumise qui avait été proposée par les fascistes d'avant-guerre. Cet objectif reste d'une importance primordiale mais, actuellement, on cherche à l'atteindre par des techniques managériales comme le *downsizing*, *Youtsourcing* et à profiter des possibilités de la «mondialisation». Pourtant, il ne faut pas croire que le fascisme ait disparu pour toujours de la surface de la terre. C'est un instrument auquel, dans n'importe quel pays, le big business pourrait très bien faire appel une fois de plus. À propos de ce danger, Bertolt Brecht nous a mis en garde de façon poétique :

« So was hätt einmal fast die Welt regiert !

Die Völker wurden seiner Herr, jedoch dass keiner  
von uns zu früh da triumphiert.

Der Schoss is fruchtbar noch Aus dem das kroch»

«Voilà ce qui aurait pour un peu dominé le monde !

Les peuples en ont eu raison, mais il ne faut pas  
nous chanter victoire, il est encore trop tôt:

Le ventre est encore fécond,

d'où a surgi la bête immonde. »



(*La résistible ascension d'Arturo Ui*, trad. Armand Jacob, 1941)

La présidence de George W. Bush, résultat d'élections fortement manipulées, présentait d'ailleurs d'étonnantes similitudes avec une dictature fasciste. Par analogie avec le Coca-Cola, on peut dire que le régime Bush fut une sorte de «fascisme light», caractérisée par des arrestations arbitraires pour une durée indéterminée dans des camps de concentration comme Guantanamo, des tortures, un programme d'armement à grande échelle dans lequel les grandes entreprises (et surtout les trusts pétroliers et les fabricants d'armes) ont gagné gros, une politique économique désastreuse qui a engendré une colossale dette publique, un démantèlement des services sociaux, une propagande honteusement mensongère, des guerres impérialistes meurtrières, des boucs émissaires (visant cette fois non pas les juifs ou les communistes, mais les Arabes et les musulmans) et - *last but not hast*- des limitations draconiennes de la liberté des citoyens aux États-Unis mêmes, sur la base de lois d'exception prétendument provisoires mais, de fait, permanentes.

Malgré les espoirs engendrés par l'élection de Barack Obama, ce genre de «fascisme light» n'a pas été supprimé par le successeur de Bush. Le système politique américain, une oligarchie prétendant être une démocratie, a tout comme Janus deux visages. On nous en présente habituellement le visage démocratique, symbolisé par le grand sourire d'un président; mais nous avons pu voir l'autre visage du système américain.

Force est de constater que, depuis 1945, les États-Unis n'ont jamais cessé de mener des guerres, qu'elles

soient «froides» ou «chaudes». Cela s'explique par le fait que, tout compte fait, les guerres sont encore plus fonctionnelles que le fascisme, pour la maximalisation des profits. Par le biais de commandes lucratives de matériel de guerre de la part de l'État, de l'affaiblissement et de l'élimination de concurrents dans les pays alliés ainsi qu'ennemis, de l'ouverture de nouveaux marchés, de butin sous forme de technologie par exemple, la Seconde Guerre mondiale apporta non seulement la rentabilité aux grandes entreprises de l'Amérique, mais elle l'accrut comme jamais auparavant. C'est ainsi que les grandes entreprises américaines ont développé une sorte d'addiction à la guerre.

En 1945, après la victoire sur l'Allemagne et le Japon, on avait besoin d'urgence d'un nouvel ennemi afin de pouvoir continuer à faire la guerre. Cet ennemi fut très vite trouvé, il avait en fait toujours été là : l'Union soviétique, le pays qui, dans les années trente, avait été l'épouvantail de l'« Amérique des grandes entreprises » mais qui avait été un allié très utile pendant la guerre. Et la fonction essentielle, celle de maximaliser les profits, fut transférée de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide. Ainsi, le moteur de l'économie américaine continuerait à tourner à plein régime -à la grande joie, et au grand avantage, des grandes entreprises qui pouvaient livrer du matériel de guerre de plus en plus extravagant moyennant des prix usuraire.

La fin soudaine et imprévue de la Guerre froide confronta les grandes entreprises américaines à une catastrophe potentielle, à savoir la transition d'une économie de guerre extrêmement rentable à une économie de paix aux profits inévitablement beaucoup plus modestes. Cette fois, il fut un peu plus malaisé de

dénicher de nouveaux ennemis et d'ainsi trouver une justification au maintien de l'économie de guerre américaine, ce qu'on a appelé le «*watfare system*» ou «*Pentagon system*». Or une solution définitive, ou «solution finale», au manque d'ennemis, fut découverte sous la présidence de George W. Bush: les attentats du xi septembre 2001 perpétrés à New York et Washington ouvrirent la voie à une «guerre contre le terrorisme». Ce nouveau cheval de bataille équivalait à un état de guerre permanent à l'échelle mondiale contre tous ceux qui, à n'importe quel moment, peuvent être qualifiés de «terroristes» par l'élite du pouvoir aux États-Unis. Du «terrorisme», on ne peut pas s'attendre à ce qu'il capitule un jour ou l'autre. Le big business américain a donc de beaux jours devant lui, au grand détriment des Américains «ordinaires», qui financent cette guerre de leurs impôts et de leur sang. Les grandes entreprises - notamment Halliburton, une firme de sinistre réputation, associée à l'ancien vice-président Dick Cheney- empochent les profits colossaux rendus possibles par cette guerre. Aujourd'hui, aux États-Unis, la guerre est un instrument pour redistribuer les richesses des plus pauvres vers les plus riches, exactement comme sous le III<sup>e</sup> Reich hitlérien.

Le cas du gouvernement de George W. Bush n'a illustré que trop clairement qu'en ce début de xxi<sup>e</sup> siècle les États-Unis sont toujours une oligarchie à façade démocratique. L'élite du pouvoir, le big business, y reste toute-puissante. En 2008, cette élite a fait élire par le peuple américain un président qui promet du «changement». Mais Obama n'a pas emprunté une trajectoire plus pacifiste. Malgré un retrait «officiel» des troupes américaines d'Irak, les guerres continuent, non seulement en Afghanistan

mais désormais aussi au Pakistan, où des « drones » étatsuniens tuent régulièrement des «terroristes» (parfois) réels et (souvent) imaginaires. Volontairement ou involontairement, Obama fait ce que l'élite du pouvoir attend de lui, il poursuit les guerres dont cette élite a besoin, les guerres dont le big business ne veut plus se passer. Le problème est en effet celui-ci : comment les grandes entreprises américaines pourraient-elles réaliser des bénéfices faramineux d'une autre façon que par la guerre ?

*Krieg wird sein, solange auch nur tin Mensch am Krieg verdient*

(«La guerre existera tant qu'il y aura ne serait-ce qu'un seul homme à qui elle rapporte»)

Bertolt Brecht

## **Postface : L’histoire, de la «foutaise» ?**

«L’histoire, c’est de la foutaise» a dit un jour Henry Ford, qui considérait l’étude de l’histoire comme une perte de temps. Certainement estimait-il l’histoire dangereuse parce qu’elle est capable de montrer comment se sont constituées les grandes fortunes, dont la sienne : bien trop souvent par la tromperie, par le crime, par la guerre... Sans doute est-ce pour la même raison que Ford fit disparaître d’innombrables documents de sa firme dans le broyeur à papier et, ce faisant, dans le fameux «trou de mémoire» qu’Orwell évoqua dans sa fameuse description littéraire d’un État totalitaire fictif, 1984.

Henry Ford n’aurait certainement pas aimé le genre d’histoire que le présent ouvrage propose. Et on peut admettre que l’écrasante majorité des propriétaires et managers des entreprises américaines et allemandes dont le rôle a été examiné ici de façon critique n’apprécieraient pas davantage. Ils préférèrent que les gens n’aient pas en main de tels ouvrages critiques, des ouvrages dans lesquels les liens entre le big business et le fascisme sont révélés au grand jour. En même temps, ils font de leur mieux pour faire lire d’autres livres au public, des livres dans lesquels la montée d’Hitler et la fonction du fascisme sont expliquées d’une tout autre manière, des livres dans lesquels la collaboration des entreprises allemandes et

américaines avec les nazis

n'est de préférence pas mentionnée du tout ou, s'il s'avère impossible d'en garder le silence, ce partenariat est interprété de façon bienveillante<sup>528</sup>. Comment s'y prennent-ils ?

Dans le monde occidental, tout le monde est libre de formuler son avis mais, à cet égard, certains sont plus libres que d'autres. En effet, les riches parlent d'une voix plus audible : « *Money talks* », disent les Américains (« C'est l'argent qui parle »). Le big business dispose de l'argent nécessaire pour faire écrire les livres et les diffuser à grande échelle. Ce travail est mis au point par des auteurs triés sur le volet, dont les entreprises peuvent attendre sympathie et compréhension, et ces auteurs savent ce qu'on attend d'eux en échange de plantureux honoraires. Dans ces livres, par conséquent, il n'est généralement pas du tout question de thèmes potentiellement désagréables ; nous pouvons qualifier ces ouvrages d'« antiseptiques ». Dans les histoires plus ou moins officielles des grandes entreprises américaines, par exemple, il n'est presque jamais question du rôle de leurs filiales en Allemagne pendant la guerre.

Quand de tels thèmes attirent malgré tout l'attention du public - en raison d'un procès par exemple, comme celui intenté à la fin des années 1990 contre des entreprises américaines par d'anciens travailleurs esclaves -, des historiens spécialisés qui font figure d'experts sont chargés d'expliquer que les entreprises concernées avaient été forcées par les nazis de fabriquer du matériel de guerre et d'embaucher des travailleurs esclaves, que les sièges principaux aux

<sup>528</sup>. Wiesen.

États-Unis n'avaient plus le moindre contrôle sur leurs filiales, etc.

Des études antiseptiques ont été produites pour le compte de Ford, General Motors, Volkswagen, Krupp, Allianz, Daimler-Benz, Deutsche Bank, Degussa, Dresdner Bank, Flick et Bertelsmann<sup>425</sup>. Ce n'est pas un hasard si de tels auteurs n'éprouvent aucune difficulté à dénicher rapidement une grande maison d'édition désireuse de publier leur travail. L'écrasante majorité des grandes maisons d'édition américaines et allemandes sont soit des entreprises gigantesques et donc des membres *bonajide* du big business, soit la propriété de holdings dont les grandes entreprises possèdent de gros portefeuilles d'actions. Les manuscrits d'études critiques sont, quant à eux, presque toujours refusés par ces éditeurs. Des livres dans lesquels les sujets délicats sont évités ou habilement justifiés peuvent par contre se trouver des semaines durant dans les vitrines des grandes librairies qui, très souvent, sont des filiales ou des associées des grandes maisons d'édition. Les études critiques sont généralement difficiles voire impossibles à dénicher dans ces librairies. «Jamais entendu parler de cet ouvrage», explique alors l'employé affable qui, par là même, fournit un commentaire implicitement négatif, « mais nous pouvons vous le commander». Aux États-Unis, il arrive fréquemment que les éditeurs payent les librairies pour faire installer leurs ouvrages dans des endroits visibles, telle la vitrine. Et ce phénomène commence à se répandre en Europe. Les grandes maisons d'édition liées au big business, qui publient des études non cri-

---

<sup>425</sup> Voir les articles de Rocha, «The Great Rubber Robbery», et de Labarique, «Historiens sous influence...»

tiques à gros tirage, peuvent se payer ce service, mais





les petits éditeurs, chez qui les études critiques paraissent généralement en tirage limité, ne peuvent se le permettre.

Ce n'est également pas un hasard si les études «anti-septiques» comme celles de Simon Reich et d'Henry Ashby Turner, respectivement sur Ford et General Motors, attirent l'attention des médias et sont en général présentées et discutées sous un jour favorable dans les critiques que publient journaux et magazines. L'écrasante majorité des journaux et hebdomadaires, non seulement aux États-Unis et en Allemagne mais dans le monde « occidental » en général, sont en effet la propriété de grandes entreprises ou de l'un ou l'autre magnat des médias, comme Rupert Murdoch. Et quand, par hasard, ils ne le sont pas, ils sont certainement dépendants, financièrement parlant, des revenus de la publicité, revenus qui proviennent en premier lieu de grandes entreprises comme les constructeurs automobiles ou Coca-Cola. Un journal peut garder, mais aussi perdre, ces importants annonceurs par le choix des livres qui sont critiqués et par le jugement émis sur un livre par un critique. Faut-il s'étonner si, généralement, les études «antiseptiques» reçoivent des critiques favorables alors que les études « critiques » - pour autant qu'elles soient mentionnées, ce qui n'est habituellement pas le cas - sont normalement éreintées sans pitié ? Nos médias sont supposés être «indépendants », et ils le sont sans aucun doute vis-à-vis du grand public, mais ils sont en grande partie dépendants du big business, et cette dépendance est une atteinte grave à leur objectivité.

Il en va de même dans le monde de la télévision. La plupart des chaînes sont soit la propriété de grandes entreprises, soit dépendantes des grandes entreprises pour leurs recettes publicitaires. Dans les documentaires sur la guerre que l'on montre à la télévision, il n'est jamais question des livraisons d'armes des entreprises américaines à l'Allemagne nazie. Les auteurs d'études critiques, études dans lesquelles ces vérités désagréables sont mentionnées, brillent par leur absence sur le petit écran. Par contre, les auteurs d'études antiseptiques font figure d'« experts ». En outre, ces individus et firmes produisent, à grands frais, des spots publicitaires présentant aux téléspectateurs une version orientée de l'histoire. En 2004, par exemple, à l'occasion du soixantième anniversaire du débarquement des alliés en Normandie, on pouvait voir quotidiennement des annonces commerciales de General Motors à la télévision américaine, annonces dans lesquelles la firme attirait l'attention sur le soutien actif qu'elle avait apporté aux alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Que General Motors ait en même temps pourvu les nazis de toutes sortes d'engins de guerre, il n'était naturellement pas question dans ces spots. Il en résulte qu'aux États-Unis tout le monde croit que General Motors a fonctionné à l'époque comme « arsenal de la démocratie » ; que l'entreprise a également fonctionné comme « arsenal de la dictature nazie », (presque) personne ne le sait. *Money talks.*

Dans le monde universitaire, il n'en va pas autrement. Aux États-Unis, mais le modèle commence à s'exporter ailleurs dans le monde, les universités sont de plus en plus dépendantes du mécénat des grandes entreprises<sup>426</sup>. Dans les grandes universités étatsuniennes comme Harvard, Princeton ou Yale, c'est également le cas avec les principales chaires d'histoire. Peut-on s'attendre à ce que les universités osent choisir pour ces chaires des universitaires qui ne passeraient pas pour de bons amis du big business ? Peut-on s'atten-

---

426 Voir le livre de Howard Woodhouse.

dre à ce que ces très doctes professeurs osent jamais publier des études critiques sur le rôle du big business américain (ou allemand) dans le III<sup>e</sup> Reich? Ainsi, un célèbre spécialiste américain de l'histoire du III<sup>e</sup> Reich a, il y a une dizaine d'années, publié un livre de plus d'un millier de pages sur la Seconde Guerre mondiale sans mentionner une seule fois General Motors et Opel ou Ford et Ford-Werke. Ce n'est compréhensible que lorsqu'on sait que ce professeur a fait carrière dans une grande université de l'État du Michigan, dont la santé financière dépend en grande partie du mécénat des constructeurs automobiles qui ont leurs sièges dans cet État. « *Money talks* » : l'argent parle, fait parler, mais impose également le silence.

Chaque entreprise individuelle, aux États-Unis, en Allemagne et ailleurs, a naturellement tout fait pour mettre sous l'éteignoir sa collaboration avec le régime nazi. Mais le big business dans son ensemble a également voulu dissimuler le fait que les grandes entreprises ont soutenu les mouvements fascistes et qu'elles ont aidé à mettre des dictateurs fascistes au pouvoir, en Allemagne et ailleurs, qu'elles ont étroitement collaboré avec les nazis en Allemagne et ailleurs avec d'autres régimes fascistes, et qu'elles ont profité des programmes d'armement, des guerres et des crimes de ces régimes. Le big business a un énorme intérêt à ce que la véritable nature du nazisme et des autres formes de fascisme soit dissimulée au grand public, que le grand public ne se rende pas compte que le fascisme fut une manifestation du capitalisme - et qu'il pourrait à nouveau le devenir. Sur ce plan aussi, on a fabriqué et promu avec zèle une histoire « antiseptique » au détriment d'une histoire critique.

Voici un bref (et incomplet) survol des principales formes « antiséptiques » de l'écriture de l'histoire du nazisme.

Il existe par exemple ce qu'on a appelé la « théorie gangstériste » du nazisme, et du fascisme en général. D'après cette « théorie », tous les fascistes, mais surtout Hitler, étaient des espèces de gangsters, c'est-à-dire des personnages exécrables brusquement descendus d'un vide socio-économique sur la scène de l'histoire, de façon incompréhensible, pour commettre toutes sortes de crimes. Ils représentaient « le mal » mais, heureusement, ils furent finalement vaincus par les forces unifiées du « bien » dirigées par - qui d'autre ? - l'Amérique. En d'autres termes : le nazisme fut l'œuvre d'un individu mauvais, un homme assoiffé de pouvoir, Hitler, assisté d'une poignée d'individus tout aussi mauvais tels que Goebbels, Göring et les autres. Dans ce scénario, manifestement, tous les autres Allemands sont innocents, y compris les puissants industriels. La biographie d'Hitler écrite par Alan Bullock, *Hitler: A Study in Tyranny* (« Hitler ou les mécanismes de la tyrannie »), parue à Londres en 1952, inaugura avec succès cette tendance. Cet ouvrage a inspiré d'innombrables autres « psychobiographies » et études « psycho-historiques » de personnalités présumées névrotiques, psychotiques ou paranoïaques qui, prétendument, ont apporté le fascisme sur terre.

Selon cette sorte d'approche historique, le fascisme n'a donc absolument rien à voir avec le contexte social et les institutions économiques. Les années 70 du siècle dernier furent l'âge d'or de la psycho-histoire du nazisme et du fascisme. Cependant, à la question de savoir comment il a été possible que, dans un pays hautement civilisé comme l'Allemagne, une fripouille comme Hitler ait pu s'emparer du pouvoir, cette façon d'écrire l'histoire ne répond pas.

Une autre forme d'écriture de l'histoire avait l'avantage de donner une réponse claire à cette question, une réponse qui allait à l'encontre de toute vérité historique, mais qui plaisait aux oreilles des grands hommes qui voulaient dissimuler leurs liens avec Hitler et les fascistes: c'était les «petits citoyens» allemands, les Allemands «ordinaires», qui avaient mis Hitler au pouvoir - ce dernier étant lui-même un «petit» Allemand fort «ordinaire» - en s'affiliant en grand nombre à son parti et en votant en masse pour lui. Toutes les vicissitudes du nazisme avaient donc été la faute du peuple lui-même qui avait cru reconnaître en Hitler un leader naturel, du « socialisme » dans lequel le petit Allemand croyait stupidement, de la démocratie qui, en Allemagne, avait permis à Hitler d'accéder au pouvoir via le suffrage universel. Ce scénario implique que les membres de l'élite allemande ne s'étaient pas affiliés au parti d'Hitler et qu'ils n'avaient pas voté pour son parti. Cette fausse vision de nazisme fut non seulement promue dans des livres, mais elle le fut également via une superproduction hollywoodienne universellement encensée, *The Sound of Music* («La mélodie du bonheur»). Dans ce film, le héros, le baron von Trapp, et ses nobles amis ne cachent pas leur répulsion pour le vulgaire

nazisme qui, toutefois, remporte beaucoup de succès auprès de leurs compatriotes plébéiens en Autriche, à la veille de l'annexion du pays par l'Allemagne. La réalité historique fut tout autre, comme nous l'avons vu. Aujourd'hui encore, bien des gens aux États-Unis et ailleurs dans le monde croient qu'Hitler a été élu par une majorité du peuple allemand. La plus récente version de cette vision fausse du nazisme est celle de Gôtz Aly qui, dans son livre *Hitlers Volksstaat : Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus* (« Comment Hitler a acheté les Allemands : le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple »), prétend que le III<sup>e</sup> Reich dorlota les Allemands. Il n'est pas étonnant que son livre fût vanté dans les médias allemands - et surtout dans les vaisseaux amiraux associés au big business allemand, tel *Der Spiegel*. Cette approche défend l'idée que les «grands» Allemands n'ont pas aidé à mettre Hitler au pouvoir, qu'ils n'ont pas collaboré (ou uniquement sous la contrainte) avec son régime, qu'ils n'ont pas profité de cette collaboration et qu'ils étaient opposés à sa guerre et à ses crimes. Livres, documentaires et films qui présentent les choses sous cet aspect peuvent se réjouir - presque sans exception - de l'attention bienveillante des journaux, magazines et émissions de télévision. Henry Ashby Turner a reçu une chaire à Harvard et est reconnu comme la suprême autorité sur la question des liens entre l'industrie et le fascisme parce qu'il est parvenu, malgré tout un matériel de preuves, à blanchir les capitalistes allemands de l'accusation de collaboration. Le film *Schindler's List* (« La liste de Schindler ») fut universellement encensé parce qu'il présentait les choses comme si la collaboration d'un industriel allemand avec la S S était un phénomène

exceptionnel - ce qui n'était absolument pas le cas - qui permit en outre de sauver des vies - alors que la collaboration des industriels allemands avec les nazis coûta en réalité la vie à des centaines de milliers de personnes. Plus récemment, la production hollywoodienne *Valkyrie* («Walkyrie») devait aussi connaître un immense succès, car le film suggérerait que les militaires allemands de haut rang - à l'instar des industriels et les banquiers, un pilier de l'establishment allemand - étaient opposés à Hitler. En réalité, ils ne se retournèrent contre Hitler que lorsqu'il fut bien évident, après la défaite de Stalingrad, qu'il allait les entraîner dans sa chute. En écartant Hitler, ils espéraient pouvoir glaner quelque richesse pour l'Allemagne, de préférence sous la forme de territoires en Europe de l'Est, et ce, au moyen d'une alliance militaire contre les Soviétiques.

Une autre théorie qui peut compter sur un accueil bienveillant de la part des médias est celle affirmant que tous les Allemands ont soutenu Hitler avec enthousiasme dès son ascension, dans ses crimes et dans sa guerre parce qu'au fond ils étaient tous, à l'instar d'Hitler lui-même, des antisémites incurables. Cette théorie, proposé en 1996 par Daniel Goldhagen dans *Hitler's Willing Executioners* (« Les bourreaux volontaires d'Hitler») n'est pas seulement intrinsèquement raciste, mais aussi totalement indéfendable. Pourquoi raciste ? Comme le souligne David North dans une excellente critique de ce livre, Goldhagen «répond au spectre nazi du "juif éternel" comme ennemi implacable du peuple allemand avec le spectre de l'"Allemand éternel", ennemi implacable et immuable du peuple juif»<sup>531</sup>. Nous savons en effet que d'innombrables Allemands, en tout premier lieu

<sup>531</sup> North, p. 6.



les socialistes et les communistes, ont condamné et combattu le nazisme dès l'origine; de plus, de nombreux Allemands qui ont activement soutenu Hitler, comme Schacht, par exemple, n'étaient pas antisémites. Le célèbre historien de l'Holocauste Raul Hilberg a conclu que, dans l'ouvrage de Goldhagen, «tout [est] erroné, totalement erroné, désespérément erroné ». Or l'avantage de la théorie de Goldhagen, du moins du point de vue du big business non seulement allemand mais aussi étatsunien, réside dans le fait qu'elle détourne l'attention du rôle des industriels allemands lors de l'ascension d'Hitler, de leur collaboration avec son régime et de leur contribution à sa guerre et à ses crimes. En effet, si tous les Allemands furent coupables, il n'y avait aucun groupe allemand - ou aucune classe allemande - plus coupable qu'une autre, et par conséquent les industriels et banquiers allemands n'étaient pas plus coupables que les paysans bavarois ou les dockers de Hambourg. De cette façon, on peut expliquer pourquoi le livre de Goldhagen, qui ne répond pas aux critères scientifiques élémentaires, put devenir un best-seller. Cela explique aussi pourquoi Goldhagen devint professeur à la prestigieuse université de Harvard pour y répandre sa fausse vision du nazisme.

Henry Ford n'avait pas raison, mais il n'avait toutefois pas tout à fait tort quand il disait que l'histoire était de la « foutaise ». Les théories qui cachent la vérité historique du fascisme en général et du nazisme en particulier, les théories qui ont la faveur des médias parce qu'elles jouissent de celle du big business, les théories dont même Henry Ford aurait raffolé parce

qu'elles ne soufflaient mot de son antisémitisme et de sa chaleureuse collaboration avec l'Allemagne nazie, ce genre d'histoire, en effet, n'est rien d'autre que de la « foutaise ».

## BIBLIOGRAPHIE

Abelshauser, Werner. « Modernisierung oder institutionelle Révolution? Koordinaten einer Ortsbestimmung des "Dritten Reiches" in der deutschen Wirtschaftsgeschichte des 20. Jahrhunderts », dans: Werner Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen: Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 1739.

Abelshauser, Werner, Hesse, Jan-Otmar et Plumpe, Werner (éd.). *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen : Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003.

« Ail in the Family : The Apple does not fall far from the BUSH », Press for Conversion, 54, août 2004.

Almeida, Fabrice (d'). *La vie mondaine sous le nazisme*, Paris, 2008.

Altmann, Peter (éd.). *Hauptsache Frieden. Kriegsende-Befreiung-Neubeginn 1945-1949: Vom antifaschistischen Konsens zum Grundgesetz*, Francfort-sur-le-Main, 1985.

Aly, Götz. *Hitlers Volksstaat : Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Francfort-sur-le-Main, 2005.

Ambrose, Stephen E. *Americans at War*, New Ybrk, 1998.

Archer, Jules. *The Plot to Seize the White House: The True Story of the American Fascists Who Tried to Seize Power from FDR*, New York, 1973.

Aris, Ben, et Campbell, Duncan. « How Bush's grandfather helped Hitler's rise to power », *The Guardian*, le 25 septembre 2004.

Bähr, Johannes. « 'Corporate Governance' im Dritten Reich: Leitungs- und Kontrollstrukturen deutscher Großunternehmen während der nationalsozialistischen Diktatur », dans : Werner

Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plunape (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Untemehmen : Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschriftjur Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 61-80.

Baldwin, Neil. *Henry Ford en the Jews: The Mass Production of Hate*, New York, 2001.

Balke, Ralf. «Amerikas GeschâftemitdenNazis», *Handelsblatt*, 21 juillet 2006.

«Banking with Hitler», documentaire de la UKTV History, [www.youtube.com/watch?v=ls5jcAsOJfk](http://www.youtube.com/watch?v=ls5jcAsOJfk).

Baptista, Robert J., et Travis, Anthony S. «I.G. Farben in America : The Technologies of General Aniline and Film», *History and Technology*, vol. 22, n. 2, juin 2006, p. 87-224, <http://www.colorantshistory.org/IGFarbenAmerica.html>.

Barlcai, Avraham. *Vom Boykott zur «Entjudung»: Der wirtschaftliche Existenzkampf der Juden im Dritten Reich 1933-1943*, Francfort-sur-le-Main, 1987.

Bauer, Gudrun, Fritze, Wolfgang, Geschke, Doreen, Hesse, Heiko et Silz, Edith. *Unfreiwillig in Brandenburg: Kriegsgefangene und Zwangsarbeiter in der Stadt Brandenburg in zwei Weltkriegen*, Berlin, 2004.

«Bayer: a history», <http://www.gmwatch.org/gm-firms/m53-bayer-a-history>.

Beatty, Jack. « Hitler's Willing Business Partners », *The Atlantic*, avril 2001, [www.theatlantic.com/doc/print/200104u/pp2001-04-04](http://www.theatlantic.com/doc/print/200104u/pp2001-04-04).

Becker, Peter W. «The Rôle of Synthetic Fuel in World War II Germany», *Air University Review*, juillet-août 1981, [www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/aureview/1981](http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/aureview/1981).

Berg, Manfred, et Gassert, Philipp (éd.). *Deutschland und die USA in der Internationalen Geschichte des 20. Jahrhunderts : Festschrift für Detlef Junker*, Stuttgart, 2004.

Berghahn, Volker. « Writing the History of Business in the Third Reich: Past Achievements en Future Directions», dans: Francis R.

Nicosia et Jonathan Huener (éd.), *Business and Industry in Nazi Germany*, New York et Oxford, 2004.

Bettelheim, Charles. *L'économie allemande sous le nazisme: Un aspect de la décadence du capitalisme*, 2 volumes, Paris, 1971. (Édition originale: 1945)

« Big business », [http://en.wildpedia.org/wiki/Big\\_business](http://en.wildpedia.org/wiki/Big_business).

Billstein, Reinhold, Fings, Karola, Kugler, Anita et Levis, Nicholas, *Workingfor the Enemy : Ford, General Motors, and Forced Labor during the Second World War*, New York, 2000.

Black, Edwin. *IBM et VHolocauste*, Paris, 2001. (Édition originale : 2001)

Black, Edwin. «Then They Came for the Gypsies : The Legacy of Death's Calculator », 9 juillet 2004, <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Holocaust/gypibm.html>.

Black, Edwin. *Nazi Nexus : America's corporate connections to Hitlefs Holocaust*, Washington/DC, 2009.

« BMW », <http://de.wikipedia.org/wiki/BMW>.

«Bombing of Cologne in World War II», [http://en.wikipedia.org/wiki/Bombing\\_of\\_Cologne\\_in\\_World\\_War\\_II](http://en.wikipedia.org/wiki/Bombing_of_Cologne_in_World_War_II).

Bonstein, Julia, Hawranek, Dietmar et Wiegrefe, Klaus. « Breaking the Silence : BMW's Quandt Family to Investigate Wealth Amassed in Third Reich», *Spiegel Online*, 10 décembre 2007, <http://www.spiegel.de/intemational/germany/o.1518,51193,00>.html.

Borkin, Joseph. *The Crime and Punishment of IG Farben*, New York, 1978.

Bourgeois, Daniel. *Business helvétique et III<sup>e</sup> Reich: Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, 1998.

Bower, Tom. *The Paperdip Conspiracy: The Battlefor the Spoils en Secrets ofNazi Germany*, Londres, 1987.

Brandes, Stuart K. *Warhogs : A History ofWar Profits in America*, Lexington/KY, 1997.

«Braunes Haus», [http://de.wikipedia.org/wiki/Braunes\\_Haus](http://de.wikipedia.org/wiki/Braunes_Haus).

Breitman, Richard *et al.* (éd.). *US Intelligence and the Nazis*,

Cambridge, 2005.

Broszat, Martin, et Schwabe, Klaus (éd.). *Die deutschen Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, 1989.

Bruhn Jürgen, *Der Kalte Krieg oder: Die Totrüstung der Sowietunion. Der US-militär-industrielle Komplex und seine Bedrohung durch Frieden*, Giessen, 1995.

Buchanan, John. «Bush-Nazi Link Confirmed», *The New Hampshire Gazette*, 10 octobre 2003.

Buchanan, John, et Michael, Stacey, «“Bush-Nazi Dealings Continued Until 1951” : Fédéral Documents», *The New Hampshire Gazette*, vol. 248, n. 3, 7 novembre 2003, <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=BUC2005jio2&articleId=1176>.

Buchheim, Christoph, et Scherner, Jonas. « Anmerkungen zum Wirtschaftssystem des “Dritten Reichs” », dans: Werner Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen: Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 81-97.

Burke, Bernard V. *Ambassador Frédéric Sackett and the Collapse of the Weimar Republic, 1930-igH*, Cambridge, 1994.

Camarasa, Jorge. *Odessa al Sur: la Argentina como refugio de nazis y criminales de guerre*, Buenos Aires, 2012.

Canfora, Luciano. *L'occhio di Zeus : Disavventure délia 'Democrazia'*, Rome et Bari, 2006 (*L'oeil de Zeus*, Paris, 2006).

Canfora, Luciano. *La démocratie, histoire d'une idéologie*, Paris, 2006. (Édition originale: 2004)



Carroll, Peter N., et Noble, David W. *The Free and the Unfree: A New History of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, New York, 1988.

Cashman, S. Dennis. *America, Roosevelt and World War II*, New York et Londres, 1989.

«Ces décideurs suisses qui aimaient l'Allemagne», <http://ardiives.tdg.ch/TG/TG/-/article-1997-07-323/ces-decideurs-suisses-qui-aimaient-l-allemaignejuste-apres-la-deuxieme-guerre-mondiale-les-services>.

Charguéraud, Marc-André. *Le banquier américain de Hitler*, Genève, 2004.

Chernow, Ron. *The House of Morgan : An American Banking Dynasty and the Rise of Modern Finance*, New York, 1990.

Clarke, William. «Nazi Gold: The Rôle of the Central Banks - Where Does the Blâme Lie ? », *Central Banking*, 8, été 1997, <http://www.centralbanking.co.uk/cbv8mi.html>.

Cole, Wayne S. *Roosevelt and the Isolationists 1932-1945*, Lincoln/ NE, 1983.

Colla, Guido. *Nationalsozialistische Arbeitsbeschaffung in Theorie und Praxis 1933 bis 1936*, Cologne, 1994.

Compton, James V. «The Swastika en the Eagle», dans : Arnold A. Offner (éd.), *America and the Origins of World War II 1933-1941*, New York, 1971, p. 159-183.

«Council on Foreign Relations», [http://en.wikipedia.org/wiki/Council\\_on\\_foreign\\_relations](http://en.wikipedia.org/wiki/Council_on_foreign_relations).

Cray, Ed. *Chrome Colossus : General Motors and its Times*, New York, 1980.

Czichon, Eberhard. *Wer verhalf Hitler zur Macht ? Zum Anteil der deutschen Industrie an der Zerstörung der Weimarer Republik*, 5<sup>e</sup> édition, Cologne, 1978. (Édition originale: 1967)

Czichon, Eberhard. *Deutsche Bank Macht -Politik: Faschismus, Krieg und Bundesrepublik*, Cologne, 2001.

« Das Nähmaschinenwerk [Singer Wittenberg] in der nationalsozialistischen Bewegung», [http://home.arcor.de/veritaskktb/naehmaschinenwerk\\_\\_chronik/ seite\\_](http://home.arcor.de/veritaskktb/naehmaschinenwerk__chronik/ seite_)

betriebschroniko6.htm.

Davis, Randy. «Nazis in the Attic», 24 mai 2000, <http://www.emperors-dothies.com/artides/randy/swasla.htm>.

De Baggio, Thomas. «The Unholy Alliance», *Penthouse*, mai 1976, p. 73-76, 91, <http://www.thinkorbeeaten.com/theknoll/vzygoth%2ounholy.pdf>.

de Grazia, Victoria. *Irrésistible Empire : America's Advance through Twentieth-Century Europe*, Cambridge/MA et Londres, 2005.

Delanty, Gérard. *Inventing Europe: Idea, Identity, Reality*, Londres, 1995.

Derbent, T. *La résistance communiste allemande 1933-1945*, Bruxelles, 2008.

Deschner, Karlheinz. *Der Moloch: «sprecht sanjt und tragt immer einen Knüppel bei euch ! » : zur Amerikanisierung der Welt*, Stuttgart, 1992.

Deschner, Karlheinz. *Abermal krährte der Hahn : Eine kritische Kirchengeschichte*, 6<sup>e</sup> édition, Munich, 1996.

« Deutschland AG », <http://de.wikipedia.org/wiki/DeutschlandAG>.

De Witt, Thomas. *The Nazi Party and Social Welfare, 1919-1939*, thèse de doctorat, Université de Virginie, 1971.

Diehl, Markus Albert. *Von der Marktwirtschaft zur nationalsozialistischen Kriegswirtschaft*, Stuttgart, 2005.

Diggins, John P. *Mussolini and Fascism: The View from America*, Princeton/NJ, 1972.

Doares, Bill. «The hidden History of World War II. Part I: Corporate America and the Rise of Hitler», *Workers' World*, 14 mai 1995, <http://www.wildcat-www.de/zixkular/16/z16histo.htm>.

Dobbs, Michael « Ford and General Motors Scrutinized for Alleged Nazi Collaboration», *The Washington Post*, 12 décembre 1998. (1998a)



Dobbs, Michael. «US Automakers Fight Claims of Aiding Nazis», *The International Herald Tribune*, 3 décembre 1998. (1998b)

Dodd, William E., Jr., et Dodd, Martha (éd.). *Ambassador Dodd's Diary, 1933-1938*, New York, 1941.

Doenecke, Justus D. «Rehearsal for Cold War : United States Anti-Interventionists and the Soviet-Union, 1939-1941», *International Journal of Politics, Culture and Society*, 7:3, 1994, p. 375-392-

Doerries, Reinhard R. «Transatlantic Intelligence in Krieg und Frieden: Die Rolle von Nachrichtendiensten in den deutsch-amerikanischen Beziehungen», dans: Manfred Berg et Philipp Gassert (éd.), *Deutschland und die USA in der Internationalen Geschichte des 20. Jahrhunderts: Festschrift für Detlef Junker*, Stuttgart, 2004, p. 286-302.

Domarus. M. (éd.). *Hitler: Reden und Proklamationen 1932-1945*, 2 volumes, Würzburg, 1962 et 1963.

Donovan, John. « Royal Dutch Shell Nazi Secrets : Introduction », 6 novembre 2010, <http://royaldutchshellplc.com/2010/11/06/> royal-dutch-shell-nazi-secrets-introduction.

Eichholtz, Dietrich. *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft 1933-1943*, 3 volumes, Berlin, 1969, 1984, et 1996.

Eichholtz, Dietrich (éd.). *Krieg und Wirtschaft: Studien zur deutschen Wirtschaftsgeschichte 1939-1945*, Berlin, 1999. (1999a)

Eichholtz, Dietrich. « Ökonomie, Politik und Kriegführung : Wirtschaftliche Kriegsplanungen und Rüstungsorganisation bis zum Ende der 'Blitzkriegsphase' », dans: Dietrich Eichholtz (éd.), *Krieg und Wirtschaft: Studien zur deutschen Wirtschaftsgeschichte* Berlin, 1999- P- 9-4j- (1999b)

Eichholtz, Dietrich. «Unfreie Arbeit -Zwangsarbeit», dans: Dietrich Eichholtz (éd.), *Krieg und Wirtschaft : Studien zur deutschen Wirtschaftsgeschichte 1939-1945*, Berlin, 1999, p. 129-155. (1999c)

Eichholtz, Dietrich. «Die deutsche Kriegswirtschaft 1944-45. Eine Bilanz», dans: Dietrich Eichholtz (éd.), *Krieg und Wirtschaft: Studien zur deutschen Wirtschaftsgeschichte 1939-1945*, Berlin, 1999, P- 3\*5-347- (1999d)

Eichholtz, Dietrich. « Der Weg nach Auschwitz: Stationen der Nazifizierung des deutschen Großkapitals », dans : Manfred Weißbecker et Reinhard Kühnl (éd.), *Rassismus, Faschismus. Antifaschismus : Forschungen und Betrachtungen. Gewidmet Kurt Pätzold zum 70. Geburtstag*, Cologne, 2000, p. 112-128.

« Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei », [http://de.wikipedia.org/wiki/Eidgen%C3%B6ssische\\_Soziale\\_Arbeiterpartei](http://de.wikipedia.org/wiki/Eidgen%C3%B6ssische_Soziale_Arbeiterpartei).

Eisenberg, Carolyn Woods. « US Policy in Post-war Germany: The Conservative Restoration », *Science and Society*, vol. XLVI, n. 1, printemps 1982, p. 24-38.

Eisenberg, Carolyn Woods. « The Limits of Democracy: US Policy and the Rights of German Labor, 1945-1949 », dans : Michael Ermarth (éd.), *America and the Shaping of German Society, 1945- 1955*, Providence/RI et Oxford, 1993, p. 60-81.

Eisenberg, Carolyn Woods. *Drawing the Line: The American Decision to Divide Germany, 1944-1949*, Cambridge, 1996.

Engdahl, F. William. *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, édition révisée, Londres et Ann Arbor/MI, 2004. (Édition originale: 1992)

Engelmann, Bernt. *Einigegen Recht und Freiheit: Ein deutsches Anti-Geschichtsbuch*, Munich, 1975.

Engelmann, Bernt. *Wie wir wurden, was wir sind : Von der bedingungslosen kapitulation bis zur unbedingten Wiederbewaffnung*, Munich, 1980.

Erker, Paul. *Industrieeliten in der NS-Zeit : Anpassungsbereitschaft und Eigeninteresse von Unternehmern in der Rüstungs- und Kriegswirtschaft 1936-1945*, Passau, 1993.

Etzold, Thomas H. « The (F)utility Factor: German Information Gathering in the United States, 1933-1941 », *Military Affairs*, Index to Volume XXXIX, 1975, p. 77-82.

Evans, Richard J. *Le Troisième Reich*, 3 tomes, Paris, 2009. (Édition originale: 2004, 2005, 2008)

« Exxon », <http://en.wikipedia.org/wiki/Exxon>.

Falter, Jürgen W. «War die NSDAP die erste deutsche Volkspartei ? », dans: Michael Prinz et Rainer Zitelman (éd.), *Nationalismus und Modernisierung*, 2<sup>e</sup> édition, Darmstadt, 1994, p. 21-47. (Édition originale: 1994)

« Fanta boooo », [http://www.ciao.co.uk/Fanta\\_Orange](http://www.ciao.co.uk/Fanta_Orange) \_\_\_\_\_  
Review\_579434i.

Farber, David. *Sloan rules : Alfred P. Sloan and the Triumph of General Motors*, Chicago et Londres, 2002.

«Fascism and America's Ruling Elites», <http://www.zoomers.ca/profiles/blogs/fascism-and-america-s-ruling-elites>.

Feldbauer, Gerhard. *Geschichte Italiens : Vom Risorgimento bis heute*, Cologne, 2008.

Feldenkirchen, Wilfried. *Siemens 1918-1945*, Columbus/OH, 1999.

Felinska, Kamila (éd.). *Zwangsarbeit bei Ford : eine Dokumentation*, Cologne, 1996.

Ferguson, Thomas, et Voth, Joachim, « Betting on Hitler - The Value of Political Connections in Nazi Germany », [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=651984](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=651984).

Fings, Karola. « Zwangsarbeit bei den Kölner Ford-Werken », dans: Kamila Felinska (éd.), *Zwangsarbeit bei Ford: eine Dokumentation*, Cologne, 1996, p. 107-110.

Finkel, Alvin, et Leibovitz, Clement. *The Chamberlain-Hitler Collusion*, Halifax/NS, 1997.

Fischer, Fritz. *Griff nach der Weltmacht : die Kriegszielpolitik des kaiserialen Deutschland 1914-18*, Düsseldorf, 1967.

Fischer, Fritz. *Hitler war kein Betriebsunfall : Aufsätze*, 4<sup>e</sup> édition, Munich, 1998. (Édition originale: 1992)

Focke, Harald, et Reimer, Uwe. *Alltag unterm Hakenkreuz : Wie die Nazis das Leben der Deutschen veränderten*, Reinbek bei Hamburg, 1979.

Forbes, Neil. *Doing Business with the Nazis : Britain's Economic and Financial Relations with Germany 1931-1939*, Londres, 2000.

«Forced labour under German rule during World War II»,  
[http://en.wikipedia.org/wiki/Forced\\_labour\\_under\\_German\\_rule\\_during\\_World\\_War\\_I\\_I](http://en.wikipedia.org/wiki/Forced_labour_under_German_rule_during_World_War_I_I).

Ford, Henry. *The International Jew: The World's Foremost Problem*, Dearborn/MI, 1920.

«Ford 'profited' from Nazi slave labour», *BBC News*, 23 février 1996, <http://news.bbc.co.Uk/2/hi/world/americas/59351.stm>.

« Ford-Konzern wegen Zwangsarbeit verklagt », *Kölner Stadt-Anzeiger*, 6 mars 1998.

Friedman, John S. «Kodak's Nazi Connections», *The Nation*, 26 mars 2001, <http://thenation.com/doc/20010326/friedman>.

«Friedrich Minoux», [http://en.wikipedia.org/wiki/Friedrich\\_Minoux](http://en.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Minoux).

Gaja, Filippo. *Il secolo corto : Lafilosofia del bombardamento. La storia da riscrivere*, Milan 1994.

Gall, Lothar, et Pohl, Manfred (éd.). *Untemehmen im Nationalsozialismus*, Munich, 1998.

Gassert, Philipp. «Handel mit Hitler», *Die Zeit*, mars 1999, [http://images.zeit.de/text/1999/03/Handel\\_mit\\_Hitler](http://images.zeit.de/text/1999/03/Handel_mit_Hitler)

Gassert, Philipp. «Keine reine geschäftliche Angelegenheit : Die "Feindvermögensfrage" und die Auseinandersetzungen um die ausländischen Investitionen im Dritten Reich», dans: Manfred Berg et Philipp Gassert, *Deutschland und die USA in der Internationalen Geschichte des 20. Jahrhunderts : Festschrijtjur Detlef Junker*, Stuttgart, 2004, p. 339-363.

Gatzke, Hans W. *Germany and the United States : "A Spécial Relationship ?"*, Cambridge/MA et Londres, 1980.

Gaul, Claus-Martin. *Die industriellen Anlageinvestitionen und ihre Steuerung in Deutschland von 1933 bis 1939: Ein Beitrag zur wirtschaftshistorischen Analyse des Verhältnisses von Politik und Ökonomie im Nationalsozialismus*, Hambourg, 2004.

« Gesellschaft zum Studium des Faschismus », [http://de.wikipedia.org/wiki/Gesellschaft\\_zum\\_Studium\\_des\\_Faschismus](http://de.wikipedia.org/wiki/Gesellschaft_zum_Studium_des_Faschismus).

Gillingham, John. *Belgian Business in the Nazi New Order*, Gand, 1977.

Gimbel, John. « US Policy and German Scientists: The Early Cold War », *Political Science Quarterly*, 1986, No. 3, p. 433-451.

Gimbel, John. « Project Paperclip : German Scientists, American Policy, and the Cold War », *Diplomatie History*, 14-3, été 1990, p. 343-365. (1990a)

Gimbel, John. « German Scientists, United States Dénazification Policy, and the "Paperclip" Conspiracy », *The International History Review*, 12-3, août 1990, p. 441-465. (1990b)

Gimbel, John. « The American Exploitation of German Technical Know-How after World War II », *Political Science Quarterly*, 105-2, été 1990, p. 295-309. (1990c)

Gimbel, John. « Science, Technology, and Réparations in Postwar Germany », dans : Jeffrey M. Diefendorf, Axel Frohn et Hermann-Josef Rupieper (éd.), *American Policy and the Reconstruction of Germany, 1945-1955*, Cambridge, 1993.

Gnau, Christoph. *Die deutschen Eliten und der Zweite Weltkrieg*, Cologne, 2007.

Goda, Norman J. W. « Banking of Hitler: Chase National Bank and the Rückwanderer Mark Scheme, 1936-1941 », dans: Richard Breitman et al. (éd.), *US Intelligence and the Nazis*, Cambridge, 2005, p. 173-202.

Gold, Kim. « The Mother of All Frauds : How the United States swindled Britain as it faced Nazi Invasion », *Morning Star*, 10 avril 2003.

Gossweiler, Kurt. *Aufsätze zum Faschismus*, Berlin, 1986 (*Hitler; l'irrésistible ascension?*, Bruxelles, 2006).

Gregor, Neil. *Daitnler-Benz in the Third Reich*, New Haven/CT, 1998.

Greiner, Bernd. *Die Morgenthau-Legende : Zur Geschichte eines umstrittenen Plans*, Hambourg, 1995.

Grieder, André, en collaboraton avec Daniel Arnet et Rolf Hürzeler, «Hitlers Zürich-Connection», [http://forum.finanzen.net/forum/ohne\\_C\\_H\\_F\\_kein\\_drittes\\_Reich-t235268](http://forum.finanzen.net/forum/ohne_C_H_F_kein_drittes_Reich-t235268).

Grosbois, Thierry. « Ford in Belgium », dans : H. Bonin, Y. Lung, et S. Tolliday, *Ford: The European History 1903-2003*, Paris, 2003, p. 197-229.

Grunberger, Richard. *The 12-Year Reich : A Social History of Nazi Germany 1933-1945*, New York, 1971.

Guérin, Daniel. *Fascism and Big Business*, New York, 1973 (*Fascisme et Grand capital*, Paris, 1999).

« Günther Quandt», [http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%BCnther\\_Quandt](http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%BCnther_Quandt).

Hallgarten, George W. F., et Radkau, Joachim. *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis in die Gegenwart*, Reinbek bei Hamburg, 1981.

Hansen, Suzy. «Rethinking the Nazi Nightmare», 2 octobre 2002, <http://salon.com/books/int/2002/10/02/dwork/index.html>.

Harrington, Dale. *Mystery Man : William Rhodes Davis Nazi Agent of Influence*, Dulles/VA, 1999.

Harrison, Mark. *The Economies of World War II: Six Great Powers in International Comparison*, Cambridge, 1998.

Hassell, Agostino (von), et MacRae, Sigrid, avec Simone Ameskamp, *Alliance of Enemies : The Untold Story of the Secret American and German Collaboration to End World War II*, New York, 2006.

Hayes, Peter. *Profits and Persécution: German Big Business and the Holocaust*, Washington/DC, 1998.

Hayes, Peter. *Industry and Ideology: IG Farben in the Nazi Era*, nouvelle édition, Cambridge, 2001. (Édition originale: 1987)

Hayes, Peter. «Industry under the Swastika», dans: Harold James et Jakob Tanner (éd.), *Enterprise in the Period of Fascism in Europe*, Aldershot et Burlington/VT, 2002, p. 26-37.

Hayes, Peter. «Die Verstrickung der Degussa in das NS- System», dans : Jürgen Lillteicher (éd.), *Profiteure des NS-Systems?: Deutsche Untemehmen und das «Dritte Reich»*, Berlin, 2006, p. 30-43.

Helms, Hans G. « Ford und die Nazis », dans : Komila Felinska (éd.), *Zwcmgsarbeit bei Ford*, Cologne, 1996.

Herbst, Ludolf. « Der Krieg und die Unternehmensstrategie deutscher Industrie-Konzerne in der Zwischenkriegszeit», dans: Martin Broszat et Klaus Schwabe (éd.), *Die deutschen Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, 1989, p. 72-134.

Heyl, Bernd, et Neugebauer, Andréa (éd.). «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse » : Opel zwischen Weltwirtschaftsknse und Wiederaufbau, Francfort-sur-le-Main, 1997.

Higgs, Robert. «Private Profit, Public Risk: Institutional Antecedents of the Modem Military Procurement System in the Rearmament Program of 1940-1941», dans: Geoffrey T. Mills et Hugh Rockoff (éd.), *The Sinewsojwar : essays on the economic history of World War II*, Ames/IA, 1993, p. 166-198.

Higham, Charles. *Trading with the Enemy: An Exposé ofthe Nazi-American Money Plot 1933-1949*, New York, 1983.

Hillgruber, Andréas (éd.). *Der Zweite Weltkrieg 1939-1945.'* *Kriegsziele und Strategie der Grojien Mächte*, 5<sup>e</sup> édition, Stuttgart, 1989. (Édition originale : 1982)

«Hitlers beflissene Hehler», *Der Spiegel*, 17 mars 1997 ([www.spiegel.de/spiegel / print/d-868032 5 .html](http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-8680325.html)).

Hofer, Walter, et Reginbodin, Herbert R. *Hitler, der Westen und die Schweiz 1916-1945*, Zürich, 2002.

« Holocaust-Überlebende klagen gegen Frankfurter Konzern Degussa», *Frankfurter Rundschau*, 4 août 1998.

Homburg, Heidrun. « Wirtschaftliche Dimensionen der deutschen Besatzungsherrschaft in Frankreich 1940-1944 », dans : Werner Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Untemehmen : Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift. für Dieter*

Petzina zum 65. Geburtstag, Essen, 2003, p. 181-204.

Hôrster-Phillips, Ulirilce. *Wer war Hitler wirklich ? Grofikapital und Faschismus 1918-1945: Dokumente*, Cologne, 1978.

«Hôtel Kaiserhof (Berlin)», [http://de.wikipedia.org/wiki/HotelKaiserhof\\_%28Berlin%29](http://de.wikipedia.org/wiki/HotelKaiserhof_%28Berlin%29).

Hoven, Herbert. «Was Ford nicht tut», *Die Zeit*, 22 septembre 1995, [http://www.zeit.de/1995/39/Was\\_Ford\\_nicht\\_tut](http://www.zeit.de/1995/39/Was_Ford_nicht_tut).

« How Does a Congress of Millionaires Represent You ? », [http://www.gatheringspot.net/topic/political-activismcover-ups/](http://www.gatheringspot.net/topic/political-activismcover-ups/how-does-congress-millionaires-represent-you) how-does-congress-millionaires-represent-you.

«Hugo Boss», [http://fr.wikipedia.org/wiki/Hugo\\_Boss](http://fr.wikipedia.org/wiki/Hugo_Boss).

Hunt, Linda. *Secret Agenda : The United States Government, Nazi Scientists, and Project Paperclip, 1945 to 1990*, New York, 1991.

«IG Farben», [http://en.wikipedia.org/wiki/Ig\\_Farben](http://en.wikipedia.org/wiki/Ig_Farben).

*IG Farben. Von Anilin bis Zwangsarbeit : Zur Geschichte von BASF, BAYER, HOECHST und anderen deutschen Chemie-Konzernen*, Stuttgart, 1995.

famés, Harold. « Die Rolle der Banken im Nationalsozialismus », dans: Lothar Gall et Manfred Pohl (éd.). *Unternehmen im Nationalsozialismus*, Munich, 1998, p. 25-36.

Jeffreys, Diarmuid. *Hell's Cartel: IG Farben and the Making of Hitler's War Machine*, Londres, 2008.

Jensen, Derrick. «Neighborhood Bully: Ramsey Clark on American Militarism», *The Sun Magazine*, août 2001, <http://www.thesunmagazine.org/bully.html>.

Jersak, Tobias. «Ô1 für den Führer», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 février 1999.



«Johan Willem Beyen» [http://fr.wikipedia.org/wiki/Johan\\_Willem\\_Beyen](http://fr.wikipedia.org/wiki/Johan_Willem_Beyen).

«John J. McCloy», [http://en.wikipedia.org/wiki/John\\_J.\\_McCloy](http://en.wikipedia.org/wiki/John_J._McCloy) et [http://fr.wikipedia.org/wiki/John\\_McCloy](http://fr.wikipedia.org/wiki/John_McCloy).

Jones, Eleanor, et Ritzmann, Florian. «Coca Cola goes to War», <http://pariahnt.org/pages/Nazi-Cola.htm>.

« Judéo-bolchevisme », [http://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/895823#.C3.8c\)tats-Ums\\_et\\_Grande-Bretagne\\_dans\\_les\\_](http://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/895823#.C3.8c)tats-Ums_et_Grande-Bretagne_dans_les_)  
**ann.C3.Ages\_1920.**

«Julius Friedrich Lehmann», [http://de.wikipedia.org/wiki/Julius\\_Lehmann](http://de.wikipedia.org/wiki/Julius_Lehmann).

Jungbluth, Rüdiger. *Die Quandts : Ihr leiser Aufstieg zur machtigsten Wirstschaftsdynastie Deutschlands*, Francfort-sur-le- Main, 2002.

Kahn, David. *Hitler's Spies : German Military Intelligence in World War H*, New York, 1985.

Kershaw, Ian. *Hitler 3889-1936*, Paris, 1999. (Édition originale : 1998)

Kershaw, Ian. *Hitler 1936-45*, Paris, 2000. (Édition originale: 2000)

Kershaw, Ian. *Making Friends with Hitler: Lord Londonderry and Britain's Road to War*, Londres, 2004.

Kinzer, Stephen. *Overthrow : America's Century ofRegime Change from Hawaii to Iraq*, New York, 2006.

Köhler, Otto. «Wohlstand für aile? Wie Ludwig Erhard im Januar 1945 zusammen mit dem später gehängten SS- Einsatzgruppenführer Otto Ohlendorf die Soziale Marktwirtschaft erfand», *Junge Welt*, 19 septembre 2009, <http://www.dielinke-in- pima. de/Doks / Wohls tandfa. pdf>.

Kolko, Gabriel. «American Business andGermany, 1930-1941», *The Western Political Quarterly*, 25, décembre 1962, p. 713-724.

Kolko, Gabriel. *The Politics ofWar: The World and United States Foreign Policy, 1943-1943*, New York, 1968.

Kolko, Gabriel. *Century ofWar: Politics, Conjlicts, and Society since 1914*, New York, 1994.

Krales, Edwin. « Ensuring the Success of Fascism in Spain : The US Corporate Rôle », Counterpunch, 7 avril 2008, [http://www.counterpunch.org/krales\\_04\\_072\\_0\\_08.html](http://www.counterpunch.org/krales_04_072_0_08.html).

Krammer, Arnold. « Fueling the Third Reich », *Technology and Culture*, 19:3, juillet 1978, p. 394-422.

Kreis, Georg. *Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Innsbruck et Vienne, 2011.

Kugler, Anita. « Das Opel-Management während des Zweiten Weltkrieges. Die Behandlung "feindlichen Vermögens" und die "Selbstverantwortung" der Rüstungsindustrie », dans : Bernd Heyl et Andréa Neugebauer (éd.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse»: Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau, Francfort-sur-le-Main, 1997, p. 35-68. (1997a)

Kugler, Anita. « "Flugzeuge für den Führer" Deutsche "Gefolgschaftsmitglieder" und ausländische Zwangsarbeiter im Opel-Werk in Rüsselsheim 1940 bis 1945 », dans : Bernd Heyl et Andréa Neugebauer (éd.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse»: Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau, Francfort-sur-le-Main, 1997, p. 69-92. (1997b)

Kühnl, Reinhard. *Die nationalsozialistische Linke 1925-1930*, Meisenheim am Glan, 1966.

Kühnl, Reinhard. *Formen bürgerlicher Herrschaft : Liberalismus - Faschismus*, Reinbek bei Hamburg, 1971.

Kühnl, Reinhard. *Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten*, 5<sup>e</sup> édition, Cologne, 1980. (Édition originale: 1975) Kühnl, Reinhard. *Die Weimarer Republik : Errichtung, Machtstruktur und Zerstörung einer Demokratie*, Reinbek bei Hamburg, 1985.

Kümmel, Gerhard. *Transnationale Wirtschaftskooperation und der Nationalstaat: Deutsch-amerikanische Unternehmensbeziehungen in den dreißiger Jahren*, Stuttgart, 1995.

Labarique, Paul. « Historiens sous influence: qui "écrit" l'Histoire? », 8 avril 2004, <http://www.voltairenet.org/Qui-ecrit-1-Histoire>.

Lacroix-Riz, Annie. *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest, 1944-1949: neutralité et embargo, de la guerre au Pacte atlantique*, Paris, 1991.

Lacroix-Riz, Annie. *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, 2006.

Lacroix-Riz, Annie. *De Munich à Vichy : l'assassinat de la Troisième République (1938-1940)*, Paris, 2008.

Lacroix-Riz, Annie. « Louis Renault et la "fabrication de chars pour la Wehrmacht" », 10 mars 2011, <http://owni.fr/2011/03/10/louis-renault-et-la-fabrication-de-chars-pour-la-wehrmacht>.

(2001a)

Lacroix-Riz, Annie. « Dossier Renault: archives et documents », 12 décembre 2011, <http://www.historiographie.info/renault.html>.

(2001b)

Lederman, Robert. « A Jewish Perspective on G. W. Bush », [http://www.theforbiddenknowledge.com/hardtruth/jewish\\_perspective.htm](http://www.theforbiddenknowledge.com/hardtruth/jewish_perspective.htm)

LeBor, Adam. *Hitler's Secret Bankers : The Myth of Swiss Neutrality During the Holocaust*, Secaucus/NJ, 1997.

« Lend-Lease », [http://en.wikipedia.org/wiki/Lend\\_Lease](http://en.wikipedia.org/wiki/Lend_Lease).

Levering, Ralph B. *American Opinion and the Russian Alliance, 1939-1945*, Chapel Hill/NC, 1976.

Lewis, David Lanier. *The Public Image of Henry Ford : an American Folk Hero and his Company*, Détroit, 1976.

Lewy, Guenter. *The Catholic Church and Nazi Germany*, Boulder/CO, 2000.

Liberman, Peter. *Does Conquest pay ? : The Exploitation of Occupied Industrial Societies*, Princeton/NJ, 1996.

Liebig, Michael. « Terror's Legacy: Schacht, Skorzeny, Allen Dulles », *Executive Intelligence Review*, 9 et 16 avril 2004, [http://larouchepub.com/other/2004/3114\\_terror\\_legacy.html](http://larouchepub.com/other/2004/3114_terror_legacy.html).

Lillteicher, Jürgen (éd.). *Profiteure des NS-Systems? : Deutsche Untemehmen und das « Dritte Rtich »*, Berlin, 2006.

Lindner, Stephan H. *Das Reichskommissariat für die Behandlung feindlichen Vermögens im Zweiten Weltkrieg: Eine Studie zur Verwaltungs-, Rechts- und Wirtschaftsgeschichte des nationalsozialistischen Deutschlands*, Stuttgart, 1991.

«L'Oréal», <http://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Or%C3%Agal>.

Losurdo, Domenico. *Democrazia o bonapartismo : Trionfo e decadenza del suffragio universale*, Turin, 1993 (*Démocratie ou bonapartisme: triomphe et décadence du suffrage universel*, Paris, 2005).

Losurdo, Domenico. *Le révisionnisme en histoire : problèmes et mythes*, Paris, 2006.

Losurdo, Domenico. *Il linguaggio dell'Impero: Lessico dell'ideologia americana*, Bari, 2007.

Losurdo, Domenico. *Stalin, Storia e critica di una leggenda nera*, Carocci, Milan, 2008 (*Staline, histoire et critique d'une légende noire*, Bruxelles, 2011).

Luyten, Dirk. *Ideologie en praktijk van het corporatisme tijdens de Tweede Wereldoorlog in België*, Bruxelles, 1997.

MacDonald, Dougal. « Les liaisons nazies des impérialistes anglo-américains - La filière nazie d'Electrolux », [http://www.socialismes.be/Les-liaisons-nazies-des-imperialistes-anglo-americaains-La-filiere-nazie-d-Electrolux\\_a1040.html](http://www.socialismes.be/Les-liaisons-nazies-des-imperialistes-anglo-americaains-La-filiere-nazie-d-Electrolux_a1040.html).

Maddux, Thomas R. *Years of Estrangement : American Relations with the Soviet Union 1933-1941*, Tallahassee/FL, 1980.

Manchester, William. *The Arms of Krupp 1587-3968*, New York, 1970. (Édition originale: 1968)

Martin, Bernd. *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Weltkrieg 1939-1942*, Düsseldorf, 1974.

Martin, Bernd. «Friedens-Planungen der multinationale!! Großindustrie (1932-1940) als politische Krisenstrategie », *Geschichte und Gesellschaft*<sup>1,2</sup>, 1976.

«Timothy Mason», [http://en.wikipedia.org/wiki/Timotliy\\_Mason#Interpretations\\_of\\_fascism.2C\\_.E2.80.9Cprimacy\\_of\\_politics.E2.80.9D](http://en.wikipedia.org/wiki/Timotliy_Mason#Interpretations_of_fascism.2C_.E2.80.9Cprimacy_of_politics.E2.80.9D).

«Massacre des Héréros », [http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_des\\_Hereros](http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_des_Hereros).

Mayer, Arno f. *Why Did the Heavens not Darken ? The Final Solution in History*, New York, 1988.

Mazower, Mark. *Hitler's Empire : How the Nazis Ruled Europe*, New York, 2008.

Meysan, Thierry. « Histoire secrète de l'Oréal : Antisémitisme et anti-maçonnisme », Le Réseau Voltaire, le 28 juillet 2010, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20374>.

Mikhah, Yosef. «Ford, General Motors et le III<sup>e</sup> Reich: une collaboration "hautement profitable" », <http://www.lariposte.com/ford-general-motors-et-le>, 239.html.

Mikhah, Yosef, et Kofot, Tony. «Criminele partners: Het VS-grootkapitaal en de nazi's », traduction néerlandaise d'un article allemand publié dans: *Die Funke*, 10 mai 2005, [http://www.afvn.nl/2005^/afpag\\_20\\_2i.htm](http://www.afvn.nl/2005^/afpag_20_2i.htm).

Mills, Geoffrey T., et Rockoff, Hugh (éd.), *The Sinews of War: Essays on the Economic History of World War II*, Ames/IA, 1993.

Milward, Alan S. *The German Economy at War*, Londres, 1965.

Milward, Alan S. «Politische Ökonomie, Unilateralismus und Sicherheit im "Dritten Reich"», dans : Werner Abelshäuser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen: Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 221-229.

Mommsen, Hans, et Grieger, Manfred. *Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich*, 3<sup>e</sup> édition, Düsseldorf, 1997.

Mommsen, Wolfgang J. «1933 : Die Flucht in den Führerstaat», dans: Carola Stern et Heinrich A. Winkler (éd.), *Wendepunkte deutscher Geschichte 1848-1990*, Francfort-sur-le-Main, 1997, p. 127-158.

Muller, Jerry Z. *Capitalism and the Jews*, Princeton/NJ, 2010.

Müller, Rolf-Dieter. «Das "Unternehmen Barbarossa" als wirtschaftlicher Raubkrieg», dans : Gerd R. Ueberschar et Wolfram Wette (éd.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion: « Unternehmen Barbarossa » 1941*, Francfort-sur-le-Main, 2011, p. 125-157. (2011a)

Müller, Rolf-Dieter. *Der Feind steht im Osten : Hitlers geheime Pläne für einen Krieg gegen die Sowjetunion im Jahr 1939*, Berlin, 2011. (2011b)

Nasaw, David. *The Chief: the life of William Randolph Hearst*, Boston, 2000.

Navarro, Vicente. «They Worked for Franco: How Secretary of State Cordell Hull and Nobel Laureate Camilo José Cela Collaborated with Spain's Fascist Regime», *Counterpunch*, 30-31 octobre 2004, <http://www.counterpunch.org/navarro10302004.html>.

Ndiaye, Pap A. *Nylon and Bombs: DuPont and the March of Modern America*, Baltimore/MD, 2007.

Neebe, Reinhard. *Großindustrie, Staat und NSDAP 1930-1933: Paul Silverberg und der Reichsverband der Deutschen Industrie in der Krise der Weimarer Republik*, Göttingen, 1981.

Günter Neliba, *Die Opel-Werke im Konzern von General-Motors (1929-1948) in Rüsselsheim und Brandenburg: Produktion für Aufrüstung und Krieg ab 1935 unter nationalsozialistischer Herrschaft*, Francfort-sur-le-Main, 2000.

Newton, Scott. *Profits of Peace : The Political Economy of Anglo-German Appeasement*, Oxford, 1996.

Niess, Frank. *Geschichte der Arbeitslosigkeit. Ökonomische Ursachen und politische Kämpfe : ein Kapitel deutscher Sozialgeschichte*, 2<sup>e</sup> édition, Cologne, 1982. (Édition originale: 1979)

Nolte, Emst. « Big Business and German Politics : A Comment », *American Historical Review*, LXXV : i, octobre 1969, p. 47-55.

North, David. «A critical review of Daniel Goldhagen's Hitler's Willing Executioners », World Socialist Web Site, 17 avril 1997, <http://www.wsws.org/artides/1997/apr1997/fasc-a17.shtml>.

«NYSE Statistics Archive», <http://www.nyse.com/financials/io2222i393023.html>.

« Octogon », <http://fr.wikipedia.org/wiki/Octogon>.

Oglesby, Cari. «The Secret Treaty of Fort Hunt», <http://atrueott.files.wordpress.com/2010/05/the-secret-treaty-of-fort-hunt.pdf>.

«On 31st December, Britain will have paid off the last of its WWII loans from the US», <http://forums.canadiancontent.net/internationalpolitics/55234-31st-december-britain-will-have.html>.

Overesch, Manfred. *Machtergreifung von links: Thüringen 1945- 46*, Hildesheim, 1993.

Parenti, Michael. *Democracy for the Few*, 6<sup>e</sup> édition, New York, 1995.

Pätzold, Kurt. *Der Führer ging, die Kopflanger blieben : Ein historisches Finale und aktuelle Kontroversen*, Cologne, 2005.

Pätzold, Kurt, et Weifëbecker, Manfred. *Geschichte der NSDAP 1920-1945*, Cologne, 1998.

Pauwels, Jacques R. *Le mythe de la bonne guerre: Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale*, nouvelle édition, Bruxelles, 2012. (Édition originale : 2005)

Pauwels, Jacques R. *De Canadezen en de bevrijding van België 1944-1945*, Berchem, 2004.

Jacques R. Pauwels. «70 Years Ago, December 1941: Turning Point of World War II», Global Research, 6 décembre 2011, <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=28059> (2011a).

Jacques R. Pauwels. «Fall 1941: Pearl Harbor and The Wars of Corporate America», Global Research, 6 décembre 2011, <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=28159> (2011b).

Pavillon, Sophie. «Aluminium Industrie AG (Alusuisse) et le

Troisième Reich: l'axe de l'aluminium», [http://page2.ch/EdPage2/p2\\_2GM\\_alu.html](http://page2.ch/EdPage2/p2_2GM_alu.html).

Pavillon, Sophie. « Les Aciéries Georg Fischer et le Troisième Reich: obus sans frontières», [http://page2.ch/EdPage2/p2\\_2GM\\_fischer.html](http://page2.ch/EdPage2/p2_2GM_fischer.html).

Pavillon, Sophie. « Maggi et le Troisième Reich : du potage pour la Wehrmacht», [http://page2.ch/EdPage2/p2\\_2GM\\_maggi.html](http://page2.ch/EdPage2/p2_2GM_maggi.html).

Pendergrast, Mark. *For God, country, and Coca-Cola: The unauthorized history of the great American soft drink and the company that makes it*, New York, 1993.

Pinto-Duschinsky, Michael. «The Holocaust: Excusing the Inexcusable», juillet-août 2011, <http://standpointmag.co.uk/features-julyaugustn-the-holocaust-excusing-the-inexcusable-michael-pinto-duschinsky-holocaust-toepfer-richard-evans>.

Plumelle-Urbe, Rosa Amelia. *La férocité blanche. Des non-blancs aux non-Aryens : génocides occultés de 1492 à nos jours*, Paris, 2001.

Plumpe, Werner. «Politische Zäsur und funktionale Kontinuität : Industrielle Nachkriegsplanung und der Übergang zur Friedenswirtschaft 1944-1946», 1999: *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, vol. 4, 1992, p. 11-37.

Plumpe, Werner. « Untemehmen im Nationalsozialismus : Eine Zwischenbilanz », dans : Werner Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Untemehmen: Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 243-266.

Pohl, Hans, Habeth, Stephanie et Brüninghaus, Beate. *Die Daimler-Benz AG in den Jahren 1933 bis 1945 : Eine Dokumentation*, Stuttgart, 1986.

Ponting, Clive. *Armageddon: The Second World War*, Londres, 1995-

Pool, James. *Hitler and his Secret Partners : Contributions, Loot and Rewards, 1933-1945*, New York, 1997.

Pool, James, et Pool, Suzanne. *Who Financed Hitler ?*, New York,



1978.

Potkina, Irina V. «The Singer Company in Russia, 1897-1917: strategy, identity, performance, reception, adaptability», <http://www.helsinki.fi/iehc2006/papers3/Potkina.pdf>.

Poulantzas, Nicos. *Fascisme et dictature*, Paris, 1974. (Édition originale : 1970)

Puchert, Berthold. « Die ökonomische Expansion Deutschlands und ihre Rolle in den Weltkriegen », dans: Werner Rôhr, Brigitte Berlekamp et Karl-Heinz Roth (éd.), *Der Krieg vor dem Krieg: Ökonomik und Politik der «friedlichen » Aggressionen Deutschlands 1938-1939*, Hamburg, 2001, pp. 352-366.

Recker, Marie-Luise. «Zwischen sozialer Befriedung und materieller Ausbeutung : Lohn- und Arbeitsbedingungen im Zweiten Weltkrieg», dans: Wolfgang Michalka (éd.), *Der Zweite Weltkrieg. Analysen, Grundzüge, Forschungsbilanz*, Munich et Zurich, 1989, p. 430-444.

«Reemtsma (Familie) », <http://de.wikipedia.org/wiki/Reemtsma>.

Reich, Simon. *The Fruits of Fascism : Postwar Prosperity in Historical Perspective*, Ithaca/NY et Londres, 1990.

Reich, Simon. «Corporate Social Responsibility and the Issue of Compensation: The Case of Ford and Nazi Duitsland», dans: Francis R. Nicosia et Jonathan Huener (éd.), *Business and Industry in Nazi Germany*, New York et Oxford, 2004.

Research Findings About Ford-Werke Under the Nazi Regime, Dearborn/MI, 2001, [http://media.ford.com/events/pdf/2d-Research\\_Findings\\_So3.pdf](http://media.ford.com/events/pdf/2d-Research_Findings_So3.pdf).

Reuss, Ernst. *Kriegsgefangenen im 2. Weltkrieg: Wie Deutsche und Russen mit ihren Gegnem umgingen*, Berlin, 2010.

Reymond, William. *Coca-Cola, het verboden onderzoek*, Breda, 2007.

Ritschl, Albrecht. «Die NS-Wirtschaftsideologie - Modernisierungsprogramm odet reaktionäre Utopie ? », dans : Michael Prinz et Rainer Zitelman (éd.), *Nationalismus und Modernisierung*, 2<sup>e</sup>

édition, Darmstadt, 1994, p. 48-70. (Édition originale : 1994)

Rocha, Léon. «The Great Rubber Robbery: How Julius Fromm's Condom Empire Fell to the Nazis », *The Berlin Review of Books*, 28 janvier 2011.

Roth, Karl Heinz. «Wirtschaftliche Vorbereitungen auf das Kriegsende und Nachkriegsplanungen», dans : Dietrich Eichholtz, *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft 1933-1943*, tome 3, Berlin, 1996, p. 509-611.

Roth, Karl Heinz. « “Neuordnung” und wirtschaftliche Nachkriegsplanungen », dans: Dietrich Eichholtz (éd.), *Krieg und Wirtschaft: Studien zur deutschen Wirtschaftsgeschichte 1939-1945*, Berlin, 1999, p. 195-219.

Roth, Karl Heinz, et Abraham, Jan-Peter. *Reemtsma auf der Krim : Tabakproduktion und Zwangsarbeit unter der deutschen Besatzungsherrschaft 1941-1944*, Hambourg, 2010.

Russell, Thaddeus. *A Renegade History of the United States*, New York, 2010.

Sampson, Anthony. *The Sovereign State of ITT*, New York, 1973.

Sampson, Anthony. *The Seven Sisters: The Great Oil Companies and the World They Made*, New York, 1975.

Schäfer, Hans Dieter. «Amerikanismus im Dritten Reich», dans : Michael Prinz et Rainer Zitelman (éd.), *Nationalismus und Modernisierung*, 2<sup>e</sup> édition, Darmstadt, 1994, p. 199-215. (Édition originale: 1994)

Schanetzky, Tim. «Geschäfte mit der braunen Diktatur», *Die Zeit*, 16 mars 2006.

Schemer, Jonas. «Industrial Investment in Nazi Germany : The Forgotten Wartime Boom», mars 2006, [http://www.econ.yale.edu/seminars/echist/eho6/scherner-06032Ç\).pdf](http://www.econ.yale.edu/seminars/echist/eho6/scherner-06032Ç).pdf).

Schemer, fonas. *Die Logik der Industriepolitik im Dritten Reich: Die Investitionen in die Autarkie und Rüstungsindustrie und ihre staatliche Förderung*, Stuttgart, 2008.

Schmelzer, Janis. «In zwei Etappen zum Sieg: Wie Bayer & Co die Nachkriegsgeschichte bestimmten», décembre 1988, <http://ourworld.compuserve.com/homepages/CriticalShareholders/igback.htm>.

Schmitz, David F. «A Fine Young Révolution: The United States en the Fascist Révolution in Italy, 1919-1925 », *Radical History Review*, 33, septembre 1985, p. 117-138.

Schonbach, Morris. *Native American Fascism during the 1930s and 1940s : A study of its roots, its growth, and its décliné*, New York, 1985.

Schröder, Hans-Jürgen. *Deutschland und die Vereinigten Staaten 1933-1939 : Wirtschaft und Politik in der Entwicklung des deutsch-amerikanischen Gegensatzes*, Wiesbaden, 1970.

Schweitzer, Arthur. *Big Business in the Third Reich*, Bloomington/IN, 1964.

Sherry, Michael S. *In the Shadow of War: The United States Since the 1930s*, New Haven/CT et Londres, 1995.

Silverstein, Ken. «Ford and the Führer», *The Nation*, le 24 janvier 2000.

Sinclair, Upton. *The Flivver King: A Story of Ford-America*, Pasadena/CA, 1937.

Small, Melvin. «The "Lessons" of the Past: Second Thoughts about World War II», dans: Norman K. Risjord (éd.), *Insights on American History*, vol. 2, San Diego/CA, 1988.

Snell, Bradford. « General Motors and the Nazis », *Ramparts*, 12 juin 1974, p. 14-16.

Sobel, Robert. *I.T.T.: The Management of Opportunity*, New York, 1982.

Sobel, Robert. RCA, New York, 1986.

Soete, Lieven. *Het Sovjet-Duitse niet-aanvalsact van 23 augustus 1939: Politieke Zeden in het Interbellum*, Berchem, 1989.

Sohn-Rethel, Alfred. *The Economy and Class Structure of German Fascism*, Londres, 1987.

Spoerer, Mark. *Vont Scheingewinn zum Rüstungshoom : Die Eigenkapitalrentabilität der deutschen Industrieaktiengesellschaften 1925-1941*, Stuttgart, 1996.

Spoerer, Mark. « Die Automobilindustrie im Dritten Reich : Wachstum um jeden Preis ? », dans : Lothar Gall et Manfred Pohl (éd.), *Untemehmen im Nationalsozialismus*, Munich, 1998, p. 61- 68.

Spoerer, Mark. *Zwangsarbeit unter dem Hakenkreuz : Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und Häftlinge im Deutschen Reich und im besetzten Europa 1939-1945*, Stuttgart et Munich, 2001.

St. Clair, Jeffrey. *Grand Theft Pentagon : Tales of Corruption and Profiteering in the War on Terror*, Monroe/ME, 2005.

Staas, Christian, et Vollcer, Ullrich. « Deutsche Geschichte vom zweiten zum "Dritten Reich" », *Zeit Online*, 8 février 2011, [http://www.zeit.de/j-zeit-geschichte/2010/04/ Interview](http://www.zeit.de/j-zeit-geschichte/2010/04/Interview).

Stannard, David E. *American Holocaust : Columbus and the Conquest of the New World*, New York et Oxford, 1992.

Steinacher, Gerald. *Nazis auf der Flucht: Wie Kriegsverbrecher über Italien nach Übersee entkamen*, Francfort-sur-le-Main, 2010.

Steiner, André. « Umriss einer Geschichte der Verbraucherpreispolitik unter dem Nationalsozialismus », dans : Werner Abelshauser, Jan-Otmar Hesse et Werner Plumpe (éd.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Untemehmen : Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dieter Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, 2003, p. 279-303.

Stokes, Raymond G. « The Oil Industry in Nazi Germany, 1936-1945 », *Business History Review*, vol. 59, n. 2, été 1985, p. 254-277.

Streb, Jochen. « Über Ralf Banken, *Edelmetallmangel und Grojiraumwirtschaft: Die Entwicklung des deutschen Edelmetallsektors im*

"Dritten Reich" 1933-1945», Berlin, 2008, <http://hsozku.lt.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2009-4-112>.

Sutton, Anthony C. *Wall Street and the Rise of Hitler*, Sudbury, 1976.

Tarpley, Webster G., et Chaitkin, Anton. «The Hitler Project», chapitre 2 de *George Bush: The Unauthorized Biography*, Washington, 1992.

Tarpley, Webster G. « En 1932, Fox a aidé à produire des films de propagande pour Hitler », 30 septembre 2010, <http://infoguerilla.fr/?p=5633>-

Taylor, Frederick. *Exorcising Hitler: The Occupation and Dénazification of Germany*, New York, 2011.

«Thomas H. McKittrick Papers, 1924-1955», <http://www.library.hbs.edu/hc/sfa/McKittrickThomas.htm>.

«Thomas W. Lamont», [http://en.wikipedia.org/wiki/Thomas\\_W.\\_Lamont](http://en.wikipedia.org/wiki/Thomas_W._Lamont).

Tooze, Adam. « Economies, Ideology and Cohésion in the Third Reich: A critique of Goetz Aly's *Hitlers Volksstaat* », septembre 2005.

Tooze, Adam. *The Wages of Destruction : The Making and Breaking of the Nazi Economy*, Londres, 2006 (*Le salaire de la destruction*, Paris, 2012),

Trepp, Gian. « Ein Rückblick am Ende einer Ära : Das Gewicht der Vereinigten Staaten in der BIZ », *Neue Zürcher Zeitung*, 25 novembre 1994.

Trepp, Gian. « Kapital über alles : Zentralbankenkooperation bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg », dans : Philipp Sarasin et Regina Wecker (éd.), *Raubgold, Réduit, Flüchtlinge : Zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zurich, 1998, p. 71-80.

Treue, Wilhem (éd.). *Deutschland in der Weltwirtschaftskrise in Augenzeugenherichten*, Munich, 1976.

Treue, Wilhelm. «Widerstand von Unternehmern und Nationalökonomen», dans: Jiirgen Schmâdeke et Peter Steinbach (éd.), *Der Widerstand gegen Hitler*, Munich, 1985, p. 917-937.

Turner, Henry Ashby Jr. *German big business and the rise of Hitler*, New York, 1985.

Turner, Henry Ashby Jr. « Unternehmen unter dem Hakenkreuz », dans: Lothar Gall et Manfred Pohl (éds.), *Unternehmen im Nationalsozialismus*, Munich, 1998, pp. 15-23.

Turner, Henry Ashby Jr. *General Motors and the Nazis: The Struggle for Control of Opel, Europe's Biggest Carmaker*, New Haven/CT et Londres, 2005.

Ueberschâr, Gerd R. « Das Scheitern des "Unternehmens Barbarossa" », dans : Gerd R. Ueberschâr et Wolfram Wette (éd.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion: « Unternehmen Barbarossa » 1941*, Francfort-sur-le-Main, 2011, p. 85-122.

Uhl, Susanne. « Comment l'entreprise Reemtsma a tiré profit du travail forcé en Crimée à l'époque nazie », [http://www.tlaxcala-int.org / article, asp ?reference=83 5](http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=835).

«Ullstein Verlag», [http://de.wikipedia.org/wiki/Ullstein\\_Verlag](http://de.wikipedia.org/wiki/Ullstein_Verlag).

« Untermensch », <http://en.wikipedia.org/wiki/Untermensch>.

van der Pijl, Kees. *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, 1984.

« VARTA », <http://de.wikipedia.org/wiki/VARTA>.

Volker, Hentschel. *Ludwig Erhard: Ein Politikerleben*, Munich et Landsberg am Lech, 1996.

Vôlklein, Ulrich. *Geschäfte mit dem Eeind : Die geheime Allianz des grossen Geldes während des Zweiten Weltkriegs aufbeiden Seiten der Front*, Hambourg et Vienne, 2002.

«VS-Banken collaboreerden met nazi's», *Het Nieuwsblad*, 26 décembre 1998.

«W. Averell Harriman», [http://en.wikipedia.Org/wiki/W.\\_](http://en.wikipedia.Org/wiki/W._)

Averell Harriman.

Wallace, Max. *The American Axis : Henry Ford, Charles Lindbergh, and the Rise of the Third Reich*, New York, 2003.

Warburg, Sydney. *De geldbronnen van het Nationaal-Socialisme : drie gesprekken met Hitler*, Rijswijk, 2008. (Édition originale: 1933)

Weißbecker, Manfred. *Das Firmenschild : Nationaler Sozialismus. Der deutsche Faschismus und seine Partei*, Cologne, 2011.

Weixelbaum, Jason. « Business as Usual : Journalistic, Academic, and Synthetic Responses to Allied Corporate Collaboration with the Third Reich », 25 décembre 2010, <http://jasonweixelbaum.wordpress.com/2010/12/25/historiography-of-corporatenazi-collaboration-review-essay>.

Weixelbaum, Jason. « Debunking Conspiracy: Ford-Werke and the Allied Bombing Campaign of Cologne », 9 mai 2012, <http://jasonweixelbaum.wordpress.com>.

« Werner von Clemm », [http://en.wikipedia.org/wiki/Werner\\_von\\_Clemm](http://en.wikipedia.org/wiki/Werner_von_Clemm).

Whiting, Charles. *Hitler's Secret War: The Nazi Espionage Campaign against the Allies*, Londres, 2000.

Wiegel, Gerd. « Faschismusdefinition - Nur ein Streit um Worte ? », dans : Michael Klundt (éd.), *Kapitalismus versus Barbarei ? Die Geschichtsschreibung der «Neuen Weltordnung»*, Cologne, 2007, p. 178-193.

Wiegrefe, Klaus. « Hitler-Orden für Henry Ford », *Der Spiegel*, 50,7 décembre 1998, p. 184-185, <http://wissen.spiegel.de/wissen/dokument/dokument.html?id=8440647&top=SPIEGEL>.

Wiesen, S. Jonathan. « German Industry and the Third Reich: Fifty Years of Forgetting and Remembering », *Dimensions : A Journal of Holocaust Studies*, vol. 13, n. 2, [http://www.adl.org/braun/dim\\_i3\\_2\\_forgetting.asp](http://www.adl.org/braun/dim_i3_2_forgetting.asp).

Wilkins, Mira, et Hill, Frank Ernest, *American Business Abroad : Ford on Six Continents*, Détroit, 1964.

« William Henry Draper, Jr. », <http://en.wikipedia.org/wiki/>

William\_Henry\_Draper\_J r.

«William Randolph Hearst», <http://homepage.mac.com/oldtownman/media/hearst.html>.

Woodhouse, Howard. *Selling Out : Academic Freedom and the Corporate Market*, Montréal, 2009.

Wubs, Ben. *International Business and National War Interests: Unilever between Reich and Empire, 1939-1945*, Londres et New York, 2008.

Yeadon, Glen, et John Hawkins. *The Nazi Hydra in America: Suppressed History of a Century*, Palm Desert/CA, 2008.

Z, Mickey. « The A[ppeasement] Word », 10 janvier 2003, <https://therealstories.wordpress.com/20x2/01/25/hitlers-amerikanische-geschäftsfreunde>.

Zdral, Wolfgang. *Der finanzierte Aufstieg des Adolfs*, Vienne, 2002.

Zezima, Michael. *Saving Private Power: The Hidden History of «The Good War»*, New York, 2000.

Ziegler, Dieter (éd.). *Großbürger und Untermehrer: Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert*, Göttingen, 2000.

Zilg, Gérard Colby. *DuPont: Behind the Nylon Curtain*, Englewood Cliffs/ NJ, 1974.

Zinn, Howard. *A People's History of the United States*, New York, 1990 (*Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Marseille, 2003).

« ZwangsarbeiterInnen [sic] bei Ford AG Köln», *Stadtrevue Köln*, 9/1:995, <http://www.nadir.org/nadir/archiv/Antifaschismus/Themen/Zwangsarbeit/ZwangFord.html>.



## Extrait du catalogue des éditions Aden

### Collection Petite bibliothèque

- 32. *Oser penser à gauche*, Sophie Heine
- 33. *Brassens libertaire*, Marc Wilmet
- 34. *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Anne Morelli
- 35. *Petit dictionnaire amoureux des socialismes*, collectif
- 36. *Républicain et révolutionnaire*, Jean Volders
- 37. *Sur la forme républicaine à donner au gouvernement belge*, Philippe Buonarroti
- 38. *Féminismes pluriels*, Nicole Van Enis

### Collection Grande bibliothèque

- 25. *La dette ou la vie*, dir. Damien Millet et Eric Toussaint
- 26. *La finance imaginaire*, Geoffrey Geuens
- 27. *La crise de trente ans*, Henri Houben
- 28. *Etre radical*, Saul Alinsky
- 29. *Des devoirs des juifs et des devoirs de l'État*, Constantin Brunner
- 30. *C'est un joli nom, camarade*, Jean Lemaître
- 31. *Du communisme et des communistes en Belgique*, José Gotovitch
- 32. *L'arche de Socrate*, Normand Baillargeon
- 33. *Et si on arrêtait de payer ?*, Olivier Bonfond

### Collection Fil rouge

- *Figures de l'antisémitisme*, Marcel Liebman
- *Néjuif*, Marcel Liebman

### Collection Opium du peuple

- *Lire Jean Meslier, Curé et athée révolutionnaire*, Serge Deruette
- *Les libertins d'Anvers*, Georges Eekhoud
- *Ni Dieu, ni maître*, **Auguste Blanqui**
- *Les fanatiques de l'Apocalypse*, Norman Cohn

### Collection EPO

- *L'horreur impériale*, Michael Parenti
- *Breendonk, chronique d'un camp*, Jos Vander Velpen
- *Hitler, l'irrésistible ascension*, **Kurt Gossweiler**

### Collection Passe-mémoire

- *Depuis la nuit et le brouillard*, Juana Dona
- *Dites-moi à quoi ressemble un arbre*, Marcos Ana
- *Chroniques de la Guerre d'Espagne*, **Miguel Hernandez**
- *Les enfants perdus du franquisme*, collectif

Achevé d'imprimer par EPO,  
Lange Pastoorstraat 25-27, 2600 Anvers, Belgique

ii. Herbst, p. 86-87.  
16. Mommsen (1997), p. 146.  
35. Poulantzas, p. 221, se référant à une étude de l'historien allemand Karl Dietrich Bracher, *Die Deutsche Diktatur*.  
36. Falter, p. 40-42,43-45 ; Kühnl (1980), p. 85-86 ; Gossweiler, p. 328-331, 463-464 ; Poulantzas, p. 220-222; voir également les statistiques dans Hörster-Philipps, p. 129.  
76. Ziegler, p. 16-18, 52-53.  
80. Citation tirée de: Overesch, p. 64.  
82. Evans (205), p. 460-461; Eichholtz (1999c), p. 131-134.  
87. Tooze (2005), P- 7<sup>et</sup> (2006), p. 114.  
93. Eichholtz (1999b), p. 13, et (2000), p. 117-119; Tooze (2006), p. 115-120; Hörster- Philipps, p. 247-248, 265; Hallgarten et Radkau, p. 261 et suivantes; Gnau, p. 80-85.  
97. Scherner (2008), p. 280-283.  
99. Buchheim et Scherner (2006), p. 95-96; voir aussi Bettelheim, II, p. 35-39, 66.  
100. Milward (2003), p. 225. Selon Plumpe (2003), P- ^ s'agissait plutôt d'«une économie basée sur la propriété privée, mais avec de moins en moins de possibilités pour des décisions prises en privé».  
ni. Kershaw (2001), p. 132-133. Voir aussi James, p. 30-31.  
140. Kühnl (1980), p. 261; Bettelheim, II, p. 104; Gaul, p. 207.  
160. Eichholtz (1999b), p. 11.  
162. Homburg, p. 183,198.  
175. Tooze (2006), p. 496, 561.  
181. Cette théorie est associée au nom de l'historien britannique Timothy Mason, voir «Timothy Mason»; pour un éloge de cette théorie, voir Turner (1998), p. 16-17.  
182. Voir par exemple les remarques dans Eichholtz (1999b), p. 11.  
192. Voir par exemple Kolko (1994), p. 75-76.  
196. Voir l'interview avec l'historien allemand Stephan Malinowski dans l'article de Staas et Ullrich; Müller (2011a), p. 140.  
198. Milier (2011a), p. 138-140.  
199. Müller (2011b), p. 236.  
213. Mayer, p. 207-228.  
265. Kümmel, p. 105-108,119-121.  
285. Zdral, p. 167 ; Gossweiler, p. 322, 342 ; Burke, p. 282 ; Ferguson et Voth, p. 16.  
291. Tarpley et Chaikin; «AU in the Family: The Apple does not fall far from the BUSH»; Aris et Campbell; Buchanan et Michael; Mikhah et Kofoet; «W. Àverell Harriman».  
295. Tarpley.  
299. Billstein *et al.*, p. 25 ; Tumer (2005), p. 23 ; Grunberger, p. 199.  
300. Pendergrast, p. 221; Jones et Ritzmann; Reymond, p. 302-305.  
303. Liebig; citation tirée d'Adam LeBor, p. 134; van der Pijl, p. 113; Kinzer, p. 114; Doares ; Mickey Z.  
304. *Research Findings*, p. 35-36 ; Kümmel, p. 121-133 ; de Grazia, p. 215 ; Reich (1990), p. 109,117, 247; également Silverstein, p. 11-16.  
309. Black (2001), p. 76-77, 86-87, 98.119-121,164-198, 222.  
316. Etzold, p. 78-79.  
319. Gossweiler, p. 150-154; voir aussi le documentaire «Banking with Hitler».  
322. Black (2001), p. 59 et suivantes, 76 et suivantes.  
334. Fischer (1998), p. 176.  
336. Cité dans Müller (2011a), p. 145.  
341. Baldwin, p. 279 ; Higham, p. i6r.  
360. Chernow, p. 441; «NYSE Statistics Archive».  
361. Billstein *et ai.*, p. 25; Neliba, *passim*; Bauer, Fritze, Geschke, Hesse et Silz, p. 128-138; Black (2009), p. 104-105; Kugler (1997a), p. 35-38, 40 et suivantes, et (1997b)> P- 69-92; Helms, p. 113 ; Turner (2005), p. 41 et suivantes, 92-99.  
362. Gassert (1999).  
372. Cité dans Dobbs (1998a).  
380. Hamngton, p. 135.  
383. Higham, p. 97,171 ; Cray, p. 315 ; Sampson (1975), p. 82 ; Whiting, p. 43-44.  
384. Black (2001), p. 115.  
405. Helms, p. 114.  
406. Billstein *et al.*, p. 74,141.  
411. *Research Finding?>* p. 88. Voir aussi Reich (2004), p. m, 118 et suivantes, 127 et suivantes.  
415. Black (2001), p. 339, 376, 392-395; voir aussi Black (2004).  
418. Silverstein, p. 15 et suivantes; Lindner, p. 121.  
420. Wubs, p. 182.  
437. *Research Findings*, p. 136; Kümmel, p. 133; Silverstein, p. 12,14; Helms, p. 115; Reich (2004), p. 121,123.  
450. Kugler (1997a), p. 57, et (1997b), p. 72-76, citation tirée de p. 76 ; Billstein *et al.*, p. 53-55; Turner (2005), p. 145-146; Bauer, Fritze, Geschke, Hesse et Silz, p. 134-136. Il y a dix ans envrion, Opel d'abord, et Ford-Allemagne par la suite, par le gouvernement allemand afin de dédommager quelque peu les rares survivants parmi les travailleurs forcés étrangers qui, pendant la guerre, avaient sué sang et eau dans les usines allemandes ; voir von Hassell et MacRae, p. 109.  
456. Spoerer (1998), p. 68.  
462. *Research Findings*, p. 133.  
463. Higham, p. 20-31 ; citation tirée de Liebig. Voir aussi le documentaire « Banking with Hitler».  
468. Higham, p. 1-19, consacre tout un chapitre à la BRI. Sur McKittrick, «le banquier américain d'Hitler », voir le livre de Charguéraud. Voir aussi le documentaire «Banking with Hitler».  
469. Charguéraud, p. 16,19. Voir aussi «Johan Willem Beyen».  
483. On peut découvrir les affiches patriotiques sponsorisées par General Motors dans la section photographique des National Archives, à Washington, DC.  
485. Sherry, p. 172; Gaja, p. 28.